



**ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU
PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ABATTOIR MODERNE DANS
LA COMMUNE DE BANFORA, PROVINCE DE LA COMOE, REGION
DES CASCADES**



Rapport final

Novembre 2025

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	XI
EXECUTIVE SUMMARY	XXIII
CHAPITRE I : INTRODUCTION	1
CHAPITRE II : DESCRIPTION DU SOUS PROJET	5
CHAPITRE III : CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL.....	18
CHAPITRE IV. DESCRIPTION DE L’ETAT INITIAL DE L’ENVIRONNEMENT... 	61
CHAPITRE V. ANALYSE DES VARIANTES DANS LE CADRE DU PROJET.....	91
CHAPITRES VI : ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, ECONOMIQUES ET SOCIAUX	97
CHAPITRES VII. IDENTIFICATION ET EVALUATION DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET	104
CHAPITRES VIII. IDENTIFICATION, ANALYSE ET EVALUATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX	127
CHAPITRE IX. MESURES ET ACTIONS CLEES DU PLAN D’ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (PEES).....	138
CHAPITRE X. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	141
CHAPITRE XI. PLAN DE FERMETURE / REHABILITATION.....	176
CHAPITRE XII. CONSULTATION DU PUBLIC.....	179
CONCLUSION	202
BIBLIOGRAPHIE	204
ANNEXES	XXVI
TABLE DES MATIERES.....	XLIV

LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

AN	Assemblée Nationale
ANEVE	Agence Nationale des Évaluations Environnementales
APSD/PA-SD	Action Plan for Stabilization and Development
APR	Analyse Préliminaire des Risques
BAEL-91	Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint suivant la méthode des états limites
BDOT	Base de Données d'Occupation des Terres
NTD/BNDT	National Topographic Database
CEDL	Commission Environnement et Développement Local
CES	Cadre Environnemental et Social
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
COGES	Comité de Gestion Environnementale et Sociale
COTEVE	Comité Technique sur les Évaluations Environnementales
CMM	Control Mission
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
CVD	Comité Villageois de Développement
DGEAP	Direction Générale des Espaces et des Aménagements Pastoraux
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGFOMR	Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
DGPA	Direction Générale des Productions Animales
DGPER	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPV	Direction Générale des Productions Végétales
DGRH	Direction Générale des Ressources Halieutiques
DGSV	Direction Générale des Services Vétérinaires
DRTEE	Direction Régionale de la Transition Ecologique et de l'Environnement
EAS	Exploitation et les Abus Sexuels
EIES	Étude d'Impact Environnemental et Social
E&S	Environmental and Social
ESMF	Environmental and Social Management Framework
ESIS	Environmental and Social Study
ESMP	Environmental and Social Management Plan
EHSD (DESS)	Environmental, Health and Safety Directives
ESMPCS:	Environmental and Social Management Plan - Construction Site,
EPI	Équipement de Protection Individuel

EQIP	Environmental Quality Improvement Plan
GES	Gaz à Effets de Serre
GBV:	Gender Based Violence
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
HS	Harcèlement Sexuel
HSHP	Health, Safety, and Hygiene Plan
IST,VIH/SIDA	Sexually transmitted infection HIV AIDS
IA	Importance Absolue
ISO	International Standard Organization
INSD	National Institute for statistic and Demography
IEC	Information-Éducation-Communication
IST	Infection Sexuellement Transmissible
LRCP/:PRECEL	Livestock Resilience and Competitiveness Project
MATD	Ministère de l’Administration Territoriale et de la Décentralisation
MGP	Mécanisme de Gestion des Plaintes
MARAH	Ministry of Agriculture, Animal and Fisheries
MRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
MC/COGES:	Management Committee
MST	Maladie Sexuellement Transmissible
MTEE	Ministère de la Transition Écologique et de l’Environnement
NAFA/ANEVE:	National Agency for Environmental Assessments
NSO/BUNASOLS :	National Soil Office
NEF/CES	Environmental and Social Framework
NES	Environmental and Social Standards
NESDP :	National Economic and Social Development Plan
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONEA	Office National de l’Eau et de l’Assainissement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAN/LCD	Plan d’Action National de Lutte Contre la Désertification
PANA	Programme d’Action National d’Adaptation à la Variabilité et aux Changement Climatiques

PANE	Plan d’Action Nationale pour l’Environnement
PANED	Plan d’Action National d’Éducation Environnementale pour le Développement durable
PAQE	Plan d’amélioration de la qualité de l’environnement
PDIC	Projet de Développement Intégré Communal
PGD	Plan de Gestion des Déchets
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PGESC	Plan de Gestion Environnementale et Sociale - Chantier
PHSS	Plan Hygiène Santé Sécurité
PNA	Plan National d’Adaptation aux Changements Climatiques
PNAT	Politique Nationale d’Aménagement du Territoire
PNDD	Politique Nationale du Développement Durable
PNDES	Plan National pour le Développement Economique et Social
PNE	Politique Nationale en matière d'Environnement
PNG	Politique Nationale du Genre
PNH DU	Politique Nationale de l’Habitat et du Développement Urbain
PNHP	Politique Nationale d'Hygiène Publique
PNP	Politique Nationale de Population
PNSFMR	Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural
PNSR	Programme National du Secteur Rural
PPES	Plan de Protection de l’Environnement du Site
PMU	Project Management Unit
PRD	Pôles Régionaux de Développement
PPE	Personal Protection Equipment
PV/VIH	Personne Vivant avec le Virus de l’Immunodéficience Humaine
RAF	Réorganisation Agraire et Foncière
RGPH	Recensement General de la Population et de l’Habitation
RTB	Radiodiffusion Télévision du Burkina
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SDAU	Schéma Directeur d’Aménagement Urbain
SEA/HS	Sexual Exploitation and Abuse and Sexual Harassment
SDR	Stratégie de Développement Rural
SFI	Société Financière Internationale
SONABEL	Société Nationale Burkinabé d’Electricité
SEPP	Stakeholder Engagement Plan
TDR	Termes De Référence

TRC insurance:	All Risk Insurance
UAT	Unités d'Appui Techniques
UCP	Unité de Coordination de Projet
VBG	Violence Basée sur le Genre
VCA	Valeur de la Composante Affectée
VAC/VCE:	Violence Against Children
VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immuno-déficience Acquise
WMP	Waste Management Plan
ZAT	Zone d'Appui Technique d'Agriculture

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Infrastructures de l'abattoir moderne de Banfora	10
Tableau 2 : équipements pour un abattoir moderne.....	14
Tableau 3: caractéristiques des bétons.....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 4 : Quantité prévisionnelle d'agrégat.....	16
Tableau 5 : Caractéristiques du matériel.....	16
Tableau 6 : Liste du personnel de chantier	17
Tableau 7: Personnel de la MdC.....	17
Tableau 8: Cadre politique.....	18
Tableau 9: Résumé du cadre législatif en lien avec le sous projet.....	25
Tableau 10: Résumé du cadre réglementaire en lien avec le sous projet	34
Tableau 11 : Normes environnementales et sociales applicables	37
Tableau 12 : Analyse comparative entre les NES de la Banque mondiale et la législation environnementale nationale.....	41
Tableau 13: Principales conventions intéressant les activités du PRECEL.....	50
Tableau 14 : Conventions de l'OIT pertinentes pour le présent sous projet..	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 15 : Institutions gouvernementales ou parapubliques concernées	55
Tableau 16: Autres parties prenantes dans la mise en œuvre du sous-projet	56
Tableau 17 : Statistiques des températures moyennes mensuelles à la station de Gaoua de 1970 à 2020	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 18: Coordonnées des points de mesure du bruit.....	67
Tableau 19 : Situation des plans d'eaux (barrages et des boulis) dans la province	69
Tableau 20: coordonnées UTM des points d'échantillonnage	71
Tableau 21 : Résultats analyses physicochimique de l'eau souterraine	71
Tableau 22 : Résultats de l'analyse des métaux lourds	72
Tableau 23: Paramètres physico chimiques des eaux de surface.....	73
Tableau 24: Métaux lourds des eaux de surface	75
Tableau 25: Situation des forêts classées de la région des cascades	78
Tableau 26 : inventaire des arbres sur l'emprise du site	79
Tableau 27 : Situation des PDI de la Province de la Comoé à la date du 30 Novembre 2022.....	81
Tableau 28 : Situation des incidents relevés par commune dans la région des Cascades.....	82
Tableau 29 : Les cas de violences basées sur le genre dans la commune de Banfora	86
Tableau 30 : effectif du cheptel de la région (nombre de tête).....	88
Tableau 31 : effectif des animaux abattus/espèce de la région	88
Tableau 32 : estimation de production de viande (en T) /espèce de la région.....	88
Tableau 33: Analyse de la variante avec sous-projet en tenant compte des options au plan environnemental, socio-économique et technique	93
Tableau 34 : Sensibilité des enjeux environnementaux et sociaux	101
Tableau 35 : Les activités sources d'impacts	104
Tableau 36 : Les différentes composantes de l'environnement	107
Tableau 37: Grille de détermination de l'importance absolue d'un impact (Fecteau, 1997).....	109
Tableau 38: Valeur des composantes environnementales	110

Tableau 39 : Grille de détermination de l'importance relative de l'impact (Fecteau, 1997)	112
Tableau 40: Grille d'identification des impacts	113
Tableau 41 : Impacts potentiels du sous-projet.....	115
Tableau 42: Synthèse de l'évaluation des impacts potentiels du sous-projet. Erreur ! Signet non défini.	
Tableau 43 : Impacts cumulatifs potentiels et mesures d'atténuation	124
Tableau 44 : Niveaux des facteurs de la grille d'évaluation des risques	127
Tableau 45 : Grille d'évaluation des risques	128
Tableau 46 : Signification des couleurs de la grille d'évaluation des risques	128
Tableau 47 : Identification des risques et dangers potentiels	129
Tableau 48: Synthèse de l'analyse et l'évaluation des risques environnementaux et sociaux	132
Tableau 49 : Synthèse des mesures du PEES importantes pour la mise en œuvre du projet	138
Tableau 50 : Arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PGES:	141
Tableau 51 : Programme de mise en œuvre des mesures d'atténuation, de compensation de bonification des impacts et de gestion des risques	144
Tableau 52 : Plan de surveillance environnementale.....	164
Tableau 53 : Plan de suivi environnemental et social.....	168
Tableau 54: Programme de renforcement de capacités	171
Tableau 57 : Récapitulatif des coûts du PGES.....	174
Tableau 58 : Planning indicatif des activités de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	175
Tableau 59 : Chronogramme de mise en œuvre de la fermeture et de la réhabilitation	177
Tableau 60 : Suivi évaluation de la réhabilitation	178
Tableau 61 : Synthèse des consultations individuelles et collectives	185

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Occupation spatiale du site	64
Figure 2: Évolution de la moyenne de hauteur d'eau annuelle et le nombre de jours de pluie entre 2011 et 2020	Erreur ! Signet non défini.
Figure 3 : Evolution de la moyenne de hauteur d'eau annuelle entre 2011 et 2020.. Erreur ! Signet non défini.	
Figure 4 : Evapotranspiration mensuelle (mm) de 1970 à 2020.....	Erreur ! Signet non défini.
Figure 5 : Evolution des températures mensuelles à la station de Gaoua de 1970 à 2020	Erreur ! Signet non défini.
Figure 6 : Rose des vents annuels de 1981 à 2010.....	Erreur ! Signet non défini.
Figure 7: Résultat des mesures du niveau sonore de jour.....	67
Figure 8: Résultats des mesures du niveau sonore de nuit.....	68
Figure 9: Corrélation pH/Conductivité.....	74
Figure 10: Situation des Personnes Déplacées Internes dans la région des cascades	82
Figure 11 : Organigramme du mécanisme de gestion des plaintes non sensibles	Erreur ! Signet non défini.
Figure 12 : Organigramme du mécanisme de gestion des plaintes EAS/HS.. Erreur ! Signet non défini.	

LISTE DES CARTES

<i>Carte 1 : Emprise directe de l'abattoir dans la commune de Banfora.....</i>	<i>6</i>
<i>Carte 2 : limites de l'abattoir de Banfora</i>	<i>7</i>
<i>Carte 3: Plan Général de l'abattoir</i>	<i>13</i>
<i>Carte 4 : Zones d'influence du sous projet.....</i>	<i>62</i>
<i>Carte 5 : Réseau hydrographique du site du sous projet</i>	<i>69</i>
<i>Carte 6 : Points de prélèvement des eaux souterraines et de surface</i>	<i>70</i>
<i>Carte 7 : Type de sol du site de l'abattoir de Banfora</i>	<i>76</i>
<i>Carte 8 : Occupation des terres de la commune de Banfora.....</i>	<i>77</i>
<i>Carte 9: carte de la répartition de la population de la région</i>	<i>80</i>

PHOTOS

<i>Photo 1 : Vue de l'emprise du sous projet.....</i>	<i>65</i>
<i>Photo 2: illustration du dépôt de poussière sur les folioles</i>	<i>66</i>
<i>Photo 3 : Consultation avec le Directeur régional de la région des Cascades en charge de l'environnement.....</i>	<i>180</i>
<i>Photo 4 : Photo 3: Consultations avec la Directrice régionale de la région des Cascades en charge de l'eau et assainissement, et le Chef de police de l'eau</i>	<i>181</i>
<i>Photo 5 : Consultation publique avec l'association des commerçants de bétail et celle des emboucheurs sur le site de l'abattoir.....</i>	<i>182</i>
<i>Photo 6 : Consultation publique avec l'association des Bouchers de Banfora sur le site de l'abattoir</i>	<i>182</i>
<i>Photo 7 : Consultation publique avec les jeunes du secteur 8 de Banfora.....</i>	<i>183</i>
<i>Photo 8 : Consultation publique avec les membres de l'Union des transformateurs et transformatrices de cuirs et peaux de Banfora</i>	<i>183</i>

ANNEXES

<i>Annexe 1 : TDRs pour le projet de construction de l'abattoir de Banfora, province de la Comoé, région des Cascades du Burkina Faso.....</i>	<i>xxvi</i>
<i>Annexe 2: PV de la réunion de lancement à la mairie</i>	<i>xxxix</i>
<i>Annexe 3 : PV Consultation Individuelle / DR en charge de l'environnement</i>	<i>xl</i>
<i>Annexe 4 : PV Consultation Individuelle / PDS Banfora</i>	<i>xlII</i>
<i>Annexe 5 : PV Consultation Individuelle / DR Eau et assainissement</i>	<i>xlV</i>
<i>Annexe 6 : PV Consultation Individuelle / Assistant suivi évaluation du PRECEL</i>	<i>xlVII</i>
<i>Annexe 7 : PV Consultation Individuelle / SG Haut-Commissariat</i>	<i>xlIX</i>
<i>Annexe 8 : PV Consultation Individuelle / DR en charge de l'agriculture</i>	<i>li</i>
<i>Annexe 9 : PV Consultation Individuelle / SG de la Région des Cascades.....</i>	<i>liII</i>
<i>Annexe 10 : PV Consultation Individuelle / Chef de canton de Banfora.....</i>	<i>lV</i>
<i>Annexe 11: Procédure en cas de découverte fortuite</i>	<i>lVII</i>
<i>Annexe 12: Modèles de formulaire d'enregistrement et fiche de clôture de plainte</i>	<i>liX</i>
<i>Annexe 13 :Modèles de fiche de clôture de plainte</i>	<i>lX</i>
<i>Annexe 14 : Fiche de notification d'incidents/accidents.....</i>	<i>lXI</i>

<i>Annexe 15 : Fiche d'accueil sécurité du travailleur pour le port des EPI.....</i>	<i>lxii</i>
<i>Annexe 16 : Fiche de conformité/Non-conformité.....</i>	<i>lxiii</i>
<i>Annexe 17: fiche rapport d'accident / incident</i>	<i>lxiv</i>
<i>Annexe 18: Cahier des Clauses Environnementales et Sociales (CCES) à insérer dans le DAO des entreprises.....</i>	<i>lxv</i>
<i>Annexe 19 : cadre de devis pour les mesures E&S.....</i>	<i>lxxi</i>
<i>Annexe 20: Fiches d'accueil santé sécurité au travail /induction HSSE.....</i>	<i>xx</i>
<i>Annexe 21: Fiche de création d'emploi.....</i>	<i>xxi</i>
<i>Annexe 22 : Code de conduite de l'entreprise.....</i>	<i>xxii</i>
<i>Annexe 23 : Code de conduite du gestionnaire ou chef de chantier.....</i>	<i>xxv</i>
<i>Annexe 24 : Code de conduite individuel</i>	<i>xxix</i>
<i>Annexe 25 : Plan de reboisement compensatoire</i>	<i>xxxii</i>
<i>Annexe 26: Fiche de gestion des emprunts/ exploitation des ressources</i>	<i>xxxvii</i>
<i>Annexe 27: Fiche de gestion des déchets.....</i>	<i>xxxviii</i>
<i>Annexe 28: Critères spécifiques à inscrire dans les DAO.....</i>	<i>xxxix</i>
<i>Annexe 29: PV de consultations de l'association des bouchers de Banfora.....</i>	<i>xli</i>

RESUME EXECUTIF

1.CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Bien que le sous-secteur de l'élevage ait connu une nette amélioration ces dernières années, un large éventail de contraintes limite encore son développement. Il s'agit notamment de : (i) la faiblesse de l'appui politique, institutionnel et technique au sous-secteur ; (ii) la faible productivité des espèces ; (iii) la faible compétitivité en raison de la faiblesse des équipements et infrastructures de soutien et des difficultés d'accès au financement ; (iv) l'insécurité foncière et les conflits agriculteurs/éleveurs ; (v) les inégalités entre les sexes ; etc.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Burkina Faso, en collaboration avec la Banque mondiale, a formulé le Projet de Résilience et de Compétitivité de l'Élevage (PRECEL).

Le PRECEL a pour objectif d'améliorer la productivité, la commercialisation et la résilience des principaux systèmes de production animale sédentaire pour les bénéficiaires ciblés dans les zones d'intervention du projet.

C'est ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre du PRECEL, il est prévu la construction d'un abattoir frigorifique moderne dans la commune de Banfora, province de la Comoé, Région des Cascades.

La réalisation de l'abattoir frigorifique moderne est susceptible de générer des incidences significatives sur l'environnement. Conformément aux dispositions du CGES et aux résultats du screening E&S, les travaux de construction de l'abattoir frigorifique moderne dans la commune de Banfora sont assujettis à la réalisation d'une étude d'impacts environnemental et social (EIES). C'est dans ce cadre que s'inscrit l'élaboration de la présente EIES du sous-projet de construction de l'abattoir frigorifique moderne de Banfora dans la province de la Comoé, Région du Cascades.

La méthodologie adoptée comprend plusieurs étapes complémentaires et itératives dont les principales sont : une revue documentaire, une collecte de données terrain (entretiens, observations physiques et inventaires forestiers), des analyses d'échantillons et un traitement des données pour produire le rapport de l'étude.

2. BREVE DESCRIPTION DU SOUS-PROJET

Le sous-projet de construction de l'abattoir moderne dans la ville de Banfora consiste en la mise en œuvre de la composante 2 « Développement de la chaîne de valeur de l'élevage » du PRECEL, plus précisément la sous composante 2.1 « Appui à la mise en place d'infrastructures productives intelligentes face au climat et à la commercialisation ». Il s'agit principalement de la construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora.

Le sous projet d'une superficie de 4,55 ha est localisé dans la commune de Banfora, province de la Comoé, régions des Cascades. Le site dédié à la construction du l'abattoir est occupé par un abattoir vétuste, créé en 2002. Il est composé d'un parc, un château d'eau et de trois bâtiments : un bâtiment d'abattage, un bâtiment pour les vétérinaires et un bâtiment administratif. Le site est entouré par des maisons d'habitation situées à 600m des limites externes

Le sous projet va concerner la réalisation des activités suivantes :

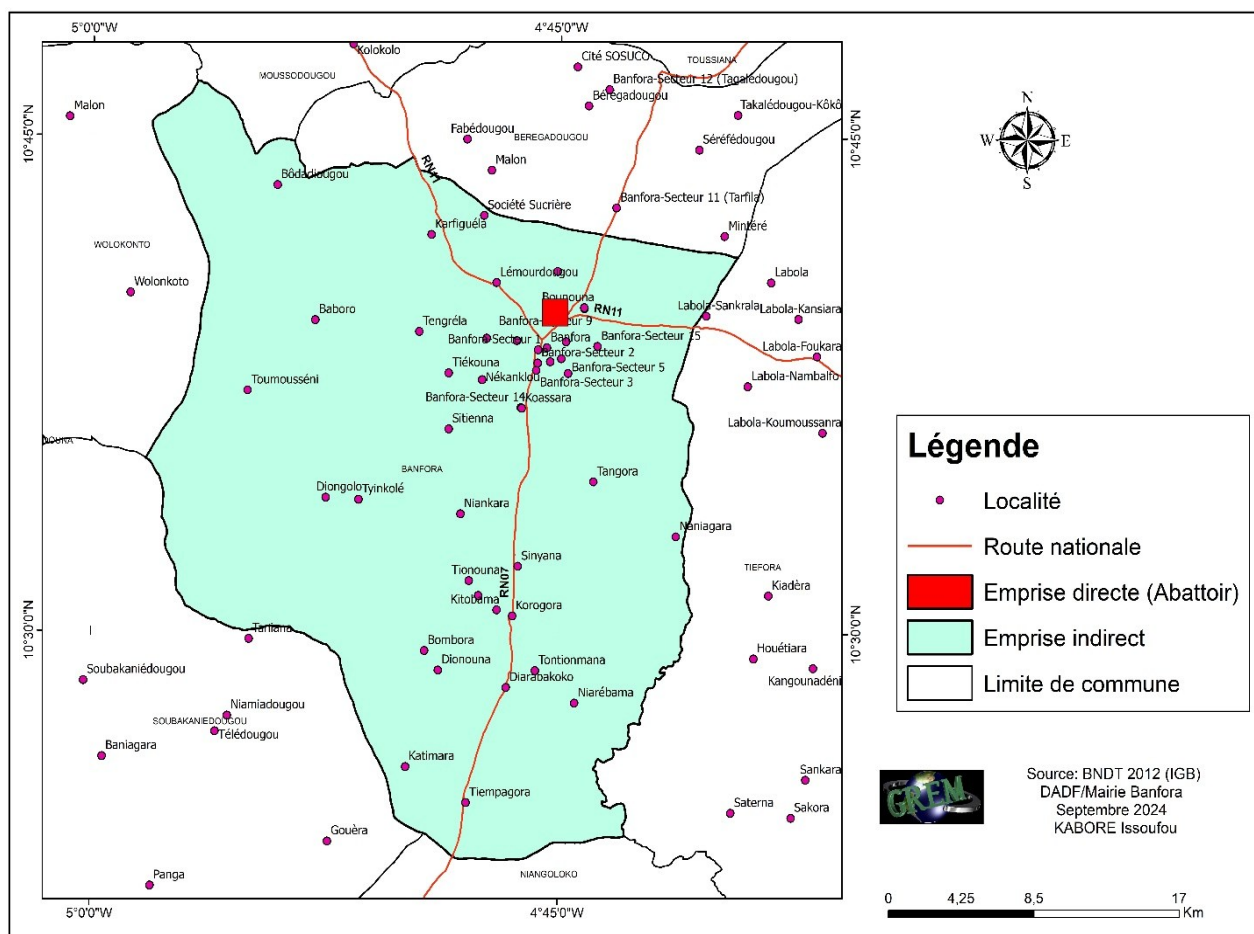
Les infrastructures de l'abattoir moderne de Banfora sont regroupées en cinq (05) grandes catégories Il s'agit :

- i) des ouvrages annexes,
- ii) de l'unité d'abattage bovine et ovine (50 bovins et 100 ovins par jour),

- iii) de l'unité d'abattage des porcs (25 porcs par jour),
- iv) de l'unité d'assainissement et de valorisation des déchets solides et des eaux usées (composée d'une station d'épuration d'eau et d'un Méthaniseur industriel complet avec production); et enfin
- v) de la mini centrale solaire,.

Pour la réalisation des travaux, 44 travailleurs seront mobilisés pour le chantier soit 07 cadres supérieurs, 12 ouvriers qualifiés et 25 ouvriers non-qualifiés ainsi que 10 travailleurs émanant de la mission de contrôle. Des camions bennes, des camions citernes, des compacteurs, des bétonnières et des aiguilles vivantes seront également utilisés pour les travaux.

La carte ci-dessous présente la localisation des sites d'implantation du laboratoire frigorifique moderne.



3. Méthodologie d'élaboration de l'EIES

La démarche utilisée pour la conduite de l'étude comprend le cadrage, la recherche documentaire, l'élaboration des outils de collecte des données primaires, la collecte des données sur le terrain, l'analyse et la synthèse des informations recueillies en collaboration avec les populations de la zone du projet de construction de l'abattoir de Banfora. Avant tout, un cadrage a été nécessaire en vue de mieux orienter la conduite de l'étude.

4. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Le cadre politique est représenté par le PNDES dans son axe 2 et le Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD). Le cadre juridique comprend les lois et textes réglementaires nationaux et les exigences environnementales et sociales de la Banque Mondiale.

La législation nationale environnementale se fonde en premier lieu sur la constitution du Burkina Faso. L'article 14 de la Constitution du 02 juin 1991 et révisée par la loi n°023-2012/AN du 18 mai 2012, et ensemble de ses modifications, disposent que : « le peuple souverain du Burkina Faso est conscient de la nécessité absolue de protéger l'environnement » et que « les richesses et les ressources naturelles appartiennent au peuple. Elles sont utilisées pour l'amélioration de ses conditions de vie ». En outre, l'article 29 du même document dispose que : « le droit à un environnement sain est reconnu. La protection, la défense et la promotion de l'environnement sont un devoir pour tous ».

Selon l'article 4 de la loi n° 006-2013/AN du 02 avril 2013, portant Code de l'environnement au Burkina Faso, les «évaluations environnementales » constituent des « processus systémiques qui consistent à évaluer et à documenter les possibilités, les capacités et les fonctions des ressources des systèmes naturels et des systèmes humains afin de faciliter la planification du développement durable et la prise de décision en général, ainsi qu'à prévoir et à gérer les effets négatifs et les conséquences des propositions d'aménagements particuliers ».

Le décret N°2015-1187/PRES-TRANS/PM/MERH/MATD/MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT adopté le 22 octobre 2015, définit le champ d'application de l'EIES et de la NIES. Au terme des annexes du même décret, le sous-projet est classé dans la catégorie B en tant que travaux d'aménagement. Il est donc assujéti à la réalisation d'une Etude d'impact environnemental et social (EIES). De même Suivant les recommandations du CGES du PRECEL, un processus de screening a abouti à la catégorisation environnementale des travaux projetés en catégorie A également.

Par ailleurs Huit (08) des dix (10) Normes du cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque Mondiale savoir les NES 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 10 s'appliquent dans la mise en œuvre du PRECEL. En plus de ces normes, les Directives Environnementales, Sanitaires et Sécuritaires (DESS) générales, la norme ISO45001 :2018 et les normes internationales du travail s'appliquent aux travaux d'exécution du sous projet de construction de l'abattoir moderne de Banfora. S'il y a des divergences entre les différentes Directives ESS et les normes nationales en matière de gestion environnementale, sociale, sanitaire et sécuritaire, les plus rigoureuses seront retenues pour le présent sous projet.

La tutelle du sous-projet est le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (MARAH) et la gestion technique est assurée par l'UGP (Unité de Gestion du Projet) du PRECEL. Le Ministère en charge de l'Environnement, à travers l'Agence Nationale des Evaluations Environnementales (ANEVE) assure la coordination de la mise en œuvre et du suivi de la politique nationale en matière d'évaluation environnementale, d'inspection environnementale et d'audit environnemental. L'ANEVE et les services techniques régionaux et provinciaux en charge de l'environnement assurent le suivi environnemental et social externe.

Les autorités communales de Banfora et les services techniques déconcentrés de l'environnement sont invités à contribuer à la performance environnementale et sociale du sous-projet à travers un suivi rapproché de la mise en œuvre du PGES. A cet effet, ils travailleront en étroite collaboration avec les Missions de Contrôle pour garantir la réussite totale du sous-projet.

5. DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Milieu physique

Climat : Le site du sous-projet est situé dans la zone phytogéographique sud-soudanienne, déterminé par deux grandes saisons que sont la saison humide d'avril à octobre et la saison sèche de novembre à mars. Il est caractérisé par une pluviosité variante entre 900 et 1300 mm de pluie par an avec une moyenne ne dépassant pas 1200 mm (GUINKO ; 1995). La région des cascades jouit d'une bonne pluviométrie et compte ainsi, parmi les zones les mieux arrosées du Burkina Faso. La combinaison de cette bonne pluviométrie et des autres facteurs naturels est favorable à l'intensification et à la diversification des activités agro-pastorales.

Les températures moyennes annuelles sont comprises entre 17°C et 36°C avec une amplitude thermique relativement faible de 5°C.

Le relief est l'un des plus accidentés au Burkina Faso avec une altitude moyenne de 450 mètres (BNDD, 2018) et se caractérise par la présence de trois (03) unités topographiques, à savoir les montagnes, les plateaux et les plaines.

Hydrographie : Au plan hydrographique, le réseau hydrographique de la zone du sous projet s'organise autour du bassin versant de la Comoé et le sous-bassin du Mouhoun supérieur. Il se caractérise par sa faible densité avec des cours d'eau à régime essentiellement tributaire des précipitations.

Sols: L'étude morpho pédologique à l'échelle de 1/100 000, réalisée par BUNASOLS (1999) a permis de cartographier cinq classes de sols selon la CPCS (1967) : (i) classe des sols minéraux bruts ; (ii) classe des sols peu évolués ; (iii) classe des sols à sesquioxydes de fer et manganèse ; (iv) classe des sols ferralitiques et (v) classe des sols hydromorphes.

Milieu biologique

Végétation : La zone du sous-projet se caractérise donc par un couvert végétal assez important, dont le niveau de densité varie d'une zone à l'autre. L'inventaire floristique dans l'emprise de l'abattoir présente cent soixante-trois 163 pieds d'arbres dont 86 *Azadirachta indica*, 16 *Parkia biglobosa*, 01 *Mangifera indica*, 29 *Eucalyptus camaldulensis*, 01 *Ficus cycomorus*, 06 *Gmelina arborea*, 18 *Acacia nolotica*, 02 *Terminalia mantaly*, 03 *Anacardium occidentale* et 01 *Khaya senegalensis*...

Milieu humain

Selon les résultats préliminaires du 5^{ème} RGPH (INSD, 2019), la commune de Banfora comptait 160 302 habitants dont 77 234 hommes et 83 068 femmes soit 51, 82% de femmes. Au niveau de la province de la Comoé, on comptait 633 043 habitants dont 306 851 hommes et 326 192 femmes.

5. ANALYSE DES VARIANTES

- Variante sans projet

La variante « sans projet » correspond à l'abandon de la construction de l'abattoir frigorifique moderne de Banfora sur le site prévu, c'est-à-dire au secteur 8 de la commune de Banfora. Ainsi, il n'y aurait aucun effet majeur sur le milieu environnemental et social. Il n'y aurait pas expropriation des terres des populations mais la ville de Banfora ne bénéficiera pas de la construction de l'abattoir frigorifique moderne alors que lors de la consultation des parties prenantes, il est ressorti l'utilité de l'infrastructure dans le processus de développement de la ville. En l'absence de l'exécution du sous

projet, la commune restera donc sans abattoir moderne qui va répondre aux normes sanitaires pour l'approvisionnement en viande de la ville.

- Variante avec projet

La variante avec projet correspond à la construction de l'abattoir frigorifique moderne de Banfora sur le site du secteur 8. Cette situation correspond aux aspirations de développement de la ville de Banfora ainsi que la région des Cascades. Cependant il y a des enjeux environnementaux et sociaux qu'il faut vaincre, notamment la gestion des impacts environnementaux de tout ordre.

6. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, ECONOMIQUES ET SOCIAUX

- **Enjeux Environnementaux**

Les enjeux environnementaux potentiels en lien avec le présent sous-projet sont entre autres : la préservation des espèces végétales (163 pieds d'arbres) ; la dégradation du sol ; la gestion efficace des déchets ; la contamination des ressources en eau, la disponibilité des ressources en eau.

- **Les enjeux sociaux**

Les enjeux sociaux concernent la situation sécuritaire ; le renforcement des infrastructures de la commune ; les nuisances aux populations riveraines dues à la propagation de la poussière et aux bruits lors des travaux ; les conditions de vie et la santé-sécurité des employés et des populations riveraines ; l'Exploitations et Abus Sexuels, Harcèlements Sexuels (EAS/HS) dans la zone du sous-projet ; la création d'emplois liés aux travaux.

- **Les enjeux économiques**

Les enjeux économiques en lien avec le sous projet sont ; les retombées économiques pour les populations dues à la création de 54 emplois dont 44 emplois pour le chantier de construction et 10 pour la mission de contrôle et aux revenus générés par le fonctionnement de la construction de l'abattoir moderne de Banfora. A cela s'ajoute les taxes qui doivent être payés à l'état et à la commune de Banfora

7. IDENTIFICATION ET EVALUATION DES IMPACTS ET PROPOSITIONS DE MESURES D'ATTENUATION

Les impacts potentiels du sous-projet sont générés par les activités réalisées lors des phases de pré-travaux de construction et d'exploitation. Durant ces deux phases, les impacts seront :

Impacts environnementaux et sociaux positifs

Phase de construction

- la création d'emplois temporaires avec le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux ;
- le développement d'activités économiques temporaires autour du site des travaux ;
- L'accroissement des revenus locatifs compte tenue de la présence des travailleurs étrangers ;

Phase d'exploitation

- la création d'emplois ;
- le développement des activités socio-économiques dans la zone ;
- la meilleure organisation de l'offre de la viande de qualité au profit des populations cibles ;
- L'amélioration des conditions de travail des bouchers.

- Amélioration de la gestion des déchets d'abattage ;
- la meilleure sécurisation des conditions de débarquement des animaux et d'embarquement de la viande ;
- L'amélioration et le renforcement des infrastructures municipales de Banfora.
- L'embellissement du paysage due à la présence de l'infrastructure ;
- Contribution à l'urbanisation de la commune.

Impacts environnementaux et sociaux négatifs

Phase de construction

On notera :

- la perte potentielle de 163 pieds d'arbres dont 86 *Azadirachta indica*, 16 *Parkia biglobosa*, 01 *Manguijera indica*, 29 *Eucalyptus camaldulensis*, 01 *Ficus cycomorus*, 06 *Gmelina arborea*, 18 *Acacia nolotica*, 02 *Terminalia mantaly*, 03 *Anacardium occidentale* et 01 *Khaya senegalensis*.
- une augmentation du niveau du bruit due aux travaux d'aménagement ;
- la pollution de l'air ;
- les pollutions des sols dues aux fuites des huiles usées des engins et à la production des eaux lors des travaux de construction. (En phase de construction les eaux usées ainsi que les huiles usées proviendraient des dépôts des matériaux et des fuites au niveau des engins du chantier);
- la transformation du paysage durant la période des travaux ;
- les pollutions des ressources en eau en cas de déversement accidentel d'huile usée ;
- la perturbation de la microfaune, du fait que le paysage sera transformé ;
- les nuisances causées par les bruits et les travailleurs ;
- la perturbation de la circulation autour de la zone.

Phase d'exploitation

Les impacts environnementaux et sociaux négatifs porteront sur :

- les pollutions des sols ;
- la pollution de l'air ;
- la pollution des eaux dues et du sol à la production de déchets solides et liquides ;
- les conflits entre les usagers de l'abattoir.

Phase de réhabilitation et de fermeture

Durant cette phase, des impacts négatifs potentiels sont les suivants :

- la pollution de l'air ;
- la perte d'emploi au niveau des travailleurs ; les risques d'accidents

8. IDENTIFICATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

Les risques environnementaux et sociaux liés aux activités du sous-projet se résument :

- **Au plan environnemental**, les risques se définissent comme suit :
 - le risque de pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines par les déchets issus du chantier et du fonctionnement de l'abattoir moderne de Banfora (biodéchets, emballages, etc.);

- le risque de nuisances sonores pour les riverains, le personnel des chantiers ;
 - les risques de destruction des espèces végétales et de la faune autour de l'abattoir moderne de Banfora,
 - les risques sécuritaires dans la zone du projet,
 - le risque d'incendies et/ou d'électrocution pour les usagers de l'abattoir moderne de Banfora par manque d'attention lors des branchements (recharge de portables, et autres matériels électriques.).
- **Au plan social,** les principaux risques sociaux liés aux activités du sous-projet sont :
 - le risque de l'augmentation des risques de transmission des IST et du VIH/SIDA, et de développement des VBG, VCE, EAS et HS;
 - risques d'accidents de travail ou de circulation liés aux mouvements à l'intérieur de l'abattoir moderne ;
 - les risques pour la santé (hygiène) des usagers/riverains de l'abattoir moderne lié à l'exposition aux ordures et la stagnation d'eaux usées sources de contamination des personnes à travers les mouches et les moustiques ;
 - les risques d'accidents de travail impliquant les travailleurs sur le chantier ;
 - le risque de conflits entre le personnel du chantier et la population riveraine.

9. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)

L'intégration harmonieuse des activités de construction de l'abattoir moderne dans son milieu est favorisée dès l'étape de la planification et de la conception grâce à l'intégration des considérations environnementales et sociales. Certains éléments d'optimisation permettent ainsi de limiter les impacts du sous projet sur le milieu et sont identifiés dans la démarche d'évaluation des impacts.

Les impacts n'ayant pu être évités par l'optimisation des activités du sous-projet peuvent être atténués ou compensés par la mise en œuvre de diverses mesures de gestion. Les mesures d'atténuation visent à diminuer les effets négatifs des activités du sous-projet sur le milieu. Les mesures de compensation visent à compenser la perte ou la perturbation permanente de certains éléments du milieu. Les mesures de bonification, quant à elles, permettent d'augmenter les effets positifs liés aux activités du sous projet.

Mesures de bonification

Les mesures de bonification permettent d'accroître l'importance ou la valeur des impacts positifs du sous projet. Elles portent entre autres sur la recherche des voies et moyens pour permettre aux populations riveraines d'améliorer leurs revenus et la qualité de vie.

Pendant sa mise en œuvre, le sous projet comporte des impacts positifs qui pourront être bonifiés par les mesures ci-après :

- privilégier le recrutement du personnel d'exécution (ouvriers non qualifiés et manœuvres) dans les arrondissements concernés ; l'entrepreneur en charge des travaux sera encouragé à avoir recours à de la main-d'œuvre locale ;
- faire recours aux entreprises et associations professionnelles locales pour l'achat des biens et des services ;
- renforcer les capacités organisationnelles et techniques des COGES pour assurer une bonne gestion de l'abattoir moderne,
- confier la réalisation des plantations se rapportant au reboisement de compensation aux associations locales évoluant dans le domaine de l'environnement à l'aide de contrat ou

protocole en faisant ressortir clairement les devoirs et les obligations de résultats des associations et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces obligations.

Mesures d'atténuation

Les principales mesures d'atténuation des impacts négatifs du sous projet sont :

- élaborer et mettre en œuvre (PAQE, PGESC, PHSS, PGD, PPES...) ;
- sensibiliser les ouvriers sur l'hygiène santé sécurité ;
- sensibiliser le personnel et travailleurs du chantier ainsi que les populations riveraines sur le VIH/SIDA et les IST,
- sensibiliser les travailleurs du chantier et les populations sur les VBG, EAS HS,
- La signature des codes de conduite spécifiques pour les travailleurs, les chefs de chantier, et les entreprises elles-mêmes
- mettre en place des mesures de gestion santé sécurité au travail (balisage du chantier, dotation des EPI; assurance TRC etc; gestion des accidents incidents,
- maintenir le dialogue permanent avec les parties prenantes,
- la mise en place d'un MGP.

Suivi et surveillance

Les composantes de l'environnement qui feront l'objet de suivi et de surveillance environnementaux sont :

- la gestion des déchets et des effluents liquides ;
- la qualité des eaux de surface et souterraine ;
- la plantations d'arbres ;
- la sécurité du personnel, des population locales et des usagers ;
- l'état sanitaire du personnel de chantier et des populations riveraines ;
- le climat social ;
- la mise en œuvre du programme de sensibilisation à l'endroit des travailleurs, des populations et des usagers ;
- la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et sociale (PGES) du chantier.

Les principaux indicateurs à suivre lors de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales, concernent notamment les normes de rejets (les résultats sur les rejets seront comparés aux recommandations du Décret n°2001/185/PRES/PM/MEE du 07 mai 2001 portant fixation des normes de rejets de polluants dans l'air, l'eau et le sol. Le décret fixe les normes de rejets et de polluants dans l'air, l'eau et le sol), le nombre d'emplois créés, et le volume des achats de biens et services auprès de fournisseurs de la région ;

Renforcement des capacités

Les activités de renforcement des capacités sont entre autres :

- l'information et la sensibilisation des populations locales sur le déroulement des travaux et les consignes de circulation ;
- la sensibilisation du personnel de chantier sur la gestion environnementale et en hygiène, santé et sécurité au travail ;
- la sensibilisation du personnel de chantier et des populations locales sur les IST, et le VIH/SIDA ;
- la sensibilisation des travailleurs au respect des us, coutumes, interdits du milieu, sur la drogue et l'alcool ;

- la formation sur le mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) ;
- la formation de comité villageois de lutte contre les VBG, les EAS/HS et les VCE ;
- la sensibilisation sur les codes de conduite et leurs signature,
- la formation et accompagnement des femmes et des jeunes à la création d'Activités Génératrice de Revenu (AGR).

La mise en œuvre des mesures de gestion environnementale et sociale devra être assurée par un certain nombre d'acteur à savoir l'UGP/PRECEL, les entreprises chargées des travaux de construction de l'abattoir, la Mission de Contrôle (Ingénieur Conseil), les administrations locales et déconcentrées, la délégation spéciale de Banfora, les organisations non gouvernementales (ONG) et les associations de femmes de Banfora.

Dispositions du PGES liées aux mesures sécuritaires : Dans le cadre de la mise en œuvre du PGES, les travailleurs des entreprises, du MdC, du PRECEL ainsi que les équipes de suivi de l'ANEVE sont priés de respecter les mesures de gestion des risques consignées dans le chapitre des risques et d'appliquer toutes consignes et procédures sécuritaires qui seront consignées dans le PGES chantier.

Responsabilités pour la mise en œuvre et le suivi du PGES

Les acteurs institutionnels cités ci-après sont chargés de la mise en œuvre et du suivi du PGES. Il s'agit entre autres de :

- l'ANEVE
- l'Unité de Gestion du PRECEL ;
- la DRARAH des Cascades ;
- la Mission de Contrôle (MdC) ;
- l'entreprise en charge des travaux ;

En plus de ces acteurs cités, d'autres seront également impliqués indirectement dans le suivi de la mise en œuvre du PGES. Il s'agit de :

- la Direction régionale en charge l'environnement des Cascades ;
- la Direction Régionale de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques des Cascades ;
- la Direction Régionale en charge de la Santé des Cascades pour le suivi des maladies et accidents professionnels et la sensibilisation des travailleurs et des populations riveraines sur les IST/Sida;
- l'inspection du travail sur le suivi des conditions de travail;
- la direction de l'action humanitaire, de la réconciliation nationale, du genre et de la famille en ce qui concerne les personnes vulnérables et les EAS/HS;
- les Organisations non gouvernementales (ONG) et associations locales;
- le comité de gestion de l'abattoir (COGES)
- l'administration et les services déconcentrés (Environnement, santé...)et collectivités locales (Délégation spéciale).

Coûts du PGES

Le coût global du PGES est estimé à **quarante millions cinq cent quinze mille (40 515 000) CFA**. A cela s'ajoute une imprévue de 10% soit **quatre millions cinquante un mille-mille cinq**

cent (4 051 500) francs FCFA, ce qui donne un Total Général de quarante-quatre millions cinq cent soixante six mille cinq cent (40 566 500) CFA soit 79, 441,96 USD¹.

10. Plan de fermeture/Réhabilitation

La fermeture et la réhabilitation font partie des dispositions contractuelles à respecter et comportent les principales activités suivantes : Le nettoyage et la réhabilitation des bases de chantier ; la remise en état des zones d'emprunts y compris leurs végétalisations ; L'élimination adéquate des déchets. Pour une plus grande réussite des activités de fermeture et de réhabilitation des bases et des zones d'emprunt de matériaux, un suivi quotidien sera effectué par l'équipe du service environnement de l'Entreprise d'exécution.

11. CONSULTATION ET PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES

La consultation du public s'est déroulée du 01 au 07 septembre 2024 et s'est poursuivie par une série de rencontres au niveau institutionnel avec l'ensemble des parties prenantes du sous-projet de réalisation de l'abattoir moderne de Banfora, il ressort une très bonne appréciation du projet.

Des efforts considérables ont donc été consentis dans le cadre de la consultation des parties prenantes. Cette consultation a concerné les autorités régionales, les autorités provinciales et communales, les associations, les autorités locales de la commune, les populations riveraines, constituées des habitants des quartiers voisins du site du sous-projet

En somme, les consultations du public et autres entretiens individuels ont permis d'échanger avec 165 personnes dont 42 femmes et 123 hommes soit respectivement 25% et 75% de l'ensemble des personnes consultées.

Les points d'intérêts soulevés par les parties prenantes consultées ont porté sur : (i) le recrutement de la main d'œuvre locale pendant la construction ; (ii) la mise en place des panneaux de signalisation lors des travaux ; (iii) la mise en place d'un comité de gestion de l'infrastructure.

En effet, lors des consultations des parties prenantes, les bénéficiaires ont été informés que le sous-projet mettra l'accent sur le recrutement de la main d'œuvre locale pour donner l'opportunité aux jeunes et aux femmes d'être employés. Cette option contribuera à améliorer les conditions des vies des riverains.

Compte tenu de la présence d'une flotte de véhicules susceptibles d'engendrer des accidents pendant les phases de construction et d'exploitation, les parties prenantes ont demandé que soient érigés des panneaux de signalisations à l'intérieur et aux alentours du site afin de prévenir ces situations indésirables.

En vue d'assurer une gestion efficace des infrastructures, la mise en place d'un comité de gestion s'impose. Ce comité aura pour mission de gérer durablement les infrastructures au bénéfice de toute la communauté.

Les parties prenantes ont apprécié les mesures annoncées et ont souscrit à leur réalisation.

Le public concerné ainsi que les populations riveraines ont marqué leur accord pour la réalisation du sous-projet de construction de l'abattoir moderne de Banfora.

Gestion des réclamations, plaintes, litiges et procédures de recours

¹ 1 dollar US = 630,50 Franc CFA à la date du 03/03/2025

Dans le cadre de la mise en œuvre du PRECEL, un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) a été défini et mis en place. Le Mécanisme de Gestion des Plaintes est déjà opérationnalisé à Banfora dans le cadre du sous-projet. En effet, une Cellule Régionale de Gestion des Plaintes a été mise en place par la DRARAH des Cascades à travers la note de service n°2024.../MARAH/SG/DRARAH-CAS en date du 24 avril 2024. Cette cellule, présidée par le Directeur régional, comprend l'ASEC du PRECEL et le Chef du Service des Finances. Elle fonctionne conformément aux missions qui lui sont assignées, notamment la réception, le traitement et la transmission des plaintes au niveau national.

Ce système a été mis en place afin de recueillir, de régler et de traiter les préoccupations et plaintes venant des parties prenantes du projet et aussi d'exploiter la rétro-information provenant de ces dernières pour améliorer les interventions dudit projet.

Ainsi, ce mécanisme vise à fournir aux personnes et communautés qui se sentent lésées par les activités du projet, des possibilités accessibles, rapides, efficaces et culturellement adaptées pour soumettre leurs plaintes et préoccupations afférentes au projet. Des instances de gestion des plaintes au niveau des régions, communes et villages d'intervention seront mises en place avant la mise en œuvre du sous projet.

Des registres seront également disponibles à cet effet au niveau des zones d'intervention. Au niveau des communes, des boîtes à idées ainsi que des affichages explicatifs, brochures seront aussi disponibles.

Les plaintes pourront être catégorisées en deux (02) groupes : plaintes non sensibles et plaintes sensibles.

- **Les plaintes non sensibles** concernent le processus de mise en œuvre : elles peuvent concerner les choix, méthodes, résultats obtenus etc.
- **Les plaintes sensibles** portent habituellement sur des fautes personnelles telles que la corruption, la discrimination, les violences basées sur le Genre (VGB) notamment l'exploitation et abus sexuels et le harcèlement sexuel. Pour ce dernier cas, le Projet garantira aux usagers que les plaintes sensibles seront traitées de façon confidentielle, de manière à éviter éventuellement toutes représailles ou toute atteinte gratuite à la dignité des individus

Quatre types de plaintes concernent le sous-projet :

- Type 1 : demande d'informations ou doléances
- Type 2 : Plaintes ou réclamations liées à la gestion environnementale et sociale du projet
- Type 3 : Plaintes liées aux travaux et prestations
- Type 4 : Plaintes liées à la violation du code de conduite où sont classées les plaintes liées aux d'EAS/HS/VCE/VBG. Pour ces derrières, un mode de traitement particulier est réservé pour préserver la confidentialité dans le traitement des données.

Plusieurs niveaux sont considérés dans le traitement des plaintes :

- Niveau 1 : Village/Secteur ;
- Niveau 2 : Commune/Département (COGEP-D)
- Niveau 3 : Régional (point focal : Assistants Suivi-Evaluation PRECEL);
- Niveau 4 : Comité National (Point focal: SDS/VBG-)

Dans le dispositif de gestion des plaintes, il sera privilégié d'abord au niveau village ou secteur c'est à dire le recours à un mécanisme extra-judiciaire de règlement des litiges à l'amiable au niveau local. Ainsi, ce comité est la première instance de gestion des plaintes avec un délai de 5 jours maximum à compter

de sa date de saisine pour statuer sur la plainte. Au-delà du village, le second niveau de règlement des plaintes reste la commune du ressort territorial de chaque PAP plaignante. Conformément au MGP du PRECEL, le délai maximal de traitement des plaintes par le comité communal ne doit pas excéder deux semaines (14) jours à compter de la date de réception. En cas de non-conciliation au deuxième niveau, l'UGP est saisie par l'antenne régionale (Niveau régional : point focal : Assistants Suivi-Evaluation PRECEL) qui constitue le 3^{ème} niveau par voie électronique (pour minimiser les délais de traitement des plaintes) ou en transmettant le dossier physique de la plainte. Toutefois, l'UGP peut également être saisie directement pour des cas de plaintes de la part de tiers. Le quatrième niveau est le Comité National des Gestions des plaintes composés des points focaux : SDS/VBG et de l'UGP qui de 15 jours ouvrables pour traiter le dossier de plaintes.

Toutefois, le plaignant peut saisir les tribunaux de grandes instances au cas où il y a échec dans la recherche de solutions aux quatre premiers niveaux de gestion de la plainte. Dans ce cas, au niveau juridictionnel, seul le juge peut fixer un délai.

Les plaintes relatives aux VBG/EAS/HS ne devront en aucun cas être gérées par les comités communaux même si ce comité est saisi car elle devrait référer la plainte au point focal. Elles seront transférées à l'UCP qui en informera immédiatement l'équipe de la banque mondiale et produira un rapport en réunissant toutes les informations complémentaires.

EXECUTIVE SUMMARY

1.CONTEXT AND JUSTIFICATION

Although the livestock subsector has seen significant improvement in recent years, a wide range of constraints still limit its development. These include: (i) weak political, institutional and technical support for the subsector; (ii) low productivity of species; (iii) low competitiveness due to weak support equipment and infrastructure and difficulties in accessing financing; (iv) land insecurity and farmer/ herder conflicts; (v) gender inequalities; etc.

It is in this context that the Government of Burkina Faso, in collaboration with the World Bank, formulated the Livestock Resilience and Competitiveness Project (PRECEL).

PRECEL aims to improve the productivity, marketing and resilience of the main sedentary animal production systems for the targeted beneficiaries in the project intervention areas.

This is how, within the framework of the implementation of PRECEL, it is planned the construction of a modern refrigerated slaughterhouse in the commune of Banfora, province of Comoé, Cascades Region.

The construction of the modern refrigerated slaughterhouse is likely to generate significant impacts on the environment. In accordance with the provisions of the CGES and the results of the E&S screening, the construction work of the modern refrigerated slaughterhouse located respectively in the commune of Banfora are subject to the completion of an environmental and social impact study (EIES).

It is within this framework that the development of this EIES for the sub-project for the construction of the modern refrigerated slaughterhouse in Banfora in the province of Comoé, Cascades Region , is taking place .

The methodology adopted includes several complementary and iterative steps, the main ones being: a documentary review, field data collection (interviews, physical observations and forest inventories), sample analyses and data processing to produce the study report .

2. BRIEF DESCRIPTION OF THE SUB-PROJECT

The sub-project for the construction of the modern slaughterhouse in the city of Banfora consists of the implementation of component 2 " Development of the livestock value chain " of PRECEL, more precisely sub-component 2.1 "Support for the establishment of intelligent productive infrastructures in the face of climate and marketing". It mainly involves the construction of a modern refrigerated slaughterhouse in Banfora.

The sub-project of a area of 4.55 ha is in the commune of Banfora, province of Comoé, Cascades region. The site dedicated to the construction of the slaughterhouse is occupied by a dilapidated slaughterhouse, created in 2002. It is composed of a park, a water tower and three buildings: a slaughterhouse building, a building for veterinarians and an administrative building. The site is surrounded by residential houses located 600m from the external limits

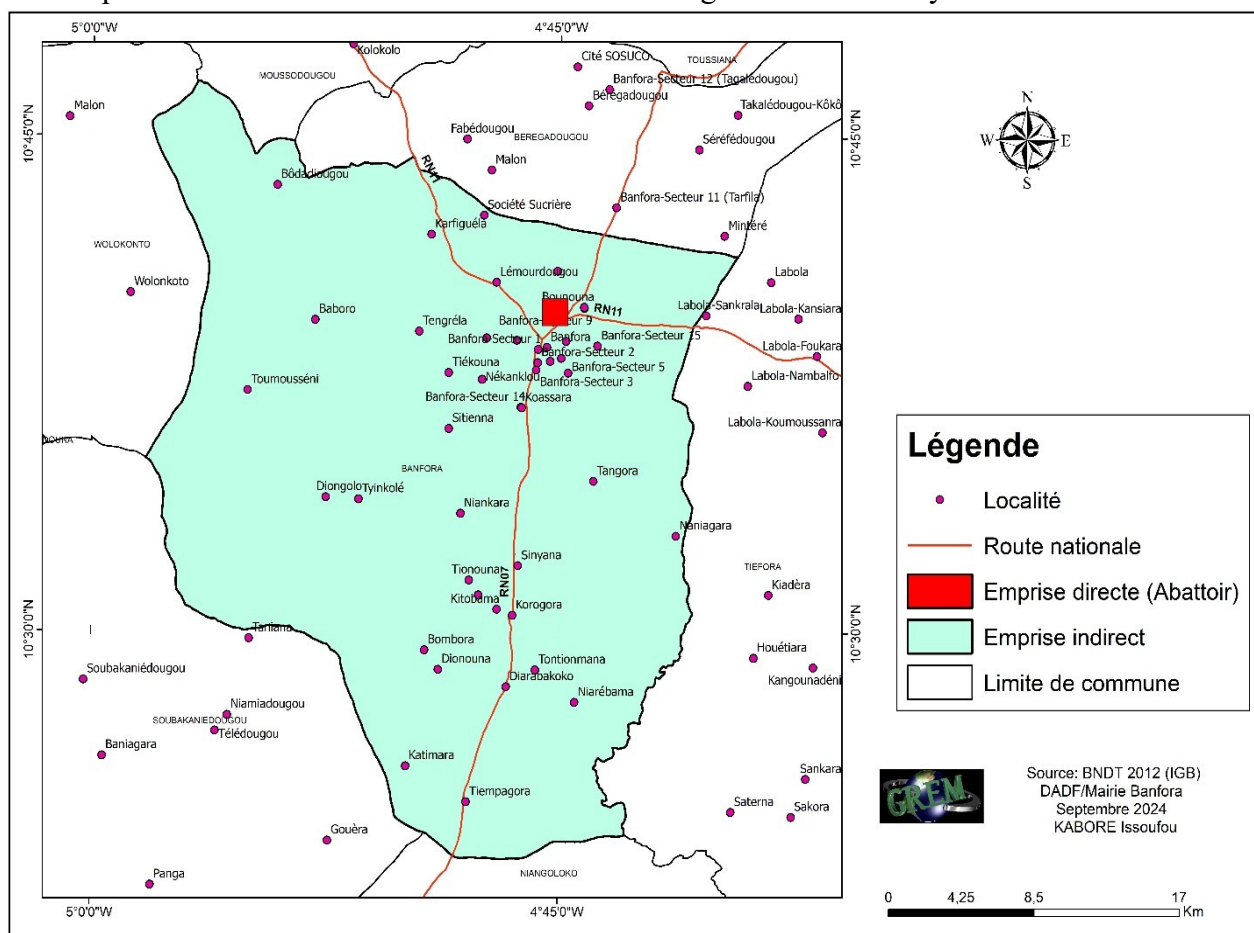
The sub-project will involve carrying out the following activities:

The infrastructures of the modern slaughterhouse of Banfora are grouped into five (05) main categories. These are:

- vi) works ,
- vii) of the bovine and ovine slaughtering unit (50 cattle And 100 sheep by day),
- viii) of the pig slaughtering unit (25 pigs by day) ,

- ix) of the unit sanitation And of valuation of the waste solid And of the waters wastewater (consisting of a water treatment plant and a complete industrial methanizer with production); and finally
- x) of the mini solar power plant.

For the execution of the work, 44 workers will be mobilized for the site, namely 07 senior executives, 12 skilled workers and 25 non-qualified workers as well as 10 workers from the control mission. Benz trucks , tanker trucks, compactors, concrete mixers and live needles will also be used for the work. The map below shows the location of the modern refrigeration laboratory sites.



3. Methodology for developing the EIES

The approach used to conduct the study includes framing, documentary research, development of primary data collection tools, field data collection, analysis and synthesis of information collected in collaboration with the populations of the Banfora slaughterhouse construction project area. Above all, framing was necessary to better guide the conduct of the study.

4. POLITICAL, LEGAL AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK

The political framework is represented by the PNDES in its axis 2 and the Action Plan for Stabilization and Development (PA-SD) . The legal framework includes national laws and regulatory texts and the environmental and social requirements of the World Bank.

National environmental legislation is based primarily on the Constitution of Burkina Faso. Article 14 of the Constitution of June 2, 1991 and revised by Law No. 023-2012/AN of May 18, 2012, and all its amendments, provide that: "the sovereign people of Burkina Faso are aware of the absolute need to protect the environment" and that "wealth and natural resources belong to the people. They are used to improve their living conditions." In addition, Article 29 of the same document provides that: "the right to a healthy environment is recognized. The protection, defense and promotion of the environment are a duty for all."

According to Article 4 of Law No. 006-2013/AN of April 2, 2013, relating to the Environmental Code in Burkina Faso, "environmental assessments" constitute "systemic processes which consist of evaluating and documenting the possibilities, capacities and functions of the resources of natural systems and human systems to facilitate sustainable development planning and decision-making in general, as well as to anticipate and manage the adverse effects and consequences of particular development proposals."

Decree No. 2015-1187/PRES-TRANS/PM/MERH/MATD/MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT adopted on October 22, 2015, defines the scope of the ESIA and the simplified ESIA. According to the annexes of the same decree, the sub-project is classified in category B as development works. It is therefore subject to the completion of an Environmental and Social Impact Study (ESIS). Similarly, following the recommendations of the PRECEL ESMF, a screening process resulted in the environmental categorization of the planned works in category A as well.

Furthermore, Eight (08) of the ten (10) Standards of the Environmental and Social Framework (CES) of the World Bank, namely NES 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8 and 10 apply in the implementation of PRECEL. In addition to these standards, the general Environmental, Health and Safety Directives (DESS), the ISO 45001:2018 standard and international labor standards apply to the execution works of the sub-project for the construction of the modern slaughterhouse in Banfora. If there are any discrepancies between the various ESS Directives and national standards in terms of environmental, social, health and safety management, the most stringent will be retained for this sub-project.

The sub-project is supervised by the Ministry of Agriculture, Animal and Fisheries Resources (MARAH) and technical management is provided by the PMU (Project Management Unit) of PRECEL.

The Ministry of the Environment, through the National Agency for Environmental Assessments (ANEVE), ensures the coordination of the implementation and monitoring of the national policy on environmental assessment, environmental inspection and environmental audit. ANEVE and the regional and provincial technical services in charge of the environment ensure external environmental and social monitoring.

The communal authorities of Banfora and the decentralized technical services of the environment are invited to contribute to the environmental and social performance of the sub-project through close monitoring of the implementation of the ESMP. To this end, they will work in close collaboration with the Control Missions to ensure the total success of the sub-project.

5. DESCRIPTION OF THE INITIAL STATE OF THE ENVIRONMENT

Physical environment

Climate: The sub-project site is located in the South Sudanese phytogeographic zone, determined by two major seasons: the wet season from April to October and the dry season from November to

March. It is characterized by rainfall varying between 900 and 1300 mm of rain per year with an average not exceeding 1200 mm (GUINKO; 1995). The Cascades region enjoys good rainfall and is thus among the best-watered areas in Burkina Faso. The combination of this good rainfall and other natural factors is favorable to the intensification and diversification of agro-pastoral activities. Average annual temperatures range from 17°C to 36°C with a relatively low thermal amplitude of 5°C.

The relief is one of the most rugged in Burkina Faso with an average altitude of 450 meters (BNDT, 2018) and is characterized by the presence of three (03) topographic units, namely mountains, plateaus and plains.

Hydrography: In terms of hydrography, the hydrographic network of the sub-project area is organized around the Comoé watershed and the upper Mouhoun sub-basin. It is characterized by its low density with watercourses whose regime is essentially dependent on precipitation.

Soils: The morpho-pedological study at a scale of 1/100,000, carried out by BUNASOLS (1999) made it possible to map five classes of soils according to the CPCS (1967): (i) class of raw mineral soils; (ii) class of little evolved soils; (iii) class of soils with iron and manganese sesquioxides; (iv) class of ferralitic soils and (v) class of hydromorphic soils.

Biological environment

Vegetation: The sub-project area is therefore characterized by a fairly significant plant cover, the density of which varies from one area to another. The floristic inventory in the slaughterhouse area shows one hundred and sixty-three 163 tree feet, including 86 *Azadirachta indica* , 16 *Parkia biglobosa* , 01 *Manguifera indica* , 29 *Eucalyptus camaldulensis* , 01 *Ficus cycomorus* , 06 *Gmelina arborea* , 18 *Acacia nolotica* , 02 *Terminalia mantaly* , 03 *Anacardium occidentale* and 01 *Khaya senegalensis* . . .

Human environment

According to the preliminary results of the 5th ^{RGPH} (INSD, 2019), the commune of Banfora had 160,302 inhabitants, including 77,234 men and 83,068 women, or 51.82% women. At the level of the province of Comoé, there were 633,043 inhabitants, including 306,851 men and 326,192 women.

5. ANALYSIS OF VARIANTS

- Variant without project

The "no project" variant corresponds to the abandonment of the construction of the modern refrigerated slaughterhouse of Banfora on the planned site, that is to say in sector 8 of the commune of Banfora. Thus, there would be no major effect on the environmental and social environment. ~~There would be no expropriation of the land of the populations.~~ but the city of Banfora will not benefit from the construction of the modern refrigerated slaughterhouse while during the consultation of the stakeholders, the usefulness of the infrastructure in the process of development of the city emerged. In the absence of the execution of the sub-project, the commune will therefore remain without a modern slaughterhouse that will meet the sanitary standards of meat supply to the city.

- Variant with project

The variant with project corresponds to the construction of the modern refrigerated slaughterhouse of Banfora on the site of sector 8. This situation corresponds to the development aspirations of the

city of Banfora as well as the Cascades region. However, there are environmental and social issues that must be overcome, in particular the management of environmental impacts of all kinds.

6. ENVIRONMENTAL, ECONOMIC AND SOCIAL ISSUES

• Negative issues

The main negative issues related to the modern slaughterhouse construction sub-project are:

- loss of biodiversity (fauna and flora);
- the risks of accidents during work with site personnel and local residents;
- the spread of STIs and HIV/AIDS due to risky sexual behaviour among staff;
- the destruction of soils in material borrowing areas and quarries;
- the problem of waste management;
- the spread of Sexually Transmitted Diseases (STDs, HIV/AIDS, Gender Based Violence (GBV), Sexual Exploitation and Abuse and Sexual Harassment (SEA/HS) in the sub-project area;
- the security situation in the sub-project area;

• Positive issues

The main positive issues relating to the sub-project are:

- obtaining economic benefits for the populations due to the creation of 30 jobs and the income generated by the operation of the construction of the modern slaughterhouse of Banfora ;
- increasing the supply of infrastructure;
- environmental protection (air and noise pollution, soil and water pollution, climate change) ;
- the nutritional health of meat consumers in the city;

7. IDENTIFICATION AND ASSESSMENT OF IMPACTS AND PROPOSALS FOR MITIGATION MEASURES

The potential impacts of the subproject are generated by the activities carried out during the pre-construction and operational phases. During these two phases, the impacts will be:

Negative impacts

Construction phase

It should be noted:

- the potential loss of 163 tree feet including 86 *Azadirachta indica* , 16 *Parkia biglobosa* , 01 *Manguifera indica* , 29 *Eucalyptus camaldulensis* , 01 *Ficus cycomorus* , 06 *Gmelina arborea* , 18 *Acacia nolotica* , 02 *Terminalia mantaly* , 03 *Anacardium occidentale* and 01 *Khaya senegalensis*.
- an increase in noise levels due to development work;
- air pollution ;
- soil pollution due to leaks of used oils from machinery and the production of water during construction work. (During the construction phase, waste water and used oils would come from deposits of materials and leaks from construction site machinery);
- the transformation of the landscape during the work period;
- pollution of water resources in the event of accidental spillage of used oil;
- incidents or accidents at work related to the movement of construction site vehicles;

- disruption of microfauna, as the landscape will be transformed;

Operational phase

The negative impacts will be on:

- soil pollution ;
- air pollution ; -
- water and soil pollution from the production of solid and liquid waste ;
- conflicts between slaughterhouse users.

Rehabilitation and closure phase

During this phase, potential negative impacts include:

- air pollution ;
- loss of employment among workers; risk of accidents

Positive impacts

Construction phase

- creation with local labor on the sub-project site;

Operational phase

- job creation ;
- the development of socio-economic activities in the area;
- the best organization of the supply of quality meat for the benefit of target populations;
- improving working conditions for butchers.
- better security of the conditions for unloading animals and loading meat;
- the improvement and strengthening of the municipal infrastructure of Banfora.

8. IDENTIFICATION OF ENVIRONMENTAL AND SOCIAL RISKS

Environmental and social risks related to the activities of the sub-project are summarized:

- **From an environmental perspective** , the risks are defined as follows:
 - the risk of pollution of the air, soil, surface water and groundwater by waste from the construction site and operation of the modern Banfora slaughterhouse (biowaste, packaging, etc.);
 - the risk of noise pollution for local residents and construction site personnel;
 - the risks of destruction of plant species and fauna around the modern slaughterhouse of Banfora,
 - risks in the project area,
 - the risk of fire and/or electrocution for users of the modern Banfora slaughterhouse due to lack of attention when making connections (charging cell phones and other electrical equipment).

- **On the social level, social risks**

The main social risks related to the sub-project activities are:

- the risk of increased risks of transmission of STIs and HIV/AIDS, and of development of GBV, VCE, EAS and HS;
- accident risks work or traffic related to movements within the modern slaughterhouse ;

- the health risks (hygiene) of users/residents of the modern slaughterhouse linked to exposure to waste and the stagnation of waste water which is a source of contamination of people through flies and mosquitoes;
- the risks of work accidents involving workers on the construction site;
- the risk of conflicts between construction site personnel and residents.

9. ENVIRONMENTAL AND SOCIAL MANAGEMENT PLAN (ESMP)

The harmonious integration of the construction activities of the modern slaughterhouse into its environment is encouraged from the planning and design stage through the integration of environmental and social considerations. Certain optimization elements thus make it possible to limit the impacts of the sub- project on the environment and are identified in the impact assessment process.

Impacts that could not be avoided by optimizing the subproject activities can be mitigated or offset by implementing various management measures. Mitigation measures aim to reduce the negative effects of the subproject activities on the environment. Compensation measures aim to compensate for the loss or permanent disruption of certain elements of the environment. Improvement measures, for their part, make it possible to increase the positive effects linked to the subproject activities .

Bonus measures

The improvement measures make it possible to increase the importance or value of the positive impacts of the sub- project. They concern, among other things, the search for ways and means to enable local populations to improve their income and quality of life.

During its implementation, the sub- project has positive impacts which could be enhanced by the following measures:

- give priority to the recruitment of operational personnel (unskilled workers and laborers) in the districts concerned; the contractor in charge of the works will be encouraged to use local labor;
- use local businesses and professional associations to purchase goods and services;
- strengthen the organizational and technical capacities of COGES to ensure good management of the modern slaughterhouse ,
- entrust the implementation of plantations relating to compensatory reforestation to local associations operating in the environmental field using a contract or protocol, clearly highlighting the associations' duties and performance obligations and the sanctions incurred in the event of non-compliance with these obligations.

Mitigation measures

The main measures to mitigate the negative impacts of the sub -project are:

- develop and implement (EQIP, ESMPCS, HSHP, WMP, SEPP, etc.);
- raise awareness among workers about health and safety;
- raise awareness among site personnel and workers as well as local populations about HIV/AIDS and STIs,
- raise awareness among construction site workers and populations about GBV, EAS HS,
- The signing of specific codes of conduct for workers, site managers and the companies themselves
- implement health and safety management measures at work (site marking, provision of PPE; TRC insurance, etc .; management of accidents and incidents,

- maintain ongoing dialogue with stakeholders,
- the establishment of an MGP .

Monitoring and surveillance

The components of the environment that will be subject to environmental monitoring and surveillance are:

- waste and liquid effluent management ;
- the quality of surface and ground water;
- tree planting ;
- the safety of staff, local populations and users;
- the health status of site personnel and local populations;
- the social climate;
- the implementation of the awareness program for workers, populations and users;
- the implementation of the Environmental and Social Management Plan (ESMP) for the site.

The main indicators to be monitored during the implementation of environmental and social measures , concern in particular the discharge standards (the results on discharges will be compared with the recommendations of Decree No. 2001/185/PRES/PM/MEE of May 7, 2001 establishing the standards for discharges of pollutants into the air, water and soil. The decree sets the standards for discharges and pollutants into the air, water and soil), the number of jobs created, and the volume of purchases of goods and services from suppliers in the region ;

Capacity building

Capacity building activities include:

- informing and raising awareness among local populations about the progress of the work and traffic instructions;
- raising awareness among site personnel on environmental management and hygiene, health and safety at work;
- raising awareness among site personnel and local populations about STIs and HIV/AIDS;
- raising awareness among workers about respecting the customs, traditions and prohibitions of the environment, regarding drugs and alcohol;
- training on the Grievance Mechanism (GM);
- the formation of a village committee to combat GBV, SEA/SH and violence against children;
- awareness raising on codes of conduct and their signature,
- training and support for women and young people in the creation of Income Generating Activities (IGA).

The implementation of environmental and social management measures will have to be ensured by a certain number of actors, namely the UGP/PRECEL, the companies responsible for the construction work of the slaughterhouse, the Control Mission (Consulting Engineer), local and decentralized administrations, the special delegation of Banfora, non-governmental organizations (NGOs) and women's associations of Banfora.

ESMP provisions relating to safety measures: As part of the implementation of the ESMP, workers from companies, monitoring and control agency , PRECEL and the ANEVE monitoring teams are requested to comply with the risk management measures recorded in the risks chapter and to apply all safety instructions and procedures that will be recorded in the site PGES.

Responsibilities for the implementation and monitoring of the ESMP

The institutional actors listed below are responsible for the implementation and monitoring of the PGES. These include, among others:

- the ANEVE
- PRECEL Management Unit ;
- the DRARAH of Cascades;
- the Control Mission (CMM);
- the company in charge of the work;

In addition to these actors mentioned, others will also be indirectly involved in monitoring the implementation of the ESMP. These are:

- the Regional Directorate in charge of the environment of Cascades;
- the Regional Directorate of Agriculture, Animal and Fisheries Resources of Cascades;
- the Regional Directorate in charge of Health in Cascades for monitoring occupational illnesses and accidents and raising awareness among workers and local populations about STIs/AIDS;
- inspection on monitoring working conditions;
- the management of humanitarian action, national reconciliation, gender and family with regard to vulnerable people and SEA/SH ;
- organizations (NGOs) and local associations;
- the slaughterhouse management committee (COGES)
- administration and decentralized services (Environment, health, etc.) and local authorities (Special Delegation).

PGES costs

The total cost of the PGES is estimated at forty million five hundred and fifteen thousand **(40,515,000) CFA francs. Added to this is a contingency of 10%, or four million fifty-one thousand five hundred (4,051,500) CFA francs, giving a grand total of forty-four million five hundred sixty-six thousand five hundred (40,566,500) CFA francs, or 79. 441.96 USD².**

10. Closure/Rehabilitation Plan

Closure and rehabilitation are part of the contractual provisions to be respected and include the following main activities: Cleaning and rehabilitation of the construction site bases; Restoration of borrow areas including their vegetation; Proper disposal of waste. For greater success of the closure and rehabilitation activities of the bases and borrow areas of materials, daily monitoring will be carried out by the environmental department team of the Execution Company.

11. CONSULTATION AND PARTICIPATION OF STAKEHOLDERS

The public consultation took place from September 1 to 7, 2024 and continued with a series of meetings at the institutional level with all the stakeholders in the sub-project for the construction of the modern slaughterhouse in Banfora, resulting in a very good assessment of the project.

²1 US dollar = 561.50 CFA francs as of 07/09/2025

Considerable efforts were therefore made in the context of stakeholder consultation. This consultation involved regional authorities, provincial and municipal authorities, associations, local authorities of the municipality, local populations, made up of residents of neighborhoods neighboring the sub-project site. In total, public consultations and other individual interviews enabled discussions with 165 people, including 42 women and 123 men, representing 25% and 75% respectively of all those consulted.

The points of interest raised by the stakeholders consulted concerned: (i) the recruitment of local labour during construction; (ii) the installation of road signs during works; (iii) the establishment of an infrastructure management committee.

Indeed, during stakeholder consultations, beneficiaries were informed that the sub-project will focus on recruiting local labor to provide opportunities for youth and women to be employed. This option will contribute to improving the living conditions of local residents.

Given the presence of a fleet of vehicles likely to cause accidents during the construction and operational phases, stakeholders have requested that signage be erected inside and around the site to prevent these undesirable situations.

In order to ensure effective management of the infrastructure, the establishment of a management committee is essential. This committee will be responsible for sustainably managing the infrastructure for the benefit of the entire community.

Stakeholders appreciated the measures announced and supported their implementation.

The public concerned as well as the local populations have given their agreement for the realization of the sub-project of construction of the modern slaughterhouse of Banfora.

Management of claims, complaints, disputes and appeal procedures

As part of the implementation of PRECEL, a Complaints Management Mechanism (MGP) was defined and put in place. This system was put in place to collect, resolve and address concerns and complaints from project stakeholders and also to use feedback from them to improve the interventions of the said project.

Thus, this mechanism aims to provide individuals and communities who feel aggrieved by the project's activities with accessible, rapid, effective and culturally appropriate opportunities to submit their complaints and concerns related to the project. Complaint management bodies at the level of the regions, communes and intervention villages will be established before the implementation of the sub-project.

Registers will also be available for this purpose at the intervention zone level. At the municipal level, suggestion boxes as well as explanatory displays and brochures will also be available.

Complaints may be categorized into two (02) groups: non-sensitive complaints and sensitive complaints.

- **Non-sensitive complaints** concern the implementation process: they may concern the choices, methods, results obtained, etc.
- **Sensitive complaints** usually relate to personal misconduct such as corruption, discrimination, gender-based violence (GBV) including sexual exploitation and abuse and sexual harassment. In the latter case, the Project will guarantee users that sensitive complaints will be treated confidentially, so as to avoid any possible reprisals or gratuitous attacks on the dignity of individuals.

There are four types of complaints regarding the sub-project:

- Type 1: Request for information or complaints
- Type 2: Complaints or claims related to the environmental and social management of the project
- Type 3: Complaints related to works and services
- Type 4: Complaints related to the violation of the code of conduct where complaints related to EAS/HS/VCE/VBG are classified. For these cases, a special processing mode is reserved to preserve confidentiality in the processing of data.

Several levels are considered in the processing of complaints:

- Level 1: Village/Sector;
- Level 2: Municipality/Department (COGEP-D)
- Level 3: Regional (focal point: PRECEL Monitoring-Evaluation Assistants);
- Level 4: National Committee (Focal point: SDS/VBG-)

In the complaints management system, priority will be given first to the village or sector level, i.e. recourse to an extra-judicial mechanism for settling disputes amicably at the local level. Thus, this committee is the first instance for managing complaints with a maximum period of 5 days from the date of referral to rule on the complaint. Beyond the village, the second level of complaint resolution remains the municipality within the territorial jurisdiction of each complainant PAP. In accordance with the PRECEL MGP, the maximum period for processing complaints by the municipal committee must not exceed two weeks (14) days from the date of receipt. In the event of non-conciliation at the second level, the UGP is contacted by the regional branch (Regional level: focal point: PRECEL Monitoring and Evaluation Assistants) which constitutes the 3rd level electronically (to minimize complaint processing times) or by transmitting the physical complaint file. However, the UGP can also be contacted directly for cases of complaints from third parties. The fourth level is the National Committee for Complaint Management composed of the focal points: SDS/VBG and the UGP which has 15 working days to process the complaint file.

However, the complainant may refer the matter to the high courts if the first four levels of complaint management fail to find solutions. In this case, at the jurisdictional level, only the judge can set a deadline.

Complaints relating to GBV/SEA/HS should not be handled by the communal committees under any circumstances, even if this committee is notified, as it should refer the complaint to the focal point. They will be transferred to the UCP, which will immediately inform the World Bank team and produce a report gathering all the additional information..

CHAPITRE I : INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Bien que le sous-secteur de l'élevage ait connu des progrès significatifs ces dernières années, un large éventail de contraintes limite encore son développement. Il s'agit notamment de : (i) la faiblesse de l'appui politique, institutionnel et technique au sous-secteur ; (ii) la faible productivité des espèces ; (iii) la faible compétitivité en raison de la faiblesse des équipements et infrastructures de soutien et des difficultés d'accès au financement ; (iv) l'insécurité foncière et les conflits agriculteurs/éleveurs ; (v) les inégalités entre les sexes ; etc. Dans ce contexte, plusieurs défis persistent quant à l'amélioration de la compétitivité et de la résilience du sous-secteur de l'élevage, notamment au sein des systèmes sédentaires. C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Burkina Faso, en collaboration avec la Banque Mondiale, a entrepris la formulation du Projet de Résilience et de Compétitivité de l'Élevage (PRECEL). Le PRECEL vise à aider le pays à accélérer la transformation structurelle de son économie afin de créer des emplois productifs et booster le secteur de l'élevage au Burkina Faso en vue de relever les défis de développement du pays.

En effet, le secteur agro-sylvo-pastoral occupe un peu plus de 63% de la population active et constitue la principale source de revenus en zone rurale. Le sous-secteur élevage constitue le troisième pilier de l'économie nationale après le secteur minier et l'Agriculture.

Le PRECEL couvre une période de six (06) ans et est organisé autour de quatre (04) composantes interdépendantes suivantes :

- Composante 1 : Environnement favorable et services de soutien pour la promotion de l'élevage ;
- Composante 2 : Développement d'infrastructures d'élevage intelligentes face au climat et de chaîne de valeur ;
- Composante 3 : Gestion et coordination du projet ;
- Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence.

Le PRECEL a pour objectif d'améliorer la productivité, la commercialisation et la résilience des principaux systèmes de production animale sédentaire pour les bénéficiaires ciblés dans les zones d'intervention du projet.

Outre les impacts positifs, une telle réalisation comporte des risques et impacts négatifs potentiels environnementaux et sociaux qui méritent d'être appréhendés et traités de façon rationnelle.

La réalisation de l'abattoir frigorifique moderne est susceptible de générer des incidences significatives sur l'environnement. Conformément aux dispositions du CGES et aux résultats du screening E&S, les travaux de construction de l'abattoir frigorifique moderne dans la commune de Banfora sont assujettis à la réalisation d'une étude d'impacts environnemental et social (EIES).

1.2. Objectifs de l'étude

L'objectif de l'EIES est de déterminer et mesurer la nature et le niveau des risques et effets environnementaux et sociaux potentiels (physiques, biologiques, socioéconomiques et culturels), y compris les risques VBG, EAS, HS, susceptibles d'être générés par les travaux de réalisation de construction de l'abattoir, d'évaluer et proposer des mesures de suppression, d'atténuation et de

compensation des effets négatifs, et de bonification des impacts positifs, des indicateurs de suivi et de surveillance appropriés, ainsi que des dispositions institutionnelles à mettre en place pour la mise en œuvre desdites mesures.

Les objectifs spécifiques sont :

- proposer le cadre politique, juridique et institutionnel du sous projet ;
- réaliser la description du sous projet ;
- réaliser la description de l'état initial de l'environnement ;
- analyser les variantes dans le cadre du sous projet ;
- évaluer les impacts du sous projet sur les différents domaines de l'environnement ;
- identifier, analyser et évaluer les risques et effets environnementaux et sociaux positifs et négatifs, à la lumière des huit (8) NES pertinentes (NES n°2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10), associés aux travaux de construction de l'abattoir ;
- mettre en œuvre un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) dans l'exécution du projet de manière qu'il prenne en compte les plaintes générales et les plaintes sensibles aux VBG/EAS/HS,;
- élaborer le plan de gestion environnementale et sociale pour la réalisation et l'exploitation du sous projet et proposer des clauses Environnementales et Sociales et un cadre de devis des prix des mesures ES à inclure dans les DAO ;
- réaliser un plan de fermeture et réhabilitation ;
- proposer les modalités de consultation et de participation du public.

1.3. Résultats attendus

Les résultats attendus à la fin de l'étude sont :

- le cadre politique, juridique et institutionnel du sous projet est proposé ;
- la description du sous projet est réalisée ;
- la description de l'état initial de l'environnement est réalisée ;
- les variantes dans le cadre du sous projet sont analysées ;
- les impacts du sous projet sur les différents domaines de l'environnement sont évalués ;
- les risques et effets environnementaux et sociaux positifs et négatifs, à la lumière des huit (8) NES pertinentes ((NES n°2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10),, associés aux travaux de construction de l'abattoir sont identifiés, analysés et évalués ;
- le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) dans l'exécution du projet de manière qu'il prenne en compte les plaintes générales et les plaintes sensibles aux VBG/EAS/HS, est mis en œuvre ;
- le plan de gestion environnementale et sociale pour la réalisation et l'exploitation du sous projet et des clause ES et un cadre de devis des prix des mesures ES à inclure dans les DAO est élaboré et proposés ;
- un plan de fermeture et réhabilitation est réalisé ;
- les modalités de consultation et participation du public sont proposées.

1.4. Méthodologie générale de l'étude

La démarche utilisée pour la conduite de l'étude comprend le cadrage, la recherche documentaire, l'élaboration des outils de collecte des données primaires, la collecte des données sur le terrain, l'analyse et la synthèse des informations recueillies en collaboration avec les populations de la zone du projet de

construction de l'abattoir de Banfora. Avant tout, un cadrage a été nécessaire en vue de mieux orienter la conduite de l'étude.

1.4.1. Le cadrage

La réunion de cadrage a eu lieu le vendredi 09 août 2024 à Banfora et a permis de mieux comprendre le projet et les attentes du commanditaire de cette EIES. Il a été également l'occasion pour le consultant de présenter la méthodologie et le chronogramme d'élaboration de l'étude, puis de recueillir les amendements, avis et suggestions du PRECEL.

1.4.2. La recherche documentaire

Cette étape a consisté à rassembler la documentation disponible : textes législatifs et réglementaires en vigueur au Burkina Faso et au plan international et des données collectées sur le site d'implantation du projet. Cette recherche bibliographique s'est surtout effectuée au niveau central auprès de certaines structures du Ministère en charge de l'Environnement, du Ministère des Infrastructures et du Désenclavement, du Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat et du Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière.

Des sites web tels que <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso>, www.transports.gov.bf et www.agriculture.bf ont été également consultés.

1.4.3. L'élaboration d'outils de collecte des données

Pour faciliter la collecte des données relatives à la situation environnementale et socio-économique, des fiches de collecte des données ont été élaborées (fiche de collecte de données dendrométriques, fiches d'observation de la faune, fiche d'échantillonnage de l'eau). Les autres outils comprennent des guides pour la conduite des entretiens individuels/collectifs ou des focus-group.

Le public cible est composé des populations, des services municipaux et étatiques, des autorités coutumières et religieuses.

1.4.4. La visite et la collecte de données de terrain

La collecte de données a été effectuée par le consultant et deux (02) enquêteurs, et a concerné les composantes de l'environnement qui sont susceptibles d'être impactées par le projet de construction de l'abattoir. Un inventaire des arbres pied par pied a été réalisé sur l'ensemble de l'emprise du sous projet, Elle a également consisté à l'identification et une prise de contact avec les principaux acteurs du projet.

Les visites de terrain ont été organisées dans le but d'appréhender les réalités des milieux récepteurs ainsi que les impacts potentiels du projet sur le milieu naturel et humain. Elles ont permis d'identifier et d'impliquer toutes les parties prenantes (groupes socioprofessionnels, autorités locales et représentants administratifs locaux, populations bénéficiaires, etc.) lors des consultations.

Une consultation publique, des rencontres avec des personnes cibles et des enquêtes ont été organisées (du 08 au 09 août 2024 et du 31 août au 03 septembre 2024) au cours de l'étude dans le but de :

- fournir aux acteurs intéressés, une information juste et pertinente sur le sous projet, notamment son objectif, sa description assortie de ses impacts tant négatifs que positifs ainsi que les mesures de mitigation y relatives ;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- apprécier l'acceptabilité sociale du projet par les populations bénéficiaires ;
- asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable des actions prévues par le sous projet.

Les consultations ont été tenues avec les parties prenantes ; toutes les dispositions ont été prises pour que les populations locales, les autorités administratives et coutumières des zones concernées soient informées et sensibilisées sur la réalisation de ce sous projet. Les preuves des échanges sont jointes en annexe du rapport.

Un inventaire floristique du site a été réalisé.

1.4.5. Le dépouillement, le traitement et l'analyse des données

Les données collectées ont porté sur : i) les caractéristiques du sous projet, ii) le niveau de connaissance du sous projet par les parties prenantes et leurs impressions sur les impacts positifs et négatifs ainsi que sur les mesures environnementales et sociales à définir dans le PGES, iii) l'état initial aux plans biophysique et humain du site de réalisation des activités du sous projet.

L'ensemble des données collectées a fait l'objet de dépouillement et de mise en contexte pour dégager les impacts/risques potentiels du sous projet. Les données collectées ont été analysées sur Excel, Arc-GIS ce qui a permis de rendre fidèlement compte de la situation réelle des ressources naturelles et les conditions socioéconomiques des populations du milieu récepteur et de formuler des mesures environnementales appropriées. Le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) présente les propositions de mesures d'atténuation et de bonification des impacts. Ces mesures tiennent compte du contexte législatif et institutionnel, des NES de la Banque mondiale ainsi que des réalités locales. Des propositions de renforcement des impacts positifs sont faites. Ces mesures ont fait l'objet d'une évaluation financière

1.5. Structuration du rapport EIES

L'élaboration du rapport de l'Etude d'impacts environnemental et social respecte les principales dispositions définies par le décret n°2015-1187/PRES /TRANS/PM/MERH/MATD/MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT du 22 octobre 2015 portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social ainsi que les exigences du cadre environnemental et social de la Banque mondiale .Les objectifs de l'étude d'impact environnemental sont :(i) décrire l'état initial du milieu d'établissement du projet, (ii) décrire les activités du projet proposé, (iii) identifier les impacts potentiels sur les milieux biophysiques et humains, (iv) développer des mesures pour mitiger les impacts négatifs et enfin de bonifier les impacts positifs. L'étude aborde les activités des phases de préparation du terrain, de la construction et l'exploitation.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DU SOUS PROJET

2.1. Présentation du promoteur

Le Projet de Résilience et de Compétitivité de l'Élevage (PRECEL) au Burkina Faso, est le promoteur du sous-projet de réalisation de l'abattoir moderne de Banfora au profit de la commune. Le PRECEL est une initiative du Gouvernement du Burkina Faso avec l'appui financier de la Banque Mondiale. L'objectif de développement du PRECEL est d'«Améliorer la productivité, la commercialisation et la résilience des principaux systèmes de production animale sédentaires pour les bénéficiaires ciblés dans les zones d'intervention du projet» Le Projet comprend quatre (04) composantes interdépendantes qui sont mises en œuvre par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (MARAH) à travers l'Unité de Gestion du Projet (UGP) et les 13 Directions Régionales de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (DRARAH) qui seront couvertes par le Projet. L'unité de gestion du projet (UGP) est responsable donc de la coordination du projet, des activités fiduciaires, du suivi et de l'évaluation et des activités de communication. Ces quatre composantes sont les suivantes :

- Composante 1 : Environnement favorable et service de soutien pour le développement de l'élevage ;
- Composante 2 Développement d'infrastructures d'élevage intelligentes face au climat et de chaîne de valeur ;
- Composante 3 : Gestion et coordination du projet ;
- Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence.

2.2. Situation géographique du sous-projet

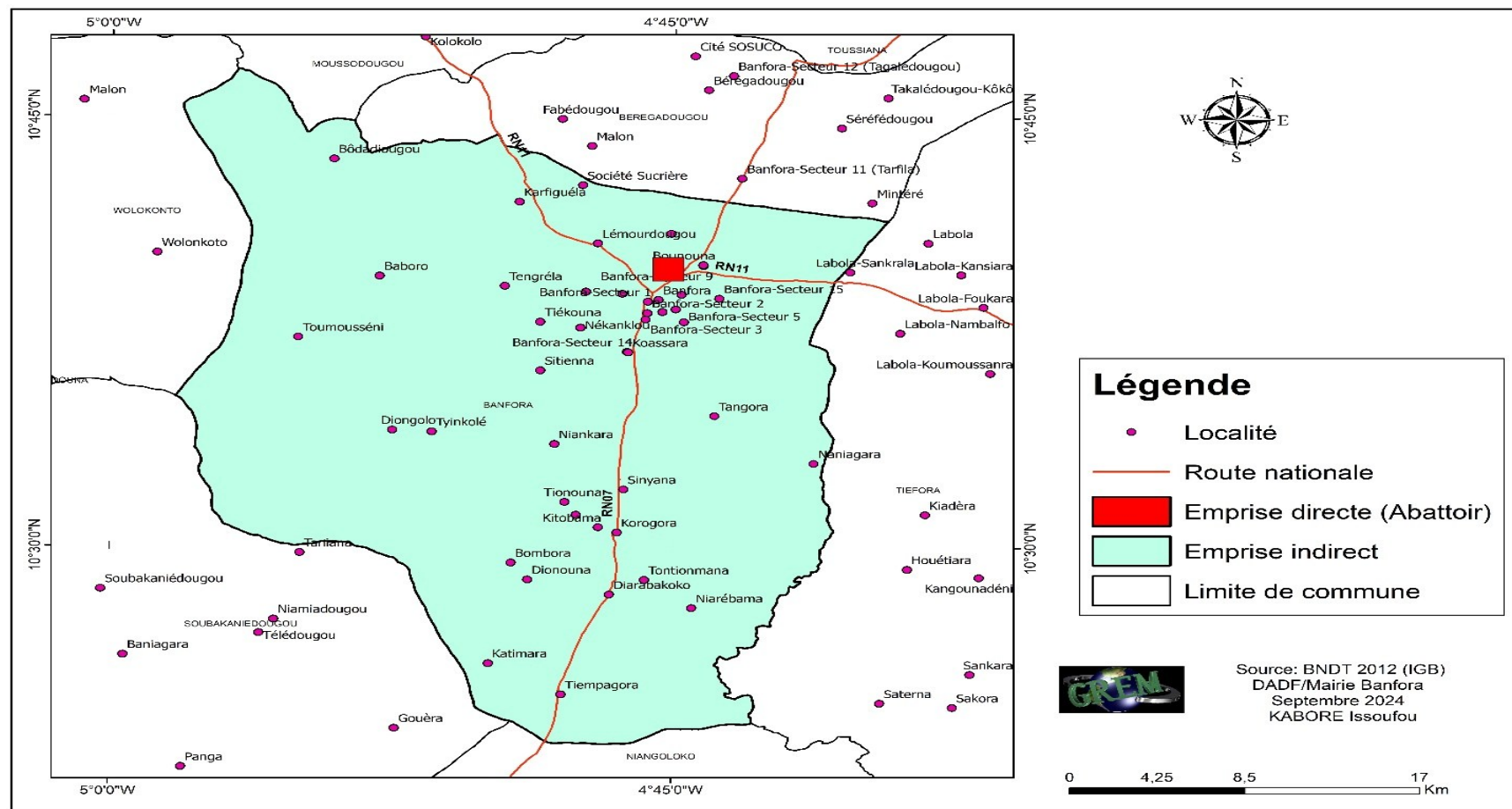
Le présent sous-projet relève de la Composante 2 : Développement d'infrastructures d'élevage intelligentes face au climat et de chaîne de valeur. Le sous projet de construction de l'abattoir moderne de Banfora est situé dans la commune urbaine de Banfora. La commune de Banfora se trouve dans la région des Cascades au Burkina Faso sur la route nationale N°7 à 85 km de Bobo-Dioulasso et à environ 450 km de Ouagadougou. Elle est également desservie par la ligne de chemin de fer qui relie Abidjan (Côte d'Ivoire) à Ouagadougou (capitale du Burkina Faso). Banfora est située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière ivoirienne. La commune s'étend sur une superficie d'environ 935 km², divisée en quinze secteurs et vingt-deux villages administratifs.

Le site du sous-projet se situe au secteur 8 de la ville de Banfora. Il est le même que l'actuel aire d'abattage de Banfora, situé au secteur 8, au quartier Dianabama. Le site a une superficie d'environ 4,55 hectares. Sur le site se trouve actuellement le bâtiment de l'actuel abattoir, un bâtiment qui abritait le service vétérinaire, un forage servant de l'eau à l'abattoir et des espèces végétales. Aux alentours se trouvent la SOFITEX, le bras d'un cours d'eau,

Le site est situé sur la route principale reliant les rails à la direction régionale de l'environnement des Cascades.

La carte ci-dessous présente l'emprise du site de l'abattoir dans la commune de Banfora.

Carte 1 : Emprise directe de l'abattoir dans la commune de Banfora



La carte ci-dessous présente les limites du site de l'abattoir de Banfora

Carte 2 : limites de l'abattoir de Banfora

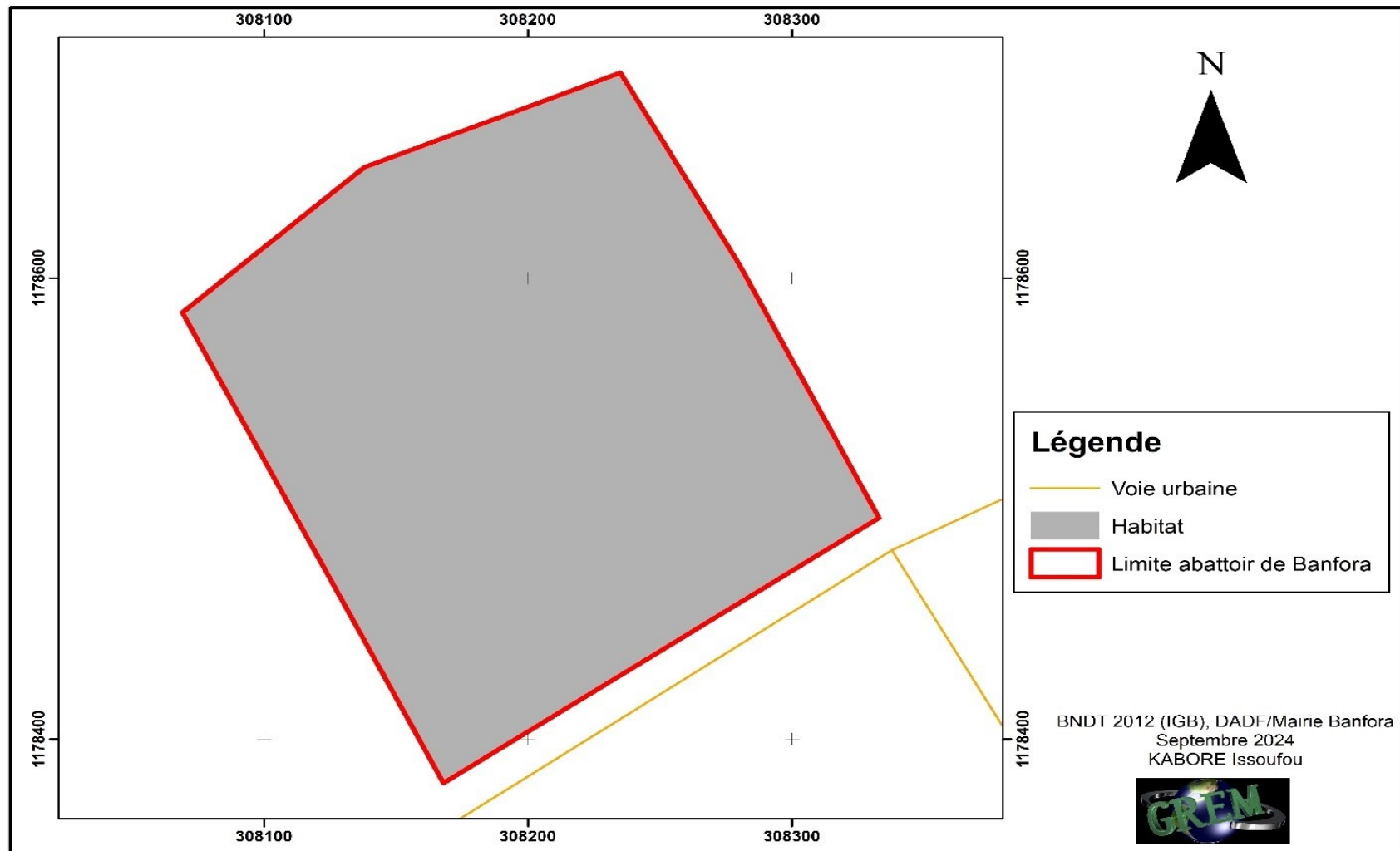


Figure 1: Image satellitaire du site



2.3. Description des infrastructures du sous-projet de l'abattoir moderne de Banfora

Les infrastructures de l'abattoir moderne de Banfora sont regroupées en quatre (04) grandes catégories (EMERGENCE SAHEL CONSULTING, rapport de l'étude technique et de faisabilité pour la construction de l'abattoir de Banfora, septembre 2024). Il s'agit des ouvrages annexes de

- i) l'unité d'abattage bovine et ovine (50 bovins et 100 ovins par jour),
- ii) l'unité d'abattage des porcs (25 porcs par jour),
- iii) de l'unité d'assainissement et de valorisation des déchets solides et des eaux usées ;
- iv) et enfin de la mini centrale solaire, ci-dessous les détails de chaque grande catégorie infrastructure y compris les quantités.
- v. une aire de quarantaine pour isoler temporairement les animaux, notamment les nouveaux arrivants ou ceux présentant des signes de maladie, pour prévenir la propagation de maladies contagieuses au sein des autres animaux sains.

Le terrain du sous-projet de l'abattoir frigorifique de Banfora est d'environ 4,55 ha et est destiné pour la construction de l'abattoir. L'ensemble sera protégé par une clôture en béton (en plaques préfabriquées) de 3 m de hauteur, surmontée de fils de fer barbelés.

L'ensemble des bâtiments du sous-projet de l'Abattoir moderne de Banfora sera construit en préfabriqué en structure métallique pour l'abattoir et en aggro pour les bâtiments administratifs (bâtiment principal et les bâtiments annexes).

Il sera à cet effet construit outre l'abattoir, un bâtiment administratif pour le personnel (vétérinaire, responsable, techniciens, etc.) et un secteur d'habitation (maintenancier, gardien,...).

Les bâtiments administratifs (principaux et annexes) seront à ossature en béton armé composée de semelles, de poteaux de fondation, longrines reliant les poteaux de fondations entre eux, les poteaux en élévation seront reliés entre eux par des poutres pour le bâtiment principal et bâtiments annexes. Les sols de la partie abattage et de la partie frigorifique seront en dalles épaisses en béton armé fixées entre les longrines.

Les rampes d'accès pour les animaux à pied et les quais d'embarquement et de débarquement par camions seront aménagées en béton armé.

L'abattoir sera équipé d'un système de traitement des eaux usées pour assurer une évacuation conforme aux normes environnementales. Une lagune de 400 m² est dédiée au traitement des eaux usées, permettant leur décantation et purification avant rejet.

Biodigesteur industriel. Cette installation permet de transformer les déchets organiques (sang, matières stomacales, etc.) en biogaz et fertilisants organiques (liquide et solide). Il est associé à une unité de production d'engrais et à un local de stockage du méthane

Local incinérateur

Il est prévu pour la destruction des organes et carcasses impropres à la consommation. Il complète les dispositifs de contrôle sanitaire et d'élimination des déchets biologiques dangereux

Système de gestion des déchets solides

Une infrastructure spécifique est prévue pour le stockage et le traitement des déchets solides (peaux, cornes, sabots, etc.), avec une zone dédiée à leur valorisation sous forme d'engrais ou d'autres sous-

produits. Un tamis rotatif et un séparateur d'éléments permettent une gestion optimisée des déchets avant transformation.

2.3.1. Les infrastructures de l'abattoir

Le tableau ci-après présente les infrastructures de l'abattoir moderne de Banfora.

Tableau 1: Infrastructures de l'abattoir moderne de Banfora

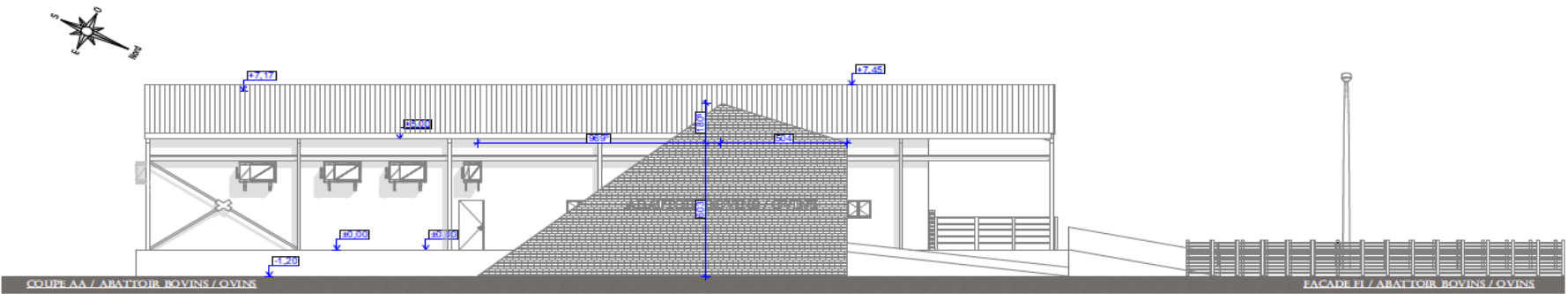
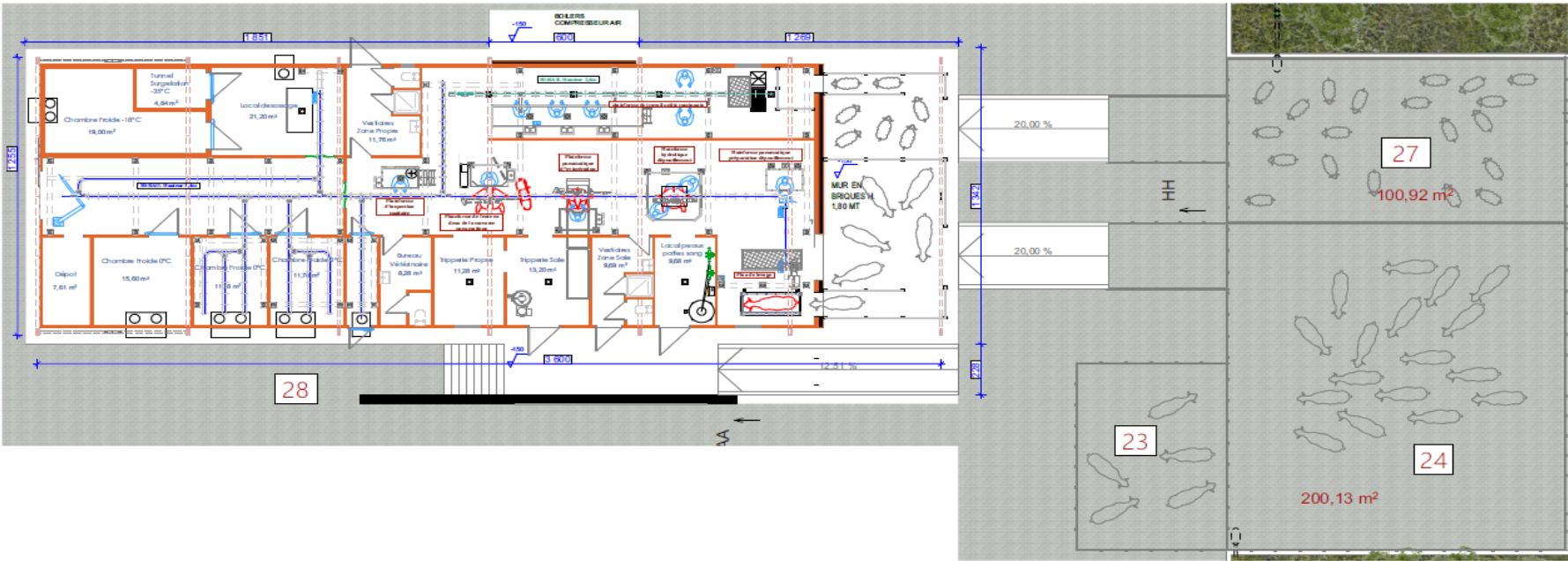
N°	Désignation des ouvrages	Unité	Quantité
I	OUVRAGES ANNEXES		
I.7	Bâtiment administratif	m²	256,00
I.8	Guerite 1	m²	17,00
I.9	Guerite 2	m²	17,00
I.10	Magasin 1	m²	60,00
I.11	Magasin 2	m²	100,00
I.12	Logement gardien	m²	40,00
I.13	Clôture	m²	660,00
I.14	Portique d'entrée 1	Unité	1,00
I.15	Portique d'entrée 2	Unité	1,00
I.16	Toilettes externes	m²	40,00
I.17	Local groupe electrogene	m²	21,00
I.18	Local groupe methane	m²	21,00
I.19	Local batterie	m²	33,50
I.20	Local sonabel	m²	4,00
I.21	Local incinerateur	m²	18,00
I.22	Hangar d'attente des bouchers	m²	60,00
I.23	Parking interieur pour vehicules	m²	225,00
I.24	Parking interieur pour 2 roues	m²	170,00
I.25	Parking exterieur	m²	445,00
I.26	Lagune	m²	400,00
I.27	Aménagement de la plateforme	m²	15 647,00
I.28	Amenagement en pavés	m²	8 641,00
I.29	Ouvrage d'assainissement	ml	300,00
I.30	Amenagement espaces vert	m²	4 800,00
I.31	Lampadaires solaires	Unité	30,00
I.32	Forages y compris equipement complet	Unité	2,00
I.33	Chateau d'eau en structure metallique 30,000 litres	Unité	1,00
I.34	Parc de stabulation bovins	m²	442,00
I.35	Parc d'animaux malades bovins	m²	51,00
I.36	Parc avec couloir d'amenés bovins	m²	206,00
I.37	Parc de stabulation ovins	m²	150,00
I.38	Parc d'animaux malades ovins	m²	30,00


I.39	Parc avec couloir d'amenés ovins	m²	100,00
I.40	Parc de stabulation porcins	m²	151,00
I.41	Parc d'animaux malades porcins	m²	35,00
I.42	Parc avec couloir d'amenés porcins	m²	100,00
I.43	Sous-total 1	m²	29 853,00
II	UNITE D'ABATTAGE BOVINE ET OVINE (50 bovins		
II.1	Sôle et toutes les réservations indispensables aux	Ens	1,00
II.2	Bâtiment préfabriqué en structure métallique pour abattoir	Ens	1,00
II.3	Machines et équipements pour ligne d'abattage de 50	Ens	1,00
II.4	Machines et équipements pour ligne d'abattage de 100	Ens	1,00
II.5	Equipements et accessoires pour triperie	Ens	1,00
II.7	Machine et équipements de découpe	Ens	1,00
II.8	Structures de soutien des rails et des équipements pour le	Ens	1,00
II.9	Groupes frigorifiques pour chambres froides avec rail	Ens	1,00
II.10	Tunnel de surgélation	Ens	1,00
II.11	Pièces de Rechange	Ens	1,00
II.12	Service de montage et mise en marche	Ens	1,00
II.13	Camion frigorifique de 7 tonnes	Unité	1,00
	Bâtiment de mise en consignment		
III	UNITE D'ABATTAGE DES PORCS (25 porcs		
III.1	Sôle et toutes les réservations indispensables aux	Ens	1,00
III.2	Bâtiment préfabriqué en structure métallique pour abattoir	Ens	1,00
III.3	Machines et équipements pour ligne d'abattage de 25 porcs	Ens	1,00
III.4	Equipements et accessoires pour triperie	Ens	1,00
III.5	Machine et équipements de découpe	Ens	1,00
III.6	Structures de soutien des rails et des équipements pour le	Ens	1,00
III.7	Groupes frigorifiques pour chambres froides avec rail	Ens	1,00
III.8	Pièces de Rechange	Ens	1,00
III.9	Service de montage et mise en marche	Ens	1,00
	Bâtiment servant de Lazaret		
	Sous-total 3		
IV	UNITE D'ASSAINISSEMENT ET DE VALORISATION		
IV.1	Station d'épuration des eaux usées	Ens	1,00
IV.2	Méthaniseur industriel complet avec production	Ens	1,00
	Sous-total 4		
V	MINI CENTRALE SOLAIRE		
V.1	Champ solaire de 50kwc	Ens	1,00
V.2	Structure de support du champ solaire	Ens	1,00
V.3	Système de stockage pour 5 heures	Ens	1,00

V.4	Convertisseur et régulateur	Ens	1,00
V.5	Accessoires	Ens	1,00
V.6	Installation	Ens	1,00
	Sous-total 4		

EMERGENCE SAHEL CONSULTING, rapport de l'étude technique et de faisabilité pour la construction de l'abattoir de Banfora, septembre 2024.

Carte 3: Plan Général de l’abattoir



APS	Coupage: PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ABATTOIR FRIGORIFIQUE MODERNE A BANFORA	Titre: UNITE ABATTOIR BOVINS / OVINS	Echelle: 1:150	Date début d'étude: ...	Réalisé par: EMERGENCE SAHEL CONSULTING / S.A.R.L	 EMERGENCE SAHEL CONSULTING / S.A.R.L Tel: 00223 76 46 47 70 / 01 83 46 47 70
N° de plan: APS-11	Ce projet et toutes conceptions y étant associées sont la propriété de EMERGENCE SAHEL CONSULTING S.A.R.L. Toute reproduction et mise en oeuvre même partielle est interdite, en vertu des lois relatives à la propriété intellectuelle. Nota : les cotes et dimensions sont données à titre indicatif et sont à contrôler avant toute exécution de travaux par les entreprises en charge de ceux-ci.		Auteur: D.A.T	Date de révision: 15/09/2024	Matrice d'approbation: PROJET DE RESILIENCE ET DE COMPETITIVITE DE L'ELEVAGE AU BURKINA FASO (PRECEL)	

2.3.2. Equipements du laboratoire moderne

A titre indicatif et dans l'optique de la construction d'un abattoir moderne les équipements suivants sont à prévoir :

Tableau 2 : équipements pour un abattoir moderne

EQUIPEMENTS	OBSERVATIONS
Eclairage	Si l'on peut raccorder l'abattoir au réseau électrique et des installations solaires, ce sera la meilleure solution. Sinon il faudra prévoir un groupe électrogène
Chevalets de dépouillement et jambiers	Après son passage sur un chevalet de dépouillement, la carcasse est hissée au rail aérien à l'aide d'un jambier. Ces chevalets peuvent être fixes
Rails aériens	Pour les grands animaux, on recommande un rail plat. Pour les porcs et les petits animaux, il suffit d'un rail tubulaire.
Crochets	Les crochets entrant en contact direct avec les viandes doivent être tenus rigoureusement propres
Treuils à main	Au poste de saignée des bovins, on utilise un treuil et un chariot suspendu à un rail pour amener la carcasse jusqu'au chevalet de dépouillement. Au poste d'abattage, pour remonter la carcasse affalée sur le chevalet de dépouillement, on manœuvre le jambier à l'aide d'un treuil d'applique
Pistolet à percuteur	Le pistolet permet d'humaniser l'abattage des animaux. Il ne tire pas de projectile qui pourrait provoquer des accidents par ricochet. Il convient à tous les animaux et peut être utilisé même par un ouvrier non spécialisé
Seaux	Les seaux devraient être de préférence en acier inoxydable mais à défaut on pourra se contenter de tôle de fer ou d'aluminium galvanisée.
Outils à main	Les plus importants sont les couteaux, les haches et les scies. Les couteaux, de formes et de dimensions multiples, servent à saigner, écorcher, parer et désosser. Il faut utiliser un couteau spécial pour chaque opération si l'on veut un travail rapide et de qualité. Pour les maintenir en bon état, il faut des pierres à aiguiser. Les haches sont utilisées pour fendre les carcasses mais les couteaux à désosser peuvent servir également à ce travail.
Chariots à fumier	Le fond et les côtés doivent être imperméables, le nettoyage facile, la construction légère, la manutention aisée
Plates-formes	Dans la halle d'abattage des grands animaux, on utilisera des plates-formes mobiles pour la fente en demis et l'habillage des carcasses. La hauteur pourra varier selon les habitudes locales. Pour faciliter l'entretien, on préférera la tôle d'acier galvanisée ou la tôle d'aluminium épaisse.
Cuve d'échaudage	Pour l'abattage des porcins, il faut une cuve d'échaudage. On choisira un récipient d'acier d'une capacité proportionnée aux besoins de l'abattoir. L'eau chaude proviendra de la chaudière ou bien la cuve aura ses propres appareils de chauffage. La cuve d'échaudage doit être flanquée d'une table à épiler d'où la carcasse sera enlevée par un jambier pour traitements ultérieurs. Le dessus de la table sera en acier inoxydable, en tôle de fer galvanisée ou en tôle d'aluminium épaisse.

EQUIPEMENTS	OBSERVATIONS
Chaudière	Pour effectuer l'abattage conformément aux règlements sanitaires et pour nettoyer les locaux et stériliser les outils après la journée de travail, on a besoin d'une chaudière. Pour la stérilisation, l'eau doit avoir une température minimum de 82°C (180°F). Le type de combustible devra être le plus économique au lieu donné. Le type de chaudière dépendra du type de combustible. La taille de la chaudière dépendra de la capacité de l'abattoir.
Bascule aérienne à cadran (halle d'abattage des bovins)	Capacité : 0 – 750 kg Graduation : 200 grammes Diamètre du cadran : environ 600 mm Construction en acier épais, à l'épreuve de la corrosion.
Bascule aérienne à cadran pour petits animaux	Capacité : 0–100 kg Graduation : 200 grammes Diamètre du cadran : environ 600 mm Construction en acier épais, à l'épreuve de la corrosion
Bascule aérienne à cadran (abattage des porcins)	Capacité : 0 – 250 kg Graduation : 200 grammes Diamètre du cadran : environ 600 mm Construction en acier épais, à l'épreuve de la corrosion

Source: EMERGENCE SAHEL CONSULTING, rapport de l'étude technique et de faisabilité pour la construction de l'abattoir de Banfora, septembre 2024

2.3.3. Description des travaux selon les phases

Les travaux techniques à réaliser dans le cadre des constructions consisteront pour l'essentiel
Les travaux à réaliser dans le cadre du sous-projet consisteront pour l'essentiel :

❖ Phase de Préparation

- libération de l'emprise du sous-projet ;
- installation de chantier ;
- nettoyage de l'emprise du site (abatage des arbres, le dessouchage et le débroussaillage) ;
- décapage de la terre végétale.
- Phase de construction/Equipements
- Transport et circulation des engins de chantier ;
- travaux de fondation (fouilles, béton, maçonnerie et revêtement) ;
- travaux de maçonnerie (préfabrication, manipulation du béton etc..) ;
- travaux de menuiserie ;
- travaux de revêtement (enduits extérieurs et intérieurs des murs de maçonnerie) ;
- travaux de peinture ;
- travaux d'électricité ;
- réalisation de forage équipé avec des plaques solaires ;
- installations des matériaux de laboratoire (appareils, sanitaires etc.) ;
- utilisation de produits chimiques (réactifs).

❖ **Phase d'exploitation et d'entretien**

- exploitation des infrastructures ;
- transport du bétail à l'abattoir ;
- garde des animaux au parc ;
- conservation de la viande ;
- gestion des eaux usées ;
- gestion des déchets solides ;
- circulation hors site et sur le site des camions de livraison ;
- approvisionnement en eau ;
- entretien courant des équipements et installations.

❖ **Activités de la phase de fermeture**

- arrêt des activités ;
- remise en état du site.

2.3.6. Quantité prévisionnelle d'agrégat

Les quantités prévisionnelles d'agrégat qui seront utilisées pour la réalisation du sous projet sont données dans le tableau 4.

Tableau 3 : Quantité prévisionnelle d'agrégat

N°	DESIGNATION	QUANTITE
1	Gravier	240m3
2	Sable	720 m3
3	Moellons	84 m3
4	Ciment	160 tonnes

Source: GREM, Burkina Faso, Mission élaboration de l'EIES de construction de l'abattoir de Banfora, août 2024

2.3.7. Type et caractéristique du matériel

Le matériel de chantier qui sera déployé sur le site est donné dans le tableau 5 :

Tableau 4 : Caractéristiques du matériel

No.	Type et caractéristiques du matériel	Nombre minimum requis
1	Camions benne pour l'approvisionnement du chantier et le transport du matériel volume : 6 à 8 m3	02
2	Camion-citerne de 3000 à 6000 litres	01
3	Compacteur à rouleau lisse vibrant	01
4	Bétonnière de 350 litres	02
5	Aiguilles vibrantes	03
6	Groupe électrogène minimum 05 KVA	01
7	Atelier de soudure	01
8	Véhicule de liaison	01
9	Ensemble de petit matériel Brouettes, pelles, pioches, serre-joints, niveau, etc.	100

Les équipements à utiliser ne doivent pas émettre un niveau sonore de plus de 70 dB.

2.3.8. Les besoins d'eau

Les besoins en eau pour la construction de l'abattoir est estimé à 1500 m³ pour la période de 6 mois que durera la construction soient respectivement 250 m³/mois soit 8,33 m³ /jour. L'abattoir bénéficie d'une source d'approvisionnement en eau grâce à un château d'eau situé à proximité du bâtiment d'abattage qui sera utilisée pour la construction.

2.3.9. Main d'œuvre et emploi local

Le type et le nombre d'emplois pour la phase de construction est donnée dans le tableau 6 :

Tableau 5 : Liste du personnel de chantier

No.	Position	Nombre
1	Directeur des travaux	01
2	Conducteur de travaux	02
3	Chefs de chantier	02
4	Spécialiste HSE	01
5	Spécialiste en développement social	01
Personnel d'encadrement		07
	Maçon	05
	Menuisier	03
	Ferrailleurs	04
Ouvriers qualifié		12
	Mancœuvres	25
Ouvriers non qualifié		25
Nombre total du personnel		44

Source: GREM, Burkina Faso, Mission élaboration de l'EIES de construction de l'abattoir de Banfora, août 2024

Le personnel de la mission de contrôle (MdC) est présenté dans le tableau ci-dessous

Tableau 6: Personnel de la MdC

N°	Position	Nombre
1	Chef de mission	1
2	Superviseur	2
3	Contrôleur à pied d'œuvre	2
4	Ingénieur électricien	2
5	Expert en HSE	01
6	Spécialiste en développement social	01
7	Chauffeurs	01
Nombre Total du personnel		10

Source: GREM, Burkina Faso, Mission élaboration de l'EIES de construction de l'abattoir de Banfora, août 2024

CHAPITRE III : CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Cette partie présente le cadre politique, juridique et institutionnel en lien avec les activités du sous projet. Elle passe également en revue les différentes conventions internationales que le Burkina Faso a ratifié ainsi que les Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale. En somme, la présente étude aura pour références, ces principaux instruments.

3.1. Cadre Politique de gestion environnementale et sociale

Le Burkina Faso a adopté plusieurs politiques dans l'objectif de promouvoir les secteurs du développement tout en protégeant l'environnement et le social. Parmi ces politiques nous avons :

(0) Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD), (i) Référence Nationale pour le Développement (RND), (ii) Stratégie Nationale en matière d'Environnement (SNE), (iii) Stratégie Nationale Genre (SNG), (iv) Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT), (v) Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural, (vi) Politique Nationale de Population (PNP), (vii) Politique Nationale d'Hygiène Publique, (viii) Politique Nationale Sanitaire et la Politique Nationale d'IEC pour la santé, (ix) Politique Nationale de l'eau 2015-2030, (x) Programme d'Action National d'Adaptation à la variabilité et aux changements climatiques (PANA), (xii) Plan National de Développement Économique et Social II (PNDES II), (xiii) Politique Nationale de Développement Durable, (xiv) Politique sectorielle « environnement, eau et assainissement », (xv) Protocole de prise en charge des Violences Basées sur le Genre (VBG) février 2018, (xvi) Stratégie Nationale Genre 2020-2024 (SNG).

Le PRECEL devra tenir compte des orientations de ces différentes politiques pour la mise en œuvre dudit sous projet.

Tableau 7: Cadre politique

Politiques	Description de la politique	Disposition en lien avec la mise en œuvre du sous projet
Le Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD)	Le PA-SD a été adopté en janvier 2023. Il tire son fondement de la Politique nationale de développement, 2021-2025 du PNDES II qui a permis son l'élaboration et sa mise à jour. Le PA-SD est l'instrument central d'opérationnalisation de la Politique nationale de développement durant la période de la Transition. Le présent sous-projet s'inscrit dans le 3 ^e pilier du PA-SD, précisément dans son axe 4 qui vise à dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois. En effet, le sous-projet contribuera à l'atteinte de l'objectif 4 du présent plan à savoir « Développer des infrastructures de qualité et résilientes, pour favoriser la transformation structurelle de l'économie ».	La réalisation du sous-projet, par sa création d'emplois et sa contribution au développement de la chaîne de valeur de l'élevage participe à l'atteinte des objectifs du PA-SD.
Référence Nationale pour le	Il faut noter que pour la période 2021-2025, le cadre général de mise en œuvre des politiques	La réalisation des activités du sous projet contribuera donc à

Développement (RND)³	publiques est déterminé par la Référence Nationale pour le Développement (RND) qui a été adopté en août 2021 propose, de structurer l'action publique autour de quatre (4) axes stratégiques, afin d'apporter une réponse coordonnée aux difficultés identifiées. Il s'agit de la consolidation de la résilience, de la sécurité, de la cohésion sociale et de la paix ; de l'approfondissement des réformes institutionnelles et de la modernisation de l'administration publique ; de la consolidation du développement humain durable et de la solidarité et de la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois.	l'atteinte des objectifs de la RND et elles sont en cohérence avec les orientations de la RND.
Stratégie Nationale en matière d'Environnement 2019-2023	La Stratégie tire ses fondements des Objectifs de Développement Durable (ODD), de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. La vision du sous-secteur de l'environnement à l'horizon 2023 est : « le Burkina Faso inverse les tendances de la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles et promeut leur contribution à l'économie nationale et au bien-être socio-économique des populations ». Elle entend relever des défis dont « assurer l'assainissement de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie à une population de plus en plus croissante ». La réalisation de l'abattoir dans le cadre du projet contribue à relever ce défi.	Le sous-projet devra prendre en compte les dispositions nécessaires pour préserver le cadre de vie des populations locales et préserver les ressources naturelles que sont les cours d'eau, la flore, le sol, la faune, etc. Cela se traduira par l'élaboration du PGES et l'inclusion des clauses environnementales dans les DAO des entreprises en charge de l'exécution des travaux physiques
Plan National d'Adaptation aux changement climatique (PNA)	La vision du PNA du Burkina Faso s'intitule comme suit : « Le Burkina Faso gère plus efficacement son développement économique et social grâce à la mise en œuvre de mécanismes de planification et de mesures prenant en compte la résilience et l'adaptation aux changements climatiques à l'horizon 2050 ».	Le sous projet provoquera probablement une destruction de la végétation qui contribue à la séquestration du carbone dans la zone. Une attention particulière devra être accordée aux mesures d'atténuation et de compensation lors de la réalisation du sous projet.
Stratégie Nationale Genre (SNG)	En ayant l'égalité entre les hommes et les femmes comme but ultime à atteindre, la vision de la Stratégie Nationale Genre à l'horizon 2024 est de : « bâtir une société d'égalité et d'équité entre hommes et femmes, qui assure, à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour	Le PRECEL à travers le présent sous-projet veillera à la prise en compte des minorités lors de la mise en œuvre du projet. Il aura à cœur de surveiller particulièrement les questions de VBG, EAS/HS et de VCE.

³ https://www.finances.gov.bf/fileadmin/user_upload/storage/PNDES-II_Document_de_Strategie.pdf

	<p>leur épanouissement social, culturel, politique et économique ».</p> <p>Son objectif global est de favoriser l'instauration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles au Burkina Faso.</p>	
Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT)	<p>L'aménagement du territoire, adopté en 2006, est une politique d'organisation de l'espace visant à assurer un développement harmonieux du territoire national à travers notamment une meilleure répartition des hommes et des activités.</p> <p>Cette politique repose sur les 3 orientations fondamentales ci-après au centre desquelles la question se pose avec acuité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le développement économique, c'est-à-dire la réalisation efficace des activités créatrices de richesses ; - la gestion durable du milieu naturel qui consiste à assurer les meilleures conditions d'existence aux populations, sans compromettre les conditions d'existence des générations futures. La politique nationale d'aménagement du territoire précise le rôle des différents acteurs. 	<p>Le sous projet de construction de l'abattoir doit tenir compte de la gestion durable du milieu naturel qui consiste à assurer les meilleures conditions d'existence aux populations, sans compromettre les conditions d'existence des générations futures en minimisant les impacts du sous projet sur l'environnement. La politique nationale d'aménagement du territoire précise le rôle des différents acteurs.</p>
Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFMR)	<p>La Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural (PNSFMR) vise à assurer à l'ensemble des acteurs en milieu rural, entre autres:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion efficace des différends fonciers ; - la protection de l'environnement ; - la réalisation d'un développement durable. 	<p>La recherche de matériaux en milieu rural pour la construction des infrastructures du sous projet devra se faire en évitant tout conflit avec les populations locales et en respectant la question de protection environnementale et sociale.</p> <p>Le site devant abriter l'abattoir moderne de Banfora est une propriété de la mairie de Banfora. Le site dispose présentement un plan cadastral. Le processus de sécurisation foncière du site se poursuit par les autorités municipales de la commune de Banfora.</p>
Politique Nationale de la Population (PNP)	<p>Le Burkina Faso s'est doté d'une Politique Nationale de Population pour la première fois en 1991 et l'a relue en 2001. Elle poursuit six objectifs généraux qui sont ci-après déclinés :</p>	<p>Au regard des objectifs de la Politique Nationale de la Population, le sous projet est interpellé sur des questions de population, genre et développement durable et du</p>

	<ul style="list-style-type: none"> -contribuer à l'amélioration de la santé de la population, en particulier de la santé de la reproduction -améliorer les connaissances en population, genre et développement ; -favoriser une répartition spatiale mieux équilibrée de la population dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire prenant en compte le phénomène migratoire ; -promouvoir la prise en compte des questions de population, genre et développement durable dans les projets et programmes de développement au niveau national, régional et local ; -valoriser les ressources humaines ; -assurer une coordination efficace et un meilleur suivi-évaluation de la mise en œuvre de la PNP et des PAP aux niveaux central et décentralisé. 	renforcement des capacités des populations des zones ciblées.
Politique Nationale d'Hygiène Publique	Approuvée par le Gouvernement en mars 2003, la Politique nationale d'hygiène publique (PNHP) vise entre autres à : (i) prévenir des maladies et intoxications ; et à(ii) garantir du confort et de la joie de vivre. Il importe de mentionner également que le Burkina Faso dispose depuis 1996, d'une stratégie du sous-secteur assainissement dont les objectifs visent la sauvegarde des milieux naturel et humain, la prévention de la détérioration des milieux et la protection des espèces vivantes et des biens.	<p>Le sous projet tiendra compte des orientations de cette politique par l'inclusion dans le cahier des charges de l'entreprise de dispositions en faveur du respect des règles d'hygiène dans la base-vie et des normes requises d'élimination des déchets solides et liquides de chantier.</p> <p>L'entreprise devra élaborer un PGES chantier et un PHSS</p>
Politique Nationale Sanitaire et la Politique Nationale d'IEC pour la santé	Le Burkina Faso s'est doté d'une Politique Sanitaire Nationale (PNS) depuis 2000 et dont le but est de contribuer au bien-être des populations. Ce but est défini à partir de la vision d'un système national de santé qui doit être un système intégré, garantissant la santé pour tous avec solidarité, équité, éthique et offrant des soins promotionnels, préventifs, curatifs et réadaptatifs de qualité, accessibles géographiquement et financièrement, avec la participation effective et responsable de tous les acteurs. La PNS est mise en œuvre à travers des Plans Nationaux de Développement Sanitaire (PNDS) planifiés par décennie. Le premier PNDS 2001 – 2010 avait pour objectif général de réduire la morbidité et la mortalité au sein des populations. Cet objectif sera atteint à	Les travaux de construction de l'abattoir vont certainement favoriser le déplacement des personnes en quête de travail dans le site du sous projet. Cette présence peut favoriser la transmission des maladies sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA et autres épidémies si des dispositions de prévention ne sont pas prises. Le PGES prévoit des actions d'IEC envers les populations et les travailleurs sur ces thématiques. Des dispositions seront prises dans la présente EIES pour la

	<p>travers la réalisation des objectifs intermédiaires ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> -accroître la couverture sanitaire nationale ; -améliorer la qualité et l'utilisation des services de santé ; -renforcer la lutte contre les maladies transmissibles et les maladies non transmissibles ; -réduire la transmission du VIH ; -développer les ressources humaines en santé ; -améliorer l'accessibilité financière des populations aux services de santé ; -accroître les financements du secteur de la santé ; -renforcer les capacités institutionnelles du ministère de la santé. 	<p>protection des Bouchers et des usages lors de la mise en œuvre du sous projet.</p>
Politique Nationale de l'eau 2015-2030	<p>L'objectif général de la politique nationale de l'eau est de contribuer au développement durable du pays, en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau, dans un environnement particulièrement affecté par les changements climatiques et dans le respect d'une gestion intégrée des ressources en eau. Les Objectifs spécifiques sont :</p> <p>Satisfaire durablement les besoins en eau, en quantité et en qualité, d'une population en croissance, d'une économie en développement, et des écosystèmes naturels, dans un environnement physique affecté particulièrement par les changements climatiques, et peu propice à la reconstitution et à la mobilisation de la ressource.</p> <p>Contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire et au développement de l'emploi en milieu rural afin de prendre part activement à la lutte contre la pauvreté.</p> <p>Assurer un assainissement durable des eaux usées et excréta</p> <p>Assurer la protection des hommes et des biens contre les actions agressives de l'eau, dans un environnement particulièrement affecté par les changements climatiques.</p>	<p>Le sous projet est interpellé pour prendre des dispositions pour satisfaire les usagers de l'abattoir en eau potable et d'assurer une bonne gestion durable des excréta et eaux usées lors du fonctionnement des infrastructures notamment des toilettes.</p> <p>La construction d'infrastructures d'eau potable, la mise en place d'une unité d'assainissement et de valorisation des déchets solides et des eaux usées dans le cadre de la réalisation de l'abattoir moderne de Banfora constitue une mesure efficace à la gestion de ces différents types de déchets identifiés sur le site.</p>
Plan National de Développement Économique et Social II (PNDES II)	<p>Le PNDES II a été adopté en juillet 2021 avec pour objectif de « rétablir la sécurité et la paix, renforcer la résilience de la nation et transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, inclusive et durable ». Le PNDES-II est bâti autour des quatre axes stratégiques suivants : (i)Axe 1 : Consolider la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix ; (ii) Axe 2 :</p>	<p>La réalisation du sous projet de construction de l'abattoir contribuera à l'atteinte des objectifs des axes 1 et 4 du PNDES II.</p>

	Approfondir les réformes institutionnelles et moderniser l'administration publique ; (iii) Axe 3 : Consolider le développement du capital humain et la solidarité nationale ; (iv) Axe 4 : Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois. Sur un plan stratégique, ce deuxième Plan prévoit d'agir à tous les niveaux, pour renforcer la sécurité, prévenir et consolider la paix et la cohésion sociale.	
Politique Nationale de Développement Durable	Adoptée par le décret n°2013-1087/PRES/PM/MEDD/MEF du 20 novembre 2013, la PNDD conçoit le développement durable tout à la fois comme un concept, un processus et une méthode pour assurer « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des futures générations à répondre aux leurs ». La vision de la PNDD est de faire à l' horizon 2050 du Burkina Faso « un pays émergent dans le cadre d'un développement durable où toutes les stratégies sectorielles, tous les plans et programmes de développement contribuent à améliorer le niveau et la qualité de vie des populations, notamment des plus pauvres ».	La réalisation du sous projet de construction de l'abattoir se conformera à la politique nationale de développement durable.
Politique sectorielle « environnement, eau et assainissement » (PS-EEA)	L'élaboration de la Politique Sectorielle « Environnement, Eau et Assainissement » (PS-EEA, 2018-2027) a fait suite à l'option du Gouvernement burkinabé d'adopter l'approche fondée sur les secteurs de planification et la nécessité de définir de nouvelles orientations, de nouveaux objectifs et instruments en vue de faire du Burkina Faso un pays vert et prospère. Dans cette perspective, la PS-EEA a pour objectif d'« Assurer un accès à l'eau, à un cadre de vie sain et renforcer la gouvernance environnementale et le développement durable dans l'optique d'améliorer les conditions économiques et sociales des populations ».	Compte tenu des enjeux sur les ressources en eau, le promoteur prendra en compte des mesures d'assainissement dans la mise en œuvre du présent sous projet.
Protocole de prise en charge des Violences Basées sur le Genre (VBG) février 2018	Ce protocole oriente les professionnels de la santé et les agents des services du ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille, sur la prise en charge sanitaire et sociale des victimes de VBG ; il vise également la conception de procédures standards d'actions homogènes au niveau de la police et de la gendarmerie en cas de violences contre les femmes et les filles, depuis la	La mise en œuvre du sous projet va se faire en respectant ce protocole compte tenu du fait que le sous projet va mobiliser des personnes venant d'horizon divers.

	prévention jusqu'au suivi, en passant par la détection et le diagnostic des cas.	En rappel, le PRECEL a mis en place un plan d'actions EAS HS opérationnel
Stratégie Nationale Genre 2020-2024	<p>En ayant l'égalité entre les hommes et les femmes comme but ultime à atteindre, la vision de la Stratégie Nationale Genre à l'horizon 2024 est de : <i>« bâtir une société d'égalité et d'équité entre hommes et femmes, qui assure, à l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, les sécurités essentielles pour leur épanouissement social, culturel, politique et économique ».</i></p> <p>- L'objectif global de la stratégie nationale genre 2020-2024 est de favoriser l'instauration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles au Burkina Faso.</p>	La mise en œuvre du sous projet va se faire en respectant cette stratégie
Politique nationale de développement durable de l'élevage au Burkina Faso	Le Burkina Faso a élaboré la Politique Nationale de Développement durable de l'Elevage (PNDEL) pour la période 2010-2025 dont l'objectif principal est de renforcer la contribution de l'élevage à la croissance de l'économie nationale et partant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et à l'amélioration des conditions de vie des populations.	Le sous-projet d'abattoir de Banfora s'inscrit dans le cadre de cette politique notamment en ce qui concerne le dernier objectif ci-dessus mentionné.
Stratégie Nationale de promotion des Exportations (SNE)	La Stratégie nationale de promotion des exportations définit dix (10) filières prioritaires qui sont : (le sésame, le cajou, le karité, le bétail et viande, les cuirs et peaux, la mangue, l'oignon, la tomate, le textile et l'habillement et le miel) pour lesquelles il est prévu la réalisation des investissements dans le domaine de la transformation en vue d'augmenter leur valeur ajoutée. Elle vise à promouvoir les filières porteuses pour le potentiel commercial du Burkina Faso tant au niveau interne qu'externe. Elle ambitionne de diversifier les exportations à travers l'élargissement de la gamme des produits d'exportation, la conquête de nouveaux marchés et d'assurer aux produits burkinabè un environnement économique international propice à leur compétitivité.	L'exportation du bétail sur pied n'étant pas à forte valeur ajoutée, le PRECEL à travers le sous- projet d'abattoir frigorifique moderne s'intègre parfaitement dans la vision de cette stratégie nationale
Plan d'Actions et Programmes d'Investissement	Le Plan d'Actions et Programme d'investissements du Secteur de l'Elevage (PAPISE) est une opérationnalisation de la PNDEL et devrait	Le PRECEL est en cohérence avec le PAPISE dans le cadre de la réalisation du sous-projet

<p>du Secteur de l'Elevage</p>	<p>s'exécuter au cours de la période 2010-2015. Il compte douze (12) programmes déclinés à partir des quatre (4) axes de la politique qui sont : i) des capacités des acteurs du sous-secteur, ii) sécurisation et la gestion durable des ressources pastorales, iii) accroissement de la productivité et des productions animales, et iv) amélioration de la compétitivité et la mise en marché des produits animaux.</p> <p>Le Plan d'Actions et Programme d'investissements du Secteur de l'Elevage au Burkina Faso (PAPISE) est un outil opérationnel de la Note d'Orientation adoptée en septembre 2010 et de la Politique Nationale de Développement Durable de l'Elevage. La note d'orientation vise à l'horizon 2025 « un élevage compétitif et respectueux de l'environnement autour duquel s'organisent de véritables chaînes de valeurs portées par des filières professionnelles, tournées vers le marché et qui contribuent davantage aussi bien à la sécurité alimentaire qu'à l'amélioration du niveau de bien-être des burkinabè ».</p>	<p>d'abattoir de Banfora, en ce sens qu'il va contribuer à accroître durablement la contribution de ce sous-secteur à la croissance de l'économie nationale, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire, et à la création d'emploi pour les jeunes.</p>
<p>Plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN) 2020-2024</p>	<p>Le présent plan stratégique multisectoriel, se veut être le nouveau document de référence pour tous les intervenants dans le domaine de la nutrition au Burkina Faso. Il s'aligne sur la vision de la politique sectorielle santé et des autres référentiels programmatiques nationaux.</p> <p>Conscient qu'un bon état nutritionnel des populations favorise la croissance macroéconomique et sociale, le Gouvernement a affiché une volonté politique d'accélérer le rythme de réduction de la malnutrition, en particulier la malnutrition chronique. La première politique de nutrition, élaborée en 2007 n'avait pas suffisamment pris en compte la multisectorialité et n'était plus adaptée de ce fait aux exigences actuelles de la lutte contre la malnutrition.</p>	<p>Le PRECEL est en cohérence avec le PSMN dans le cadre de la réalisation du sous-projet d'abattoir de Banfora, vu que l'objectif de l'abattoir est de produire entre autres de la viande de bonne qualité pour les consommateurs.</p> <p>Ce qui va fortement contribuer à la réduction de la malnutrition et à l'amélioration de la nutrition au Burkina Faso.</p>

Source : GREM, Burkina Faso, Mission d'élaboration de l'EIES de construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

3.2. Cadre juridique

3.2.1. Cadre législatif

Tableau 8: Résumé du cadre législatif en lien avec le sous projet

Lois	Description du cadre légal	Disposition en lien avec la mise en œuvre du sous projet
Constitution du Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> - Dès le préambule de la constitution du Burkina adoptée le 02 juin 1991 et révisée par la loi n°023-2012/AN du 18 mai 2012, et ensemble de ses modificatifs, il est mentionné la nécessité absolue de protéger l'environnement. On peut surtout retenir les articles suivants : - l'article 14 : consacre les ressources naturelles comme patrimoine national et leur utilisation rationnelle pour l'amélioration des conditions de vie en ces termes "le peuple souverain du Burkina Faso est conscient de la nécessité absolue de protéger l'environnement " et que " les richesses et les ressources naturelles appartiennent au peuple. Elles sont utilisées pour l'amélioration de ses conditions de vie." ; - l'article 29 : reconnaît le droit du citoyen à un environnement sain. Il met ainsi à la charge de l'État des obligations envers les citoyens. Mais en contrepartie de ces droits, l'article 29 de la constitution met à la charge des citoyens l'obligation de protéger, de défendre et de faire la promotion de l'environnement ; 	La présente étude étant concernée par les problèmes de préservation des ressources naturelles, de risque de pollution de l'environnement, devra se conformer aux dispositions de la constitution relative à la protection de l'environnement et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la localité.
Code de l'environnement	Le Code de l'environnement (Loi n° 006-2013/AN du 02/04/2013) édicte les règles relatives aux principes fondamentaux de préservation de l'environnement qui sont, la lutte contre la désertification, l'assainissement et l'amélioration du cadre de vie des populations, la préservation de la diversité biologique, la prévention et la gestion des risques technologiques et des catastrophes et la mise en œuvre des accords internationaux ratifiés par le Burkina Faso en matière de préservation de l'environnement, de prévention et de gestion des catastrophes naturelles et artificielles. L'article 25 de la Loi dispose que les activités susceptibles d'avoir des incidences significatives sur l'environnement sont soumises à l'avis préalable du Ministre chargé de l'environnement. L'avis est établi sur la base d'une Evaluation Environnementale Stratégique (EES), d'une Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE) ou d'une Notice d'Impact sur l'Environnement (NIE).	Au regard des activités envisagées dans le cadre du sous projet, il est classé dans la catégorie A et est soumis à la réalisation d'une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES).
Loi sur la protection	La Loi N°024-2007/AN du 13 Novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel, vise à faire	Le sous projet de réalisation de l'abattoir dans sa phase de

patrimoine culturel	<p>du patrimoine culturel national, l'un des piliers du développement du Burkina Faso.</p> <p>En effet, l'article 1 stipule que « La présente loi fixe les règles de protection du patrimoine culturel au Burkina Faso ».</p> <p>En outre, l'article 2 soutient que : « La protection du patrimoine culturel vise sa sauvegarde et sa promotion ».</p> <p>Concernant l'article 3, il précise que : « Aux termes de la présente loi, on entend par patrimoine culturel, l'ensemble des biens culturels, naturels, meubles, immeubles, immatériels, publics ou privés, religieux ou profanes dont la préservation ou la conservation présente un intérêt historique, artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque ».</p> <p>Enfin de l'article 5, on retient que : « La protection et la sauvegarde du patrimoine culturel sont assurées par l'Etat et ses démembrements et dans une certaine mesure par les populations locales concernées ».</p>	<p>construction peut porter atteinte au patrimoine culturel. Une attention particulière sera accordée aux objets culturels pendant les travaux.</p> <p>Une procédure de gestion des sites culturels et culturels et les découvertes fortuites est proposé à l'annexe 17</p>
Code de l'urbanisme et de la construction	<p>La Loi n° 017-2006 du 18 mai 2006 portant code de l'urbanisme et de la construction au Burkina Faso régie le domaine de l'urbanisme et de la construction. Le chapitre 2 du présent code (des règles fondamentales en matière de construction) stipule respectivement à son article 29 que : « Toute construction soumise a permis de construire doit faire appel à un bureau d'études d'architecture ou à un architecte agréé, et/ou au service technique chargé de la construction territorialement compétente pour l'établissement des activités du projet architectural ».</p> <p>L'article 30 stipule aussi que : « Toute construction soumise a permis de construire doit faire appel à un bureau d'études d'ingénierie ou à un ingénieur agréé, et/ou au service technique chargé de la construction territorialement compétente pour les études techniques des activités du projet. ».</p>	<p>Les activités du projet se conformeront scrupuleusement aux différentes prescriptions pertinentes contenues dans le code de l'urbanisme et de la construction en veillant à ce que la construction de l'abattoir soit soumise a permis de construire doit faire appel à un bureau d'études d'ingénierie ou à un ingénieur agréé, et/ou au service technique chargé de la construction territorialement compétente pour les études techniques des activités du projet.</p>
Code Général de collectivités territoriales	<p>Il faut noter que la loi N° 055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), ensemble de ses modificatifs, consacre la communalisation intégrale du territoire avec l'apparition des conseils des communes rurales et des conseils villageois de développement dans le paysage institutionnel et qui ont un rôle important dans la gestion foncière et l'aménagement du territoire. En effet, les collectivités territoriales, dont les communes rurales</p>	<p>La mise en œuvre du PGES de la présente étude nécessitera l'implication effective des responsables de la commune de Banfora.</p>

	disposent d'un domaine foncier propre, constitué par les parties du domaine foncier national cédées à titre de propriété par l'état. Les terres des communes rurales sont subdivisées en trois (03) espaces à savoir (i) les espaces d'habitation, (ii) les espaces de production (iii) et les espaces de conservations.	
Code de la Santé Publique	La Loi n°23/94/ADP du 19 mai 1994 portant Code de la Santé Publique définit dans ses principes fondamentaux, « les droits et les devoirs inhérents à la protection et à la promotion de la santé de la population » de même que « la promotion de la salubrité de l'environnement ». Par ailleurs, le Code traite de plusieurs autres matières dans le domaine de l'environnement dont la pollution atmosphérique, les déchets toxiques et les bruits et nuisances diverses ainsi que les sanctions encourues pour non-respect des dispositions réglementaires en vigueur.	<p>Les activités du sous-projet dans sa mise en œuvre devront respecter les dispositions réglementaires en vigueur en ce qui concerne les différentes pollutions du milieu (eau, air, sol) par les déchets de chantier et les nuisances sonores.</p> <p>Il faudra aussi restreindre certaines activités qui peuvent engendrer des risques importants pour l'environnement physique, biophysique et humain.</p>
Loi sur l'hygiène publique au Burkina Faso	Il s'agit de la loi N°022-2005/AN du 24 mai 2005 portant code de l'hygiène publique. A son chapitre 3 il traite de l'hygiène des habitations. L'article 4 de la loi prévoit que l'élimination des déchets comporte les opérations de pré-collecte, de collecte, de transport, de stockage, de traitement nécessaire à la récupération de l'énergie ou des éléments et/ou matériaux réutilisables, ainsi que la mise en décharge contrôlée, l'enfouissement ou le rejet dans le milieu naturel.	Afin d'être en conformité vis-à-vis de cette loi le promoteur doit veiller à la préservation et à faire la promotion de la santé publique à travers l'hygiène sur le site du sous projet pendant la phase de construction et d'exploitation ainsi que dans le voisinage. Ces dispositions seront incluses dans le règlement intérieur de comité de gestion l'infrastructure qui sera mise en place par la commune de Banfora.
Loi sur les emballages et les sachets plastiques	La Loi N° 0045-2024/AN du 30 décembre 2024 pour objet les emballages plastiques au Burkina Faso. L'article 4 précise l'interdiction de la production et de l'importation des sachets des déchets plastiques au Burkina Faso.	Ainsi, compte tenu des conséquences néfastes de l'insalubrité due aux déchets plastiques, les entreprises exécutantes prendront toutes les dispositions nécessaires pour la mise en application effective de cette loi pendant la réalisation des activités du sous projet afin de préserver l'environnement et la santé

		des populations. Cette disposition sera incluse dans la clause environnementale et insérée dans le règlement intérieur de l'entreprise.
Loi d'orientation sur le développement durable	<p>La mise en œuvre du développement durable est régie par la Loi n°008-2014/AN du 08 Avril 2014 portant loi d'orientation sur le développement durable au Burkina Faso qui fixe les règles générales d'orientation de la mise en œuvre du développement durable au Burkina Faso. Selon l'article 2 de cette loi, la mise en œuvre du développement a pour but :</p> <ul style="list-style-type: none"> - créer un cadre national unifié de référence pour assurer la cohérence des interventions des acteurs à travers des réformes juridiques, politiques et institutionnelles appropriées ; - garantir l'efficacité économique, la viabilité environnementale et l'équité sociale dans toutes les actions de développement. <p>L'article 3 précise que « la présente loi s'applique à l'ensemble des lois et règlements, politiques, stratégies, plans, programmes et projets de développement publics ou privés au Burkina Faso ».</p>	<p>Cette loi sera particulièrement mise en exergue dans le cadre de l'engagement citoyen qui vise l'appropriation des différentes activités du sous projet par les bénéficiaires en vue d'une gestion rationnelle et durable des infrastructures qui seront réalisés pour les générations actuelles.</p>

Code Forestier du Burkina Faso	La loi N°003-2011/AN du 5 avril 2011 portant Code forestier au Burkina Faso fixe les principes fondamentaux de gestion durable et de valorisation des ressources forestières, fauniques et halieutiques et vise à protéger et à valoriser lesdites ressources forestières, fauniques et halieutiques (articles 1 et 2). Ce nouveau Code vient en remplacement de celui de 1997. Il dispose en son article 48 que toute réalisation de grands travaux entraînant un défrichement d'une certaine ampleur, est soumise à une autorisation préalable sur la base d'une étude d'impact sur l'environnement.	Le sous projet respectera donc ces obligations en veillant à la préservation et à la protection de l'environnement tout au long de sa mise en œuvre
Loi n°048-2017/an portant code de santé animale et de santé publique vétérinaire	La présente loi abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment la ZATU N° AN VII016/FP/PRES du 22 novembre 1989 portant code de la santé animale. Le code de santé animale et santé publique vétérinaire a pour objet de régir la santé animale et la santé publique vétérinaire. Elle s'applique à plusieurs domaines, dont la chaîne alimentaire et la traçabilité ; les mouvements internationaux des produits animaux et des produits d'origine animale. Pour contribuer à la sécurité alimentaire et à la production de denrées animales ou d'origine animale en quantité et de qualité, les actions suivantes sont entreprises : <ul style="list-style-type: none"> - l'assainissement du cheptel vis-à-vis des maladies limitant sa productivité ; - la protection sanitaire du cheptel et la prévention des maladies des animaux ; - le contrôle sanitaire et qualitatif officiel de tous les produits et sous-produits animaux, etc. (Art4). Toutefois, les responsables des établissements dans lesquels des animaux sont abattus sont responsables de leur qualité sanitaire (257). Ils assurent également la traçabilité de leur production et tiennent leurs enregistrements à la disposition des agents chargés du contrôle (262). L'obligation leur est faite de se doter des équipements, notamment thermiques, nécessaires à la bonne conservation des denrées (266).	Les exigences ci-dessus mentionnées sont à prendre en compte dans le cadre de la réalisation du présent sous-projet.

Loi n°034-2002/an portant loi d'orientation relative au pastoralisme au Burkina Faso	<p>La présente loi fixe les principes et les modalités d'un développement durable, paisible et intégré des activités pastorales, agro-pastorales et sylvopastorales. À cet effet, l'Etat et les collectivités territoriales ont la charge de garantir aux pasteurs le droit d'accès aux espaces pastoraux, le droit d'utilisation équitable des ressources naturelles et la mobilité des troupeaux (Art 5). Ils prennent également les mesures nécessaires à l'amélioration des performances productives et de qualité de l'élevage pastoral et veillent à l'identification, à la protection et à l'aménagement des espaces à vocation pastorale ainsi qu'à la préservation et à la protection des espaces pastoraux traditionnels.</p>	<p>Les aménagements conséquents à réaliser dans le cadre du sous-projet de l'abattoir de Banfora devront être faits conformément à l'esprit de cette loi afin de pouvoir mettre à la disposition des abattoirs des animaux de qualités pour une meilleure transformation.</p>
Loi sur la gestion de l'eau	<p>L'article 24 de la loi n°002-2001AN du 8 février portant loi d'orientation relative à la gestion de l'eau, prône la bonne gestion de l'eau stipule que, sont soumis à autorisation ou à déclaration, les aménagements hydrauliques et d'une manière générale, les installations, ouvrages, travaux et activités réalisés par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et entraînant, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des prélèvements d'eau superficielle ou souterraine, restitués ou non ; • une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux ; • des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants. <p>Cette autorisation fixe, en tant de besoin, les prescriptions imposées au bénéficiaire en vue de supprimer, réduire ou compenser les dangers ou les incidences sur l'eau et les écosystèmes aquatiques.</p> <p>L'article 51 prévoit qu'en cas de pollution accidentelle de l'eau, les personnes publiques intervenues matériellement ou financièrement ont droit au remboursement par la ou les personnes à qui incombent la responsabilité de l'accident, des frais d'enquête et d'expertise exposés par elles ainsi que des dépenses effectuées pour atténuer ou éviter l'aggravation des dommages. Le remboursement des sommes dues s'effectue sans préjudice de l'indemnisation des autres dommages.</p>	<p>Ce texte est pertinent dans le cadre du présent sous projet en ce sens que la mise en œuvre des sous-projets pourrait avoir une relation étroite avec la ressource en eau, tant au niveau du prélèvement qu'au niveau de l'atteinte de sa qualité tant physique que chimique. Le sous projet devrait se conformer à cette loi.</p>

Loi sur le Régime Foncier Rural	<p>La Loi n° 034-2009/AN du 16 juin 2009 portant Régime Foncier Rural s'applique aux terres rurales, entendues comme celles situées à l'intérieur des limites administratives des communes rurales et destinées aux activités de production et de conservation. Elle détermine le régime domanial et foncier applicable aux terres rurales ainsi que les principes de sécurisation foncière de l'ensemble des acteurs du foncier rural (Article 1). Elle vise entre autres à favoriser la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles. La possession foncière rurale peut être exercée à titre individuel ou collectif (Article 34). Elle est établie lorsque d'une part, la preuve des faits constitutifs est rapportée et lorsque d'autre part, aucune contestation n'est révélée à l'occasion de la procédure contradictoire de constatation prévue par la présente loi (Article 35).</p>	<p>Cette loi sera considérée lors de l'identification du site d'emprunt de matériaux et de carrière pour les travaux.</p>
Code du travail	<p><i>La loi n° 028-2008/AN du 13 mai 2008 portant Code du travail au Burkina Faso</i></p> <p>L'Article 4 de ce Code mentionne que « Toute discrimination en matière d'emploi et de profession est interdite ». À l'Article 6, paragraphe 4, il est aussi noté que, les travaux ou services ne peuvent être exigés que d'adultes valides dont l'âge n'est pas présumé inférieur à dix-huit ans ni supérieur à quarante-cinq ans.</p> <p>Selon l'Article 137 la durée légale de travail des employés ou ouvriers de l'un ou l'autre sexe, de tout âge, travaillant à temps, à la tâche ou à la pièce, est de quarante heures par semaine dans tous les établissements publics ou privés.</p> <p>Les Articles 142 et 143 traitent de la situation et des conditions de travail de la femme. La femme travailleuse ne peut être affectée à des travaux susceptibles de porter atteinte à sa capacité de reproduction ou, dans le cas d'une femme en état de grossesse, à sa santé ou à celle de l'enfant. La nature de ces travaux est déterminée par décret pris en Conseil des ministres après avis du comité technique national consultatif de sécurité et santé au travail. Une femme employée habituellement à un poste de travail reconnu par l'autorité compétente comme dangereux pour la santé a le droit, lorsqu'elle est enceinte, d'être mutée sans réduction de salaire à un autre poste de travail non préjudiciable à son état.</p>	<p>Le PRECEL veillera au respect des droits des travailleurs employés dans le cadre de l'exécution de ce sous projet</p>

<p>Loi n°15-2006 du 11 mai 2006 Code de Sécurité Sociale</p>	<p>En son Article 1, cette loi stipule qu'il est institué au Burkina Faso un régime de sécurité sociale destiné à protéger les travailleurs salariés et assimilés et leurs ayants-droits. Ce régime comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une branche des prestations familiales chargée du service des prestations familiales et des prestations de maternité ; - une branche des risques professionnels, chargée de la prévention et du service des prestations en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle ; - une branche des pensions, chargée du service des prestations de vieillesse, d'invalidité et de survivants ; - toute autre branche qui viendrait à être créée par la loi. <p>Sont assujettis au régime de sécurité sociale institué par la présente loi, tous les travailleurs soumis aux dispositions du code du travail sans aucune distinction de race, de nationalité, de sexe et d'origine, lorsqu'ils sont occupés en ordre principal, sur le territoire national pour le compte d'un ou plusieurs employeurs, nonobstant la nature, la forme, la validité du contrat, la nature et le montant de la rémunération (Art.3).</p>	<p>Cette loi est particulièrement pertinente car dans la mise en œuvre du sous-projet, plusieurs travailleurs seront sollicités par les différentes entreprises adjudicataires des travaux. Elle va obliger ces Entreprises à les déclarer à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour leur prise en charge en cas d'accident de travail, de décès, de maternité etc.</p>
<p>Loi N°061-2015/CNT du 06 septembre 2015, portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes.</p>	<p>L'article 2 de cette loi stipule : La présente loi s'applique à toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles notamment les violences physiques, morales, psychologiques, sexuelles, économiques, patrimoniales et culturelles. Aucune tradition, culture ou religion ne peut être invoquée pour justifier ces formes de violence à l'égard des femmes et des filles ou disculper un quelconque auteur de ce type de violence.</p> <p>Il est créé au sein de chaque unité de la police et de la gendarmerie nationale des structures spéciales chargées (article 39) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'accueillir et d'écouter les femmes et les filles victimes de violences ou menacées de violences ; - d'examiner rapidement les mesures urgentes que requièrent les circonstances ; - de convoquer et entendre les auteurs ; - de se transporter sur les lieux, d'y faire des constatations et le cas échéant, d'intervenir pour mettre fin à une violence en train de se commettre ; - de procéder au besoin à l'arrestation des auteurs. 	<p>Le sous projet va se conformer aux dispositions de cette loi. Les populations doivent être sensibilisées sur les VBG et le circuit de leur prise en charge. Un plan de prévention et de réponse aux violences à l'égard des femmes et des filles suivant le degré de gravité des violences (souffrances physiques, sexuelles, psychologiques, morales, économiques et culturelles) doit être mis en place par les entreprises</p>

	Selon l'article 40, il est créé au sein de chaque commune un centre de prise en charge et de protection des femmes et des filles victimes de violences.	
--	---	--

Source: GREM, Burkina Faso, Mission d'élaboration de l'EIES de construction de l'abattoir de Banfora, août 2024

3.2.2. Cadre réglementaire

Du point de vue réglementaire, plusieurs décrets assurent la mise en œuvre du Code de l'environnement et des autres lois ci-dessus cités et doivent par conséquent aussi servir de référence à la présente étude :

Tableau 9: Résumé du cadre réglementaire en lien avec le sous projet

N°	Description du cadre légal	Disposition en lien avec la mise en œuvre du sous projet
01	Décret n°2015-1187- PRES/TRANS/PM/MERH /MATD/ MME/MS/MARHA/MRA/MICA/MHU/ MIDT/MCT du 22 octobre 2015 portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social	Article 1 : Le présent décret détermine les conditions et les procédures de réalisation de l'évaluation environnementale stratégique (EES), de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) et de la notice d'impact, environnemental et social (NIES) conformément aux dispositions du Code de l'environnement. Le présent sous projet est assujéti à une Etude d'impact sur l'environnement au regard de sa classe (Catégorie A) selon le présent décret
02	Le décret n°2001-251/PRES/PM/MS du 30 mai 2001 (JO 2001 N°25) portant adoption des documents intitulés "cadre stratégique de lutte contre le VIH/SIDA 2001-2005 et « Plan d'action de lutte contre le VIH/SIDA au Burkina en 2001 ».	La mise en œuvre du sous-projet mobilisera une importante main-d'œuvre pendant la phase des travaux de construction. Les entreprises adjudicatrices des travaux prendront toutes les dispositions utiles pour sensibiliser les travailleurs et le voisinage sur les IST, le VIH SIDA.
03	Décret n°2015-1203/PRES-TRANS/PM/MERH/ MJDHPC du 28 octobre 2015 portant modalités d'organisation et de conduite de l'inspection environnementale	Article 2 : L'inspection environnementale porte sur le respect de la réglementation environnementale et des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) notamment les aspects suivants : -les enregistrements et documents exigés

		<p>par la réglementation environnementale ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -les recommandations des avis de faisabilité et de conformité environnementale ; -les recommandations des inspections précédentes; -les activités exercées au sein de l'établissement ; -les systèmes de gestion des déchets - les points de rejets de substances dans l'air ; -les rejets d'eaux usées ; -les dispositifs antipollution ; -les systèmes de traitement et de distribution de l'eau.
04	Décret n°2001-185/PRES/PM/MEE du 07 mai 2001 portant fixation des normes de rejets de polluants dans l'air, l'eau et le sol	<p>Article 1 : le présent décret fixe les normes de rejets de polluants dans l'air, l'eau et le sol.</p> <p>Les activités de construction de l'abattoir sont susceptibles d'entraîner des déversements dans l'air, l'eau et le sol.</p>
05	Décret n°2015-1205 /PRES-TRANS /PM/MERH/ MEF/ MARHASA/ MS/ MRA/ MICA/ MME/MIDT/MATD/du 28 octobre 2015 portant normes et conditions de déversement des eaux usées	<p>Article 1 : le présent décret édicte les mesures visant à éviter ou à minimiser les pollutions liées aux déversements des eaux usées contaminées dans les milieux récepteurs, et à protéger les infrastructures publiques de prétraitement et de gestion des eaux usées ainsi que l'environnement et la santé publique.</p>
06	Décret n° 98-321 PRESS/PM/MEE/MIU portant réglementation des aménagements paysagers au Burkina Faso	<p>Article 4 : les aménagements paysagers sont des organisations de l'espace destinées à l'embellissement, à la valorisation et à la protection des sites urbains et ruraux.</p> <p>Le sous-projet dans sa mise en œuvre doit œuvrer aux respects de cette disposition en assurant la plantation d'espèces ornementales dans le site de l'abattoir après la construction.</p>
07	Arrêté n° 2004-019/MECV du 07 juillet 2004 portant détermination de la liste des espèces forestières bénéficiant de mesures de protection particulière	<p>L'article 1 énumère les espèces forestières bénéficiant de mesures de protection particulière ; et l'article 2 consacre la protection de ces espèces forestières sur toute l'étendue du territoire national</p>

08	Décret n° 98-323/PRES/PM/MATS portant réglementation de la collecte, du stockage, du transport, du traitement et de l'élimination des déchets urbains	Article 2 : Les déchets urbains sont les détritiques solides, liquides ou gazeux en provenance : - des maisons d'habitation et assimilés tels que casernes ou écoles, prisons ; - des immeubles publics ou privés à usage de bureaux ; - des établissements de commerce et en général de tout établissement recevant du public ; - des activités du secteur informel.
09	Le Décret N°2011-928/PRES/PM/MFPTSS/MS/MATDS 24 novembre 2011 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail ;	La mise en œuvre du sous-projet mobilisera plusieurs acteurs sur le site pendant la construction et l'exploitation de l'infrastructure. Les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail doit être scrupuleusement respectées.
10	Le décret N° AN VII-0113/FP/AGRI-EL du 22 novembre 1989 portant réglementation de la police zoosanitaire au Burkina Faso	Le prise en compte de ce décret de prévoir les conditions nécessaires pour assurer des soins pour les animaux lors de leur présence dans l'abattoir
11	Le décret AN VII-. 0114/FP/AGRI-EL du 22 novembre 1989, portant réglementation de la santé publique vétérinaire au Burkina Faso	ce décret encadre les interventions des personnels qui devraient exercer dans les soins des animaux à savoir les vétérinaires
12	DECRET N°2016857/PRES/PM/MRAH/MCIA/MINEFID/MATDSI du 27 octobre 2016 portant réglementation de l'abattage et de l'exportation des asins, des camélins, des équins et de leurs produits au Burkina Faso.	La mise en œuvre du sous projet nécessitera l'abattage et de l'exportation des asins, des camélins, des équins. Le présent décret viendra encadrer ces actions en indiquant les lieux appropriés pour l'abattage
13	Directive conjointe N°2006-256/MS/MRA du 6 décembre 2006 portant contrôle de l'hygiène des aliments	La viande issue des abattages doivent être conservés dans infrastructures propres. Ce décret permet aux autorités de réaliser les contrôles sur l'hygiène de la viande au niveau de l'abattoir.
14	Arrêté conjoint N°2009-161/MCPEA/MRA/MATD du 28 décembre 2009 portant réglementation de la profession de boucher et de charcutier	L'arrêté conjoint N°2009-161 réglemente la profession boucher et de charcutier. Ce sont deux acteurs majeurs du sous projet et le présent décret est pleinement utile

Source: GREM, Burkina Faso, Mission élaboration de l'EIES de construction de l'abattoir de Banfora, août 2024

3.2.3. Normes environnementales et sociales de la Banque mondiale

Aux vues de l'évaluation environnementale et sociale préliminaire conduite par la Banque Mondiale, Huit (08) sur les (10) dix Normes Environnementales et Sociales (NES) du Cadre Environnemental et Social (CES) ont été jugées pertinentes dans le cadre de la mise en œuvre du PRECEL. Compte tenu de la nature des activités de construction de l'abattoir les normes 1, 2, 3, 4, 6, 8 et 10 sont pertinentes pour le sous-projet objet de la présente EIES.

Le tableau suivant présente les principes généraux des normes pertinentes ainsi que leur implication dans le sous-projet.

Tableau 10 : Normes environnementales et sociales pertinentes pour le sous-projet

Normes Environnementales et Sociales (NES)	Principe général de la NES	Implications
NES N°1 : Évaluation et gestion des risques et effets environnementaux et sociaux	Elle détermine les responsabilités de l'Emprunteur en matière d'évaluation, de gestion et de suivi des risques et effets environnementaux et sociaux associés à chaque étape d'un projet appuyé par la Banque Mondiale au moyen du mécanisme de Financement de projets d'investissement (FPI), en vue d'atteindre des résultats environnementaux et sociaux compatibles avec les Normes environnementales et sociales (NES).	La mise en œuvre du sous-projet de construction de l'abattoir va sans doute générer des risques et impacts environnementaux et sociaux qui nécessiteront une gestion particulière. L'élaboration de cette EIES va permettre de résorber les effets néfastes du sous-projet sur l'environnement et le milieu social à travers l'observation des mesures contenues dans le PGES.
NES N°2 : Emploi et conditions de travail	Cette norme reconnaît l'importance de la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus à des fins de réduction de la pauvreté et de promotion d'une croissance économique solidaire. Les Emprunteurs peuvent promouvoir de bonnes relations entre travailleurs et employeurs et améliorer les retombées d'un projet sur le développement en traitant les travailleurs du projet de façon équitable et en leur offrant des conditions de travail saines et sûres.	La mise en œuvre du sous-projet occasionnera la création d'emplois. En phase de construction, le sous-projet comprendra des consultants, des entrepreneurs, des sous-traitants, et des fournisseurs. En phase d'exploitation, l'abattoir sera animé par des agents travailleurs (Responsable de l'abattoir, Bouchers, manœuvres etc.). Ces travailleurs seront à temps plein, à temps partiel, temporaires ou saisonnier. Les termes et conditions des contrats de tous les travailleurs impliqués dans le sous-projet doivent être établis conformément au droit

Normes Environnementales et Sociales (NES)	Principe général de la NES	Implications
		national du travail et aux PGMO applicables au PRECEL
NES N°3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution	Cette norme reconnaît que l'activité économique et l'urbanisation sont souvent à l'origine de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, et appauvrissent les ressources déjà limitées. Ces effets peuvent menacer les personnes, les services écosystémiques et l'environnement à l'échelle locale, régionale et mondiale. L'utilisation plus efficace et rationnelle des ressources, la prévention de la pollution et des émissions de GES, et les techniques et pratiques d'atténuation sont devenues de plus en plus accessibles et réalisables.	Des mesures efficaces sont à prévoir pour la gestion des déchets. En effet le fonctionnement des infrastructures communautaires engendre la production de déchets et ces déchets doivent faire l'objet de gestion efficiente
NES N°4 : Santé et sécurité des populations	La NES n° 4 reconnaît que les activités, le matériel et les infrastructures du projet peuvent augmenter leur exposition aux risques et effets néfastes associés au projet. Il faut veiller à ce que la protection du personnel et des biens permette d'éviter ou de minimiser les risques pour les communautés touchées par le projet.	Cette NES est pertinente parce que la mise en œuvre des activités du sous projet peut engendrer des risques ou impacts négatifs sur la santé, la sûreté et la sécurité des travailleurs et des communautés riveraines si des mesures appropriées ne sont pas prises. Pour être conforme avec cette norme, l'EIES prendra en compte les mesures relatives à la santé et la sécurité des communautés riveraines y compris les risques de Violence basée sur le genre, d'exploitation, et d'abus sexuels et de harcèlement sexuel (VBG/EAS/HS).
NES N°6 : Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources	Par cette norme, la banque reconnaît l'importance de la préservation des fonctions écologiques fondamentales des habitats, y compris forestiers, et de la biodiversité que ceux-ci soutiennent. Elle fait la promotion de la gestion	Cette norme est pertinente du fait du niveau de dégradation avancée de la biodiversité au Burkina, de son importance socioéconomique et culturelle pour les populations et partant, le devoir de préserver autant

Normes Environnementales et Sociales (NES)	Principe général de la NES	Implications
naturelles biologiques	durable des ressources naturelles biologiques.	que possibles les ressources animales, végétales et leurs habitats. De plus, les travaux sont susceptibles d'impacter la diversité floristique et faunique
NES N°8 : Patrimoine culturel (NES n°8)	Le patrimoine culturel permet d'assurer la continuité entre le passé, le présent et l'avenir de façon tangible ou intangible. La présente NES énonce des dispositions générales concernant les risques et les effets des activités d'un projet sur le patrimoine culturel. Ainsi, cela permet de protéger le patrimoine culturel des impacts négatifs des activités du projet et en soutenir la préservation.	La pertinence de cette norme tient à l'importance des ressources culturelles pour les populations et l'Etat, et le fait qu'en réalité, plusieurs de ces ressources, restent à être découverte pour protection et valorisation. Une procédure en cas de découverte fortuite devra être élaborée
NES N°10 : Mobilisation des parties prenantes et information	La banque reconnaît l'importance d'une collaboration ouverte et transparente entre l'Emprunteur et les parties prenantes du projet, élément essentiel des bonnes pratiques internationales. La mobilisation effective des parties prenantes peut améliorer la durabilité environnementale et sociale des projets, renforcer l'adhésion aux projets, et contribuer sensiblement à une conception et une mise en œuvre réussies du projet.	Cette norme est pertinente pour guider les modalités les meilleures pour la mobilisation conséquente des différents acteurs concernés par le Sous-projet La réalisation de l'EIES mettra l'accent sur la consultation des parties prenante à travers la consultation du public et les intermédiations sociales ; De même, un Mécanisme de Gestion des Plainte a été élaborée

Source: GREM, Burkina Faso: Mission élaboration de l'EIES construction de l'abattoir de Banfora, août 2024

3.2.4. Comparaisons entre la législation nationale et les exigences des normes de la Banque mondiale

L'objectif de l'analyse est de vérifier la pertinence des dispositions réglementaires nationales en matière de protection de l'environnement en vue de les appliquer en premier lieu. Les dispositions du cadre environnemental et social de la Banque mondiale sera appliquée dans les cas où la législation nationale ne présente d'alternative. Les résultats de l'analyse comparative des Normes

Environnementales et Sociale de la Banque mondiale et textes nationales sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 11 : Analyse comparative entre les NES de la Banque mondiale et la législation environnementale nationale

Exigences de la Banque mondiale	Domaines ou contenu	Dispositions nationales correspondantes	Point de divergence	Observations / Dispositions à prendre
NES N°1« Evaluation et gestion des risques et effets environnementaux et sociaux ».	Projets et programmes ou toute autre initiative qui ont une incidence significative sur l'environnement. Les travaux, ouvrages, aménagements et activités susceptibles d'avoir des impacts significatifs directs ou indirects sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Loi N°006-2013/AN portant code de l'environnement au Burkina Faso : elle détermine les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement. Elle impose l'évaluation environnementale à tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement. • DECRET N°2015- 1187 /PRES-TRANS/PM/MERH/MATD/MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social. <p>Selon l'article 4 : les travaux, ouvrages, aménagements et activités susceptibles d'avoir des impacts significatifs directs ou indirects sur l'environnement sont classés en trois (03) catégories ainsi qu'il suit :</p> <p>Catégorie A : Activités soumises à une étude d'impact environnemental et social (EIES) ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Il n'y a pas de liste de projets dans le cas de la NES n°1 du CES de la Banque. Mais plutôt les renseignements obtenus à la suite du screening permettent d'apprécier de manière objective le niveau de risque environnemental, tenant compte du site d'implantation du projet. • Il n'y a pas de PEES dans le cas de la procédure nationale : • Les aspects « VBG/EAS/HS », « MGP », « Code de bonne conduite », « MPP », « PEES » ne sont pas pris en compte dans les TDR des EIES au Burkina Faso. En outre, les TDR types et le plan de rédaction sont moins exigeants par rapport aux NES de la Banque 	<p>Réalisation de l'Etude d'impact environnementale et social.</p> <p>La législation nationale sera appliquée tout en incluant des mesures et action du PEES</p>

Exigences de la Banque mondiale	Domaines ou contenu	Dispositions nationales correspondantes	Point de divergence	Observations / Dispositions à prendre
		<p>Catégorie B : Activités soumises à une notice d'impact environnemental et social (NIES) ;</p> <p>Catégorie C : Activités faisant objet de prescriptions environnementales et sociales.</p>		
NES N°2 « Emploi et Conditions de travail »	Le droit au travail, la discrimination en matière d'emploi et de rémunération, le travail décent, la santé sécurité au travail etc.	<p>Article 19 de la Constitution du 02 juin 1991 révisée par la Loi constitutionnelle n°072-2015/CNT :</p> <p>Le droit au travail est reconnu et est égal pour tous. Il est interdit de faire des discriminations en matière d'emploi et de rémunération en se fondant notamment sur le sexe, la couleur, l'origine sociale, l'ethnie ou l'opinion politique.</p> <p>Loi n° 028 -2008/AN portant Code du travail au Burkina Faso</p> <p>Selon cette loi, le harcèlement sexuel entre collègues, fournisseurs ou clients rencontrés dans le cadre du travail est interdit. Elle guide les relations individuelles et collectives dans le domaine du travail au Burkina Faso</p>	Aspect « mécanisme de gestion des plaintes » Il n'existe pas dans les procédures du Burkina Faso un mécanisme de gestion des plaintes qui soit à élaborer et à rendre public.	Elaboration d'un mécanisme de gestion des plaintes ; Réaliser un Plan Hygiène-Santé-Sécurité-Environnement (PHSSE).
NES N°3 « Utilisation rationnelle des ressources et Prévention et Gestion de la pollution »	La préservation et la gestion rationnelle des ressources naturelles au cours de la mise en œuvre du projet	La Loi N°006-2013/AN portant code de l'environnement au Burkina Faso et la loi n°003/2011/AN du 05 Avril 2011 portant code forestier régissent la gestion rationnelle des ressources forestières. La gestion durable de ces ressources est un devoir pour tous. Elle implique le respect de la	Les procédures environnementales et sociales au Burkina ne traitent pas de manière explicite les questions d'économie de ressources (énergie, eau, et autres	Réalisation de l'EIES du sous-projet ; Veiller à la mise en œuvre effective du PGES et assurer un suivi environnemental adéquat.

Exigences de la Banque mondiale	Domaines ou contenu	Dispositions nationales correspondantes	Point de divergence	Observations / Dispositions à prendre
		<p>réglementation en vigueur en matière de protection, d'exploitation et de valorisation du patrimoine forestier, faunique et halieutique.</p> <p>Selon la loi n°002-2001/AN portant Loi d'orientation relative à la gestion de l'eau, l'eau est une ressource précieuse. Sa gestion durable constitue un impératif national.</p>	<p>matière), ni des questions de limitation des gaz à effet de serre.</p> <p>En outre, les directives ESS sont plus exigeantes en termes de normes et de procédés de contrôles que les textes du Burkina Faso en ce qui concerne les émissions atmosphériques et la qualité de l'air ambiant, les économies d'énergie, les eaux usées et qualité de l'eau, la gestion des matières dangereuses, la gestion des déchets, le bruit, les terrains contaminés, etc.</p>	
	Prévention et gestion des pollutions au cours de la mise en œuvre du projet	<p>Article 70 du Code de l'environnement :</p> <p>Toute personne auteur d'une pollution est tenue responsable des dommages causés aux tiers par son fait.</p>		
NES N°4 « Santé et sécurité des populations »	Risques et effets du projet sur la santé, la sûreté et la sécurité des populations touchées	<p>Article 26 de la Constitution du 02 juin 1991 révisée par la Loi constitutionnelle n°072-2015/CNT :</p> <p>Le droit à la santé est reconnu. L'État œuvre à la promouvoir.</p> <p>Article 9 Loi n° 022-2005/AN portant Code de l'hygiène publique au Burkina Faso :</p> <p>Il est interdit de poser des actes susceptibles de porter atteinte à l'hygiène publique.</p>	Conformité entre la NES 4 et la législation nationale	Réalisation de l'EIES du sous-projet ; Veiller à la mise en œuvre effective du PGES et assurer un suivi environnemental adéquat.
NES n°6 :	Conservation de	Article 66 du Code de l'environnement :	Conformité entre la NES et	Réalisation de

Exigences de la Banque mondiale	Domaines ou contenu	Dispositions nationales correspondantes	Point de divergence	Observations / Dispositions à prendre
Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes	la biodiversité au cours de la mise en œuvre du projet	Le gouvernement prend les mesures nécessaires en vue de limiter ou de réduire les pollutions qui portent atteinte à la qualité du cadre de vie et à la biodiversité. La loi n°025-2017/AN portant protection des végétaux La loi n°006/97/ADP du 31 janvier 1997 portant code forestier	la législation nationale. Toutefois, la NES apportent des précisions sur les ressources biologiques et les habitats en distinguant notamment les habitats naturels, les habitats modifiés, les habitats critiques	l'EIES
	Gestion durable des ressources naturelles vivantes	Article 18 du Code de l'environnement : Les ressources naturelles qui contribuent à la satisfaction des besoins de l'homme sont exploitées de manière à satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Article 1 de la Loi n°002-2001/AN portant Loi d'orientation relative à la gestion de l'eau : L'eau est une ressource précieuse. Sa gestion durable constitue un impératif national.		
NES n°8 : Patrimoine culturel	Protéger le patrimoine culturel tout au long du cycle de vie du projet	Article 30 de la Constitution du 02 juin 1991 révisée par la Loi constitutionnelle n°072-2015/CNT : Tout citoyen a le droit d'initier une action ou d'adhérer à une action collective sous forme de pétition contre des actes : - lésant le patrimoine public ;	Il n'y a pas de point de divergence en tant que telle. Sauf que si pour une raison ou une autre un bien culturel immobilier devait être affecté, il Importera de prendre les	Veiller à la mise en œuvre effective du PGES et rédiger des causes environnementales et sociale

Exigences de la Banque mondiale	Domaines ou contenu	Dispositions nationales correspondantes	Point de divergence	Observations / Dispositions à prendre
		<ul style="list-style-type: none"> - lésant les intérêts de communautés sociales ; - portant atteinte à l'environnement ou au patrimoine culturel ou historique. <p>Article 5 de la Loi n° 024-2007/AN portant protection du patrimoine culturel : La protection et la sauvegarde du patrimoine culturel sont assurées par l'État et ses démembrements et dans une certaine mesure par les populations locales concernées.</p>	mesures idoines pour prévenir les autorités compétentes du Ministère en charge de la culture. De même, si une découverte fortuite d'un bien culturel intervient, il faut en informer au plus vite le Ministère chargé de la culture.	
NES n°10 : Consultation des parties prenantes et diffusion de l'information	Mobilisation des parties prenantes est un processus inclusif mené tout au long du cycle de vie du projet.	Selon l'article 16 du Décret N°2015- 1187 /PRES-TRANS/PM/ MERH/MATD/MME/MS/MARHASA/MRA/ MICA/MHU/MIDT/MCT portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social., la consultation publique est obligatoire lors des évaluations environnementales	Conformité entre la NES 10 et la législation nationale. Cependant aucune exigence claire en matière d'élaboration de Plan d'Engagement/Mobilisation des Parties Prenantes (PEPP ou PMPP).	Réaliser des rencontres avec les parties prenantes Le projet à réaliser un PMPP et un MGP qui seront également mis en œuvre dans le cadre de ce sous-projet

Source : GREM, Burkina Faso, Mission élaboration de l'EIES / construction de l'abattoir de Banfora, août 2024

3.2.4. Directives Environnementales, Sanitaires et Sécuritaires du groupe de la Banque Mondiale

Le projet devra se conformer aux directives environnementales, sanitaires et sécuritaires générales de la Banque Mondiale, particulièrement dans ses aspects relatifs à la construction et fermeture développés dans son chapitre 4.0. Ces mesures devront être prises en charge dans les mesures d'atténuation en phase travaux, dans les clauses environnementales et sociales et dans le Plan Environnement, Hygiène et Santé – Sécurité de l'entreprise de travaux. Ces directives renvoient aux principes clés des directives générales.

Ces Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires (Directives EHS) sont des documents de références techniques qui présentent des exemples de bonnes pratiques internationales, de portée générale ou concernant une branche d'activité particulière. Elles indiquent les mesures et les niveaux de performances qui sont généralement considérés réalisables dans de nouvelles installations avec les technologies existantes à un coût raisonnable. L'application des Directives EHS dans des installations existantes peut nécessiter la définition d'objectifs spécifiques et l'établissement d'un calendrier adapté pour atteindre ces objectifs. Si les seuils et normes stipulés dans les réglementations du pays d'accueil diffèrent de ceux indiqués dans les Directives EHS, les plus rigoureuses seront retenues pour les projets menés dans ce pays. Si des niveaux moins contraignants que ceux des Directives EHS peuvent être retenus pour des raisons particulières dans le contexte du projet, une justification détaillée pour chacune de ces alternatives doit être présentée dans le cadre de l'évaluation environnementale du site considéré. Cette justification devra montrer que les niveaux de performance proposés permettent de protéger la santé de la population humaine et l'environnement (IFC et WBG, 2007). Le projet s'appuiera sur les grandes orientations de ces directives en lien avec les problématiques environnementales et sociales qu'il aurait à traiter.

Les directives applicables au sous projet sont

✓ Qualité et disponibilité de l'eau

- **Qualité de l'eau :** On doit protéger en permanence les sources d'eau potable, publiques ou privées, de façon qu'elles soient conformes ou supérieures aux normes d'acceptabilité nationale applicables, ou, en leur absence, à l'édition en vigueur des directives de l'OMS sur la qualité de l'eau potable. Les émissions d'air, les effluents d'eaux usées, l'huile et les matières dangereuses, ainsi que les déchets, doivent être gérés conformément aux lignes directrices fournies dans les sections correspondantes des Directives Générales sur la santé, la sécurité et l'environnement, dans le but de protéger le sol et les ressources en eau.
- **Disponibilité de l'eau :** Les activités du projet ne doivent pas compromettre la disponibilité en eau pour les exigences d'hygiène personnelle, et doivent tenir compte des augmentations potentielles de la demande dans l'avenir. L'objectif général devrait être la disponibilité de 100 litres par personne par jour, bien que des niveaux inférieurs puissent être utilisés pour répondre à des exigences de base pour la santé. Il pourra être nécessaire de prévoir des volumes d'eau supérieurs pour des exigences de bien-être, par exemple l'eau utilisée dans des installations de services de santé.

✓ Consignes de sécurité anti-incendie

Toutes les constructions nouvelles ouvertes au public doivent être conçues, construites et utilisées dans la conformité la plus complète aux normes de construction locales, à la réglementation des services de

pompiers locaux, aux stipulations juridiques / des assurances locales, et en conformité avec une norme de sécurité Vie et Incendie (L&FS) reconnue à l'échelon international. La norme Life Safety Code, qui comprend une documentation importante sur des dispositions en matière de sécurité de la vie et incendie, constitue un exemple de normes reconnue à l'échelon international, et peut être utilisée pour documenter la conformité aux objectifs de Sécurité Vie et Incendie décrites dans les présentes lignes directrices.

✓ **Prévention des maladies**

Les interventions préconisées au niveau du projet comprennent :

- la prestation de services de contrôle, et de dépistage et soins actifs des travailleurs.
- la prévention des maladies parmi les travailleurs faisant partie des populations locales, en :
 - lançant des initiatives de sensibilisation et d'éducation sur la santé, par exemple en appliquant une stratégie d'information comportant un renforcement du counseling en tête à tête portant sur des facteurs systémiques qui pourraient influencer le comportement du particulier, ainsi qu'en encourageant la protection personnelle et la protection des tiers contre l'infection, en encourageant l'emploi de préservatifs ;
 - formant des professionnels de la santé sur le traitement des maladies ;
 - menant des campagnes d'immunisation pour les travailleurs dans les communautés locales, afin d'améliorer la santé et de protéger la population contre les infections ;
 - créant des services de santé.
- la prestation de soins par une gestion de cas standards, dans des centres de soins de santé sur site ou dans les communautés, prévoyant un accès rapide aux soins médicaux, offrant confidentialité et soins appropriés, notamment pour les travailleurs migrants ;
- la promotion de la collaboration avec les pouvoirs publics locaux afin de renforcer l'accès des familles des travailleurs et de la communauté aux services de santé publique, et d'encourager l'immunisation.

✓ **Gestion des matières dangereuses**

Il importe :

- de définir des priorités de gestion des matières dangereuses identifiées dans le cadre d'une analyse des risques des opérations dangereuses effectuée par le biais d'une évaluation sociale et environnementale ;
- dans la mesure du possible, d'éviter ou réduire l'emploi de matières dangereuses ; par exemple, des matières non dangereuses peuvent maintenant être utilisées à la place de l'amiante dans les matériaux de construction, des polluants organiques persistants (POP) dans la composition des pesticides, et des substances appauvrissant la couche d'ozone dans les systèmes de refroidissement ;
- de prendre des mesures de prévention des déversements incontrôlés de matières dangereuses dans l'environnement, ou des réactions incontrôlées risquant d'engendrer des incendies ou des explosions ;
- de prendre des mesures de contrôle techniques (confinement, alarmes automatiques et systèmes d'arrêt / de fermeture) correspondants à la nature du risque ;
- d'appliquer des mesures de gestion (procédures, inspections, communications, formation et entraînement) pour faire face aux risques résiduels dont la prévention ou l'atténuation n'est pas assurée par des moyens techniques.

✓ **Gestion des déchets**

Les interventions au niveau du sous-projet préconisent que :

- la production de déchets est maintenue au niveau le plus bas ;
- les déchets sont entreposés, manipulés et éliminés de façon appropriée et en toute sécurité ;
- aucune violation de la législation en matière de gestion des déchets au Burkina Faso n'est enregistrée ;
- aucune non-conformité au regard des engagements et des exigences internationales n'est enregistrée ;
- des procédures en matière de gestion des déchets sont mises en œuvre ;
- la consommation de ressources est limitée au strict nécessaire ;
- toutes les huiles usagées sont pompées dans des réservoirs de stockage sur site et transférées à une société professionnelle disposant des autorisations nécessaires pour la collecte et le traitement des huiles usagées ;
- les déchets sont collectés et stockés en fonction de leur typologie avant leur enlèvement par une société agréée ;
- les poubelles munies de code couleur sont placées dans des zones identifiées pour la collecte des déchets ;
- les effluents liquides sont collectés de manière appropriée et leur enlèvement est assuré par une installation agréée ;
- une traçabilité est assurée dans la gestion des déchets.

✓ **Gestion du bruit**

Les options applicables pour la réduction des nuisances sonores sont les suivantes :

- sélection d'équipements dont les niveaux de bruit dégagés sont inférieurs ;
- installation de silencieux pour ventilateurs ;
- installation de dispositifs d'insonorisation appropriés sur l'échappement des moteurs et des composants de compresseurs ;
- installation d'enceintes acoustiques pour le bruit rayonnant d'enveloppes d'équipement ;
- renforcement des performances acoustiques de bâtiments construits, en les insonorisant ;
- installation d'isolations de vibrations pour équipements mécaniques ;
- limitation des heures de fonctionnement pour certains équipements ou certaines applications, en particulier des sources mobiles utilisées dans une agglomération ;
- déplacement de sources de bruit dans des zones moins sensibles afin de profiter de l'éloignement et de l'écran ;
- mettre la topographie naturelle au profit de l'insonorisation dès l'étude de l'installation ;
- dans la mesure du possible, limitation de la circulation prévue dans les agglomérations ;
- création d'un mécanisme d'enregistrement des plaintes et de réponse à ces plaintes.

L'impact du bruit ne doit pas dépasser les niveaux de :

- 55 dBA le jour et 45dBA la nuit pour des récepteurs résidentiels, institutionnels et éducatifs ;
- 70 dBA de jour comme de nuit pour des récepteurs industriels et commerciaux.

✓ **Sites et sols pollués**

Les déversements de matières dangereuses, déchets ou huiles, y compris des substances naturelles peuvent être dus à des activités historiques ou en cours, y compris, entre autres, des accidents survenant au cours de la manutention et du stockage de ces matières, ou encore de leur mauvaise gestion ou élimination. Un terrain est considéré contaminé lorsqu'il contient des concentrations dangereuses de matières ou d'huile au-dessus du sol ou à des niveaux naturels. Les terrains contaminés peuvent comprendre des terrains en surface ou sub-surface qui risquent, par lixiviation et transport, d'affecter

la nappe phréatique, les eaux de surface et des sites adjacents. Lorsque les sources de contamination sub-surface comprennent des substances volatiles, les vapeurs du sol peuvent devenir, elles aussi, un vecteur et un support d'exposition, et créer un potentiel d'infiltration de contaminants dans les espaces d'air intérieur de bâtiments. Cette situation ainsi décrite, peut survenir au cours des différentes phases du sous projet. La présente directive recommande :

- D'éviter la contamination du sol avec la prévention ou la limitation des déversements de matières dangereuses, déchets dangereux ou d'huile dans le milieu ;
- Lorsqu'on soupçonne une contamination du terrain au cours d'une phase quelconque du projet, ou que cette contamination est confirmée, on doit en identifier la cause et la rectifier afin d'éviter des déversements ultérieurs et leurs impacts nocifs.
- De gérer les terrains contaminés de façon à éviter les risques pour la santé de l'homme et les récepteurs écologiques. La stratégie préférentiellement adoptée pour la décontamination des terrains est la réduction du niveau de contamination sur le site afin d'éviter l'exposition de l'homme à la contamination.

✓ **Extraction des matériaux de construction**

L'entreprise devra privilégier les techniques permettant de réduire le plus possible les impacts sur l'affectation des sols consistent à :

- choisir des méthodes d'extraction (excavation, extraction en carrière, dragage, etc..) adaptées qui ont un impact limité et qui, à l'issue des opérations, permettront de donner au site un environnement propice à la régénération des habitats et à l'aménagement du territoire ;
- mettre en place de zones tampons en bordure des zones d'extraction compte tenu des caractéristiques des habitats naturels et du type d'activités d'extraction ;
- pour réduire le plus possible la surface au sol et, par conséquent, leur perte, exploiter en priorité les gisements de roches les plus épais (autant que possible et dans des limites raisonnables) ;
- favoriser le plus possible la translocation de la végétation; la couverture végétale, notamment la flore spontanée, la couche arable, les morts-terrains et les déblais propices à la croissance de végétaux, doivent être conservés et stockés séparément en vue de leur réutilisation lors de la réhabilitation du site ; mais également être protégés de l'érosion du vent et de la pluie et de toute contamination ;
- conserver et protéger au maximum les niches écologiques pendant la phase d'extraction;
- remettre en état immédiatement les sites d'extraction de petite taille exploités sur un court terme ;
- gérer la poursuite de l'exploitation du site sur base des levés topographiques périodiques ;
- remettre en état les sols affectés par les activités d'extraction pour qu'ils puissent être utilisés conformément aux plans locaux ou régionaux d'aménagement du territoire ; les terrains qui ne sont pas remis en état en vue d'une utilisation particulière par la communauté doivent être ensemencés et replantés d'espèces végétales indigènes ;

3.2.5. Note du cadre environnemental et social sur les bonnes pratiques en matière de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que le harcèlement sexuel dans les projets d'investissements de travaux de génie civil

La Banque mondiale a mis en place une note sur les bonnes pratiques en matière de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que le harcèlement sexuel dans le cadre des financements de projets comportant des travaux de génie civil. Cette note qui accompagne le cadre environnemental et social de la Banque comporte des recommandations issues des résultats d'un groupe de travail d'experts externes réalisé en 2017 sur la violence sexiste.

Les orientations et recommandations ainsi formulées dans la présente note ont pour but de renforcer les systèmes en matière de prévention, de remédiation et d'atténuation des risques EAS/HS. De manière pratique, les normes environnementales et sociales de la Banque Mondiale notamment les NES 1, 2, 4 et 10 fixent les conditions de mise en œuvre de ces orientations en matière de lutte contre les risques EAS/HS

3.3. Conventions internationales

Le Burkina Faso a ratifié de nombreuses conventions internationales relatives à l'environnement, notamment celles dites de la génération de RIO (biodiversité, changements climatiques, désertification, etc.) qui offrent des opportunités réelles en termes de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement dans la perspective d'un développement durable.

Bien que la liste ne soit pas exhaustive, les principales conventions environnementales et sociales internationales pertinentes ayant une implication directe dans la mise en œuvre des activités du PRECEL ont été répertoriées dans le tableau ci-après.

Tableau 12: Principales conventions intéressant les activités du PRECEL

Intitulé de la convention	Dates de ratification	Liens possibles avec le projet	Dispositions majeures en rapport avec la mise en œuvre du sous projet
<i>Convention de Rio sur la diversité biologique</i>	02-09-1993	L'article 6 indique les mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable Cette convention dispose aussi en son article 14 alinéa a et b que chaque partie contractante à la convention devra, dans la mesure du possible : a) adopter des procédures permettant d'exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets qu'elle a proposés et qui sont susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique en vue d'éviter et de réduire au minimum de tels effets, et, s'il y a lieu, permet au public de participer à ces procédures ;	L'exploitation de la zone d'emprunt ou de carrière pour la réalisation des infrastructures peut conduire à la destruction d'espèce biologique. Le sous Projet est interpellé par la convention et devra veiller à une exploitation durable en phase de travaux et une réhabilitation des zones d'emprunt.

		b) prendre les dispositions nécessaires pour qu'il soit dûment tenu compte des effets sur l'environnement de ses programmes et politiques susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique.	
<i>Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la désertification et/ou la sécheresse</i>	26-01-1996	Cette convention oblige en son article 5 les pays touchés par la sécheresse à s'engager à accorder la priorité voulue à la lutte contre la désertification et à l'atténuation de la sécheresse, et à y consacrer des ressources suffisantes en rapport avec leur situation et leurs moyens. Elle appelle aux pays de s'attaquer aux causes profondes de la désertification et à accorder une attention particulière aux facteurs socio-économiques qui contribuent à ce phénomène.	Le sous projet à travers le reboisement compensatoire devrait lutter contre le déboisement abusif et protéger les essences locales.
<i>Convention cadre des Nations Unies sur les Changement</i>	02-09-1993	La mise en œuvre des activités du projet étant potentiellement susceptibles de favoriser l'émission de gaz à effet de serre, donc à même de contribuer davantage à la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, la convention citée a un lien direct avec le projet et invite à adopter des pratiques visant à empêcher toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.	Le sous projet tiendra compte de cette convention à travers la réalisation de reboisements compensatoires ainsi que la gestion adéquate des déchets entre dans le contexte des Changements climatiques.
<i>Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</i>	28-06-1988	Les produits et substances qui seront utilisées dans le cadre du projet devront être choisis de sorte à ne pas entraîner davantage de destruction de la couche d'ozone	Le sous projet veillera au respect de la convention
<i>Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 23 novembre 1972</i>	2 avril 1987	Article. 4 de cette convention stipule que : Chacun des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et	La phase opérationnelle du sous projet respectera l'intégrité des sites culturels des communautés. Le sous Projet intègre les objectifs de protections du patrimoine culturel et naturel à travers l'élaboration des orientations pour la protection

		situé sur son territoire, lui incombe en premier chef. Il s'efforce d'agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l'assistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique, scientifique et technique.	des ressources culturelles physiques dans le présent EIES
La Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs	1981	Cette convention aura pour objet de prévenir les accidents et les atteintes à la santé qui résultent du travail, sont liés au travail ou surviennent au cours du travail, en réduisant au minimum les causes des risques inhérents au milieu de travail, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable. Les chantiers de réalisations des pistes rurales exposent les travailleurs à des accidents et les atteintes diverses à leur santé et leur sécurité	Le sous projet veillera au respect de la convention
La convention (n°138) sur l'âge minimum de l'Organisation internationale du Travail (OIT)	1999	L'objectif de la convention est de protéger la santé et la sécurité des Au Burkina Faso, les enfants sont souvent mobilisés dans les chantiers de construction d'infrastructures socio-économiques.	Le sous projet veillera au respect de la convention
Convention (n°182) concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination	2001	L'objectif de la convention est de protéger la santé et la sécurité des Au Burkina Faso, les enfants sont souvent mobilisés dans les chantiers de construction d'infrastructures socio-économiques	Le sous projet veillera au respect de la convention

N°	Conventions de l'OIT	Dates de ratification	Pertinence pour le sous projet
1	Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925	30 juin 1969	La mise en œuvre du sous projet va se conformer à ces trois (3) conventions.
2	Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925	21 nov. 1960	
3	Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925	30 juin 1969	
4	Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928	21 nov. 1960	La mise en œuvre du sous projet va tenir compte des méthodes de fixation des salaires minima.
5	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	21 nov. 1960	Dans le cadre de la mise en œuvre de ce sous projet, il sera interdit toutes les formes de travail forcé.
6	Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948	21 nov. 1960	Dans la mise en œuvre du sous projet, il sera respecté la liberté syndicale et la protection du droit syndical. Ainsi nul ne sera suspendu ou licencié pour des raisons syndicales.
7	Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949	16 avr. 1962	La mise en œuvre de sous projet va se faire selon l'esprit de cette convention en garantissant la liberté aux employés de créer des structures corporatives pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux.
8	Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951	30 juin 1969	Dans le cadre de la mise en œuvre du sous projet, il n'y aura pas de discrimination sur la rémunération quel que soit le sexe, l'ethnie.
9	Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957	25 août 1997	Dans le cadre de ce sous projet, il est interdit e travail forcé.
10	Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	16 avr. 1962	Dans le cadre de la mise en œuvre du sous projet, il n'y aura pas de discrimination entre l'emploi et la profession.
11	Convention (no 161) sur les services de santé au travail, 1985.	11 août 1997	Dans le cadre de la mise en œuvre du sous projet, il est recommandé de suivre les termes de cette convention en matière de santé
12	Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 Age minimum spécifié : 15 ans	25 juil. 2001	Le travail de tout enfant de moins de 15 ans est interdit sur les chantiers et toute entreprise fautive sera sanctionnée selon l'esprit de la convention.

13	Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999	25 juil. 2001	Toute forme de travail des enfants sera réprimée selon l'esprit de cette convention
----	---	---------------	---

Source : GREM, Burkina Faso, Mission élaboration de l'EIES/construction de l'abattoir se Banfora, août 2024

3.5. Cadre institutionnel de la gestion environnementale et sociale du sous projet

La protection de l'environnement se fait à travers plusieurs institutions et structures nationales, régionales et locales ayant différents rôles chacune. Leurs interventions se feront sous forme de contrôle et de vérification de conformités environnementales, d'assistance et d'appui lors de l'application des mesures en vue de supprimer, réduire et de compenser les conséquences dommageables du sous-projet sur l'environnement. Le tableau suivant présente les institutions nationales impliquées dans l'exécution de la politique environnementale du présent sous-projet.

Tableau 13 : Institutions gouvernementales ou parapubliques concernées

Ministères/institutions	Directions ou structures parapubliques	Missions et interventions
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement)	ANEVE Directions régionale et provinciale de l'environnement des cascades	Le Ministère en charge de l'environnement a déjà participé à travers ses structures déconcentrées au screening environnemental et social et à la sélection du sous-projet. Il comporte parmi ses structures centrales l'Agence Nationale des Évaluations Environnementales (ANEVE). Cette dernière sera chargée de l'examen et de la validation de l'EIES et jouera un rôle clé dans le suivi de la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale en collaboration avec les directions régionales et provinciales des Cascades.
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	Directions Régionales de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	Les Directions Régionales de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques vont jouer un rôle d'appui conseil au bénéfice des gestionnaires de l'abattoir
	Unité de Gestion du Projet (UGP)	Le Ministère a mis en place l'unité de Gestion du projet (UGP) qui est chargée de la mise en œuvre des activités du Projet sur l'ensemble de la zone de couverture. Les besoins en formation concernent le suivi environnemental et social des chantiers.
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Direction Générale de la Santé Publique (DGSP) Direction des Formations Sanitaires Publiques et Privées (DFSP) Directions régionales de la santé et l'Hygiène Publique District sanitaire de Banfora	Dans le cadre du sous projet, le Ministère interviendra avec l'appui des Directions régionales de la Santé, et le district sanitaire de Banfora dans la sensibilisation sur la prévention sanitaire et d'hygiène publique ainsi que la prise en charge sanitaire des travailleurs surtout en cas d'accident.
Ministère de l'Economie, des Finances et de la prospective	DGCOOP Direction Générale du Budget (DGB)	Dans le cadre du sous-projet, le MEF à travers la DGB sont les répondants avec la Banque mondiale (IDA) qui assure la tutelle financière du projet. A ce titre il assure la validation des marchés des travaux y

		compris le budget relatif à la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales
Commune de Banfora	Mairie, Secrétaire Général Délégation spéciale	la commune de Banfora bénéficiaire du sous-projet à un important rôle à jouer dans le suivi de la mise en œuvre, mais aussi dans la sensibilisation et la mobilisation des populations cibles. Mais, toutes leurs compétences s'exercent sous le contrôle des autorités administratives déconcentrées en étroite collaboration avec les services techniques chargés de la gestion des questions environnementales (Eaux et forêts, parcs nationaux,).

Source : GREM, Burkina Faso, Mission élaboration de l'EIES /construction de l'abattoir de Banfora, août 2024

3.6. Autres acteurs impliqués

Les rôles des autres acteurs de la zone du sous-projet sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 14: Autres parties prenantes dans la mise en œuvre du sous-projet

Intitulé des structures	Attributions spécifiques	Intérêts et rôles dans la mise en œuvre du sous-projet
Populations bénéficiaires	Populations de la commune de Banfora	Les populations pourraient intervenir dans la conception des activités du sous projet à travers leurs commentaires pouvant être pris en compte dans le design du projet. La consultation des bénéficiaires du sous projet est obligatoire en vertu des articles 19 et suivants le DECRET N°2015- 1187 /PRES-TRANS/PM/MERH du 22 octobre 2015 dont le but est de « recueillir les avis et les contre-propositions des parties concernées » par rapport aux différents aspects du sous projet.

Bureau Contrôle	de	Le bureau de contrôle qui sera recruté devra assurer le contrôle de l'exécution des travaux.	Le Bureau de Contrôle doit s'assurer que tous les intervenants sur le chantier (surveillants de chantier, chef de chantier, techniciens, ouvriers, autres) soient sensibilisés aux principales préoccupations environnementales et aux recommandations de protection du milieu liées à la réalisation des travaux et veiller à l'application des mesures d'atténuation préconisées. . Il veille à ce que l'entreprise mette en œuvre rigoureusement le PGES chantier
Entreprise charge travaux	en des	L'entreprise sera chargée de l'exécution des travaux.	<p>L'Entreprise chargée des travaux doit obligatoirement se conformer aux clauses du marché sur tous les aspects des travaux de construction. Pour une meilleure prise en compte des paramètres environnementaux, il est recommandé à l'Entreprise d'avoir en son sein un Responsable en Environnement de niveau senior et connu de toutes les parties impliquées dans le projet.</p> <p>Le Responsable en Environnement de l'Entreprise doit avoir une bonne compréhension des préoccupations environnementales, en général, et une compétence avérée en Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE), en particulier. Cela lui permettra de comprendre le rapport de l'EIES et le PGES-C avant de suivre leur application sur le terrain.</p> <p>Le rôle du Responsable en Environnement est de faire le suivi au quotidien de l'application des différentes mesures environnementales, sanitaires, sécuritaires et sociales sur le terrain. Les activités dévolues au responsable en environnement seront de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - élaborer le Plan de Gestion de l'Environnementale et Sociale de Chantier (PGES-C) que l'Entreprise s'engage à respecter, en mettant un accent particulier sur la gestion des hydrocarbures, la gestion des déchets solides, la protection des populations riveraines, le respect des milieux naturel et humain, la protection de la santé et la sécurité du personnel, la gestion de la période du repli du matériel et la réhabilitation des sites après exploitation ;

		<ul style="list-style-type: none"> - élaborer les Plans de Protection de l'Environnement de Site (PPES) pour les zones les plus sensibles du chantier ; - élaborer un Plan d'Hygiène Santé Sécurité (PHSS) ; - élaborer un Plan d'Opération interne (POI). - élaborer un plan d'intervention d'urgence surtout pour la phase d'exploitation
ONG ou Associations	Les associations ou ONG interviennent dans les secteurs suivants : l'environnement, le genre, le foncier, l'agriculture, la santé, de l'éducation et de la citoyenneté.	Dans le cadre du sous-projet ces ONG ou associations pourraient être sollicitées pour la sensibilisation des populations à adhérer au sous-projet. Elles pourraient en outre intervenir dans la sensibilisation des populations riveraines sur les risques de contagion et de propagation des IST/SIDA, les violences basées sur le genre et le travail des enfants au cours de l'exécution des travaux.
Banque mondiale	L'organisme international dans ce sous-projet est la Banque mondiale qui est le Partenaire Technique et Financier que l'État burkinabè a sollicité pour le financement du PRECEL.	La Banque, partenaire technique et financier, supervise tout le cycle du sous projet non seulement du point de vue technique et financier : mais aussi du point de la conformité environnementale du sous-projet conformément au Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Projet. Elle approuve le rapport d'EIES
Comité communal de Gestion des plaintes (COGEP-D)	Le comité départemental de gestion des plaintes et chargé de la gestion	<p>Le comité Départemental de gestion des plaintes est composé de dix (10) à onze (11) membres .</p> <p>Toutes les plaintes enregistrées au niveau du comité villageois, y compris les plaintes déjà traitées en première instance sont transmises au point focal du comité communal qui est le Préfet. De même, tout membre du comité communal peut recevoir une plainte et l'enregistrer au niveau du registre disponible soit à la mairie, soit à la préfecture ou à la DRAAH. Les plaintes seront centralisées par la suite au niveau du point focal qui est le Préfet, et soumises au tri et au classement, par l'ensemble des membres du comité.</p>

Acteurs de la filière viande et bétail	(i)Union des transformateurs de cuirs et peaux de Banfora (ii)Union des grilleurs (iii)Association des bouchers (iv)Association des commerçants de bétail et l'association des emboucheurs de Banfora	Les acteurs de la filière viande et bétail sont les principaux bénéficiaires du sous projet. La consultation des bénéficiaires du sous projet est obligatoire en vertu des articles 19 et suivants le DECRET N°2015- 1187 /PRES-TRANS/PM/MERH du 22 octobre 2015 dont le but est de « recueillir les avis et les contre-propositions des parties concernées » par rapport aux différents aspects du sous projet
Agence Faso Abattoirs,	L'Agence Faso Abattoir sera chargée de la gestion de l'abattoir	L' « Agence Faso Abattoir) aura la charge de la gestion de l'abattoir, officiellement crée par décret lors du Conseil des ministres du 9 avril 2025, l' Agence Faso Abattoir est organisme public à caractère économique chargé de centraliser et de professionnaliser la gestion des abattoirs, de moderniser les infrastructures aux normes sanitaires et environnementales, de structurer une logistique intégrée pour l'approvisionnement et la distribution de la viande, et d'assurer une gestion durable des abattoirs nationaux et régionaux

Source : GREM, Burkina Faso, Mission élaboration de l'EIES/construction de l'abattoir de Banfora, août 2024

3.7. Analyse des capacités en matière de gestion environnementale et sociale

Les capacités des départements ministériels en matière de gestion environnementale et sociale sont limitées à l'exception du ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement et du ministère chargé de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutique. Le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective s'est doté d'une Cellule environnementale, mais elle n'est pas fonctionnelle par manque de formation des membres et d'équipement.

Malgré la présence d'une Commission « Environnement et Développement Local » dans l'organisation du Conseil Municipal, les capacités réelles de gestion environnementale et sociale demeurent insuffisantes voire inexistante. L'absence de programme de formation approprié et de moyens de travail en sont les causes. Cela s'est ressenti lors des consultations avec les parties prenantes se rapportant d'une part, aux impacts environnementaux et sociaux associés à la mise en œuvre du sous projet et d'autre part, aux mesures de mitigation des impacts négatifs et de bonification des impacts positifs. Par ailleurs, parmi les sous projets qui ont été identifiés dans les communes, il n'en n'existe pas vraiment un qui soit orienté vers la gestion des ressources naturelles ou de l'environnement.

Au niveau des populations également, les capacités font défaut chez la grande majorité des citoyens burkinabè en milieu urbain tout comme chez acteurs de la filière viande et bétail malgré les efforts des

services techniques, projets et ONG évoluant dans les domaines de l'environnement, de l'élevage, et de l'hygiène et la sécurité sanitaire des produits carnées etc.

En matière de gestion sociale sous l'angle des implications des NES (réinstallation des personnes affectées, adoption et diffusion de code de conduite dans le cadre des activités du sous-projet, lutte contre les violences basées sur le genre, l'exploitation et les abus et harcèlements sexuels, mécanisme de gestion des plaintes, etc.), les capacités des acteurs à tous les niveaux sont moyennes : communautés à la base, agents des administrations publiques et privées dans les communes comme dans les régions. La faiblesse des capacités dans ce domaine de la gestion sociale tient à la « nouveauté » des exigences. Avec la proximité de la Direction provinciale de l'environnement, Le Service Départemental de l'Environnement de Banfora, les communautés de Banfora ont acquis une bonne expérience en matière de gestion de l'environnement dans des projets similaires sous financement des partenaires techniques et financiers.

CHAPITRE IV. DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

4.1. Zones d'influence du sous projet

La zone du sous projet est subdivisée en zones d'influence permettant de mieux comprendre et de cerner les risques et les impacts potentiels sur l'environnement. En fonction de l'intensité, de l'amplitude, de l'étendue et de la fréquence des impacts des travaux sur les composantes biophysiques, socio-économiques et des limites naturelles et administratives, trois (03) zones d'analyses ont été établies :

4.1.1. Zone d'infrastructures ou d'influence directe

La zone d'influence directe du sous projet couvre l'espace où les composantes biophysiques et humaines pourraient être directement perturbées par les activités du sous projet au cours de ses différentes phases (préparation, réhabilitation, exploitation, fermeture). Cette zone inclue l'emprise de l'abattoir et une partie du secteur n°8 de Banfora pour un rayon de 500 m autour du site. L'emprise de l'abattoir couvre une superficie de 4,55 ha et se trouve dans une réserve foncière communale. Elle correspond au critère « Ponctuelle » de l'étendue, considérée pour l'évaluation des impacts.

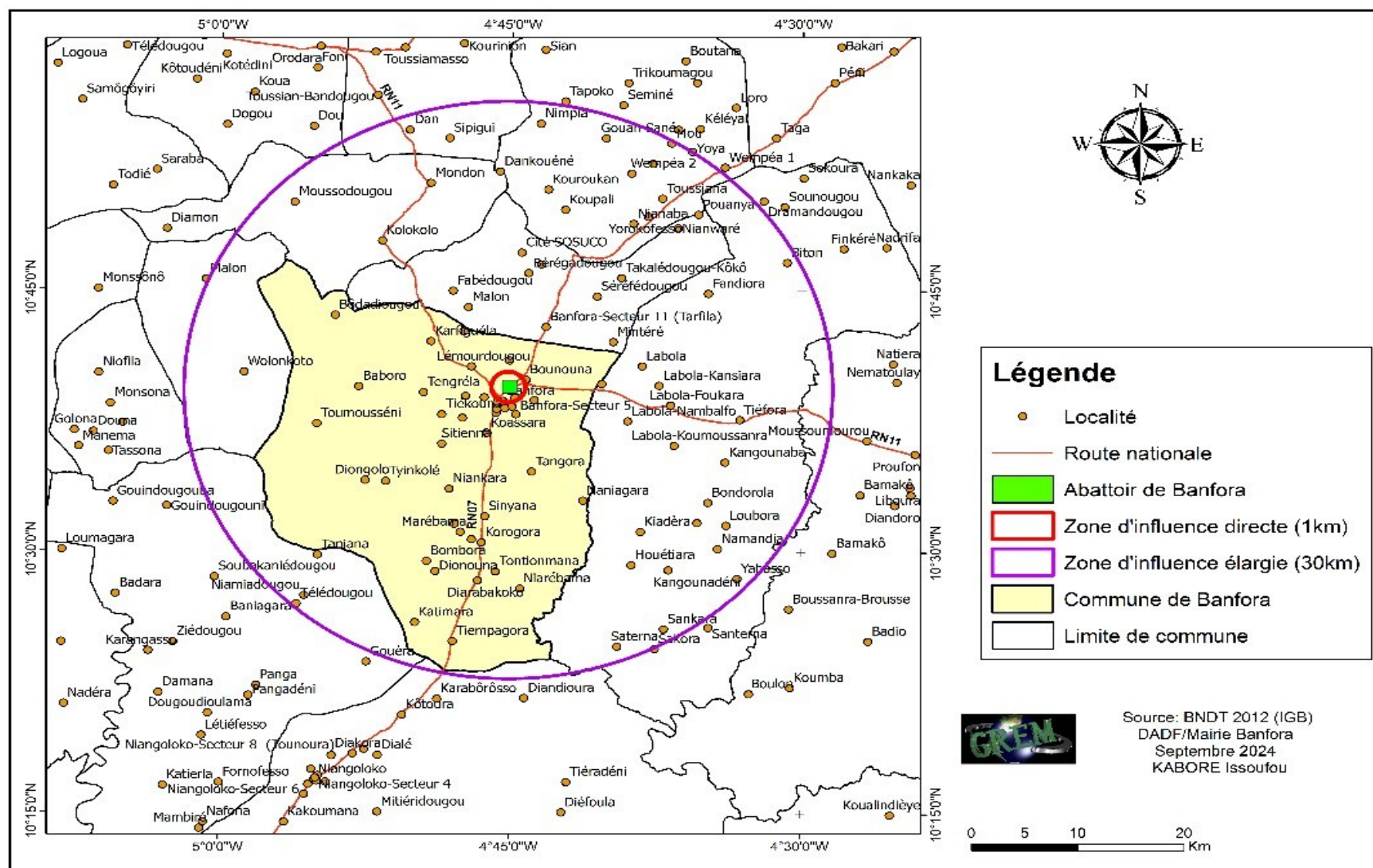
4.1.2. Zone d'influence restreinte

C'est une zone qui couvre un rayon de 1 km autour de la clôture de l'abattoir et concerne une partie de la commune urbaine de Banfora et ses environs. Elle correspond au critère « Locale » de l'étendue, considérée pour l'évaluation des impacts.

4.1.3. Zone d'influence élargie

La zone d'influence élargie est plus étendue afin de tenir compte de tous les utilisateurs de l'abattoir sur le territoire et de toutes les composantes et les activités prévues en phase de construction et d'exploitation en intégrant les zones d'élevage. Cette zone s'étend dans un rayon de 30 km et prend en compte les autres secteurs de la commune, les communes environnantes, la province de la Comoé, l'ensemble des régions des cascades. Elle correspond au critère « Régionale » de l'étendue, considérée pour l'évaluation des impacts.

Carte 4 : Zones d'influence du sous projet



4.1.4. Etat des lieux du site de l'abattoir

Le site identifié pour la construction de l'abattoir de Banfora s'étale sur une superficie 4,55 ha. La visite du site a permis de constater qu'il s'agit d'une réserve foncière communale sur laquelle se trouvent une aire d'abattage réalisée en 2015 avec l'appui de la mairie. Cette aire d'abattage est déjà exploitée mais souffre d'un problème d'approvisionnement en eau potable et d'un système d'évacuation des eaux usées défectueux. En effet, le château d'eau existante ne fonctionne pas en temps plein car il fonctionne avec un système de pompage solaire. Le document de sécurisation foncière existant est le plan cadastral mais l'arrêté d'affectation est en cours. Dans l'emprise du site se trouve également, une toilette à deux postes, une mosquée, un enclos métallique qui appartiennent tous à la mairie. Dans un rayon de 100 mètres du site se trouve la SOFITEX (à l'est), des ravins (au sud), une ferme avicole (au nord) et une auberge (l'ouest). Il n'y a pas d'habitations aux alentours du site. La carte ci-dessous montre l'occupation spatiale du site.

Photo 1: Vu de l'aire d'abattage de Banfora



Figure 2: Occupation spatiale du site



Source : GREM,2024

La densité floristique sur le site est moyenne. En effet, l'inventaire floristiques dans l'emprise de l'abattoir présente cent soixante-trois 163 pieds d'arbres dont 86 *Azadirachta indica*, 16 *Parkia biglobosa*, 01 *Manguifera indica*, 29 *Eucalyptus camaldulensis*, 01 *Ficus cycomorus*, 06 *Gmelina arborea*, 18 *Acacia nolotica*, 02 *Terminalia mantaly*, 03 *Anacardium occidentale* et 01 *Khaya senegalensis*.. Sur l'emprise des 4,55 ha de l'abattoir, il n'existe aucun lieu de culte, ni de zones sensibles (cours d'eau) dans un rayon de 500 m du site. Aussi, l'emprise ne présente pas de signe d'exploitation agricole et aucun site sacré ou tombe n'a été signalé lors des séances de consultation publique.

Photo 2 : Vue de l'emprise du sous projet



Source : GREM, Burkina Faso, Mission élaboration de l'EIES/Construction de l'abattoir de Banfora, Aout 2024

4.2. Milieu physique

4.2.1. Relief

A l'image de la province de la Comoé, le relief de la commune urbaine de Banfora est relativement plat (altitude de 270 m) à certains endroits (vastes plaines inondables avec des glacis à pentes douces et faibles) et élevé à d'autres endroits. L'un des traits particuliers du relief est la présence de la falaise gréseuse de Banfora qui s'étale sur près d'une centaine de kilomètres. L'étalement de celle-ci est par endroit suivi par des cours d'eau qui donnent lieu à des cascades (Banfora, Karfiguéla, Tourny).

Le site est constitué d'un relief plat, non inondable.

4.2.2. Climat et pluviométrie

Le climat de la zone du sous projet est de type sud-soudanien marqué par l'alternance de deux (2) saisons bien distinctes : une saison humide d'avril à octobre avec une pluviométrie moyenne annuelle qui varie entre 800 et 1200 mm et une saison sèche de novembre à mars.

Les températures moyennes maximales annuelles sont comprises entre 33 et 34 °C. Les amplitudes thermiques sont assez fortes et avoisinent les 19° C.

4.2.2.2. Les Vents

Le Burkina Faso connaît deux types de vents encore appelés régimes de vents :

des vents d'Est à Nord-est dominants encore appelés harmattan, qui soufflent pendant la saison sèche (novembre à mars). Ce sont des vents secs parfois frais (novembre-janvier) puis chauds en février et mars. Ils peuvent véhiculer de la poussière ;

- des vents d'Ouest à Sud-ouest dominants ou mousson s'observant en saison pluvieuse d'avril à octobre. Ils sont surtout colporteurs de pluies et de grands vents.

Les données sur le vent ont été comme les autres paramètres collectés à la station de Gaoua. Les vitesses moyennes varient entre 1 à 2 m/s mais pouvant atteindre 10 à 15 m/s aux passages des perturbations en saison pluvieuse. La zone d'étude connaît plus de vents humides que de vents secs. Elle enregistre tout naturellement des vents calmes (0 m/s) mais qui sont à un taux faible du fait de la prédominance de la saison des pluies sur toute l'année. L'analyse a porté sur 30 ans c'est-à-dire de 1981 à 2010.

4.2.3. Qualité de l'air

Le site du projet présente une qualité de l'air influencée par les matières en suspension (MES) dans l'atmosphère. Ces MES d'origine naturelle plutôt que chimique sont constituées de particules de poussière (photo ci-dessous) qui proviennent de l'altération de sols qui sont emportés par les vents, de la poussière engendrée par l'harmattan mais aussi des travaux de débroussaillage, des fumées engendrées par les engins à deux roues et l'incinération des branches mortes. Cette situation est fréquente particulièrement en saison sèche. Ainsi, on assiste à des nuisances tels les envols et l'éparpillement de déchets plastiques et de poussière qui s'infiltre dans les maisons les plus proches des grandes voies. Le mode de traitement des déchets solides le plus utilisé par les populations étant l'incinération à ciel ouvert, il s'ensuit une pollution de l'atmosphère par les fumées et autres gaz toxiques solides le plus utilisé par les populations étant l'incinération à ciel ouvert, il s'ensuit une pollution de l'atmosphère par les fumées et autres gaz toxiques.

Photo 3: illustration du dépôt de poussière sur les folioles



4.2.4. Ambiance sonore

Méthodologie d’approche

L’analyse des niveaux sonores ambiants repose sur les données collectées sur le site et concerne notamment deux (02) points. En rappel, un Iphone 15 Pro Max a été utilisé pour l’échantillonnage effectué par le consultant du 21 août au 03 septembre 2024. Les points ont été déterminés sur le site. L’appareil, a été placé selon les normes optimales soit 3m de distances des obstacles et 1,5m de hauteur.

Les mesures ont duré 1h de jour comme de nuit pour chaque point dans les conditions climatiques recommandées. Les données ont été traitées par Excel à cet effet et comparées aux normes du Burkina, à celle de la Société Financière Internationale (SFI) et à celle de l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Tableau15: Coordonnées des points de mesure du bruit

Points	Coordonnées des points de mesures du bruit	
	X	Y
GW1	308221	1178474
SW3	308218	1178481

?Source : GREM, Burkina Faso, Mission élaboration construction de l’abattoir de Banfora, Août 2024

Les résultats relatifs à ces points se présentent comme suit pour l’indice LAeq1.

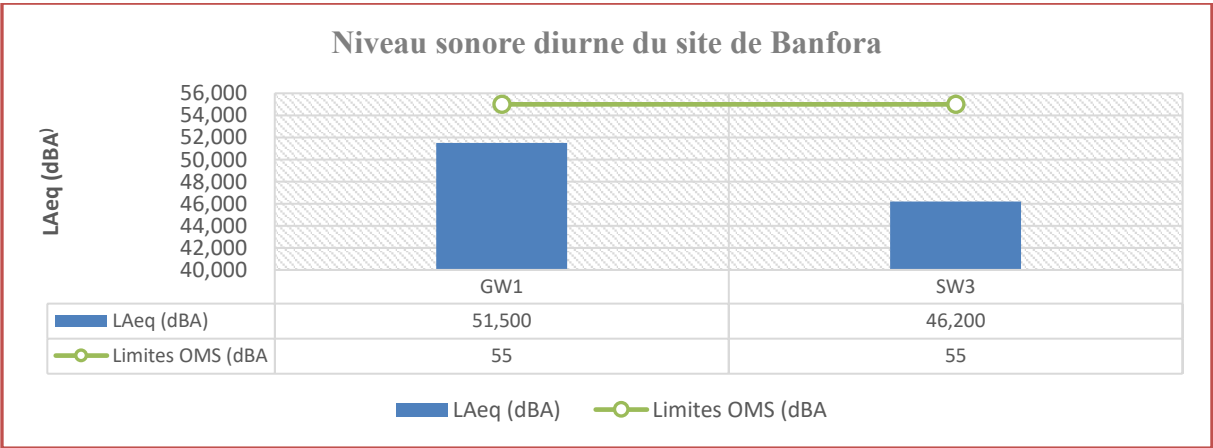


Figure 3: Résultat des mesures du niveau sonore de jour

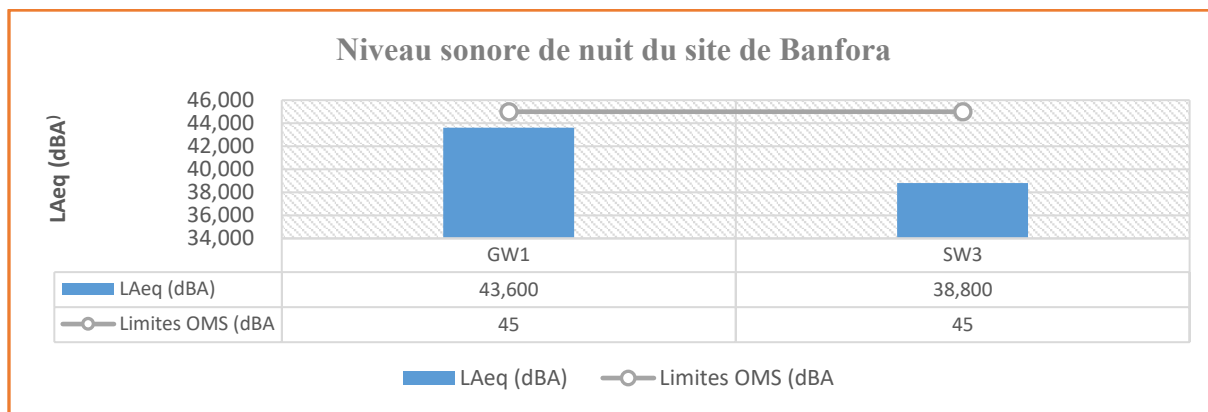


Figure 4: Résultats des mesures du niveau sonore de nuit

Résultats

Les résultats ont été analysés en tenant compte des deux (02) plages diurne et nocturne, soit 1h en diurne et 1h en nocturne. Les résultats obtenus montrent que les niveaux sont influencés le plus souvent par des activités sporadiques tels que le passage d’engins, les bruits provenant des animaux. Les niveaux sonores sont inférieurs aux normes recommandées par la SFI et de l’OMS ainsi qu’aux seuils prescrits par la législation burkinabé. Les résultats obtenus pour les mesures de jour varient de 46,2 à 51,5 dBA pour le niveau équivalent sonore LAeq.

Quand aux résultats de nuit, ils varient de 38,8 à 43,6 dBA pour le niveau équivalent sonore LAeq.

5.2.5. Hydrographie et qualité des eaux

5.2.5.1. Hydrographie

Le réseau hydrographique de la commune assez développé et diversifié est drainé par le fleuve Comoé qui prend sa source dans la partie septentrionale de la province, dans les communes de Bérégadougou, Banfora, Tiéfora. Les principaux cours et plans d’eau rencontrés sont le marigot de Diarabakoko, les lacs de Tengrela et de Lemouroudougou, les mares, les boulis et le barrage de Bounouna. Sous l’action de l’homme et des changements climatiques, le potentiel des eaux de surface est confronté à un tarissement progressif. Les ressources en eaux souterraines sont peu abondantes et difficiles à localiser. Le tableau ci-après la situation des plans d’eaux dans la province de la Comoé. Bien que la commune soit parcourue d’un réseau hydrographique important l’emprise du site ne semble pas présenter de risques d’inondations car étant situé sur une élévation.

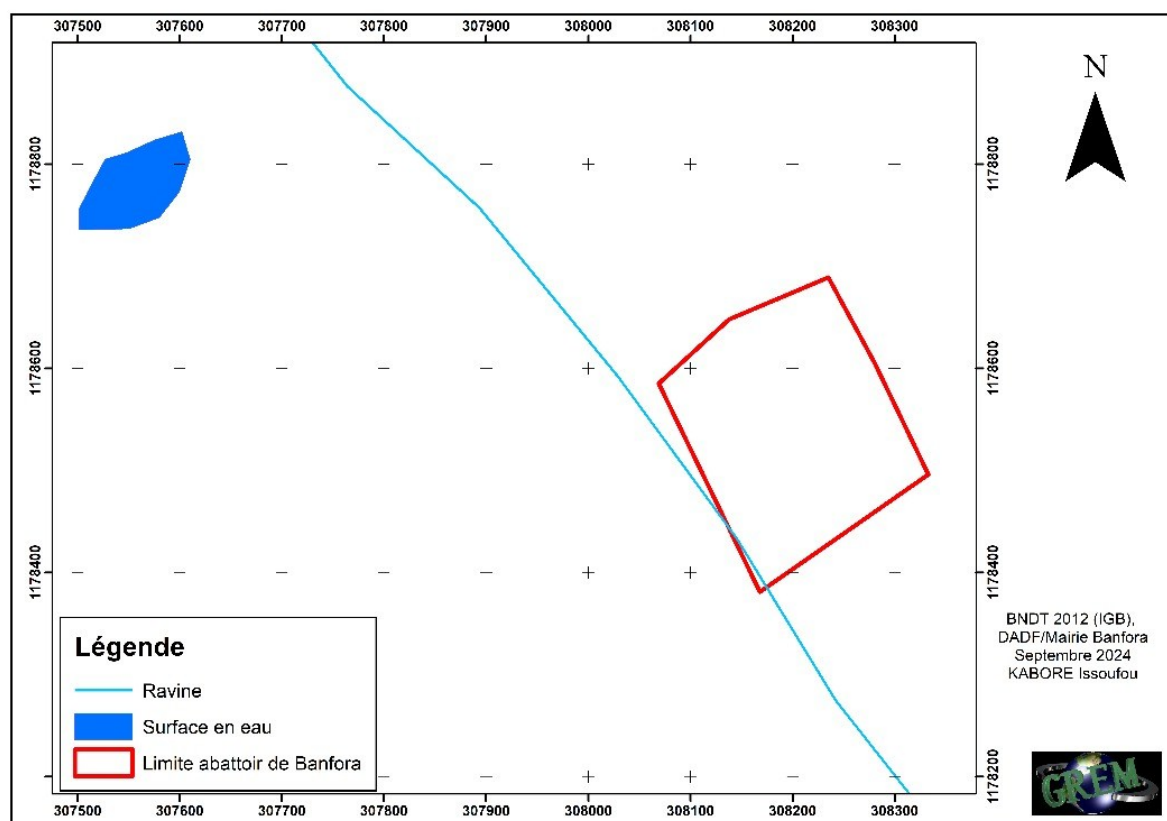
Tableau 16 : Situation des plans d’eaux (barrages et des boulis) dans la province

Types	Barrages	Boulis	Lacs	Mares	Total
Comoé	17	06	03	06	32

Source : DRATAH Cascades, 2024

La figure ci-après présente le réseau hydrographique de la zone d’intervention du sous projet.

Carte 5 : Réseau hydrographique du site du sous projet



C’est une ravine qui jouxte la limite Sud-ouest du site. La ravine longe la bordure de la limite située à 400 mn des infrastructures. Des dispositions seront prises pour recalibrer le cours.

5.2.5.1. Qualité des eaux du site

5.2.5.1.1. Approche méthodologique

En fonction de la géométrie des roches, les eaux qui s’infiltrant dans le sous-sol circulent de façon différente. Elles peuvent réalimenter les eaux de surface d’un bassin versant ou d’un autre bassin versant plus proche, ou bien circuler lentement dans le sous-sol pour former des aquifères qui alimenteront plus tard les eaux de surface. C’est pourquoi que l’appréciation de la qualité des eaux tient compte de ces grands ensembles, notamment du bassin versant de la Comoé et des cours d’eau qui auront une influence sur la zone du projet.

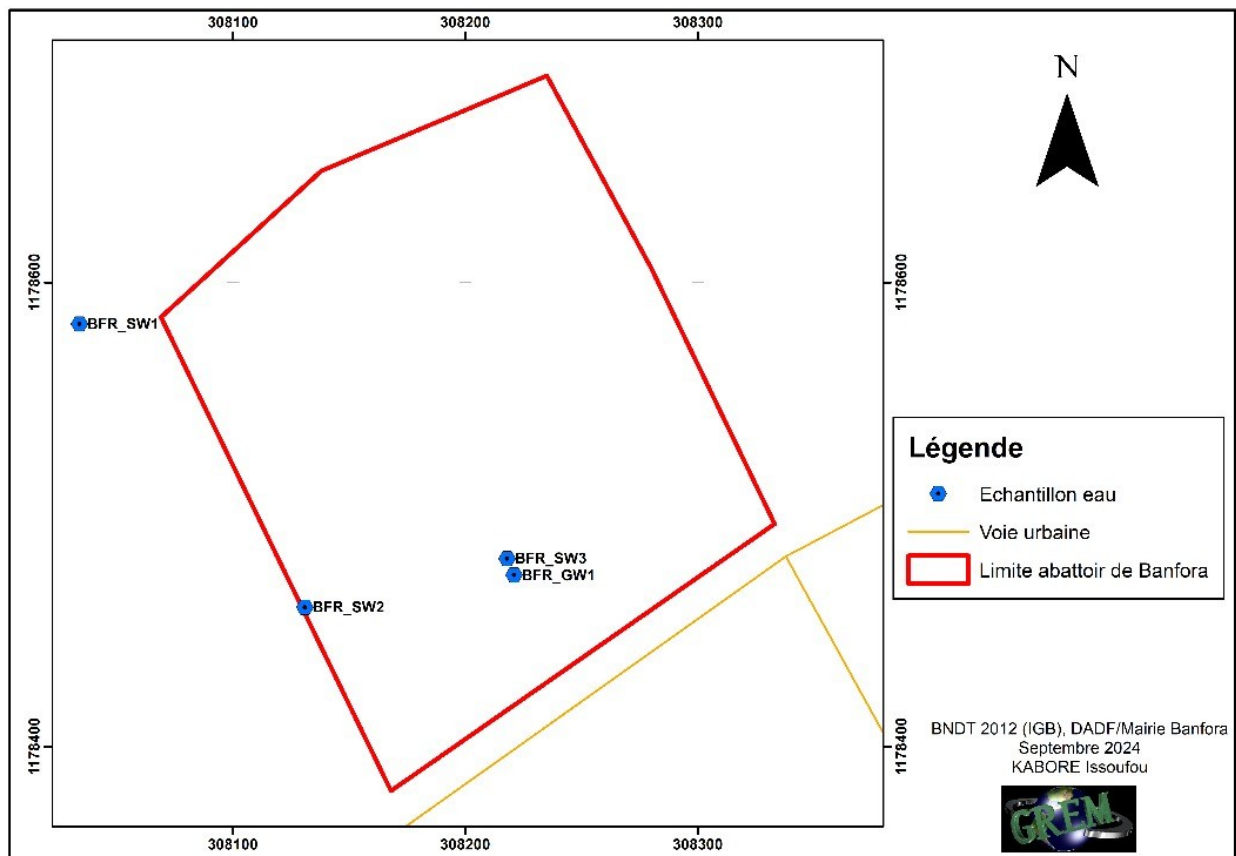
C’est ainsi que des points de prélèvement des échantillons d’eau ont été identifiés à l’intérieur et au voisinage du site de construction de l’abattoir moderne pour cette évaluation. En effet l’étude ayant eu lieu en saison hivernale il y avait des eaux stagnantes à l’intérieur du site qui

ont servi à l'échantillonnage. La méthodologie adoptée pour l'évaluation de l'état initial de la qualité des eaux a consisté à :

- identifier les points d'eaux souterraines (puits et forages) et les eaux de surface dans la zone du site de construction de l'abattoir moderne et voisinage afin d'évaluer la qualité de ces eaux et les usages qui y sont associés. Le choix des points d'eau de surface a tenu compte du réseau hydrographique;
- évaluer les risques liés à l'eau et la prise en compte des éventuels drainages des eaux au regard des activités dans la zone.

L'échantillonnage a tenu compte de deux catégories d'eau dans la zone qui sont les eaux de forages, les eaux de surface. Un total de 04 échantillons dont Un (01) échantillon d'eau souterraine et Trois (03) échantillons d'eau de surface ont été prélevés. Ces échantillons sont listés sur la carte ci-dessous.

Carte 6 : Points de prélèvement des eaux souterraines et de surface



Les prélèvements ont été réalisés selon les prescriptions du laboratoire AINA Ouagadougou qui était en charge des analyses. Les procédures de conservation, de transport des échantillons et les délais de transfert des échantillons ont été conformes aux recommandations du laboratoire. Les coordonnées des points échantillonnés sont consignées dans le tableaux ci-dessous

Tableau 17: coordonnées UTM des points d'échantillonnage

N°	Nouveaux Codes	X	Y	Description
1	BFR GW1	308221	1178474	Forage
2	BFR SW1	308034	1178582	Eau de surface
3	BFR SW2	308131	1178460	Eau de surface
4	BFR SW3	308218	1178481	Eau de surface sur le site

Source : GREM, Burkina Faso, Mission élaboration construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

5.2.5.1.2. La qualité des eaux souterraines

Les résultats des analyses physicochimiques des eaux souterraines sont indiqués dans le tableau 21.

Tableau 18 : Résultats analyses physicochimique de l'eau souterraine

PARAMETRES	UNITES	VALEURS	Norme BF-2001-185
Température	°C	28.7	40
pH		7.07	6.5 – 9.0
Conductivité électrique à 20°C	µS/cm	369	
Turbidité	NTU	0.35	
Titre alcalimétrique (TA)	°f	0	
Titre alcalimétrique complet (TAC)	°f	18.8	
Dureté totale (TH)	°f	15.5	
Durété Calcique	°f	9.6	
Résidu Sec à 105°C	mg/l	264.1	
Calcium (Ca ²⁺)	mg/l	38.56	
Magnésium (Mg ²⁺)	mg/l	14.13	
Sodium (Na ⁺)	mg/l	27.81	
Potassium (K ⁺)	mg/l	0.77	
Ammonium (NH ₄ ⁺)	mg/l	0.01	
Manganèse (Mn ²⁺)	µg/l	420.8	5000
Fer total (Fe)	µg/l	43.05	10 000
Arsenic As	µg/l	<1	200
Carbonates (CO ₃ ²⁻)	mg/l	0	
Bicarbonates (HCO ₃ ⁻)	mg/l	229.4	
Chlorures (Cl ⁻)	mg/l	3.27	
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	mg/l	8.05	
Nitrites (NO ₂ ⁻)	mg/l	0.380	
Nitrates (NO ₃ ⁻)	mg/l	0.85	
Orthophosphates (PO ₄ ³⁻)	mg/l	0.08	
Phosphore (P)	mg/l	0.03	
Fluor	mg/l	0.18	10
Zinc (Zn)	µg/l	41.75	5000

Source : AINA, 2024

pH

Le pH de l'eau conditionne les équilibres physico-chimiques, en particulier l'équilibre calco-carbonique; donc l'action de l'eau sur les carbonates (attaque ou dépôt). Le pH de l'eau souterraine est **7.07**, ce qui est conforme à la norme BF-2001-185 c'est-à-dire entre 6,5-8,5.

Turbidité

L'eau souterraine prélevée présente une bonne turbidité notée à **0.35** NTU. La turbidité de l'eau souterraines est inférieure à la norme 5 NTU de l'OMS pour les eaux de forage.

Salinité

La salinité des eaux est en partie liée aux interactions eau-roche et à la capacité des eaux à dissoudre les minéraux contenus dans les roches. Elle peut être représentée par la conductivité électrique (exprimée en ms/cm). La conductivité de l'eau souterraine du forage est de 369 μ S/cm. Les eaux souterraines appartiennent globalement au même faciès bicarbonaté, calcique et magnésien. Les eaux de la nappe phréatique présentent une conductivité relativement moyenne et homogène dans la zone du projet.

Nitrates

Les mesures effectuées mettent en évidence des concentrations en nitrates contrastées, mais largement en dessous de la norme BF2001-185 et de la norme OMS pour ce paramètre. Il est très faible dans l'eau du forage enregistré à **0.85** mg/l à laquelle est associée une faible concentration en fer très au-dessous du seuil de qualité de **43.05** μ g/l (Norme BF-2001-185).. La zone est fortement agricole et l'usage des amendements diverses constituent un risque de pollution au nitrate et au phosphate.

La présence du fer indique qu'il s'agit vraisemblablement d'un processus naturel de dénitrification lié à la présence de « pyrite » dans le sol.

Métaux lourds

Les métaux lourds ont été analysés par le laboratoire AINA. Le tableau ci-dessous donne une synthèse des métaux essentiels dont les résultats sont comparés à la norme BF 2001-185.

Tableau 19 : Résultats de l'analyse des métaux lourds

PARAMETRES	UNITES	VALEURS	Norme BF-2001-185
Plomb	μ g/l	<1	2000
Cadmium	μ g/l	<1	1000
Mercure	μ g/l	<1	50
Cuivre	μ g/l	29.35	2000
Chrome	μ g/l	<2	5000

AINA, 2024

L'analyse l'eau du forage du site de l'abattoir révèle de faibles teneurs en métaux. Le tableau ci-dessus montre les profils de ces teneurs par rapport aux concentrations admises de la norme BF 2001-185 pour l'eau potable. La présence de certains métaux lourds dans l'environnement peut être d'origine naturelle ou anthropique. Dans le cas présent, elle serait surtout d'origine agricole, donc anthropique. En effet, dans la revue « *pollution dans l'environnement aquatique africain* », il ressort que l'utilisation des biocides (pesticides, herbicides, conservateurs) peut polluer les eaux de surface en métaux lourds.

5.2.5.1.3. La qualité des eaux de surface

Les résultats des analyses physicochimiques des eaux de surface sont indiqués dans le tableau 23.

Tableau 20: Paramètres physico chimiques des eaux de surface

PARAMETRES	UNITES	BFR SW1	BFR SW2	BFR SW3	Norme BF-2001-185
Température	°C	28.7	29.1	29.0	40
pH		6.65	7.15	6.86	6.5 – 9.0
Conductivité électrique à 20°C	µS/cm	170.7	4210	352	
Turbidité	NTU	74.9	588	378	
Titre alcalimétrique (TA)	°f	0	0	0	
Titre alcalimétrique complet (TAC)	°f	4.5	173.0	14.1	
Dureté totale (TH)	°f	4.7	43.7	9.4	
Durété Calcique	°f	3.6	30.4	6.6	
Résidu Sec à 105°C	mg/l	130.8	3193.4	252.1	
Calcium (Ca ²⁺)	mg/l	14.21	121.78	26.52	
Magnésium (Mg ²⁺)	mg/l	2.79	31.97	6.59	
Sodium (Na ⁺)	mg/l	13.15	215.50	10.25	
Potassium (K ⁺)	mg/l	7.37	160.25	50.86	
Ammonium (NH ₄ ⁺)	mg/l	0.05	497.30	4.59	
Manganèse (Mn ²⁺)	µg/l	<2	613.45	84.8	5000
Fer total (Fe)	µg/l	261.30	1110.8	803.5	10 000
Arsenic As	µg/l	<1	<1	<1	200
Carbonates (CO ₃ ²⁻)	mg/l	0	0	0	
Bicarbonates (HCO ₃ ⁻)	mg/l	54.9	2110.6	172.0	
Chlorures (Cl ⁻)	mg/l	15.54	128.68	16.42	
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	mg/l	1.04	0.32	2.27	
Nitrites (NO ₂ ⁻)	mg/l	1.740	18.790	3.090	
Nitrates (NO ₃ ⁻)	mg/l	15.74	0.20	1.73	
Orthophosphates (PO ₄ ³⁻)	mg/l	0.03	398.07	7.54	
Phosphore (P)	mg/l	0.01	129.66	2.46	
Fluor	mg/l	0.07	0.04	0.07	10
Zinc (Zn)	µg/l	<2	125.70	35.65	5000

pH

Le pH de l'eau conditionne les équilibres physico-chimiques, en particulier l'équilibre calco-carbonique; donc l'action de l'eau sur les carbonates (attaque ou dépôt). Les pH des eaux sont neutres pour la plupart. Elles ont toutes des pH compris entre 6,65 et 7,15, ce qui est conforme à la norme BF-2001-185 c'est-à-dire entre 6,5-9.

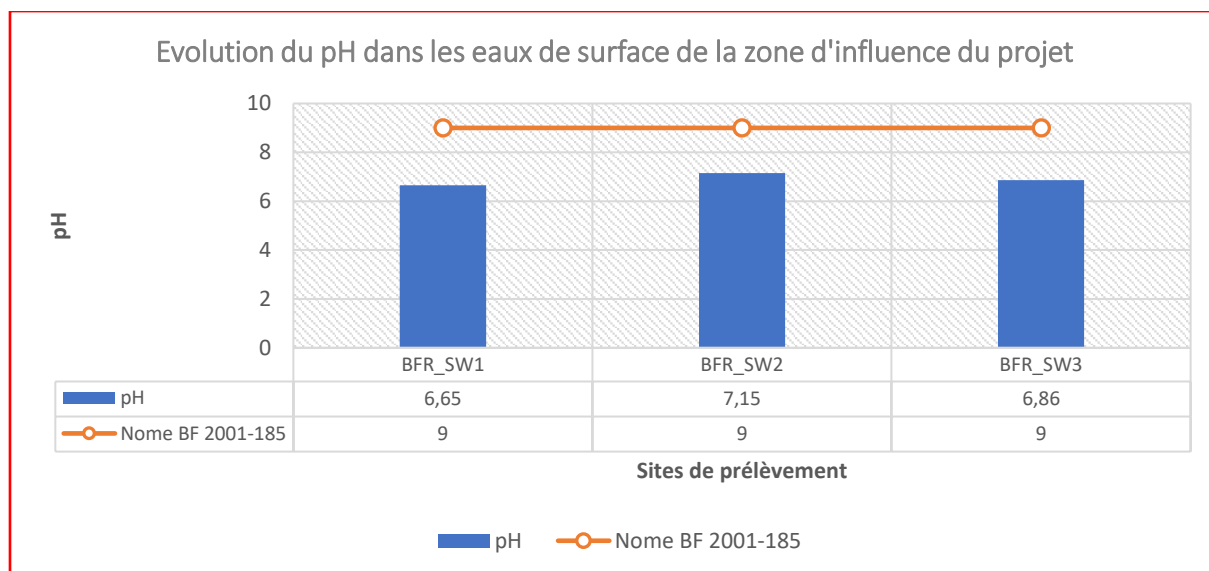


Figure 5: Corrélation pH/Conductivité

Turbidité

Les eaux présentent pour l'ensemble une bonne turbidité. La turbidité moyenne des eaux de surface est de 346,96 NTU avec un maximum de **588** NTU pour le point de prélèvement BFR-SW2 et minimum de **74.9** NTU pour le point SW2. Ces variations non significatives de la turbidité sont dues au fait que les activités humaines et animales sont faiblement observées aux abords des cours d'eau dans la zone du projet.

Salinité

La salinité des eaux est en partie liée aux interactions eau-roche et à la capacité des eaux à dissoudre les minéraux contenus dans les roches. Elle peut être représentée par la conductivité électrique (exprimée en ms/cm). La conductivité des eaux de surface varie entre **170.7** et **4210** μ S/cm. Ceci dénote que les eaux de surface sont en général minéralisées.

Nitrates

Les mesures effectuées mettent en évidence des concentrations en nitrates contrastées, mais largement en dessous de la norme BF 2001-185 pour ce paramètre. Les concentrations connaissent une légère évolution différentes d'un point à l'autre. Les faibles concentrations constatées pourraient s'expliquer par le fait que ce sont des eaux en écoulement. La zone est fortement agricole et l'usage des amendements diverses constituent un risque de pollution au nitrate et au phosphate.

Métaux lourds

La majeure partie des métaux ont été analysés par le laboratoire SGS du Ghana. Le tableau 31 donne une synthèse des métaux essentiels reprises dans les normes de l’OMS 2006 pour l’eau potable.

Tableau 21: Métaux lourds des eaux de surface

PARAMETRES	UNITES	BFR_SW1	BFR_SW2	BFR_SW3	Norme BF-2001-185
Plomb	µg/l	<1	<1	<1	2000
Cadmium	µg/l	<1	<1	<1	1000
Mercure	µg/l	<1	<1	<1	50
Cuivre	µg/l	20.2	93.15	14.55	2000
Chrome	µg/l	<2	<2	<2	5000

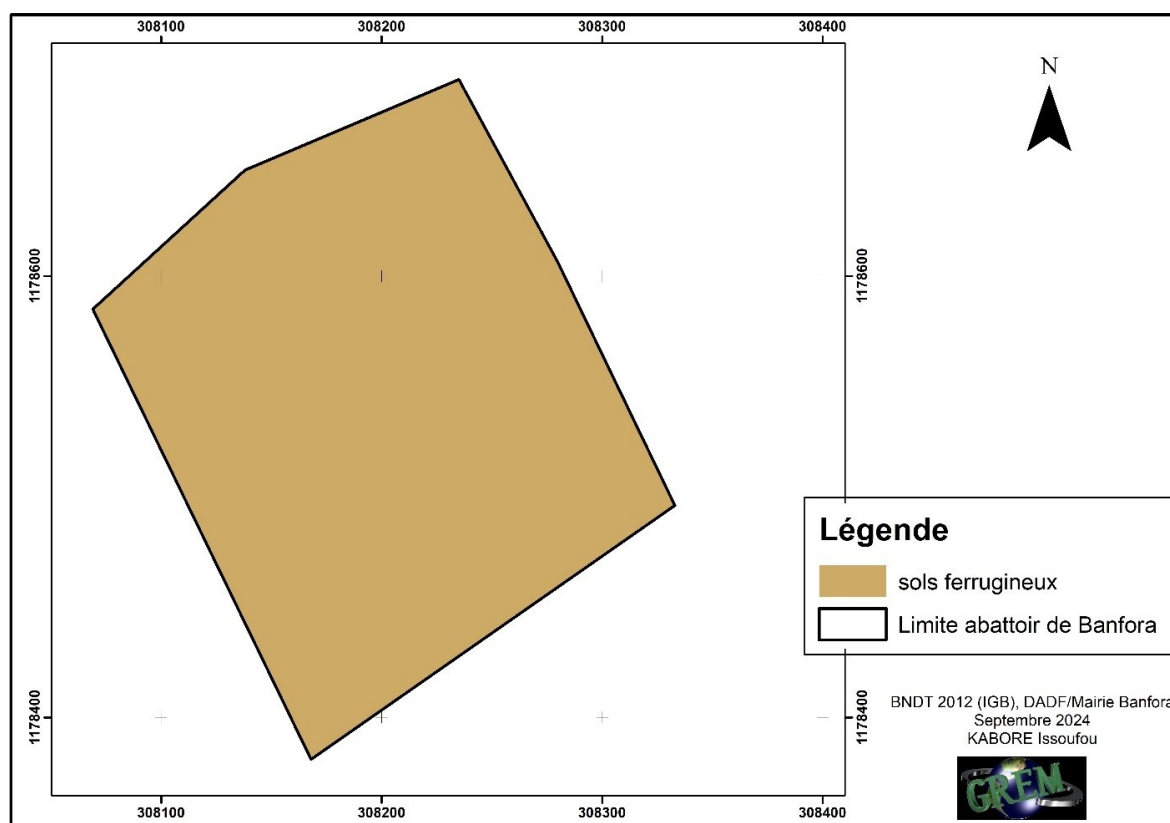
Les analyses des eaux de la zone du projet de construction de l’abattoir moderne de Banfora révèlent de faibles teneurs en métaux lourds pour la quasi-totalité des points de prélèvement. Le tableau ci-dessus montre les profils de ces teneurs par rapport aux concentrations admises de la norme BF 2001-185 pour les eaux de surface. Les normes pour les eaux de surface sont, en général, fixées en fonction des usages de l’eau.

La présence de certains métaux lourds dans l’environnement peut être d’origine naturelle ou anthropique. Dans le cas présent, elle serait surtout d’origine agricole, donc anthropique. En effet, dans la revue « *pollution dans l’environnement aquatique africain* », il ressort que l’utilisation des biocides (pesticides, herbicides, conservateurs) peut polluer les eaux de surface en métaux lourds.

4.2.6. Sols et Pédologie

L’ensemble de la région des Cascades repose sur un substrat géologique de composition variée. On rencontre dans la zone à la fois des sédiments anciens et récents et des roches cristallines (granitiques, plutoniques et métamorphiques). La diversité des matériaux constitutifs permet d’observer trois (3) grands ensembles pédologiques dans la commune de Banfora. Il s’agit : des sols ferrugineux, des sols peu évolués et des sols hydromorphes. Ces sols sont très diversifiés et aptes à un grand éventail de spéculations : cultures céréalières, arboriculture, maraîchage, culture du riz pluvial et irrigué, etc. La problématique majeure aux sols est relative à la baisse continue de la fertilité, à la pauvreté en matière organique et à l’altération continue causées par l’érosion. La figure ci-après présente la diversité de formations géologiques dont regorge le territoire régional des Cascades.

Carte 7 : Type de sol du site de l'abattoir de Banfora



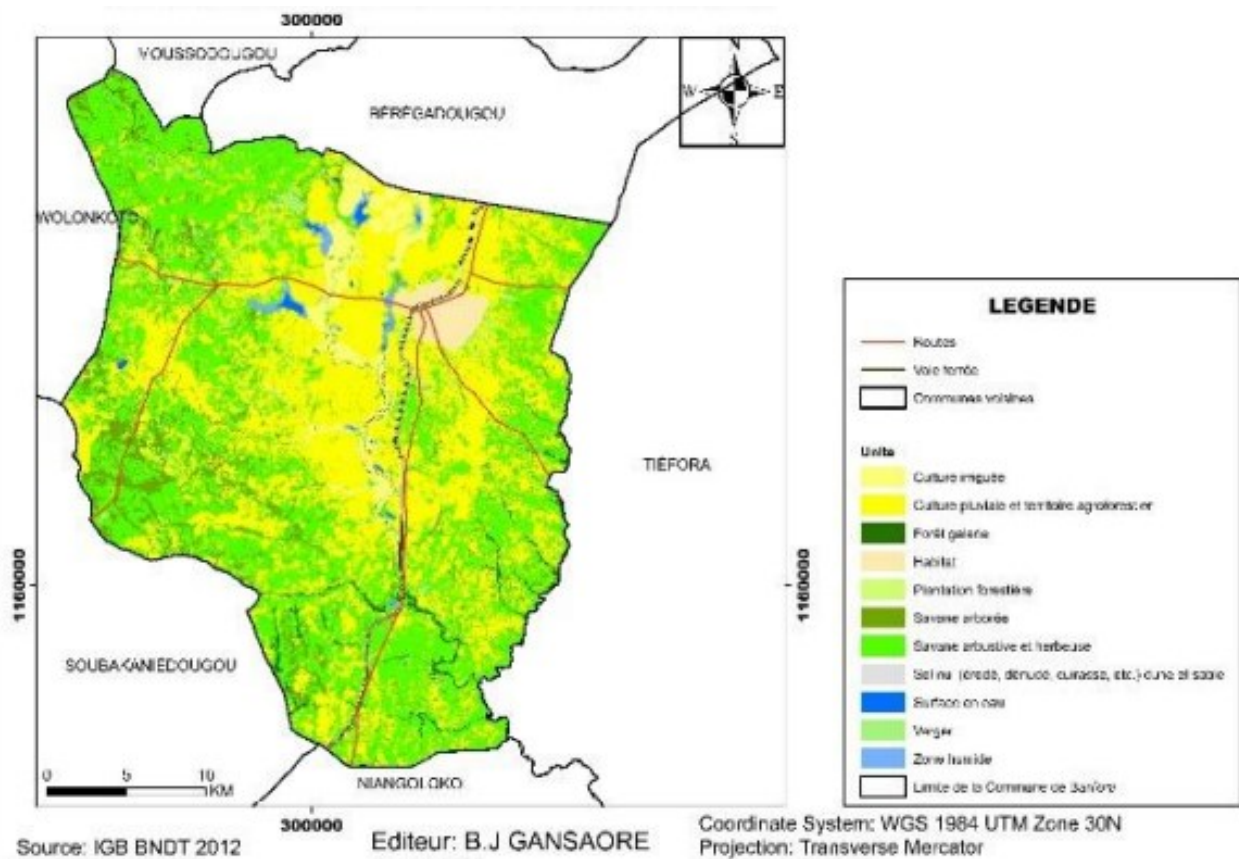
Le territoire communal est occupé en grande partie par les cultures irrigués et pluviales, les territoires occupés par l'agriculture avec présence d'espaces naturels, les forêts classées, les Territoires agroforestiers et la savane arborée.

Les sols du site sont ferrugineux tropicaux lessivés indurés superficiels (induration à une profondeur inférieure ou égale à 20 cm. Ce sont des sols inaptes à l'agriculture, caractérisés par des teneurs faibles en matières organiques.

4.2.7. Occupation de l'espace

La carte d'occupation des terres de la commune de Banfora indique que la quasi-totalité de celle-ci est couverte par des zones de cultures (Champs). Les formations végétales sont présentes au Nord-Est et au Sud. On note alors une forte augmentation des surfaces des cultures pluviales également, ce qui se traduit une dégradation importante de la couverture forestière de la commune.

Carte 8 : Occupation des terres de la commune de Banfora



4.3. Effet des changements climatiques sur l'environnement de la zone

A l'instar du Burkina Faso, la commune de Banfora, voire toute la Région des Cascades, est sujette de nos jours, aux manifestations des changements climatiques. Ceux-ci se manifestent par une survenue plus tôt ou plus tard des pluies, un allongement de la période sèche, la tombée de grandes averses en hivernage ainsi que des périodes de jours secs durant la même période. Dans l'ensemble, ces manifestations sont observées et vécues par les populations, mais celles-ci ne s'y réfèrent pas dans le cadre de leurs besoins vitaux (productions agricoles, modes de construction de l'habitat, etc.). Ainsi, il existe dans la commune quelques initiatives en vue d'intégrer cette nouvelle donne dans les pratiques de la population avec l'action des projets et des services techniques. Il s'agit des activités de Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols (CES/DRS) qui sont de nature à contribuer à l'atténuation de certains effets des changements climatiques. Les actions à envisager dans le contexte des changements climatiques sont de deux (2) types à savoir celles permettant de réduire les effets néfastes des changements climatiques et celles permettant de mieux bénéficier des aspects positifs qui pourraient en découler.

4.4. Milieu biologique

4.4.1. Ressources végétales

La végétation de la région est essentiellement une végétation de savane comportant tous les sous-types allant de la savane boisée à la savane herbeuse. La région des Cascades compte à ce jour, 14 forêts classées et une réserve partielle de faune.

La situation des forêts classées de la région est présentée dans le tableau ci-dessous

Tableau 22: Situation des forêts classées de la région des cascades

n° d'ordre	Forêts classées	Date de classement	Lieu Département	Sup (ha)
1	Bounouna	02/03/1955	Banfora	1300
2	Bérégadougou	04/11/1953	Bérégadougou	5.000
3	Babolo	22/08/1943	Niangoloko	570
4	Boulon	31/05/1955	Tièfora	12.000
5	Diéfoula	29/11/1937	Niangoloko	85.000
6	Dida	04/08/1955	Mangodara	75.000
7	Gouandougou	03/03/1955	Sidéradougou	12.000
8	Kongouko	03/03/1955	Sidéradougou	27.000
9	Koflandé	04/11/1953	Mangodara	30.000
10	Logoniégué	04/08/1955	Mangodara	39 510
11	Niangoloko	05/07/1935	Niangoloko	7.187
12	Toumousséni	05/07/1935	Soubaka	2.500
13	Source du Mouhoun	05/07/1935	Moussodougou	130
14	Yendéré	1933	Niangoloko	550
	Total sup			297 747

DRE, cascades, 2024

L'importance de la couverture végétale confère à la région des Cascades d'énormes potentialités en ressources forestières et en bois. Du point de vue phytogéographique, la commune urbaine de Banfora est entièrement implantée dans le secteur soudanien méridional, plus précisément dans le district de la Comoé. Dans cette zone, on note la présence des formations savaniques à *Isoberlinia doka* ou à *Isoberlinia dalzielii* et des formations forestières (forêts galeries et forêts denses sèches) surtout le long du fleuve Comoé. La commune compte une seule forêt classée depuis 1955 couvrant une superficie de 1 300 ha située à Bounouna. **Les travaux de construction de l'abattoir moderne de Banfora n'aura pas d'impacts sur ces forêts classées.** Pour déterminer le nombre des espèces du site un comptage pied par pied a été réalisé. L'inventaire floristique qui a consisté au comptage pied par pied dans l'emprise de l'abattoir d'une superficie de 4,55 ha présente cent soixante-trois (163) pieds d'arbres identifiés répartie en 10 espèces comme suit : 86 *Azadirachta indica*, 16 *Parkia biglobosa*, 01 *Manguifera indica*, 29 *Eucalyptus camaldulenus*, 01 *Ficus cycomorus*, 06 *Gmelina arborea*, 18 *Acacia nilotica*, 02 *Terminalia mantaly*, 03 *Anacardium occidentallis*, 01 *Khaya senegalensis*. Le *Parkia biglobosa* et *Khaya senegalensis* sont des espèces intégralement protégées selon l'arrêté n°2004-019/MECV du 07 juillet 2004 portant détermination de la liste des espèces forestières bénéficiaires de mesures de protection particulière en son article 1er. La coupe de ces espèces est soumise à une autorisation du service en charge de l'environnement.

Les espèces inventoriées sur le site du sous projet sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 23 : inventaire des arbres sur l'emprise du site

<i>Espèce ligneuses</i>	<i>Familles</i>	<i>Nom vernaculaire</i>	<i>CHP (1,30)</i>	<i>Statut Arrêté n°2004_019/ MECV-BF</i>	<i>Statut IUCN</i>	<i>Nombre de pieds</i>
<i>Azadirachta indica</i>	Meliaceae	<i>neem</i>	80-160	NP	LC	86
<i>Parkia biglobosa</i>	Mimosaceae	Néré	76-195	P	VU	16
<i>Manguifera indica</i>	Anacardiaceae	<i>Manguier</i>	76-195	NP	LC	1
<i>Eucalyptus camaldulensis</i>	Myrtaceae	<i>Eucalyptus</i>	15-144	NP	LC	29
<i>Ficus cycomorus</i>	Maoraceae	<i>Figuier</i>	>=175	NP	LC	1
<i>Gmelina arborea</i>	Verbenaceae	<i>Melina</i>	>=140	NP	LC	6
<i>Acacia nilotica</i>	Fabaceae	<i>Acacia</i>	40	NP	LC	18
<i>Terminalia mantaly</i>	Combretaceae	<i>Terminalia</i>	40	NP	LC	2
<i>Anacardium occidentallis</i>	Anacardiaceae	<i>Anaccarde</i>	>=30	NP	LC	3
<i>Khaya senegalensis</i>	Meliaceae	<i>Cailcédrat</i>	55	NP	LC	1
TOTAL						163

Source : GREM, Burkina Faso, Mission élaboration EIES/construction abattoir de Banfora, août 2024

Légende

EN	: En danger
VU	: Vulnérable
LC	: Moins inquiétant-Stable
ND	: Données indisponibles
*	Protection particulière au Burkina Faso
CHP	Circonférence à Hauteur de Poitrine
NP	Non Protégée

4.4.2. Ressources fauniques et halieutiques

La faune du territoire communal est relativement plus concentrée dans sa partie méridionale qui héberge encore des espèces herbivores : Bufile (*Syncerus caffer*) , Hippotragues (*Hippopotamus amphibius*), Phacochère (*Phacochoerus africanus*), etc.), carnivores (lion (*Panthera leo*), léopard (*Panthera pardus*), hyène (*Crocuta crocuta*), chacal (*Canis aureus*), etc.), plusieurs espèces de singes (*Cynocephales*, *Patas*, *Vervets*, *Colobus polykomos*), de reptiles notamment le Python royal (*Python regius*), quelques rares éléphants (*Loxodonta*) et des roussettes. En outre, certains points d'eau comme la Comoé favorisent le développement de nombreuses espèces telles que les carpes (*Oreochromis niloticus*), les silures (*Silurus*), les capitaines (*Lates niloticus*) et quelques tortues d'eau douce (*Cryptodira*). Les espèces comme Bufile (*Syncerus caffer*, Hippotragues (*Hippopotamus amphibius*), (*Crocuta crocuta*), , chacal (*Canis aureus*, Python royal (*Python regius*), quelques rares éléphants (*Loxodonta*) sont intégralement protégées au Burkina Faso

4.5. Milieu humain

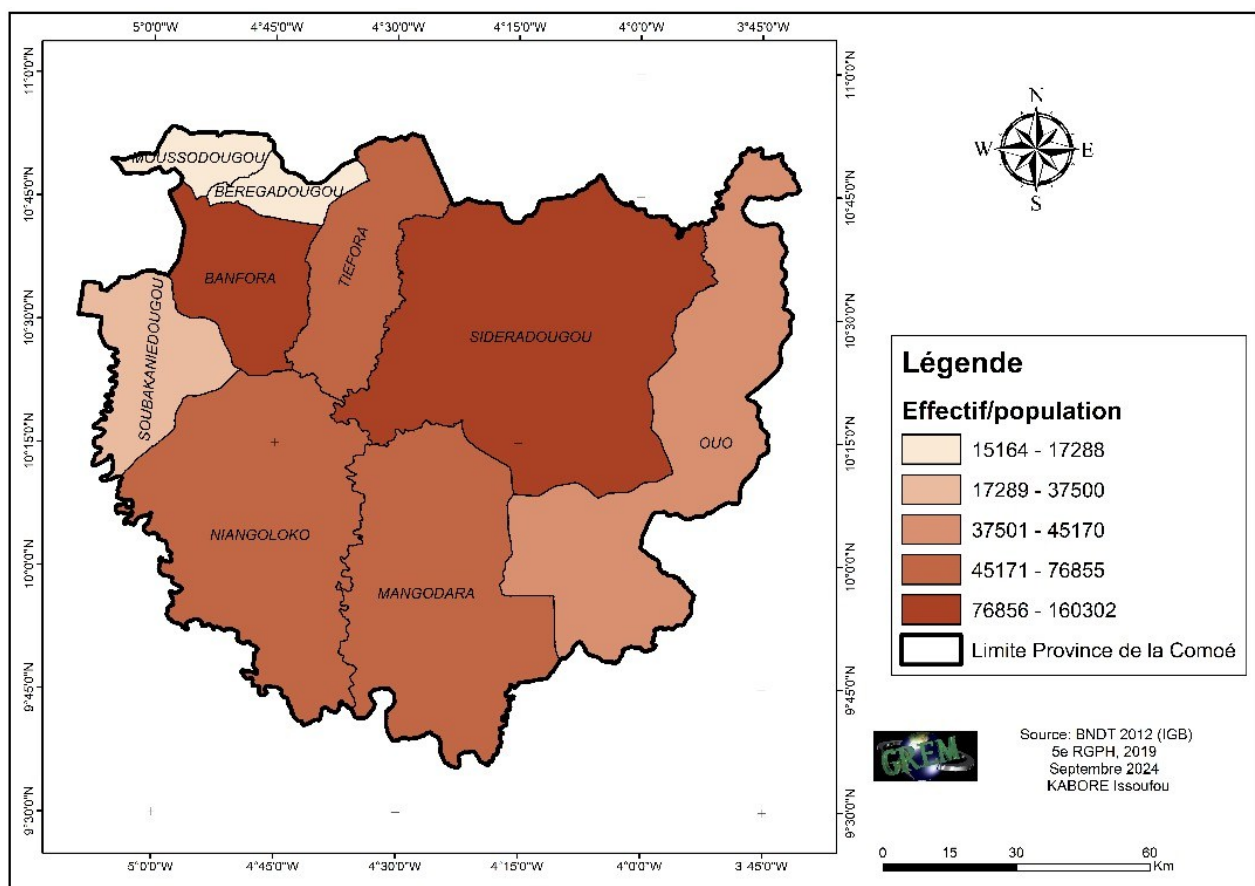
4.5.1. La population de Banfora

4.5.1.1. Données démographiques

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) de 2019, la population résidente de la région des Cascades est estimée à 812 466 habitants, celle de la province de la Comoé est estimée à 633043 habitants. Pour la commune de Banfora, elle est estimée à 160 302 habitants, dont 77 234 hommes et 83068 femmes sur 33774 ménages. Cette population était constituée de 38,14% de jeunes de moins de 15 ans, de 51,83% de femmes et 48,17% d'hommes. La répartition géographique de la population est inégale entre le milieu rural (26,73%) et le milieu urbain (73,27%).

La carte de la population par commune est présentée dans le tableau ci-dessous

Carte 9: carte de la répartition de la population de la région



4.5.1.2. Caractéristiques socio-démographiques

La Commune de Banfora compte aujourd'hui d'importantes communautés allogènes vivant en parfaite harmonie. La population est essentiellement composée de Dioula, Mossi, Sénoufo, Goin, Peulhs, Karaboro, Komono, Turka et Tousian. Les principales langues couramment parlées sont le dioula (ou le bambara), le mooré, le sénoufo, le gouin et du fulfulde. Les mouvements migratoires concernent plus l'immigration liée au processus d'industrialisation de la ville de Banfora, avec l'implantation des industries telles la SN-SOSUCO, la SOFITEX qui ont drainé une importante main d'œuvre étrangère. A cela s'ajoute l'arrivée des populations du plateau central et de la région du nord des autres régions du Burkina Faso à la recherche de sols fertiles des sols, favorable à

l'agriculture. Le flux migratoire s'est accentué avec le retour massif des rapatriés de la Côte d'Ivoire installés dans la commune. On note toutefois des sorties de la commune vers Ouagadougou et Bobo-Dioulasso et vers des pays étrangers comme la Côte d'Ivoire et le Mali.

On note l'existence de deux (2) entités qui structurent l'organisation et le fonctionnement de la commune à savoir la structure politique traditionnel et de la structure administrative. Le pouvoir politique traditionnel est fondé principalement sur le respect des règles préétablies, la discipline et le respect de la tradition. Le lignage représente la base de la structure sociale et réunit, en un lieu bien circonscrit, tous les descendants en ligne directe d'un ancêtre commun. Le chef de lignage s'occupe de la gestion du patrimoine foncier de son lignage en assurant sa redistribution et en gérant les conflits nés de l'occupation des terres. La structure administrative est régie par les textes et loi en vigueur au Burkina Faso.

4.5.1.3. Problématique du genre et protection sociale

La femme participe activement à la création de richesse au niveau familial dont la gestion et le contrôle reviennent à l'homme. En plus des travaux ménagers (préparation, entretien et soins des enfants, transformation des céréales, recherche d'eau, de bois, etc.) qui l'occupent et la surchargent, la femme participe activement aux travaux champêtres, à l'élevage et s'adonne également à l'artisanat. Les droits économiques lui sont reconnus mais elle reste tout de même économiquement dépendante de son mari qui peut parfois profiter de ses revenus. Au niveau du commerce, elle est présente dans le secteur du petit commerce des légumes, de la petite restauration, de la production de beurre de karité où elle détient le monopole du savoir-faire. Sur le plan décisionnel, la part du pouvoir de la femme s'améliore mais reste limitée, que ce soit au sein de la famille ou de la communauté. Concernant l'accès de la femme à la terre, on peut relever que la position de la femme, lorsqu'elle est mariée est toujours déterminée par le fait qu'une épouse est étrangère et restera étrangère. Elle n'a de droit qu'à travers son époux. Elle peut néanmoins obtenir des droits temporaires sur des parcelles ou hériter de la rizière de leur mère. Toutefois, il existe de nos jours des femmes propriétaires terriennes, possédant donc des titres fonciers.

La commune de Banfora a une population jeune assez importante. Le nombre de personnes dont l'âge est situé entre 18 et 35 ans est estimé à plus de 49 110 personnes (RGPH 2019) soit une proportion de 30,63% de la population totale. Cette jeunesse est confrontée aux phénomènes de l'exode vers les centres urbains et les zones aurifères principalement, au manque d'emploi, de ressources pour entreprendre et certaines violences basées sur le genre.

4.5.1.4. Situation des PDI dans la commune

Depuis 2015, le Burkina connaît une dégradation du contexte sécuritaire et fait face à une recrudescence des attaques terroristes affectant désormais plus de la moitié du territoire. Le contexte sécuritaire de la région des cascades a été marqué au cours des derniers mois de l'année 2022 par une forte dégradation ayant entraîné un grand mouvement de population. Selon la CONASUR, à la date du 30 Novembre 2022, la région des Cascades comptait 17 298 personnes déplacées internes dont 16 947 personnes déplacées internes dans la province de la Comoé et 1777 pour la commune de Banfora. Le tableau ci-après présente la situation des PDI de la Province de la Comoé à la date du 30 Novembre 2022.

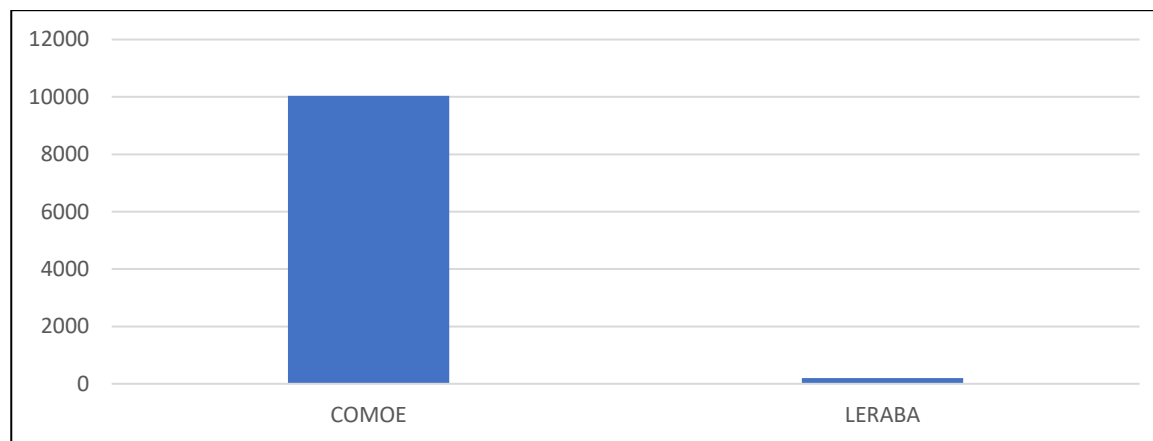
Tableau 24 : Situation des PDI de la Province de la Comoé à la date du 30 Novembre 2022

Regions	Provinces	Communes	Hommes	Femmes	Enfants de moins de 5 ans	Enfants de plus de 5 ans	Total Enfants	Nombre total de PDI
CASCADES	COMOE	BANFORA	257	459	297	764	1 061	1 777
CASCADES	COMOE	BEREGADOUGOU	127	113	49	154	203	443
CASCADES	COMOE	MANGODARA	598	638	446	1 336	1 782	3 018
CASCADES	COMOE	MOUSSODOUGOU	10	13	6	28	34	57
CASCADES	COMOE	NIANGOLOKO	428	613	468	1 081	1 549	2 590
CASCADES	COMOE	OUO	145	226	162	404	566	937
CASCADES	COMOE	SIDERADOUGOU	1 045	1 326	962	2 592	3 554	5 925
CASCADES	COMOE	SOUBAKANIEDOUGOU	18	23	13	53	66	107
CASCADES	COMOE	TIEFORA	400	469	343	881	1 224	2 093
Total			3 028	3 880	2 746	7 293	10 039	16 947

Source : CONASUR, 30 Novembre 2022

Selon les données de CONASUR en fin novembre 2022, le Burkina Faso a enregistré plus de 1 810 105 déplacées internes, mais spécifiquement dans les régions des Cascades, dans la zone d'intervention du sous projet, la situation des Personnes Déplacées Internes est présentée dans la figure ci-après.

Figure 6: Situation des Personnes Déplacées Internes dans la région des cascades



Source : CONASUR, 30 Novembre 2022

Le tableau ci-dessous nous donne un aperçu des communes touchées par la situation sécuritaire et celles en vigilance renforcée.

Tableau 25 : Situation des incidents relevés par commune dans la région des Cascades

Région	Communes touchées par des incidents sécuritaires et/ou à mobilité difficile à très difficile	Communes en vigilance renforcée
Cascades	<i>Comoé : Mangodara, Ouou</i> <i>Léraba : RAS</i>	<i>Comoé : Sidéradougou, Niangoloko, Tiéfara, Soubakaniédougou</i> <i>Léraba : Douna</i>

Source : Collecte de données de l'EIES de l'abattoir moderne, GREM2024

Au regard de la situation sécuritaire délétère, les recommandations générales ci-dessous peuvent être faites aux différents intervenants :

- respecter les consignes sécuritaires fournies par les Forces de Défenses et de Sécurité;
- respecter les règles de l'Etat d'urgence qui est en vigueur dans les régions de la Boucle du Mouhoun, Cascades, l'Est, les Hauts-Bassins, le Nord et le Sahel ;
- respecter les heures du couvre-feu en vigueur dans les localités concernées ;
- coopérer avec les autorités locales (Maires, conseillers municipaux, CVD) lors des missions afin de disposer des informations sur l'accessibilité des sites d'intervention ;
- réfléchir sur des alternatives pour la réalisation de certaines activités dont l'accès aux sites est difficile voire impossible (inventaires forestiers, enquêtes socio-économiques, aménagement).

Spécifiquement à l'attention des consultants et entreprises, chargés de la conduite ou de la supervision des travaux (aménagements, magasins, ZAT, pistes rurales...), il s'agira :

- d'informer le projet (UGP ou UGR) de tout incident sécuritaire observé en lien avec les travaux ;
- d'éviter des déplacements en véhicule « Tout terrain » dans les zones à fort défi sécuritaire;
- de sous-traiter avec des entreprises et bureaux d'études locales crédibles les études et travaux en cas d'accessibilité difficile.

4.5.2. Occupation et gestion de l'espace et gestion du foncier

4.5.2.1. Occupation et gestion de l'espace

L'analyse de la typologie de l'habitation sur l'ensemble du territoire communal est axée sur les formes d'occupation et d'organisation de l'espace, les densités d'occupation des unités d'habitation, les styles constructifs, la nature et la qualité des matériaux utilisés dans la construction des habitations, le niveau et le type des équipements utilisés. Ainsi, on peut distinguer l'habitation de type traditionnel, l'habitation de type semi-moderne, l'habitation de type moderne.

Le site destiné à la construction de l'abattoir moderne est par la végétation des infrastructures de l'abattoir existant composé d'un parc, un château d'eau et de trois bâtiments : un bâtiment d'abattage, un bâtiment pour les vétérinaires et un bâtiment administratif.

4.5.2.2. Gestion du foncier

La gestion du foncier dans la commune prend en compte : le Droits coutumiers et maîtrise foncière existante sur l'espace concerné, le Mode de gestion foncière (Système de gestion traditionnel ou moderne) et les Modes de gestion des conflits fonciers. La gestion du système foncier est traditionnelle, basée sur des règles coutumières. Dans la pratique, chaque lignage possède un domaine foncier sur lequel il a un droit d'usage permanent qui lui est dû du fait de l'ancienneté de son occupation. Le pouvoir

de gestion de la terre est détenu par le chef de terres dont les principales fonctions en la matière sont : la réalisation des rites et coutumes en rapport avec la gestion du foncier. Ces fonctions sont accomplies sous la supervision du chef de village.

Pour la commune de Banfora, la mairie dispose d'un service domanial qui gère les questions foncières entre les différents acteurs. On enregistre des cas de vente de terres et des aménagements fonciers privés. Les données collectées montrent l'existence d'une : (i) Commission Foncière Villageoise (CFV) à l'échelle du village et d'un Service Foncier Rural (SFR) qui intervient à partir de la mairie, pour accompagner les activités des CFV et pour les affaires domaniales. Les membres se concertent pour le choix de sites, l'établissement des PV et documents de cession foncière dans le cadre des investissements publics ou privés d'intérêt collectif pour le village.

En cas de conflits fonciers, le chef de village est le garant de la résolution du conflit entre les parties. Dans la résolution, sont impliqués les notables du village, le CVD et le conseiller. Au cas où cette procédure n'aboutit pas, le problème est transmis aux autorités administratives.

Le site devant abriter l'abattoir moderne de Banfora est une propriété de la mairie de Banfora. Le site dispose présentement un plan cadastral. Le processus de sécurisation foncière du site se poursuit par les autorités municipales de la commune de Banfora. Ce processus auprès des services compétents en la matière vise à acquérir un titre foncier au nom de la mairie de Banfora. Nous encourageons donc les autorités municipales à aller au bout du processus d'immatriculation du site.

Sur le plan du patrimoine culturel, aucun bien culturel ou de tombe n'a été recensé sur le site.

4.5.3. Secteurs sociaux

4.5.3.1. Éducation

Le secteur de l'éducation dans la commune de Banfora enregistrait en 2020 un total de dix-sept (17) centres dont six (6) à statut public, cinq (5) à statut privé et six (6) à statut communautaire. Au niveau primaire, on dénombrait 91 écoles primaires soit 68 écoles ont un statut public et 23 écoles ont un statut privé. Le nombre d'établissement de l'enseignement général et technique a atteint 53 pour l'enseignement général et 04 pour l'enseignement technique. Quant au nombre d'établissement du post primaire et secondaire général, on comptait 22 établissements du public et 34 pour le privé. Le nombre d'établissement de l'enseignement technique et professionnel par statut est de 3 établissements soit 1 du public et 2 du privé. Pour l'enseignement supérieur, la commune dispose d'un Centre Universitaire Polytechnique de Banfora (CUP/B) et d'un Institut Supérieur International de Banfora (ISIBA). Parlant de l'éducation non formelle, on enregistre 59 centres d'alphabétisation ou d'éducation non formelle.

4.5.3.2. Santé

Au titre des formations sanitaires publiques, on dénombre 1 Centre Hospitalier Régional (CHR), 01 centre médical urbain (CMU), 38 Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS), 19 formations sanitaires privées, 1 Office de la Sécurité des Travailleurs (OST), 2 infirmeries et un centre de jeunes (CSJA). Toutes ces formations bénéficient de l'accompagnement de 4 pharmacies et 44 dépôts pharmaceutiques dans le cadre de l'amélioration des conditions sanitaires. La situation sanitaire de la commune de Banfora est caractérisée par les maladies courantes telles que le paludisme, les infections respiratoires et les parasitoses intestinales et les cas de IST/VIH- SIDA.

4.5.3.3. Mine et énergie

Pour ce qui concerne les mines, l'exploitation aurifère dans la commune se fait de façon artisanale. On compte quelques sites d'orpaillage sur un total de dix-sept (17) dans la province de la Comoé. Quant à la production et la distribution de l'électricité, elle est majoritairement gérée par la SONABEL. La commune bénéficie également de la production énergétique de deux centrales hydro-thermiques basées dans la Léraba (Niofila dans la commune de Douna et Tourni dans la commune de Sindou). Malgré ces sources diversifiées, la couverture de la commune en électricité est faible. Seule la ville de Banfora et quelques localités comme Sinièna, Diarabakoko, Bounouna, Tengrela sont alimentées par la SONABEL. Les autres localités utilisent des sources alternatives comme les lampes solaires ou ordinaires, les plaques solaires, etc.

La SONABEL servira de source d'énergie pour le fonctionnement de l'abattoir moderne de Banfora

4.5.3.4. Eau potable et assainissement

Selon l'Ino (avril 2021), la commune comptait 267 forages fonctionnels contre 18 non fonctionnels. Les puits modernes permanents sont au nombre de 48 et ceux temporaires au nombre de 28. Les infrastructures d'assainissement demeurent les latrines familiales (modernes et traditionnelles) et institutionnelles. Pour la gestion des eaux usées, les ménages ne disposent pas de puits perdus et déversent ces eaux dans la cour ou dans la rue. L'évacuation des eaux usées se fait directement dans les caniveaux, dans les plans d'eau ou sur la voie publique ; toute pratique qui pose des problèmes d'assainissement, d'hygiène et partant des risques de maladies.

4.5.3.5. Secteurs principaux d'emploi

La population active regroupe l'ensemble des personnes en âge de travailler exerçant une activité rémunérée ainsi que celles déclarant chercher activement à exercer une activité rémunérée. La jeunesse est confrontée au problème d'emploi. Tout comme les femmes, les jeunes ont un accès relativement limité à la terre tant qu'ils n'ont pas encore obtenu le statut d'hommes mariés. Pourtant, ils représentent à la fois la force vive (bras valides) et l'avenir de la commune. Du fait du sous-emploi, du chômage, de la faible capacité entrepreneuriale et de certaines pesanteurs sociales, cette jeunesse est contrainte à s'investir dans les unités de séchage de mangue.

En phase de construction, 30 emplois seront créés et serviront à enforcer le pouvoir d'achat des ménages et à lutter contre le chômage.

4.5.3.6. Sécurité

La sécurité est assurée dans la commune par les services de la gendarmerie et de la police. Les services offerts sont principalement la sécurité des personnes et des biens, le maintien de l'ordre, l'exécution des réquisitions moins fortes. En plus de la gendarmerie et de la police, la commune de Banfora dispose d'un service de police municipale. La situation sécuritaire que connaît le pays (attaques terroristes) a entraîné un grand mouvement de population. Selon la CONASUR, à la date du 30 Novembre 2022, la région des Cascades comptait 17 298 personnes déplacées internes dont 16 947 personnes déplacées internes dans la province de la Comoé et 1 777 pour la commune de Banfora.

4.5.3.7. Situation des VBG dans la zone des sous-projets

Les types de VBG enregistrés dans la région sont : les violences physiques (coups et blessures mortels), les violences psychologiques (répudiation, injures), les violences sexuelles (harcèlement, attouchements, viols et tentatives de viol), les violences culturelles (mariages d'enfants, mariage

forcé, excision, bannissement) et les violences économiques (refus de laisser les femmes menées des activités économiques, etc.). Les pesanteurs socioculturelles qui tendent à faire croire que l'homme est supérieur à la femme, la pauvreté de l'un des conjoints dans le couple, la consommation des stupéfiants, etc. sont entre autres les principales raisons qui expliquent les actes de VBG. Plusieurs associations et organisations interviennent dans l'assistance aux victimes et survivantes de VBG à l'intention des responsables d'organisations de la société civile de la région. La cartographie des acteurs intervenant dans la lutte contre la VBG dans la région des Cascades se présente comme suit :

- les institutions étatiques dans les Cascades à travers les quatre (04) Directions régionales que sont : (i) la Direction régionale du Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire, (ii) la Direction Régionale de la Police Nationale, (iii) la Gendarmerie Nationale et (iv) la Direction Régionale du Ministère de la Justice, Gardes des sceaux.
- les institutions privées associatives, ONG intervenantes dans les Cascades dont (i) l'ONG Terre des Hommes (TDH), (ii) l'ONG Save the Children, (iii) Association Mugnou, (iv) l'Association RAMSA) et (v) OCADES et Plan Burkina.
- les institutions familiales, traditionnelles et religieuses qui sont des instances différentes aux structures formelles. Elles jouent un rôle important dans la médiation menée soit par les structures étatiques ou des organisations non gouvernementales et associatives.

Les stratégies adoptées en vue de renverser la pyramide de la violence basée sur le genre reste la sensibilisation des différentes couches de la société. Ce qui fait dire à cette personne enquêtée que « L'éducation est un défi majeur pour venir à bout des violences basées sur le genre. On fait des sensibilisations à l'endroit de la population. On fait aussi des sensibilisations à travers des projections PowerPoint dans les salles avec des différentes sensibilités » (Agent communal, Service du genre). La situation des VBG dans la zone du projet est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 26 : Les cas de violences basées sur le genre dans la commune de Banfora

Nature de la violence	Nombre d'enfants de 0 à 17 ans			Nombre d'adultes 18 ans et +			Total
	Filles	Garçons	Sous-total	Femmes	Hommes	Sous-total	
Physique							
Coups et blessures	75	64	139	26	02	28	167
Coups mortels	00	00	00	00	00	00	00
Morale/ Psychologique							
Répudiation	02	00	02	03	01	04	06
Exclusion pour sorcellerie	00	00	00	00	00	00	00
Injures et menaces	76	123	199	75	05	80	279
Sexuelle							
Harcèlement	00	00	00	45	06	51	51
Attouchement	00	00	00	00	00	00	00
Tentative de viol	02	00	02	00	00	00	02
Viol	02	00	02	00	00	00	02
Culturelle							
Excision	00	00	00	00	00	00	00
Mariage d'enfants	31	00	31	00	00	00	31
Mariage forcé	00	00	00	12	00	12	12
Bannissement	00	00	00	01	00	01	02

Nature de la violence	Nombre d'enfants de 0 à 17 ans			Nombre d'adultes 18 ans et +			Total
	Filles	Garçons	Sous-total	Femmes	Hommes	Sous-total	
Économique	00	00	00	07	01	08	08
Patrimoniale	00	00	00	00	00	00	00
TOTAL	188	187	375	168	15	183	560

Source : Direction provinciale de la solidarité nationale et de l'action humanitaire, Décembre 2022

4.5.4. Principales activités économiques

4.5.4.1. L'agriculture

Dans la commune de Banfora, l'agriculture est la principale activité économique et constitue la première source de revenus pour la majorité des habitants. C'est une agriculture de subsistance et de type extensif qui utilise des moyens de production traditionnels. Les exploitations sont soit familiales, collectives ou individuelles. Les spéculations les plus importantes sont le maïs, le sorgho, le mil et le riz. On y cultive également du coton, le sésame, le niébé, le coton et l'arachide.

4.5.4.2. Sylviculture

Le secteur de la sylviculture concerne la production des plants, le reboisement, l'aménagement participatif des forêts classées, l'exploitation et la commercialisation du bois de chauffe et du charbon de bois, et l'exploitation des produits forestiers non ligneux. L'arboriculture est aussi présente, à travers de nombreux sites de production. Les espèces présentées sont essentiellement les manguiers, les anacardiés, les citronniers et les orangers. Les différents d'acteurs se sont organisés en coopératives ou association dans la province. Au niveau des producteurs, il s'agit de la SOCOMAB dans le département de Baguéra, la SOCAB Koura à Bérégaougou, la SOCAM/B à Banfora, la COFRUMO à Moussodougou et la UCEPAK à Karfiguela. Ces coopératives se sont réunies en Union des Coopératives Agricoles et Maraîchères de la Comoé (UCAMCO). Au niveau de la commercialisation, on dénombre trois (03) associations de commerçants de fruits à Banfora à savoir : l'Association des commerçants de fruits et de plants de Banfora (ACFP), l'Association "Dialatou" et l'Association "Comoé fruits".

4.5.4.3. L'élevage

L'élevage constitue une activité économique importante pour les habitants de la commune. Il contribue à la sécurité alimentaire et procure aussi des revenus substantiels à la population. Le système d'élevage pratiqué dans la commune est de type extensif sédentaire. Cette activité procure à la population et à l'ensemble des acteurs une diversité de produits et de revenus.

L'élevage constitue également une activité économique importante pour les habitants de la région des cascades ainsi que de la commune de Banfora. Il contribue à la sécurité alimentaire et procure aussi des revenus substantiels à la population. Le système d'élevage pratiqué dans la commune de Banfora est de type extensif sédentaire.

La commercialisation des produits de la filière bétail notamment la viande et ses produits dérivés, constitue une activité dynamique et génératrice de revenu pour les exploitants. Malgré cette évolution et les opportunités qu'elle présente, des faiblesses et des menaces planent encore sur cette activité.

La pratique de l'élevage dans la commune rencontre un certain nombre de difficultés liées à l'urbanisation de plus en plus croissante. En effet, la dynamique urbaine pose le problème de disponibilité d'espace pour :

- le dégagement des pistes à bétail au niveau des périphéries ;
- la construction des parcs de vaccination ;
- le renforcement des capacités des aires de pâtures pour bétail ;
- la réalisation et l'accès des points d'abreuvement pour bétail.

Cette activité constituant l'une des principales sources de revenus des populations au niveau de la province de la Comoé, mais surtout au niveau de la commune de Banfora au travers de la vente des produits y issus, des solutions idoines doivent être trouvées pour la rendre dynamique.

La structuration des acteurs de la filière bétail-viande dans les Cascades ainsi que dans ses provinces sont à l'image de celle au niveau national.

Les acteurs de la production : Ce sont généralement les éleveurs individuels et ceux qui sont regroupés en Association ou en Coopérative. Les acteurs de la production pratiquent l'embouche bovine et ovine, bénéficient des accompagnements de projets de développement existant dans la région ainsi que des services techniques si bien que la maîtrise des techniques de production est de plus en plus avérée avec des animaux de qualité mis sur le marché. Les effectifs du cheptel de la région se présentent comme suit :

Tableau 27 : effectif du cheptel de la région (nombre de tête)

Espèces	2018	2019	2020	2021	2022
Bovins	635 091	648 095	661 366	674 909	702 831
Caprins	293 783	294 974	296 169	297 369	406 688
Ovins	381 613	386 501	391 452	396 466	299 785

Source : MARAH/Cascades 2023

Les acteurs de la transformation : ce sont les grilleurs/rôtisseurs, les chevillards, les bouchers, les restaurants et les charcuteries qui sont installés à l'intérieur de la ville de Banfora. Les grilleurs/rôtisseurs, les restaurants et les charcuteries s'approvisionnent en générale auprès des chevillards et bouchers. La région dispose des aires d'abattages et d'un abattoir non modernisé pour les abattages contrôlés.

La contribution de la filière bétail viande à la production de viande de consommation dans la région et au niveau des abattages contrôlés se présentent comme suit :

Tableau 28 : effectif des animaux abattus/espèce de la région

Espèces	2018	2019	2020	2021
Bovins	14 000	9 000	14 200	13 800
Caprins	39 000	29 700	44 000	47 700
Ovins	11 000	5 400	10 200	13 000

Source : MARAH/DGESS/2012-2021(annuaire agro-sylvo-pastorale 2021)

Tableau 29 : estimation de production de viande (en T) /espèce de la région

Espèces	2018	2019	2020	2021
Bovins	1 582	1 017	1 605	1 559
Caprins	332	252	374	405
Ovins	94	46	87	111
TOTAL	2008	1 315	2 066	2 075

Source : études, 2024

NB : le Poids moyen carcasse en kg des espèces sont : Ovins et caprins 8,5 kg ; Bovins 113 kg et les porcins 24 kg.

Les acteurs de la commercialisation du bétail : ce sont les collecteurs de bétail, les commerçants de bétail et les exportateurs. Ils achètent les animaux au niveau des marchés à bétails locaux.

Comme l'on peut apercevoir avec les données contenues dans les tableaux ci-dessus, la région des cascades regardent un potentiel d'approvisionnement en viande pour l'ensemble de la région et du pays :

- ✓ le cheptel numériquement important et varié dans la commune de Banfora et dans la région des cascades ;
- ✓ l'existence des services techniques et des acteurs du secteur privé pour accompagner le processus ;
- ✓ l'expérience des acteurs dans la production ;
- ✓ la proximité de la commune de Banfora avec la côte d'Ivoire et du Mali ;
- ✓ l'existence de PTF pour accompagner les acteurs de la filière ;
- ✓ existence d'un marché local florissant avec la présence de sociétés minières industrielles dans la région ;

Les contraintes se résument aux points ci-après :

- ✓ faible capacité de production de l'abattoir actuel (100 petits ruminants/jour, 13 gros ruminants/jour et 12 porcs/jour)
- ✓ la faible couverture sanitaire des animaux de la commune liée à la non disponibilité des services vétérinaires ;
- ✓ l'insuffisance des ateliers d'embouche pour fournir des animaux de qualité à l'abattoir ;
- ✓ la non maîtrise de la chaîne de froid ;
- ✓ insuffisance des fonds pour la construction d'abattoir moderne ;
- ✓ le retrait des partenaires dans le financement du projet de construction de l'abattoir
- ✓ le refus de certains acteurs à utiliser l'abattoir, continuant à pratiquer l'abattage clandestin.
- ✓ etc.

4.5.5. Commerce et industrie

Les activités commerciales et génératrices de revenus dans la ville de Banfora, en dehors du petit commerce qui se développe pratiquement dans tous les secteurs, se concentrent sur l'industrie et l'artisanat. Le commerce se fait des villages vers la ville et vice versa ou entre villages. Au niveau de l'industrie, les principales unités industrielles dont dispose la commune urbaine de Banfora concernent l'agro-alimentaire, le textile, la pharmaceutique et le bois. Les principales unités industrielles sont : la Nouvelle société sucrière de la Comoé (SN-SOSUCO) ; la Société des fibres et textiles (SOFITEX).

4.5.6. Culture, Tourisme et Hôtelleries

L'artisanat est très développé dans la commune urbaine de Banfora du fait de la disponibilité et de la diversité des matières premières. On peut citer la vannerie et la poterie pratiquées majoritairement par les femmes et la sculpture ou menuiserie-bois pratiquée par les hommes.

La ville de Banfora, de par sa position de capitale de la Région, bénéficie de cette opportunité en termes d'accueil des touristes. La commune urbaine abrite une diversité de sites touristiques reconnus au plan national et international. Toutefois, l'exploitation touristique reste très anarchique et archaïque et surtout peu performante au regard de ses potentialités.

4.5.7. Réseau de communication et les transports

En ce qui concerne les voies de communication, la commune urbaine de Banfora est desservie par trois types de voies de communication : la voie terrestre, la voie ferroviaire et la voie aérienne.

La voie terrestre est constituée de routes bitumées et des pistes rurales. La voie ferroviaire c'est celle qui relie le Burkina Faso à la Côte d'Ivoire et l'aérodrome se trouve à Koumobara/Nafona. Les moyens de transport en commun sont légion dans la commune. On peut citer entre autres les sociétés de transport Rakiéta, Rahimo, TSR, STAF. En termes d'équipement en infrastructures dans le domaine du transport, la commune dispose d'une gare routière et d'une gare ferroviaire. Le déploiement de la téléphonie mobile avec les différents opérateurs (ORANGE, TELECEL, MOOV Africa), la vulgarisation de la connexion Internet et le développement des TIC ont amélioré la télé densité dans la ville.

CHAPITRE V. ANALYSE DES VARIANTES DANS LE CADRE DU PROJET

L'analyse des variantes a porté sur une situation avec ou sans projet car la commune de Banfora ne disposait que l'unique site pour la construction de l'abattoir moderne.

5.1. Méthodologie

Une analyse qualitative concernant les impacts sur les activités, sur l'environnement, a été effectuée et chaque alternative a été cotée selon un niveau fort (F), modéré (M) ou faible (Fa); le niveau F étant le moins favorable et le niveau Fa, le plus favorable.

Pour chacune des variantes, trois (03) critères ont été considérés :

(i) le critère environnemental : il s'agit à ce propos d'envisager de minimiser par tous les moyens possibles les impacts négatifs que pourrait avoir le projet sur son environnement. Le critère environnemental permet de savoir si le projet est réalisable sur le plan environnemental à travers une analyse projetée qu'il pourrait avoir sur le plan environnemental.

(ii) le critère socio-économique : prévoir tous les moyens possibles afin que le projet exerce moins d'influence négative sur le social et sur l'économie. Il est entendu que tout projet qui s'inscrit en étroite ligne avec le développement durable doit être sain sur le plan écologique mais également économiquement viable et socialement acceptable. Le critère socio-économique permet d'analyser les impacts anticipés du projet et de donner un avis sur sa faisabilité.

(iii) le critère technique ou opérationnel : faire l'usage des dispositions techniques et opérationnelles pour rendre le projet viable, crédible et bénéfique aux populations. Le critère technique prend en compte la faisabilité technique du projet.

5.2. Alternative 2 : sans le projet

Cette alternative laissera le site sans construction ni activités significatives avec moins de nuisances temporaires telles que le bruit et les vibrations générés par l'implantation du projet, les risques d'accidents sur le site et la transmission des IST. Cependant, il faut noter que l'abattage des animaux et la fourniture de viande de qualité dans la commune se feront toujours dans des conditions embryonnaires avec moins d'impacts positifs sur le plan économique.

5.3. Alternative 1 : avec le projet

Cette alternative comporte principalement des effets tels que les risques de transmissions des IST et VIH/SIDA, la pollution de l'air, le bruit, le risque sur l'hygiène, le risque sécuritaire qui est très préoccupante pour les travaux et la pérennité de l'ouvrage et la santé et sécurité des travailleurs de chantier et des populations avoisinantes. Ces impacts sont temporaires et sont susceptibles d'être atténués ou compensés. Les impacts positifs sont : la création d'emplois et de revenus financiers pour les ouvriers qui seront engagés dans le cadre des travaux de construction, la création de revenus financiers pour les femmes et les jeunes, l'accroissement de recettes et de chiffres d'affaires pour les bouchers, l'accroissement de recettes pour la municipalité de Banfora.

5.3.1. Le Choix du site

La commune de Banfora disposait du seul site pour la construction de l'abattoir. Le site prévu pour la construction est une réserve foncière communale de 4,55 ha.

5.3.2. Le Système d'approvisionnement en eau potable

En ce qui concerne le système d'approvisionnement en eau potable, deux alternatives se présentaient : La première alternative est la construction d'un forage qui va alimenter un château d'eau pour assurer l'approvisionnement de l'abattoir en eau. La deuxième alternative est la connexion de l'abattoir au système d'adduction d'eau de l'ONEA.

La construction d'un forage muni d'eau château d'eau : Cette alternative est couteuse mais garantit la sécurité d'approvisionnement à travers le château de stockage.

La connexion au réseau de l'ONEA. Cette variante sera peu couteuse au regard de la situation du sous projet à l'intérieur de la ville de Banfora (Secteur 8) qui bénéficie déjà du système d'adduction d'eau de l'ONEA.

5.3.3. L'approvisionnement en énergie

Pour l'approvisionnement en énergie, deux alternatives se présentaient : La première alternative est l'installation d'un groupe électrogène pour approvisionner le projet. La deuxième alternative est la connexion de l'abattoir au système de distribution de la SONABEL. La troisième option est l'alimentation de l'abattoir à partir de l'énergie solaire.

L'installation d'un groupe électrogène : Cette alternative reviendrait très cher à la société au regard des coûts qu'il engendrera.

L'installation de l'énergie solaire va nécessiter de grands investissements avec un besoin d'entretien régulier des installations. En effet l'usage des batteries et une maintenance régulière source de production des déchets.

La connexion au réseau de distribution de la SONABEL. Cette variante sera peu couteuse au regard de la proximité de l'abattoir (situé en plein centre-ville) à Banfora qui bénéficie déjà du système de distribution de la SONABEL.

5.3.4. L'analyse comparative de la variante

L'analyse de la variante est présentée dans le tableau ci-dessous

Tableau 30: Analyse de la variante avec sous-projet en tenant compte des options au plan environnemental, socio-économique et technique

Options	Choix	Avantage/ Inconvénients	Au plan environnemental	Au plan socioéconomique	Au plan technique	Alternative retenue
Type d' investissement	Réhabilitation de l'ancien abattoir	Avantage	L'infrastructure existe déjà, donc la perturbation du milieu physique et biologique sera mineure	Coût relativement moins élevé compte tenu que c'est une réhabilitation	Les entreprises recrutées disposent de la technologie nécessaire	L'option de construction d'un nouveau abattoir est retenu car bien que présentant des impacts environnementaux négatifs mais maîtrisable, c'est l'option d'obtenir et de garantir une infrastructure de bonne qualité et respectant les normes pour la communauté
		Inconvénient	Aucun inconvénient sur l'environnement enregistré	L'infrastructure risque de s'effondrer dans quelques années compte tenu de l'état actuel de vétusté avancé. Ceci pourrait engendrer des coûts énormes Difficile de l'adapter aux Normes modernes	Non maîtrise des travaux de réhabilitation par les entreprises surtout au niveau local	
	Construction d'un nouveau abattoir moderne	Avantage	infrastructure moderne répondant aux normes sanitaires et environnementales Meilleure durabilité et rentabilité à long terme Optimisation de l'hygiène et de la chaîne de production	Coût élevé de la construction du nouveau abattoir	Les entreprises recrutées disposent de la technologie nécessaire Intégration possible de technologies modernes pour le traitement des déchets et l'optimisation de l'énergie	
		Inconvénient	Abattage des 163 pieds d'arbres va impacter négativement l'environnement	En cas de dépassement de l'enveloppe l'Etat pourrait être amené à contribuer	Disponibilité de l'expertise même au niveau local	
Approvisionnement en eau	Forage AEPS	Avantage	Disponibilité de l'eau en permanence pour la consommation des acteurs de l'abattoir, l'entretien des plants (aménagement paysager)	Disponibilité permanente de l'eau pour les riverains,	Les entreprises recrutées disposent de technologies pour trouver des forages positifs et à haut débit	Utilisation d'un forage/AEP équipé d'un système solaire Combinée à la connexion au

Options	Choix	Avantage/ Inconvénients	Au plan environnemental	Au plan socioéconomique	Au plan technique	Alternative retenue
		Inconvénient	Épuisement de la source Pollution de la nappe, besoin de plusieurs forages pour pérenniser l'approvisionnement en eau	Compétitions entre les utilisateurs de la ressource (riverains, aménagements et usagers de l'abattoir)	Les sites à rechercher peuvent ne pas être dans l'emprise du sous projet	réseau de l'ONEA
	ONEA	Avantage	Disponibilité de l'eau en permanence pour l'entretien des plants (aménagement paysager) et des usagers du site	Ressource accessible et pas besoin d'infrastructures connexes	Possibilité d'extension du réseau de l'ONEA à moyen terme	
		Inconvénient	Le réseau pour le raccordement est loin du site et son installation pourrait avoir des effets négatifs sur l'environnement	Prise en compte du coût de branchement au réseau qui serait très élevé. Obligation de payer les factures mensuelles	La Fréquence des coupures d'eau ou de faible pression pourrait affecter le besoin en eau du chantier	
Électricité	Raccordement au réseau SONABEL	Avantage	La proximité d'un transformateur électrique haut tension non loin du site est un avantage.	Réseau SONABEL (Basse Tension) loin du site mais existence d'un transformateur de haute tension proche du site.	Existence d'un transformateur à proximité du site, rend techniquement possible une demande de branchement au réseau	La combinaison du solaire et du réseau raccordé à la SONABEL est retenue pour le présent sous-projet
		Inconvénient	Le couloir de la ligne électrique et perturbation d'habitats fauniques, réalisation de fouilles pour les poteaux	Risques d'incendie et d'électrocution Prise en compte du coût de branchement au réseau de la SONABEL par les exploitants	Les coupures répétées d'électricité peuvent jouer négativement sur l'exploitation optimale de l'abattoir	
	Solaire	Avantage	Source d'Énergie renouvelable, énergie propre	Fourniture d'une énergie à moindre coût et en tout temps. Il n'y a pas de factures à payer	Une source d'énergies primaires inépuisables à très long terme ; source d'énergie régulière et constante technologie maîtrisée T.	
		Inconvénient	L'usage des batteries et une maintenance régulière	Le coût élevé des installations et	Inexistence de techniciens locaux pour la maintenance des	

Options	Choix	Avantage/ Inconvénients	Au plan environnemental	Au plan socioéconomique	Au plan technique	Alternative retenue
	Groupe électrogène		source de production des déchets	maintenance des équipements	équipements et renouvellement des plaques photovoltaïques	
		Avantage	Aucun avantage sur l'environnement	Disponibilité de l'électricité en permanence	Dispositifs autonomes capables de produire de l'électricité et donc une maîtrise de la planification énergétique	
		Inconvénient	Risques de pollution de l'air, eau sol par les déchets d'hydrocarbures Le fonctionnement des groupes électrogènes génère des nuisances sonores et des gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement climatique	Le coût élevé des installations, la forte variation du prix du pétrole constituent des facteurs limitants pour l'utilisation des groupes électrogènes. Les risques d'incendie associés au fonctionnement de ces groupes électrogènes, coût élevé	Travaux de maintenance périodique pas forcément maîtrisés au niveau local	
Gestion des déchets	Acquisition d'un incinérateur	Avantage	L'incinérateur va aider le comité de gestion de l'abattoir à traiter une catégorie de déchets pour accroître les performances environnementales Réduction des nuisances liées aux déchets solides (odeurs, prolifération d'insectes et de rongeurs) Améliore la salubrité générale de l'abattoir	Coût élevé de l'incinérateur pourrait jouer sur le budget.	L'expertise en matière d'incinérateur existe au Burkina Faso	L'acquisition d'un incinérateur a été retenue pour traiter les déchets spéciaux
		Inconvénients	Le CO ₂ dégradé lors de l'incinération va contribuer aux GES	Les pannes qui surviennent avec l'exploitation de l'incinérateur peuvent engendrer des arrêts de	Au niveau de la commune de Banfora, l'expertise locale peut s'avérer rare	

Options	Choix	Avantage/ Inconvénients	Au plan environnemental	Au plan socioéconomique	Au plan technique	Alternative retenue
				travail voir son abandon par la suite		

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

5.4. Variante et alternative retenue

En définitive, il est donc recommandé de réaliser ce présent sous projet dont les impacts positifs, pour les populations et l'environnement, dépassent largement les impacts négatifs. Pour l'approvisionnement en eau de l'abattoir, l'utilisation d'un forage/AEP équipé d'un système solaire est retenue combinée à une connexion avec le réseau ONEA. Pour l'approvisionnement en énergie, la combinaison du solaire et du réseau raccordé à la SONABEL est retenue pour alimenter l'abattoir en énergie électrique. Cette combinaison permet de prendre en compte les coupures intempestives de l'énergie fournie par la SONABEL et aussi la faible résistance des batteries fournissant l'énergie solaire. En ce qui concerne la gestion des déchets, l'acquisition d'un incinérateur moderne a été retenue.

CHAPITRES VI : ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Un espace, une ressource, un bien, une fonction sont porteurs d'enjeux lorsqu'ils présentent, pour un territoire, une valeur au regard de certaines préoccupations environnementales, patrimoniales, culturelles, sociales, etc. ou lorsqu'ils conditionnent l'existence, le bon fonctionnement, l'équilibre, le dynamisme et l'avenir de ce territoire. L'enjeu est indépendant de la nature du projet, il se rattache au territoire. Identifier les enjeux, c'est sur la base d'une analyse thématique et d'une approche complexe (systémique), déterminer jusqu'à quel point il est envisageable de modifier, dégrader voire supprimer les biens, les valeurs, les fonctions qui constituent l'environnement et qui font l'identité des territoires. L'enjeu environnemental et social se définit comme un élément de la nature ou de la société auquel on accorde une valeur particulière et singulière, et que l'on croit soumis à un aléa en termes de pertes ou de gains. Son existence ou sa perte/sa dégradation nuit aux intérêts d'un acteur ou d'un groupe social (IFDD et Université Senghor, 2019). Pour Pierre André et al, 2010, l'enjeu est une préoccupation majeure qui peut faire pencher la balance en faveur ou en défaveur d'un projet.

La caractérisation et l'analyse du contexte biophysique et socioéconomique de la zone d'influence du sous-projet ont permis de déterminer les enjeux au plan socio-environnemental. Ainsi, lors de la mise en œuvre du sous-projet, les parties prenantes devraient accorder une attention particulière aux enjeux environnementaux et sociaux. La détermination et l'analyse de différents enjeux associés ont permis d'évaluer la sensibilité.

6.1. Sur le plan environnemental

6.1.1. Préservation de la biodiversité (faune et la flore)

Les travaux de préparation de l'emprise du l'abattoir moderne de Banfora et son fonctionnement ainsi que l'exploitation des zones d'emprunts occasionneront (i) des pertes de la végétation gênante et (ii) une perturbation de la faune et d'habitats fauniques dans la zone des infrastructures du sous-projet. Cette perte représente un manque à gagner pour l'exploitation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL). Il est souhaitable de ne pas abattre systématiquement les arbres et de réaliser des reboisements compensatoires des arbres abattus et la remise en état au niveau des emprunts après exploitation.

6.1.2. Problématique de la gestion des déchets

La gestion des déchets constitue un enjeu dans la commune de Banfora. Lors de l'étude, il a été constaté que la commune ne dispose pas d'un système adéquat de gestion des déchets. Le mécanisme de gestion des déchets repose principalement sur le stockage des déchets en tas devant les cours et le brûlage à l'air libre par insuffisance de bacs à ordures dans les quartiers pour certains ménages, d'opérateurs de collecte et de sensibilisation. Cette action a pour conséquence des sources de nuisances olfactives, l'éclosion des parasites, d'occupation de l'espace public et de la prolifération des moustiques. Les déchets des services sont collectés et stockés dans des poubelles et brûlés devant les services. En matière de gestion des déchets, la commune de Banfora ne dispose pas de site contrôlé et aménagé.

Les principaux déchets rencontrés sont : les déchets solides et liquides liés à l'abattage des animaux, les déchets liés à l'entretien de l'abattoir, les déchets ménagers, les papiers, les déchets d'agrumes, les déchets issus de boutiques, des ateliers de coutures, des kiosques, ... etc. La majorité de ces déchets sont directement jetés dans les caniveaux ou dans la nature polluant ainsi l'environnement. Les déchets

liquides produits par l'actuel abattoir sont déversés directement à proximité d'une ravine situé à proximité des lieux. Quant aux déchets solides, ils sont exposés à l'air libre polluant ainsi l'environnement.

Les activités d'aménagement et d'exploitation de l'abattoir produiront un volume important de déchets solide, liquide et gazeux. Les déchets produits pendant les travaux de réalisation seront collectés, stockés et gérés convenablement par les entreprises en charge des travaux suivant un plan de gestion des déchets de chantier définis dans le PGES chantier de l'entreprise et validés par le bureau de contrôle. Les déchets générés pendant la phase d'exploitation sont de nature solide, liquide et gazeux. La caractérisation de ces déchets fait ressortir les déchets valorisables, les déchets non valorisables et les déchets dangereux. Les principaux types de déchets (solide, liquide) qui seront gérés au niveau du l'abattoir en phase d'exploitation se résument en (i) des déchets valorisables (biodégradables); (ii) des déchets non valorisables : les emballages divers (paquets de cigarettes, ..., les plastiques et les cartons; (iii) les déchets dangereux: les huiles usées (ou huiles de vidanges), etc.

La mise en place de l'unité d'assainissement et de valorisation des déchets solides et des eaux usées dans le cadre de la réalisation de l'abattoir moderne de Banfora constitue une mesure efficace à la gestion de ces différents types de déchets identifiés sur le site. L'abattoir sera équipé d'un système de traitement des eaux usées pour assurer une évacuation conforme aux normes environnementales. Ce système sera constitué de :

- Une lagune de 400 m² est dédiée au traitement des eaux usées, permettant leur décantation et purification avant rejet.
- Un Biodigesteur industriel : cette installation permet de transformer les déchets organiques (sang, matières stomacales, etc.) en biogaz et fertilisants organiques (liquide et solide). Il est associé à une unité de production d'engrais et à un local de stockage du méthane
- Un local incinérateur; Il est prévu pour la destruction des organes et carcasses impropres à la consommation. Il complète les dispositifs de contrôle sanitaire et d'élimination des déchets biologiques dangereux
- Système de gestion des déchets solides : Une infrastructure spécifique est prévue pour le stockage et le traitement des déchets solides (peaux, cornes, sabots, etc.), avec une zone dédiée à leur valorisation sous forme d'engrais ou d'autres sous-produits. Un tamis rotatif et un séparateur d'éléments permettent une gestion optimisée des déchets avant transformation.
-
-

6.1.3. Adaptation aux changements climatiques

Les bouleversements climatiques compromettent les conditions de vie des populations dans les régions du Burkina Faso déjà victimes de la pauvreté, de la dégradation des écosystèmes et des troubles civils et sociaux. Plusieurs familles vivent dans l'extrême pauvreté, certaines subsistant essentiellement grâce à l'élevage, à l'agriculture, au petit commerce et à l'exploitation des Produits Forestiers Non ligneux (PFNL). Les changements climatiques qui perturbent les systèmes de production touchent les agriculteurs et les éleveurs du Burkina et pourraient provoquer l'apparition ou aggraver de nouveaux fléaux comme la famine, l'exode rural et même des maladies.

Deux types de mesures sont nécessaires pour faire face aux changements climatiques : des mesures d'atténuation et/ou d'adaptation. Les mesures d'atténuation permettent de limiter les changements climatiques tandis que l'objectif des mesures d'adaptation est de réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et socio-économiques et ainsi de faire face aux changements climatiques à moindre coût.

Les plantations d'espèces locales envisagées dans le PGES pourraient être une grande contribution à la régulation du climat tout en offrant des biens et services aux bénéficiaires du sous-projet.

6.1.4. Préservation de la santé sécurité des travailleurs et de la population

En phase des travaux, les chantiers mobiliseront des travailleurs (ouvriers qualifiés ou non et du personnel d'encadrement). Pour la réalisation de certains travaux, des risques de blessures et d'accidents de travail ou de circulation et même des risques d'incendie ou d'électrocution en phase d'exploitation pourraient se produire. Aussi, la cohabitation entre les travailleurs des entreprises avec les communautés locales et la présence des PDI dans la zone d'intervention du sous-projet serait de nature à favoriser les VBG et les VCE, les EAS/HS. Par ailleurs sans les mesures de prévention adéquates, cette situation comporte d'énormes risques d'augmentation de la prévalence des MST/SIDA, et des violences basées sur le Genre (VBG). Les enjeux environnementaux s'apprécient en termes de gestion de la qualité de l'air notamment les odeurs incommodantes, la gestion des déchets de chantiers, la gestion du voisinage.

Aussi pendant les différentes phases du projet une attention particulière devrait être accordée à la sécurité du site, la fréquentation des lieux par des personnes malveillantes et des personnes vulnérables, fous, etc.

6.1.5. La consommation d'eau

La consommation importante d'eau pour les besoins de fonctionnement des infrastructures de l'abattoir. En plus du besoin d'eau brute pour les travaux de construction des infrastructures, le fonctionnement de l'abattoir nécessite une quantité importante d'eau pour les besoins de l'abattage et traitement de la viande. Il existe sur le site un forage équipé d'un château d'eau dont le débit est faible, mais cependant, ces infrastructures doivent être renforcées par la réalisation d'autres infrastructures afin de pallier aux différentes pannes éventuelles et d'améliorer le problème d'eau qui se pose présentement à l'actuel abattoir.

D'autres enjeux majeurs existent tels que l'alimentation en énergie du site, la gestion des eaux usées et les déchets solides divers issues des exploitants de l'abattoir.

Cette situation devrait être considérée dans le cadre du sous-projet afin de les gérer convenablement avec l'implication des différents acteurs

En termes d'enjeux liés à la préservation de la qualité de l'eau (surface comme souterraine), il convient de choisir un emplacement surélevé par rapport aux lieux environnants pour faciliter l'écoulement des eaux usées et pour empêcher une accumulation d'eau de pluie autour de l'abattoir. Il faut s'assurer d'un approvisionnement en eau convenable pour pouvoir effectuer l'abattage dans des conditions hygiéniques. Il faut agencer le système d'égouts de manière à éviter toute pollution des eaux de surface et souterraines.

6.1.6. l'enjeu sur la préservation de la qualité du sol, de l'air

La pollution de l'air, du sol par les déchets solides et liquides ainsi que les nuisances olfactives constituent des enjeux importants dans le cadre de la construction et de l'exploitation de l'abattoir moderne de Banfora. Dans la zone du projet, on peut ainsi craindre la pollution de l'air et du sol par les déchets solides et liquides ainsi que les odeurs olfactives.

6.2. Sur le plan socioéconomique et humain

6.2.1. Conflits sociaux

L'aménagement du l'abattoir va contribuer à la (i) création des emplois (temporaires/permanents) et l'amélioration des revenus des ménages des employés en phase des travaux et d'exploitation. Cependant, la non-prise en compte de la main d'œuvre locale et le non-respect des us et coutumes de la localité par les employés venus d'ailleurs pourraient occasionner des frustrations et de plaintes. Il serait judicieux de prendre en compte la main d'œuvre locale et signer les codes de bonne conduite individuelle à tout le personnel des entreprises avant le démarrage des travaux.

6.2.2. Situation sécuritaire dans la zone du sous-projet

Selon le Rapport mensuel de monitoring de protection de la Région des Cascades publié par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR, avril 2024), au cours du mois d'avril, le contexte sécuritaire et de protection de la région des Cascades a été marqué par des incidents de protection. En effet, 20 incidents de protection ont été enregistrés dans les communes de Banfora, Loumana, Mangodara, Niangoloko, Sidéradougou et Soubakaniédougou. Ces incidents ont fait 151 victimes dont 58 hommes, 58 femmes, 18 garçons et 17 filles. Ces incidents ont occasionné plusieurs violations des droits humains et du droit international humanitaire dont des cas d'atteinte au droit à la propriété avec une (01) victime, des cas d'atteinte au droit à la vie avec 11 victimes, des cas d'atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne avec 12 victimes, des cas d'atteinte à l'intégrité physique et/ou psychique avec 118 et des cas de violence basés sur le genre avec neuf (09) victimes.

Selon la même source, le suivi des déplacements de population a permis d'identifier quatre (04) vagues de déplacement primaire et de déplacement retour volontaire. Ces vagues de déplacements ont concerné 277 ménages de 1,881 personnes dont 371 hommes, 503 garçons, 421 femmes et 586 filles en provenance de Mangodara et Sidéradougou. Les motifs de ces déplacements seraient liés à l'accalmie de la situation sécuritaire, aux menaces et ultimatum des groupes armés non identifiés (GANI), a affirmé le HCR (avril 2024),

La cohabitation entre les travailleurs des entreprises, les populations riveraines et surtout avec la présence des PDI dans la zone d'intervention du sous-projet serait de nature à favoriser les VBG et les VCE, EAS/HS lors des travaux de construction de l'abattoir de Banfora

En somme, l'enjeu sécuritaire serait comment transporter le personnel des entreprises et des matériaux dans la commune de Banfora pour la réalisation du l'abattoir.

6.2.3. Qualité des infrastructures qui seront réalisées

L'aménagement de l'abattoir comprend les travaux de gros œuvres (terrassements, fouilles, et divers) et les seconds œuvres. Les enjeux climatiques liés au sous-projet de réalisation de l'abattoir peuvent entraîner leurs destructions si les ouvrages réalisés n'ont pas répondu aux normes techniques de qualité. . Afin de limiter l'impact négatif du changement du climat sur le sous-projet et vice versa, les travaux seront réalisés conformément aux règlements généraux de réalisation définies dans les DAO et aux prescriptions techniques générales des travaux publics et normes admises au Burkina Faso. A ceci

s'ajoute l'enjeu lié à la gestion et l'entretien du l'abattoir. Pour y faire face, il serait judicieux qu'une organisation soit mise en place en impliquant la Mairie de Banfora et les bénéficiaires directs de l'abattoir afin d'assurer l'entretien et la gestion des infrastructures qui seront réalisées.

6.2.4. Création d'emplois

La réalisation du sous projet occasionnera la création d'emploi (temporaires) en phase des travaux de réalisation ainsi qu'en phase d'exploitation (permanents) contribuant à faire baisser le nombre de sans-emplois locaux et à améliorer les conditions de vie des populations locales. Ces impacts positifs se manifesteront aussi à travers la génération de taxes pour la commune de Banfora, l'accroissement des revenus des bouchers, des commerçants de bétail, des transformateurs de cuirs et peaux, des grilleurs de viande, etc.

6.2.5. Développement des activités socio-économiques

Dans la commune de Banfora, les principales activités économiques qui participent au développement de l'économie locale sont : l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'artisanat et l'exploitation des produits forestiers. La réalisation et l'exploitation du l'abattoir vont mobiliser plusieurs travailleurs et des bouchers. Au cours de ces phases, les restaurants et les petits commerces généralement détenus par les femmes seront de plus en plus sollicités et vice-versa. Cette situation permettra un accroissement des revenus des femmes. Ils auront donc comme effet d'injecter de l'argent dans les marchés locaux, ce qui contribuera aussi au développement des activités socioéconomiques de la commune de Banfora et aux environnants.

6.2.6. Violences Basées sur le Genre (VBG), les Exploitation et Abus Sexuels et Harcèlement Sexuel (EAS/HS) dans la zone du sous-projet

En phase des travaux de construction de l'abattoir de Banfora, on assisterait à un afflux des travailleurs et commerçants dans la zone d'intervention du sous-projet ce qui pourrait entraîner des comportements déviants (harcèlement sexuel, violence contre les enfants, etc.). Le recrutement de la main-d'œuvre locale pourrait également être source de harcèlement sexuel envers les femmes et les filles. Ainsi, la signature du code de conduite engagerait les entreprises et les exploitants de l'abattoir : (i) le respect des normes d'hygiène et sécurité au travail (HST) et les normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS) ; la prévention des Violences Basées sur le Genre (VBG), des violences contre les enfants (VCE), des Exploitations et abus sexuel/ harcèlement sexuel (EAS/HS) ; (ii) la mise en œuvre des différentes normes ESHS.

Tableau 31 : Sensibilité des enjeux environnementaux et sociaux

Enjeux	Description	Niveau de sensibilité
Sur le plan Environnemental		

la pollution de l'air, du sol par les déchets solides et liquides ainsi que les nuisances olfactives	Dans la zone du projet, on peut craindre la pollution de l'air et du sol par les déchets solides et liquides ainsi que les odeurs olfactives.	Sensibilité moyenne
l'enjeu foncier	L'augmentation de la pression sur le foncier lié à un mouvement d'afflux migratoire suite à la construction et l'exploitation de l'abattoir de Banfora.	Sensibilité faible
la gestion des infrastructures par les bénéficiaires après le projet	La réalisation des infrastructures du sous-projet de l'abattoir pourrait connaître des difficultés d'entretien et de gestion. Cette gestion et entretien en cas de vétusté doit se faire par une structure agréée dûment recrutée et placée sous la responsabilité de l'administration de l'abattoir.	Sensibilité forte
Sur le plan social		
Risques sanitaires	<p>Le risque sanitaire et sécuritaire est lié à la venue de personnes étrangères dans la commune. En effet le projet nécessitera de la main d'œuvre qualifiée étrangère qui peut être une source potentielle de contamination ou de prolifération des MST/VIH-SIDA. Il y a également les risques d'accidents liés aux mouvements d'engins de chantier et des risques de violence sur les personnes vulnérables.</p> <p>On peut aussi redouter au cours de la phase d'exploitation des risques de développement de la prostitution, de vente de drogue, de développement des grossesses non désirées.</p>	Sensibilité moyenne
La Violence Basée sur le Genre (VBG)	<p>La Violence Basée sur le Genre (VBG) existe dans la zone du projet avec une particularité de la</p> <p>marginalisation des femmes et des jeunes mais aussi des personnes vivantes avec un handicap. Cette situation devrait être considérée dans le cadre du projet afin de les gérer convenablement avec l'implication des différents acteurs notamment du Ministère en charge de l'action sociale.</p>	Sensibilité forte

Problème d'insécurité	Le contexte sécuritaire national entraîne un ralentissement des activités agrosylvopastorales d'où la baisse du nombre de cheptel dans la zone. Un renforcement de la résilience des populations de la zone adapté au contexte d'insécurité pour contenir la pression sur les activités agrosylvopastorales de la zone.	Sensibilité forte
--------------------------	---	-------------------

Source : mission d'élaboration de l'EIES de l'abattoir moderne de Banfora, septembre 2024

CHAPITRES VII. IDENTIFICATION ET EVALUATION DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET

L'analyse de l'état initial du milieu physique, biologique et humain, de même que la définition des variantes, des composantes et de la description technique de l'abattoir, ont permis de dégager les principaux enjeux environnementaux. La nature et la gravité des perturbations occasionnées dépendent de facteurs liés aux méthodes de gestion et de contrôle des opérations.

7.1. Méthodologie d'identification et d'évaluation des impacts

La mise en relation des activités sources d'impacts d'une part et des composantes de l'environnement affectées d'autre part, permet de faire ressortir les interrelations entre les activités du sous projet de construction de l'abattoir et les composantes de l'environnement ainsi que les impacts potentiels.

Les impacts sont évalués selon 3 phases qui sont :

Phase 1 : l'identification des impacts qui repose sur l'identification des sources d'impact ;

Phase 2 : la caractérisation et la description de l'impact ;

Phase 3 : l'évaluation de l'importance des impacts potentiels du sous-projet sur les composantes des milieux naturel et humain. La méthode retenue pour évaluer l'importance probable des impacts repose sur les principaux critères d'évaluation que sont la durée, l'étendue et l'intensité de l'impact (Méthode de Fecteau, 1997).

Les mesures d'atténuation, les modalités de surveillance et de suivi environnemental et social, les mesures institutionnelles, une estimation des coûts sont contenues dans un plan de gestion environnementale et sociale (PGES).

7.1.1. Identification des impacts

L'identification des impacts est faite en mettant en relation les éléments du sous projet, tant en phases de préparation, de chantier qu'en phase d'exploitation. Cette mise en relation prend la forme d'une matrice d'identification des impacts (matrice de Léopold), où chaque interrelation identifiée représente un impact probable d'un élément du sous projet sur plusieurs composantes du milieu.

Chacune des interrelations identifiées fait l'objet d'une évaluation de l'importance de l'impact anticipé au moyen d'une fiche d'impact qui présente les détails de l'évaluation. Chaque fiche présente une évaluation justifiée des impacts, une description factuelle, les mesures d'atténuation proposées, l'importance de l'impact résiduel et les mesures de surveillance et de suivi si requises.

7.1.1.1. Activités sources d'impacts

L'exécution d'un tel projet nécessitera entre autres les principales opérations suivantes :

Tableau 32 : Les activités sources d'impacts

Sources d'impacts	Description
Phase de préparation et de construction	
La préparation du terrain ; le nettoyage général y compris le désherbage et le débroussaie de l'emprise	Déboisement de l'emprise du site Installation du campement, des aires de services et des sites d'entreposage des matériaux
Installation de la base chantier/ base vie	Nettoyage et évacuation des déchets
La mobilisation de la main d'œuvre sur le chantier	L'abattage des arbres de taille moyenne
Décapage de la terre végétale sur l'emprise ; Terrassement, Déblais et remblais	Réalisation de déblais-remblai

Sources d'impacts	Description
Le nivellement et la mise en forme de la plate-forme du terrain	
Réalisation des fouilles (fouilles, béton, maçonnerie et revêtement)	Excavation, production du béton, construction
Transport et circulation des camions	Transport des travailleurs entre la base vie et le chantier, des matériaux et des équipements nécessaires incluant la circulation des engins du chantier
Exploitation des emprunts, Récolte des moellons	Exploitation des emprunts de matériaux divers
Prélèvement de l'eau	Prélèvement de l'eau du château d'eau présente dans l'emprise (eau souterraine) pour les travaux de construction
Fondation-construction des différentes infrastructures	Ensemble des activités (génie civil) en lien avec la construction de l'infrastructure de l'abattoir
construction de l'unité de traitement biologique des eaux usées	Ensemble des activités (génie civil) en lien avec la construction
l'installation des équipement et machine(incinérateur, bio digesteur industriel; groupe électrogène)	Transport et installation des équipement
Travaux de finition	Toiture-Peinture, installation du réseau d'électricité, enduits extérieurs et intérieurs des murs de maçonnerie
Présence de travailleurs sur le chantier et dans la base vie	Production de déchets, consommation d'eau, production d'eaux usées, consommation d'énergie etc
Production des déchets	Gestion/traitement des déchets divers
Phase de repli/fermeture du chantier	
Le nettoyage et la réhabilitation des bases de chantier ;	Remise en état des zones d'emprunts et des bases
La remise en état des zones d'emprunts y compris leurs végétalisations ;	Comblement ou revalorisation des emprunts en point d'eau (à la demande des populations) Reboisement de compensation
L'élimination adéquate des déchets	Pollution du milieu par les déchets de chantier mal gérés
Phase d'exploitation/entretien	
Présence des éleveurs, bouchers et visiteurs	Renforcement des activités économiques de la zone dû à la présence des usagers de l'abattoir
Exploitation des installations	Utilisation des infrastructures
Gestion des eaux usées	Les eaux usées issues du nettoyage, des toilettes et du lavabo, le nettoyage des carcasses des boyaux et des surface de manipulation de la viande ainsi que le lavage des véhicules
Gestion des déchets solides	Tout déchet solide (Cornes des animaux abattus...)
Circulation à l'intérieur et l'extérieur du site	Déplacement des usagers de l'abattoir

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

7.1.1.2. Composantes environnementales affectées

Les composantes du milieu (ou récepteurs d'impacts) susceptibles d'être affectées par le sous projet correspondent aux éléments sensibles de la zone d'étude (ceux susceptibles d'être modifiés de façon significative par les activités du sous projet) comme les éléments indiqués dans le tableau :

Tableau 33 : Les différentes composantes de l'environnement

Environnement	Composantes	Description
Milieu physique	Sol	Caractéristiques des dépôts de surface et vulnérabilité des sols à l'érosion. Profil des sols.
	Eaux de surface et sédiments	Caractéristiques physicochimiques de l'eau de surface (y compris les éléments nutritifs) et les sédiments
	Régime hydrologique	Variations de l'état et des caractéristiques d'une source d'eau, qui se répètent régulièrement dans le temps et dans l'espace et passent par des variations cycliques
	Eaux souterraines	Caractéristiques des eaux souterraines
	Air ambiant	Caractéristiques physicochimiques de l'air, incluant la teneur en poussières
	Ambiance olfactive, sonore et vibration	Caractéristiques du niveau sonore ambiant, de l'ambiance olfactive qui peuvent troubler la quiétude du voisinage. Pollution de l'air par de mauvaises odeurs provenant des déchets de l'abattoir.
	Paysage	Modification du paysage à travers l'érection des bâtiments de l'abattoir
Milieu biologique	Végétation naturelle	Formations végétales naturelles et les plantations artificielles riveraines y compris les espèces menacées ou vulnérables (espèces à statut particulier).
	Faune et habitat	Modification des abris de la faune à travers les défriches
Milieu humain	Activités socio-économiques	Développement économique ainsi qu'à l'employabilité de la main d'œuvre
	Santé et sécurité des communautés	Bien être de la population en lien avec les éléments suivants : qualité de l'eau et de l'air, ambiance sonore, santé, sécurité physique et économique, perceptions des risques
	Emploi	Création d'emploi lors des travaux et du fonctionnement de l'abattoir
	Violences basées sur le Genre, EAS, HS	L'avènement de la main d'œuvre, la présence des bouchers, des clients et des éleveurs peuvent augmenter les risques de VBG, EAS et HS
	Patrimoine culturel	Liens entre les personnes, la nature et la culture dans la gestion du patrimoine
	Quiétude du voisinage	Le sous-projet en phase de construction et d'exploitation peuvent générer de la poussière, du niveau sonore et de la présence des usagers peuvent être des sources de gêne pour le voisinage

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

7.1.2. Évaluation de l'importance de l'impact

Un impact est évalué à partir des critères ci-dessous.

7.1.2.1. Nature de l'impact

Un impact peut être positif, négatif ou indéterminé. Un impact positif engendre une amélioration du milieu touché pour le sous projet, tandis que l'impact négatif contribue à sa détérioration. Un impact

indéterminé est un impact qui ne peut être défini comme positif ou négatif ou encore qui présente à la fois des aspects positifs ou négatifs.

7.1.2.2. La durée de l'impact

La durée correspond à la dimension temporelle, c'est-à-dire la période de temps pendant laquelle les impacts affecteront l'élément. Cela prend en compte le caractère d'intermittence d'un ou des impacts-longue ; moyenne ; courte ;

- **Longue** : Les impacts sur l'élément sont ressentis de façon continue pendant toute la durée de vie du projet et même après ;
- **Moyenne** : Les impacts sur l'élément sont ressentis de façon continue pendant une période relativement prolongée, mais généralement inférieure à la durée de vie du projet ;
- **Courte** : Les impacts sur l'élément sont ressentis pendant une période relativement limitée, correspondant généralement à la période de construction ou de mise en route des activités.

7.1.2.3. L'étendue de l'impact

L'étendue spatiale des impacts sur l'élément correspond à l'envergure ou le rayonnement spatial des effets sur l'élément, ainsi qu'à la proportion d'une population affectée : régionale ; locale ; ponctuelle ;

- **Régionale** : correspond à la zone élargie L'impact affecte un vaste espace ou plusieurs éléments jusqu'à une distance importante du site du projet, ou il est ressenti par l'ensemble de la population de la zone du projet ou par une proportion importante de la population régionale ;
- **Locale** : correspond à la zone restreinte. L'impact affecte un espace relativement restreint ou un certain nombre d'éléments situés à l'intérieur, à proximité ou à une certaine distance du site du projet, ou il est ressenti par une proportion limitée de la population de la zone du projet ;
- **Ponctuelle** : correspond à la zone des infrastructures. L'impact n'affecte qu'un espace très restreint, peu d'éléments à l'intérieur ou à proximité du projet, ou il n'est ressenti que par une faible proportion de la population de la zone du projet.

7.1.2.4. L'intensité

L'intensité correspond à l'ampleur des modifications qui affectent la dynamique interne et la fonction de l'élément environnemental touché par une activité du projet ou encore des perturbations qui en découleront. L'intensité intègre la valeur environnementale de l'élément, tant au plan de sa valeur écosystémique que de sa valeur sociale, ainsi que son degré de perturbation : fort, moyen et faible :

- **Forte** : La valeur environnementale est moyenne et le degré de perturbation est élevé ; ou la valeur environnementale est grande et le degré de perturbation est moyen ;
- **Moyenne** : La valeur environnementale est moyenne et le degré de perturbation est moyen ; ou la valeur environnementale est faible et le degré de perturbation est élevé ; ou la valeur environnementale est grande et le degré de perturbation est faible ;
- **Faible** : La valeur environnementale est faible et le degré de perturbation est moyen ou faible ; ou la valeur environnementale est moyenne et le degré de perturbation est faible.

7.1.2.5. Importance absolue de l'impact

L'importance de l'impact, qu'il soit de nature positive ou négative, est déterminée d'après l'évaluation faite à partir des critères énoncés précédemment. Ainsi, l'**importance absolue** de l'impact est fonction de sa durée, de son étendue, de son intensité.

L'importance absolue de l'impact peut être classée en trois catégories :

- **Majeure**, lorsque les composantes de l'élément environnemental touché risquent d'être détruites ou fortement modifiées et souvent de façon irréversible ; ;

- **Moyenne**, quand elles sont modifiées sans toutefois que leur intégrité ni leur existence ne soit menacée ;
- **Mineure** lorsqu'elles ne sont que légèrement affectées.

Tableau 34: Grille de détermination de l'importance absolue d'un impact (Fecteau, 1997)

Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
Forte	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Majeure
		Courte	Majeure
	Locale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Ponctuelle	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
Moyenne	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Locale	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Ponctuelle	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
Faible	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
	Locale	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
	Ponctuelle	Longue	Mineure
		Moyenne	Mineure
		Courte	Mineure

Source : Martin Fecteau, 1997

En plus des critères d'intensité, de durée et d'étendue, la valeur de la composante affectée est prise en compte dans la caractérisation de l'importance de l'impact.

La valeur est faible si l'impact affecte une ressource abondante saisonnièrement ou en toute saison, mais non menacée d'extinction ; elle est moyenne si l'impact affecte une ressource dont le temps de régénération et de mutation est relativement long (environ 05 ans).

La valeur est forte si elle affecte une ressource dont le temps de régénération et de mutation est long, supérieur à 05 ans, une zone sensible ou une ressource menacée d'extinction définitive.

La détermination de l'importance relative est faite suivant la grille de Fecteau ci-dessous.

7.1.2.6. Valeur de la composante touchée

Chaque composante du milieu possède une valeur qui lui est propre. Il est possible de distinguer une valeur intrinsèque et une valeur extrinsèque à une composante, lesquelles contribuent à la valeur globale ou intégrée.

La valeur intrinsèque s'établit à partir des caractéristiques inhérentes de la composante du milieu, en faisant référence à sa rareté, son unicité, de même qu'à sa sensibilité. La valeur extrinsèque d'une composante du milieu est plutôt évaluée à partir de la perception ou de la valorisation attribuée par la population ou la société en général.

La valeur est :

- **Faible** si l'impact affecte une ressource abondante saisonnièrement ou en toute saison, mais non menacée d'extinction ;
- **Moyenne** si l'impact affecte une ressource dont le temps de régénération et de mutation est relativement long (environ 05 ans) ;
- **Forte** si elle affecte une ressource dont le temps de régénération et de mutation est long, supérieur à 05 ans, une zone sensible ou une ressource menacée d'extinction définitive.

Tableau 35: Valeur des composantes environnementales

Environnement	Composantes	Valeur
Milieu physique	Sol	Faible
	Eaux de surface et sédiments	Faible
	Régime hydrologique	Moyenne
	Eaux souterraines	Faible
	Air ambiant	Faible
	Ambiance olfactive, sonore et vibration	Moyenne
Milieu biologique	Végétation naturelle	Moyenne
Milieu humain	Activités socio-économiques	Forte
	Santé et sécurité des travailleurs et des	Moyenne
	Amélioration de l'offre de viande de qualité	Forte
	Emploi	Forte
	Violences basées sur le Genre, EAS, HS	Faible
	Patrimoine culturel	Faible
	Quiétude du voisinage	Faible

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

7.1.2.7. L'importance relative de l'impact

L'importance relative de l'impact est déterminée par la combinaison de la valeur de la composante affectée et de l'importance absolue conformément au tableau ci-après.

Tableau 36 : Grille de détermination de l'importance relative de l'impact (Fecteau, 1997)

Importance absolue de l'impact	Valeur de la composante affectée	Importance relative de l'impact
Majeure	Forte	Forte
	Moyenne	Forte
	Faible	Moyenne
Moyenne	Forte	Forte
	Moyenne	Moyenne
	Faible	Moyenne
Mineure	Forte	Moyenne
	Moyenne	Moyenne
	Faible	Faible

Source : Martin Fecteau, 1997

La méthodologie élaborée ci-dessus a permis de déterminer les interactions positives et/ou négatives entre les activités du sous projet et les composantes de l'environnement biophysique et humain.

Le tableau ci-dessous présente la matrice d'identification des impacts potentiels du sous projet.

Tableau 37: Grille d'identification des impacts

	Activités, sources d'impacts	Milieu physique						Milieu biologique		Milieu humain								
		Sols	Régime hydrologique	Eaux de surface	Eaux souterraines	Qualité de l'air	Ambiance sonore	Végétation terrestre	Faune terrestre	Aménagement et occupation du territoire	Cohésion	Habitations et bâtiments	Économie locale, régionale et nationale	Infrastructures et services communautaires	Patrimoine archéologique et culturel	Hygiène Santé et sécurité des ouvriers et communautés	Genre et groupes vulnérables	Paysage
	Libération de l'emprise							x		x	x		x			x	x	
Préparation Construction	Installation du chantier (base vie)	x	x	x	x	x	x	x	x						x	x		x
	Préparation du terrain/terrassement	x		x	x	x	x	x	x						x	x		x
	Circulation des engins	x	x	x	x	x	x	x	x				x	x	x	x	x	
	Prélèvement et consommation d'eau en phase de travaux				x											x		
	Construction des infrastructures	x	x	x	x	x	x	x	x				x	x	x	x	x	x
	Achats de matériaux, de biens et de services										x		x	x		x	x	
	Gestion des déchets solides et liquides	x		x	x			x	x							x		
	Aménagement d'espaces verts			x		x		x	x									x
	Mobilisation de la main d'œuvre sur le chantier			x	x	x	x						x			x	x	
Réhabilitation et Fermeture	Démantèlement de la base vie	x	x	x	x	x	x	x								x		x
	Présence des ouvriers pour les travaux	x									x		x			x	x	
	Revitalisation du site de la base vie	x						x	x			x						x

	Activités, sources d'impacts	Milieu physique						Milieu biologique	Milieu humain									
		Sols	Régime hydrologique	Eaux de surface	Eaux souterraines	Qualité de l'air	Ambiance sonore	Végétation terrestre	Faune terrestre	Aménagement et occupation du territoire	Cohésion	Habitations et bâtiments	Économie locale, régionale et nationale	Infrastructures et services communautaires	Patrimoine archéologique et culturel	Hygiène Santé et sécurité des ouvriers et communautés	Genre et groupes vulnérables	Paysage
Exploitation	Exploitation infrastructures : Présence des Bouchers et usagers de l'abattoir sur le site	x		x	x			x	x		x					x	x	
	Gestion des déchets solides et liquide	x		x	x	x			x							x		
	Entretien des plantations d'embellissement				x											x		
	Mise en service et exploitation des infrastructures										x		x	x		x	x	
	Circulation interne et tout autour de l'abattoir					x	x									x		

Source : Matrice de Léopold, 1971

7.2. Résultats de l'identification des impacts

Les impacts de la réalisation des travaux de construction de l'abattoir sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Tableau 38 : Impacts potentiels du sous-projet

Phases	Activités/sources d'impact	Milieux récepteurs	Impacts potentiels
Préparation/ Construction	Installation des bases chantiers/ bases vies	Air	Dégradation de la qualité de l'air : Envol de poussières et émissions gazeuses (CO ₂ , SO _x , NO _x)
			Vibrations et nuisances sonores
		Eaux	Pollution des eaux
			Réduction de la quantité des eaux de surface
	Nettoyage du site	Sol	Pollution des sols
		Paysage	Modification du paysage
		Aire de l'abattoir	Perte potentielle de 163 pieds d'arbre
	Terrassement, déboisement, dessouchage Décapage de la terre végétale Déblais et remblais Réalisation des fouilles	Air	Dégradation de la qualité de l'air : Envol de poussières et émissions gazeuses (CO ₂ , SO _x , NO _x)
			Vibrations et nuisances sonores
		Sol	Modification et fragilisation de la structure et de la texture des sols
		Végétation-faune	Abattage potentiel de 163 arbres /destruction de l'habitat faunique
		Paysage	Modification du paysage
	Transport et circulation des camions	Air	Dégradation de la qualité de l'air : Envol de poussières et émissions gazeuses (CO ₂ , SO _x , NO _x)
	Exploitation des emprunts pour l'extraction des matériaux de construction	Sol	Modification et fragilisation de la structure et de la texture des sols
		Végétation	Abattage d'arbres, d'arbustes et d'herbacées sur l'aire des emprunts
		Faune/habitat faunique	Perturbation de la faune/destruction de l'habitat faunique
		Foncier	Exploitation des emprunts pour le besoin en agrégats souvent source de conflit.
	Prélèvement de l'eau	Eaux de surface	Accroissement du stress hydrique en cas de compétition avec les populations
			Diminution de la quantité d'eau de surface
	Fondation-construction des différentes infrastructures	Santé – sécurité des travailleurs	Chute et blessures
	Travaux de finitions	Sol	Pollution des sols par les résidus de matériaux (peinture, chaux...)
		Eaux	Pollution des eaux par les résidus de matériaux (peinture, chaux...)

Phases	Activités/sources d'impact	Milieux récepteurs	Impacts potentiels
		Santé – sécurité des travailleurs	Chute et blessures
	Recrutement de la main-d'œuvre/services	Création d'emploi	Disponibilité de 30 emplois rémunérés
	Remise en état des emprunts, des bases (chantier, base vie)	Air	Dégradation de la qualité de l'air : Envol de poussières et émissions gazeuses (CO ₂ , SO _x , NO _x)
	Elimination des déchets	Eaux/ Sol	Vibrations et nuisances sonores
		Paysage	Pollution des eaux et des sols par les déchets
Exploitation et entretien	Style architectural de l'infrastructure	Paysage	Modification du paysage
	Présence du petit commerce autour de l'abattoir	Activités socio-économiques	Amélioration de l'esthétique du voisinage
	Fonctionnement de l'abattoir	Emplois/Communautés	Accroissement des revenus
	Gestion des déchets	Sol/eau/air /population	Création d'emplois rémunérés (Nettoyeurs, Parqueurs, gardiens, serveurs, livreurs...)/ Amélioration de l'offre pour les spectacles
			Pollution (sol, eau, air) Atteintes à la santé des populations riveraines

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

7.3. Analyse des impacts du sous-projet

7.3.1. Analyse des impacts pendant la phase de préparation et de la construction

7.3.1.1. Analyse des impacts sur le milieu physique

- Impacts négatifs
- Dégradation de la qualité de l'air

Émissions gazeuses

En phase construction, les principales émissions atmosphériques proviendront du fonctionnement des engins motorisés. Outre le dioxyde de carbone (CO₂), les principales substances gazeuses émises par les moteurs sont le dioxyde de soufre (SO₂), les oxydes d'azote (NO_x) et le monoxyde de carbone (CO).

Des émissions gazeuses pourront survenir en cas de mauvaise gestion des déchets de chantier (incinération sauvage des déchets). Par ailleurs, on pourrait noter la perturbation de la photosynthèse chez les plantes due aux dépôts de poussières sur les feuilles des plantes situées dans l'environnement immédiat des voies de circulation des véhicules et engins de chantier.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Dégradation de la qualité de l'air (émission gazeuse)	Faible	Ponctuelle	Courte	Faible,	Faible

L'impact y relatif sera d'intensité Faible, d'étendue Ponctuelle, de durée courte, ce qui donne une importance absolue Mineure. Avec une Valeur de la composante affectée d'importance Faible, l'importance relative est également Faible.

Les mesures d'atténuations contre la dégradation de la qualité de l'air sont :

- La limitation de la vitesse de circulation des engins et véhicules
- Couvrir les chargements des véhicules
- Entretenir régulièrement les engins et véhicules
- Eviter le trop plein des camions

Émission de poussières

Une augmentation de la concentration en particules atmosphériques peut affecter temporairement la qualité de l'air ambiant pendant la phase de construction. En effet, des émissions de poussière de natures diverses dans l'atmosphère pourraient survenir lors des travaux de construction, ainsi que le déplacement des engins de chantier (approvisionnement de matériaux et matériels). L'impact sera accentué avec l'action des vents sur les tas de terre et dans les zones d'emprunt de matériaux.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Dégradation de la qualité de l'air (émission de poussière)	Faible	Ponctuelle	Courte	Faible,	Faible

L'impact y relatif sera d'intensité Faible, d'étendue Ponctuelle, de durée courte, ce qui donne une importance absolue Mineure. Avec une Valeur de la composante affectée d'importance Faible, l'importance relative est également Faible.

Les mesures d'atténuations contre la dégradation de la qualité de l'air (émission de poussière) sont :

- Le Port des équipements de protection pour le personnel de chantier (obligatoire)
- La Règlementation des travaux pendant les heures de travail

- Vibrations, nuisances sonores et olfactives

Les nuisances sonores proviendront principalement du bruit des engins (camions bennes) en phase de construction. Ces nuisances seront limitées sur les lieux de construction ainsi que sur les sites de prélèvement d'agréats.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Vibrations, nuisances sonores et olfactives	Faible	Ponctuelle	Courte	Faible,	Faible

L'impact y relatif sera d'intensité Faible, d'étendue Ponctuelle, de durée courte, ce qui donne une importance absolue Mineure. Avec une Valeur de la composante affectée d'importance Faible, l'importance relative est également Faible.

Les mesures d'atténuations contre les vibrations, nuisances sonores et olfactives

- La Mise en œuvre d'un plan de prévention des nuisances sonores :
- La mise en place en œuvre un programme d'entretien des véhicules utilisés pour les travaux ;
- Information préalable du voisinage sur la nature et de la durée des travaux ainsi que la moyenne mise en œuvre pour remédier aux diverses nuisances ;
- La réalisation les travaux bruyants pendant les heures normales de travail (de 06h à 18h) ;
- Le port des équipements de protection individuels (EPI)

- Diminution de la quantité des eaux

La réalisation des travaux de construction ne nécessite pas le prélèvement de grandes quantités d'eau estimées à 1500 m³. L'entreprise en charge des travaux doit élaborer avant le démarrage des travaux, un plan détaillé de gestion de l'eau qui sera soumis à la mission de contrôle pour validation. Ce plan permettra au maître d'ouvrage de prendre les mesures adéquates pour éviter un conflit dans l'usage de l'eau avec les populations hôtes du sous-projet.

Pendant la phase de préparation/construction, il ne devrait pas avoir d'effets quantitatifs sur les eaux de surface et les eaux souterraines. Cependant l'utilisation des motopompes pour le prélèvement de l'eau peut engendrer une pollution des eaux.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Diminution de la quantité des eaux	Faible	Ponctuelle	Courte	Moyenne,	Moyenne

L'impact y sera de Faible intensité, d'étendue Ponctuelle, de Courte durée. L'importance absolue est Mineure avec une valeur de la composante moyenne donnant une importance relative Moyenne.

Les mesures d'atténuation suivantes seront appliquées :

- Utilisation rationnelle des eaux souterraines,
- Suivi des quantités d'eau prélevées,
- L'utilisation des eaux du château d'eau pour la construction de l'abattoir,
- Sensibilisation des usagers sur l'utilisation rationnelle de l'eau

- Pollution des sols

Pendant la phase de préparation/construction le déversement accidentel des hydrocarbures au sol et la mauvaise gestion des déchets solides (résidus de polypropylène, emballages plastiques, gravats, sac de ciment...) et des effluents liquides (déversements volontaires ou accidentels de carburant ou de lubrifiants lors du ravitaillement et de l'entretien des équipements des chantiers..) pourraient entraîner une pollution des sols. Des mesures fortes doivent être prises pour réduire ou éviter d'accentuer la pollution des sols.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Pollution des sols	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure,	Faible

L'impact sur la pollution des sols sera d'intensité Faible, d'étendue locale, de durée courte avec une importance absolue Mineure. La valeur de la composante affectée étant Faible, l'importance relative est Faible.

Les mesures d'atténuations consisteront à l'installation des équipements adéquats de collecte des déchets solides et liquides du chantier (Bacs jaunes pour les emballages, les bacs blancs pour les verres, les verts pour les ordures ménagères et des bacs étanches pour les déchets liquides etc.)

- Modification et fragilisation de la structure et de la texture des sols

Pendant la phase de construction, les sols seront dénudés et remaniés sur l'ensemble de l'emprise du site, cela serait essentiellement dû aux travaux de débroussaillage, de nettoyage, de fouille, de remblais et de déblais. Il en sera de même au niveau des sites d'emprunts de matériaux.

L'impact se manifestera par une modification de la structure et de la texture des sols. La fragilisation des sols accentuera l'érosion ; les sols seront lessivés et les débris seront entraînés vers le bas.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Modification et fragilisation de la structure et de la texture des sols	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure,	Faible

L'impact sur la pollution des sols sera, d'intensité Faible d'étendue locale, de durée temporaire avec une importance absolue Mineure. La valeur de la composante affectée étant Faible, l'importance relative est Faible.

Les mesures d'atténuations contre la modification et fragilisation de la structure et de la texture des sols sont :

- Le décapage le moins possible de la surface du sol afin de limiter l'érosion
- La réglementation de la circulation des engins

7.3.1.2. Impacts sur le milieu biologique

- Perte d'arbres/destruction de l'habitat faunique

On dénombre 163 pieds de ligneux repartis en 10 espèces qui seront potentiellement touchés. Selon l'Arrêté n°2004-019/MECV du 07 juillet 2004 portant détermination de la liste des espèces forestières bénéficiant des mesures de protection particulière au Burkina Faso une seule espèce à savoir *Parkia biglobosa* est protégée. Concernant le statut de l'UICN, toutes les espèces sont classées LC (least concern). Pendant la phase de construction, ces ligneux et des herbacées seront en partie détruits dans les emprises des travaux. La destruction de la végétation aura pour corollaire la destruction de l'habitat faunique déjà fragile. Cependant, les plantations d'arbres qui seront réalisées dans le cadre du sous-projet contribueront à l'absorption du CO2 dégagé de la zone. Dans le contexte actuel de la zone (dégradation du couvert végétal due aux aléas climatiques et aux activités anthropiques).

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Perte d'arbres/destruction de l'habitat faunique	Faible	Ponctuelle	Courte	Moyenne	Moyenne

l'impact sur la végétation est négatif, d'intensité moyenne, d'étendue locale, de durée longue et d'importance absolue moyenne. Avec la valeur de la composante végétation qui est Moyenne, l'importance relative est Moyenne.

Les mesures d'atténuations portent sur la relocalisation d'un aménagement paysager avec 200 pieds de plantes ornementales à l'intérieur de l'abattoir et un reboisement de 815 plants sur le site de l'abattoir et sur le terroir de la commune. Un suivi sera organisé pour évaluer le taux de reprise des arbres plantés.

7.3.1.3. Impacts sur le milieu humain et socio-économique

- **Impacts négatifs**

- **Atteinte à la santé et, à la sécurité des travailleurs et des populations**

L'impact se manifestera par l'augmentation de la prévalence des maladies surtout celles des voies respiratoires chez les riverains du site du chantier, des sites d'emprunts ainsi que chez les ouvriers. Ces derniers sont exposés aux maladies de la sphère ORL (infections respiratoires aiguës). Comme sur tout chantier, des risques de blessures et d'accidents corporels et d'accidents de circulation pourraient survenir. Ces risques pourraient provenir de la circulation des engins mobiles (collision, dérapage).

Pendant la phase de construction, la présence d'une main d'œuvre jeune et celle venue d'ailleurs est un facteur de propagation des IST/VIH, le SIDA, les Grossesses Non Désirées (GND) et l'augmentation du risque liés aux VBG, EAS et HS

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Atteinte à la santé et, à la sécurité des travailleurs et des populations	Faible	Ponctuelle	Courte	Moyenne	Moyenne

L'impact y relatif sera, d'intensité moyenne, d'étendue locale, de durée Moyenne avec une importance absolue Moyenne. L'importance absolue combinée à la valeur de la composante affectée qui est Moyenne donne une importance relative moyenne.

Les mesures d'atténuation portent sur :

- La sensibilisation des populations riveraines sur la santé-sécurité du chantier
- La sensibilisation des populations riveraines et le personnel sur les travaux forcés et le travail des enfants
- La mise en place d'une procédure qui encadre les conditions de travail sur le chantier,
- L'information-Formation (1/4h de sécurité) sur les risques santé-sécurité

- **Impacts positifs**

- **Création d'emplois**

Pendant sa phase de construction, le sous-projet permettra la création d'environ 30 emplois. Ces emplois seront occupés dans la mesure du possible par la main d'œuvre locale. Il en sera de même des opportunités d'utilisation des services locaux (achats de ciment, d'agréats).

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Création de 30 emplois	Moyenne	Locale	Moyenne	Forte	Forte

Globalement, l'impact sur l'emploi sera, d'intensité moyenne d'étendue Locale, de durée Moyenne qui se traduira par une importance absolue Moyenne. La valeur de la composante touchée étant forte, l'importance relative est également Forte.

Les mesures de bonification sont

- La préparation et la mise en œuvre d'un plan particulier de santé, de la sécurité et de l'hygiène des travailleurs et de la population riveraine;

- La sensibilisation du personnel des entreprises en matière Hygiène Santé et Sécurité au travail,
- le recrutement de la main-d'œuvre locale lors de la préparation du terrain/terrassement, de la construction des infrastructures et de la réalisation de plantation des espèces ornementales

- **Accroissement des activités génératrices de revenus**

Pendant la phase de construction, la présence d'un grand nombre de travailleurs sur le chantier va stimuler le développement de la petite restauration et des AGR .

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Accroissement des activités génératrices de revenus	Moyenne	Locale	Moyenne	Forte	Forte

L'impact y relatif sera, d'intensité Moyenne, d'étendue Locale, de durée Moyenne qui se traduira par une importance absolue Moyenne. La valeur de la composante touchée étant forte, l'importance relative est également Forte

La mesure de bonification sont ;

- la contractualisation de l'achat des biens et services avec les fournisseurs de la zone riveraine du site par l'achat de matériaux, de biens et de services produits sur place,
- Le paiement des taxes et impôts par les acteurs de l'abattoir,.

7.3.2. Analyse des impacts pendant la phase d'exploitation

7.3.2.1. Analyse des impacts sur le milieu physique

- **Dégradation de la qualité de l'air**

Émissions gazeuses

En phase d'exploitation, une mauvaise gestion des déchets issus du fonctionnement de l'abattoir (incinération anarchique des papiers et des sachets) ; l'émanation des odeurs nauséabondes issues de la décomposition des déchets biologiques entraînera une dégradation locale de la qualité de l'air. Aussi la qualité de l'air sera dégradée dans l'enceinte de l'infrastructure et aux alentours avec l'émission de fine poussière provenant du nettoyage et la fréquentation par des engins et les émissions de gaz de combustion d'hydrocarbure comme le monoxyde de carbone (CO).

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Émissions gazeuses	Forte	Locale	Longue	Faible	Moyenne

L'impact y relatif sera, d'intensité Forte, d'étendue locale, de durée longue avec une importance absolue Moyenne. L'importance absolue combinée à la valeur de la composante affectée qui est Moyenne donne une importance relative Moyenne.

Les mesures d'atténuation à la phase d'exploitation contre les émissions gazeuses sont

- Assurer l'hygiène et l'entretien des lieux,
- Le maintien en bon état de fonctionnement du dispositif de gestion des déchets;
- La collecte automatique des déchets biologiques après l'abattage et leur traitement

- **Vibrations et nuisances sonores**

Pendant la phase d'exploitation, les nuisances sonores proviendront des bruits engins des usagers de l'abattoir et la population riveraine. Ces nuisances concerneront plus particulièrement Bouchers, les opérateurs, les petits commerçants mais aussi les habitants des concessions riveraines à l'abattoir.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Vibrations et nuisances sonores	Faible	Ponctuelle	Courte	Faible,	Faible

L'impact y relatif sera, d'intensité Faible, d'étendue locale, de durée courte, ce qui donne une importance absolue Mineure. Avec une Valeur de la composante affectée d'importance Faible, l'importance relative est également Faible.

Les mesures d'atténuation à la phase d'exploitation contre les Vibrations et nuisances sonores

Sont :

- la Sensibilisation des acteurs de l'abattoir sur les méfaits Vibrations et nuisances sonores
- La régulation de règles de circulation dans l'enceinte de l'abattoir par les camions chargés de bétail,

7.3.2.2. Impacts sur le milieu humain et socio-économique

• **Impacts positifs**

- **Création d'emplois**

Pendant la phase d'exploitation, le fonctionnement de l'abattoir générera des emplois (parqueurs, gardiens, employés l'abattoir, personnel d'appui (serveurs, livreurs...)).

Cet impact positif cumulatif contribuera un tant soit peu à la résorption du chômage des jeunes dans la zone du sous-projet.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Création d'emplois emplois (parqueurs, gardiens, employés l'abattoir, personnel d'appui (serveurs, livreurs...)).	Moyenne	Locale	Moyenne	Forte	Forte

Globalement, l'impact y relatif sera d'intensité Forte, d'étendue locale, de durée Longue qui se traduira par une importance absolue Majeure. La valeur de la composante touchée étant forte, l'importance relative est également Forte.

Les mesures de bonification sont

- La préparation et la mise en œuvre d'un plan particulier de santé, de la sécurité et de l'hygiène des travailleurs et de la population riveraine;

- La sensibilisation du personnel des entreprises en matière Hygiène Santé et Sécurité au travail,
- le recrutement de la main-d'œuvre locale lors de la préparation du terrain/terrassement, de la construction des infrastructures et de la réalisation de plantation des espèces ornementales

- Accroissement des activités génératrices de revenus

En phase d'exploitation, la zone du sous-projet sera une zone de petit commerce (boutiques) et de services (restauration), Mécaniques, vulcanisateur, vendeurs de pièces automobiles.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Accroissement des activités génératrices de revenus	Moyenne	Locale	Moyenne	Forte	Forte

L'impact y relatif sera d'intensité Forte, d'étendue locale, de durée Longue, qui se traduira par une importance absolue Majeure. La valeur de la composante touchée étant forte, l'importance relative est également Forte.

Les mesures de bonification sont ;

- la formation des femmes, commerçants restauratrices sur les gestion des revenus,,
- Le paiement des taxes et impôts par les acteurs de l'abattoir,.

- Amélioration de l'offre de viande de qualité

Composé de plusieurs ouvrages avec une capacité de conservation de la viande, le sous-projet va contribuer à améliorer les conditions de travail des bouchers et les conditions d'approvisionnement en viande de qualité dans la commune de Banfora ; la province de la Comoé.

Impact	Intensité	Etendue	Durée	Valeur de la composante affectée	Importance relative
Amélioration de l'offre de viande de qualité	Moyenne	Locale	Moyenne	Forte	Forte

L'impact y relatif sera d'intensité Moyenne d'étendue locale, de durée Moyenne. Ainsi l'importance absolue sera Moyenne. La valeur de la composante touchée étant forte, l'importance relative est également Forte.

Les mesures de bonification sont ;

- la formation des bouchers sur la gestion des revenus issus du commerce de la viande
- Le paiement des taxes et impôts par les acteurs de l'abattoir,.

7.3.5. Analyse des impacts environnementaux et sociaux cumulatifs

L'impact cumulatif du sous-projet désigne l'impact supplémentaire du sous-projet lorsqu' il est ajouté à d'autres impacts issus d'autres projets de développements pertinents passés, présents et futures raisonnablement prévisibles ainsi que des activités non planifiées mais prévisibles menées par le sous-projet et pouvant se produire plus tard ou dans un lieu différent.

Le besoin d'une compréhension plus large des effets environnementaux cumulés a émergé de la prise de conscience « d'accumulation » d'effets dans une gamme de situations comme : là où beaucoup de petits impacts, individuellement insignifiants, mais collectivement importantes se déroulent sur une période donnée, là où plusieurs projets générant des impacts majeurs sont situés dans une même zone, également là où des impacts adviennent de façon répétée dans le temps ou l'espace.

Dans la zone d'influence du PRECEL, les projets ayant de potentiels effets environnementaux et sociaux cumulatifs sont les projets passés, en cours de réalisations simultanément avec le sous projet, ou futures. Dans la Commune de Banfora, ils sont :

- Projet de réhabilitation et de renforcement de la route communautaire CU7b Bobo-Dioulasso/Banfora/Frontière Côte d'Ivoire (155 Km)
- Projet de réalisation de rues pavées dans la ville de Banfora ;
- Projet de Réhabilitation des routes – Bobo-Banfora- Frontière de la Cote d'Ivoire et Banfora-Orodara (PRéBBO).

Les effets cumulés potentiels sur un domaine donné seront le résultat de ces projets passés, en cours de réalisation et à venir. L'analyse de l'impact cumulatif est faite sur le plan environnemental et social. Le tableau suivant examine les impacts environnementaux et sociaux cumulatifs qui sont reconnus sur la base de préoccupations scientifiques et / ou des préoccupations des parties affectées par le sous-projet.

Tableau 39 : Impacts cumulatifs potentiels et mesures d'atténuation

Impacts/Risques	Mesures d'atténuation
Le développement des formes d'exploitation et d'abus sexuel/harcèlement sexuel et de travail des enfants /VBG	Code de conduite définissant et interdisant les EAS/HS et le travail des enfants Formation des travailleurs sur la prévention et la réponse aux EAS/HS ; Sensibilisation des communautés locales sur la prévention et la réponse aux EAS/HS; Diffusion de messages clairs et simples sur l'interdiction des EAS/HS et les sanctions préconisées en cas d'infraction du code de conduite.
La propagation des maladies sexuellement transmissibles due à l'arrivée successive des employés non résidents	Sensibilisation des communautés locales et des travaux des entreprises sur la prévention des MST
La perte d'arbres	Réalisation reboisement de compensation et entretiens conséquents (grille de protection métallique contre divagation des animaux, traitement anti termite, arrosage en saison sèche, taille de croissance et de forme)
L'altération du cadre de vie des populations par l'accumulation des déchets solides et liquides des différents chantiers.	Collecte systématique des déchets solides non biodégradables et traitement approprié (enfouissement dans des décharges sur sites retenus de concert avec les autorités locales et les services techniques de l'environnement) ;

Impacts/Risques	Mesures d'atténuation
	Mise en tas des déchets biodégradables sur les sites de décharges retenus avec les autorités et les organisations agricoles qui pourront les exploiter pour fabrication de compost Collecte systématique des déchets liquides des engins et rejets dans fosses imperméabilisées sur sites retenus avec les autorités compétentes ; Incinération des déchets
L'altération des paysages suite à l'exploitation de zones d'emprunt et de gîtes de carrières de roches massiques	Remise en état des sites d'emprunts assortie de végétalisation ; Aménagement de sites d'emprunts en boulis pour abreuvement des animaux en accord avec autorités locales et populations/éleveurs
Impacts positifs et mesures de bonification	
Plantations d'arbres recommandés par les différentes PGES	Poursuivre la protection et des surveillances des plants afin qu'ils contribuent à séquestrer le maximum de carbone
Création d'emplois dans l'exploitation liées à la construction et à l'exploitation de l'abattoir	Sensibiliser et former acteurs de la filière viande sur la gestion des revenus
Mise à disposition des populations de Banfora d'infrastructures modernes qui vont fournir les soins pour contribuer à améliorer leurs conditions de vie,	Sensibiliser et former les acteurs de la filière viande sur la nécessité de d'utiliser judicieusement cette infrastructure

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

7.3.6. Impacts du projet sur les changements climatiques

- **Répercussions du changement climatique sur le sous projet**

Le changement climatique pourrait avoir des répercussions sur l'abattoir pour les raisons suivantes :

Les infrastructures immobilières sont vulnérables aux risques climatiques et météorologiques extrêmes de deux façons principales. Tout d'abord, les opérations peuvent être perturbées par des événements météorologiques extrêmes (mur fissuré par les chaleurs extrêmes, infrastructures détruites par les crues,). Deuxièmement, l'abattoir a été dimensionnée sur la base de paramètres climatiques (par exemple, le vent, la température et les précipitations), pour minimiser leurs impacts. Or ces paramètres sont susceptibles d'évoluer avec le changement climatique qui se manifeste par l'apparition de plus en plus fréquente de phénomènes climatiques exceptionnels : grandes sécheresses et inondations, canicules et vents de sable, etc. les vulnérabilités des infrastructures à court et moyen terme sont en train d'évoluer.

De ce fait, les impacts climatiques sont susceptibles de s'aggraver : l'accélération du vieillissement des infrastructures ou l'augmentation de leur dégradation pourraient nécessiter des travaux d'entretien et des réparations plus fréquents et de plus grande ampleur, entraînant ainsi des coupures de réseaux plus longues pour les usagers. L'adaptation s'avérera nécessaire aussi bien pour les infrastructures existantes dans la zone du projet que pour les nouvelles infrastructures que le projet financera. Aussi, l'adaptation au changement climatique devrait-elle être prise en compte dans la formulation du projet, mais aussi dans la réalisation du sous-projet.

- **Répercussions du sous projet sur le changement climatique**

Le processus de construction va entraîner une dégradation du couvert végétal, donc une destruction des puits de carbone. Également à la phase fonctionnement, les émissions de GES dues à la circulation des engins et la mauvaise gestion des déchets sont également des sources d'émission de gaz à effet de serre.

Cependant, à moyen et longs termes, les plantations d'embellissement et de compensation vont créer des puits de carbone.

CHAPITRES VIII. IDENTIFICATION, ANALYSE ET EVALUATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

Le sous-projet de construction de l'abattoir de Banfora est générateur de risques environnementaux et sociaux. En effet pendant la phase de préparation, de construction et de l'exploitation/fermeture de la base vie, des risques sur le milieu socio-économique et son environnement sont omniprésents. Il s'agit principalement des risques de dégradation/pollution du milieu naturel, des risques biologiques, et des risques socio-économiques. L'analyse de ces risques et dangers vise à recenser de façon exhaustive les situations dangereuses dans l'optique de maîtriser ou à prévenir les accidents potentiels aux conséquences significatives. L'analyse des risques a pour but de circonscrire le risque de danger et présenter les pratiques visant à garantir la santé et la sécurité de l'Homme et de son environnement.

8.1. Méthodologie

La méthodologie utilisée pour l'évaluation des dangers et des risques dans le cadre du présent projet est l'Analyse Préliminaire des Risques (APR) qui repose sur l'identification des dangers et l'estimation des risques (Hazard Identification – HAZID, en anglais). L'APR nécessite dans un premier temps d'identifier les éléments dangereux liés à la mise en œuvre du projet qui concernent (i) les situations de danger pouvant aboutir à des atteintes morales et physiques des travailleurs du projet par les groupes armés ; (ii) des dangers d'exploitation, abus et harcèlement sexuels ; (iii) des opérations dangereuses associées au projet.

A partir de ces éléments, l'APR vise à identifier les différentes situations de danger. Il s'agit donc de déterminer les causes et les conséquences de chacune de ces situations, puis d'identifier les mesures de sécurité existantes ou qui seront mises en place (préventives et d'urgence). Les critères qui sont utilisés pour l'évaluation des risques prennent en compte la sévérité des événements, la gravité des conséquences et la probabilité d'occurrence.

- **la gravité des conséquences** est l'effets possibles en fonction des différents milieux dans lesquels on pourrait se retrouver notamment celui des travailleurs, des installations, de l'environnement et d'impact global (faible, moyenne, grave, très grave, critique).
- **la probabilité** d'occurrence, quant à elle se définit de la façon suivante : très improbables, improbable, probable, très probable, Survenance à tout moment.
- **la criticité** est en relation avec la probabilité et la gravité qui peut être : Faible, Moyenne, Grave, Très Grave, Critique;

La détermination du niveau de risque repose donc sur le jugement que l'expert pose pour chacun de ces critères, en considérant les conséquences sur une base globale et non sectorielle. Le niveau de risque est lié à la combinaison du niveau de sévérité et de la probabilité que l'événement se produise. Plus un événement est susceptible d'avoir des conséquences sévères et que la probabilité qu'il survienne est élevée, plus le risque apparaît comme inacceptable et nécessitera par conséquent la mise en place de procédures de réduction des risques et/ou la modification des installations pour en atténuer les effets potentiels.

8.2. Présentation de la grille d'évaluation de la gravité et de la probabilité

L'estimation du risque consiste à considérer pour chaque situation dangereuse deux (2) facteurs : (i) la fréquence d'exposition au danger et (ii) la gravité des dommages potentiels. Les niveaux de fréquence peuvent aller de faible à très fréquente et les niveaux de gravité de faible à très grave. Le tableau ci-après présente les niveaux des facteurs de la grille d'évaluation des risques.

Tableau 40 : Niveaux des facteurs de la grille d'évaluation des risques

Échelle de probabilité (P)		Échelle de gravité (G)	
Score	Signification	Score	Signification
P1	Une fois en 10 ans, très improbables	G1 = faible	Risque mineur, facilement maîtrisable, sans conséquence sur la santé ou la sécurité
P2	Une fois par an, improbable	G2 = moyenne	Risque maîtrisable avec des mesures correctives simples
P3	Une fois par mois, probable	G3 = grave	Risque important nécessitant des actions préventives et des mesures de contrôle
P4	Une fois par semaine ou plus, très probable	G4 = très grave	Risque majeur nécessitant une intervention immédiate pour éviter des dommages graves
P5	Peut survenir à tout moment	G5 = critique	Risque critique pouvant entraîner des pertes humaines, des dommages matériels ou des interruptions majeures

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

Le risque est évalué par la formule : $R (\text{risque}) = G (\text{gravité}) * P (\text{probabilité})$. Une « matrice de criticité » est établie et permet de voir la criticité ou niveau de risque. Le croisement de la fréquence et de la gravité donne le niveau de priorité. Le tableau ci-après présente la grille d'évaluation des risques.

Tableau 41 : Grille d'évaluation des risques

G5	5	10	15	20	25
G4	4	8	12	16	20
G3	3	6	9	12	15
G2	2	4	6	8	10
G1	1	2	3	4	5
	P1	P2	P3	P4	P5

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

Le tableau ci-après présente la signification des couleurs de la grille d'évaluation des risques

Tableau 42 : Signification des couleurs de la grille d'évaluation des risques

Code couleur	Niveau de priorité	Signification des couleurs
16 ≤ R ≤ 25	Elevé	La couleur rouge représente un risque élevé inacceptable qui nécessite des actions prioritaires de premières importances.
8 ≤ R < 16	Substantiel	La couleur orange matérialise un risque substantiel. Dans ce cas la priorité sur les actions à mener est de deuxième ordre
5 ≤ R < 8	Modéré	La couleur jaune matérialise un risque important. Dans ce cas la priorité sur les actions à mener est de troisième ordre.
1 ≤ R ≤ 4	Faible	Un risque très limité aura une couleur verte. Dans ce cas la priorité actions à mener est du quatrième ordre.

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

8.3. Identification et description des risques/dangers

8.3.1. Identification des risques / dangers du sous projet

Les risques sont identifiés selon leur distribution dans les phases du sous projet : phase d'installation ou de préparation, la phase de construction des infrastructures ou phase d'installation des équipements, ensuite la phase d'exploitation et entretien. Le tableau ci-dessous présente l'identification des risques potentiels dans les différentes phases du projet.

Tableau 43 : Identification des risques et dangers

Activités	Dangers/Sources de risques	Risques
Phase de préparation et construction		
Installation de base vie Installation du chantier ; Libération de l'emprise ; Ouverture des sites d'emprunts ; Recrutement de la main d'œuvre.	Entreposages d'hydrocarbures ; Deux (02) camions bennes ; traversant des agglomérations; Présence de la main d'œuvre.	Risque d'envol de la poussière ; Risque d'accident de circulation ; Collusion avec des animaux domestiques ; Risque de pollution de l'air; Risque d'intrusion/vol ; Risque de prolifération de déchets (emballages plastiques...); Risque de VBG/EAS/HS.
construction de l'abattoir	Déboisement-terrassement-fouilles ; Travaux de fouille ;	Risque de destruction des espèces floristique et la perturbation de la faune et d'habitat faunique ; Risque de morsures de serpents et d'insectes ; Risques de nuisances sonores; Risque de chute/noyade dans les fouilles non signalés/non remblayés.
	Prélèvement d'eau de chantier ; Construction des infrastructures ; Afflux de travailleurs ; Circulation des engins ; Réalisation des caniveaux ; Transport du personnel ; Mise en place des dalles au niveau du bâtiment administratif.	Risque lié à la manutention manuelle ou mécanisée ; Risque d'accident de travail ; Risque lié aux effondrements et aux chutes d'objets ; Risque lié au bruit et aux vibrations ; Risque de transmission des IST, de VIH-SIDA et d'autres maladies transmissibles, dues à l'arrivée sur le chantier des ouvriers venus d'ailleurs et des nouvelles habitudes de vie, liées au sexe et aux fréquentations ; Risque de VBG/EAS/HS/VCE ; Risque de conflits avec les riverains ; Risque de pollution des eaux, et des sols par les résidus de chantiers ; Risques d'insécurité liés à l'extrémisme violent et aux attaques terroristes;

Activités	Dangers/Sources de risques	Risques
		Risque d'incendie ; Déversement accidentel de produits chimiques (hydrocarbures, bases, peinture). risque de malfaçons des ouvrages et des dégradations précoces, les risques d'impayés des salaires des ouvriers et des fournisseurs et prestataires locaux
Fermeture de la base vie	Arrêt des travaux; Démantèlement des installations; Évacuation des déchets.	Risque d'accidents et de dangers liés aux activités de démantèlement Risque lié au manque d'hygiène et d'assainissement ; Risque de production des déchets ; Risque de contamination du sol par les huiles, les lubrifiants; Risque lié au bruit et aux vibrations des engins de chantier.
Phase d'exploitation et entretien		
Exploitation et entretien	Travaux de maintenance et d'entretien des équipements de l'abattoir; Présence de personnes à l'abattoir Exploitation de l'abattoir	Risque d'accidents et de dangers liés aux activités d'entretien et de maintenance de l'abattoir; Risque lié au manque d'hygiène et d'assainissement ; Risques de conflits avec les populations riveraines ; Risque biologique (risque de zoonose, propagation d'agents pathogènes : virus notamment, bactéries, protozoaires, champignons pathogènes) ; Risque de VBG/EAS/HS/VCE ; Risque lié à la dégradation et pollution du milieu naturel par les déchets issus du fonctionnement de l'abattoir ; Risque de contamination du sol par les hydrocarbures ; Risque lié au bruit et aux vibrations des véhicules de transport de viande; Risque d'insécurité ; Risques d'incendie, d'explosions, liées au mauvais entretien des installations électriques.

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

8.4. Evaluation et Analyse des risques environnementaux et sociaux du sous-projet

Au nombre des situations à risques liées au sous-projet, la présente étude a permis d'identifier : les risques d'accident (de circulation ou de travail), des maladies sexuellement transmissibles (IST et VIH/SIDA), et des grossesses précoces et non désirées ; du développement des

violences basées sur le genre (VBG) VCE et de EAS/HS ; les risques sécuritaires, de conflits entre le personnel du chantier et la population locale sont appréciés à un niveau élevé et vont nécessiter la mise en œuvre d'actions prioritaires,. La synthèse des résultats de l'analyse des risques identifiés est consignée dans le tableau ci-après.

Tableau 44: Synthèse de l'analyse et l'évaluation des risques environnementaux et sociaux

Composante affectée	Risques	Commentaire et analyse des risques	Appréciation des risques avant prévention			mesure de prévention pour minimiser le niveau de risque
			Probabilité	Gravité	Niveau de risque	
Phase de préparation et de construction de l'abattoir						
Air	Risque de détérioration de la qualité de l'air engendrée par les activités du sous-projet	Le mouvement des engins de chantier, les travaux de génie civil (fouilles, remblai, etc.) engendreront des envols de poussières et des rejets de gaz d'échappement (SO2, Nox, CO, CO2, etc.) dans l'atmosphère.	3	2	6	-Limitation des vitesses -Sensibilisation des chauffeurs
Ambiance sonore	Risque de nuisances sonores pour les riverains et le personnel des chantiers	Les origines des bruits se résument principalement aux mouvements des engins de chantier, les travaux de gros et seconds œuvres et l'aménagement des voiries.	3	2	6	-Dotation d'EPI (Bouchons d'oreilles)
Sols	Risques de contamination des sols	Des fuites occasionnelles d'hydrocarbures pendant les opérations d'entretien et de maintenance des engins pourraient s'observer source de pollution des sols.	2	2	4	-Acquisition de kits de dépollution
Eaux de surface et souterraines	Risques de pollution des eaux de surface et des eaux souterraines	Les déversements accidentels d'hydrocarbure pendant les opérations d'entretien et de maintenance pourraient s'observer source de pollution des eaux.	3	3	9	-Sensibilisation des travailleurs sur la manutention des huiles
Climat	Risques liés aux effets du changement climatique	Les effets des changements climatiques pourraient avoir des dommages sur les infrastructures réalisées. Ils se traduiraient par des inondations ou de vent violent qui peuvent endommager les infrastructures de l'abattoir. Le dimensionnement des infrastructures devrait tenir compte des vents, des températures et des pluies courantes des coupures et des coupures d'électricité.	4	1	4	Mettre en place un plan de mesures d'urgences et des catastrophe

Composante affectée	Risques	Commentaire et analyse des risques	Appréciation des risques avant prévention			mesure de prévention pour minimiser le niveau de risque
			Probabilité	Gravité	Niveau de risque	
Gestion des déchets	Production des déchets	L'approvisionnement, le stockage et la distribution d'hydrocarbure pourraient engendrer des cas de déversements accidentels et des rejets huiles usées issues du fonctionnement des engins. Ces déchets doivent être gérés par les entreprises qui seront en charge des travaux suivant un plan de gestion du déchet validé	3	2	6	Responsabiliser les entreprises dans la gestion des déchets
Santé et sécurité	Chutes de plain-pied ou en hauteur et blessures	Des chutes libres de personnes ou d'objets pourraient être occasionnées lors des travaux en hauteur (élévation des murs, mise en place d'échafaudage, etc.). Les chutes de plain-pied et les chutes en hauteur sont respectivement les deuxièmes et troisièmes causes des accidents de travail dans la construction. On peut aussi noter de risques maladies professionnelles consécutives suite à des efforts physiques ou à des gestes répétitifs et mauvaise posture, etc.	4	3	12	Conduire une induction santé sécurité avant le début des travaux
	Risques liés aux violences basées sur le genre (VGB), EAS et HS et/ou de violence contre les enfants	L'afflux des travailleurs dans la zone d'intervention des sous-projets qui pourraient entraîner des comportements déviants (harcèlement sexuel, violence contre les enfants) Le recrutement de la main-d'œuvre locale pourrait être source de harcèlement sexuel envers les femmes et les filles.	2	4	8	Faire signer des codes de bonne conduite sur les VGB, EAS et HS
	Accident de travail	L'utilisation des engins des chantiers, les travaux de fouilles pour l'implantation des ouvrages, l'abattage des arbres, l'ouverture des tranchées et le transport de matériels et matériaux ainsi que le non-respect des consignes de sécurité, exposeront les ouvriers et les populations locales aux risques d'accidents corporels si certaines précautions ne sont pas prises. Le risque d'accident sera surtout observé chez les travailleurs intervenant sur le chantier du fait de la circulation des engins mobiles (collision, dérapage), de la charge manutentionnée	3	4	12	Conduire une induction santé sécurité avant le début des travaux

Composante affectée	Risques	Commentaire et analyse des risques	Appréciation des risques avant prévention			mesure de prévention pour minimiser le niveau de risque
			Probabilité	Gravité	Niveau de risque	
		(chute d'objets) ou des chutes de personnes. Les équipements de protection collective et individuelle seront alors requis pour réduire ces risques				
	Propagation des IST/SIDA des infections respiratoires et des grossesses précoces et non désirées	La présence des travailleurs exposés aux infections sexuellement transmissibles (IST/VIH-SIDA).	2	4	8	Sensibiliser les employés sur IST/SIDA des infections respiratoires et des grossesses précoces et non désirées
	Dégradation de la santé, la sécurité et l'hygiène des travailleurs et de la population riveraine	Pendant la phase de préparation, de construction et d'exploitation, la mauvaise gestion des déchets pourrait entraîner une dégradation de la santé, la sécurité et donc à court moyen terme provoquer des maladies professionnelles.	2	2	4	Responsabiliser les entreprises dans la gestion des déchets
Cohésion sociale	Risque de conflits sociaux	Des conflits sociaux pourraient survenir suite à la non-prise en compte de la main d'œuvre locale en phase des travaux et au non-respect des us et coutumes locaux (actes d'adultères, non-respect des interdits, vols, etc.)	3	2	6	Recruter la main d'œuvre local pour les emplois locaux
Vestiges archéologiques	Détérioration des vestiges archéologiques	Aucun patrimoine culturel n'a été identifié dans l'emprise de l'abattoir lors des différentes investigations de terrain. Toutefois, si, au cours des travaux, des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique sont découverts, les entreprises doivent suivre la procédure suivante (confère annexe 19 sur la procédure en cas de découverte fortuite) : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le Maître d'œuvre qui doit prendre des dispositions afin de protéger les sites pour éviter toute destruction.	1	2	2	Appliquer la procédure de découverte fortuite en cas de découverte lors des travaux

Composante affectée	Risques	Commentaire et analyse des risques	Appréciation des risques avant prévention			mesure de prévention pour minimiser le niveau de risque
			Probabilité	Gravité	Niveau de risque	
Phase d'exploitation et d'entretien de l'abattoir						
Qualité de l'air	Risque de pollution de l'air	La circulation des camions (gros porteurs, véhicules), tricycles, moto, la mauvaises des déchets contribueront à la dégradation de la qualité de l'air dû à des émissions des émissions de poussière et du rejet du gaz d'échappement (CO, SO2, CO2, NOx, etc.)	2	2	4	-Limitation des vitesses -Sensibilisation des chauffeurs
Ambiance sonore	Risque de nuisances sonores pour les riverains et les usagers de l'abattoir	La circulation des véhicules (gros porteurs, véhicules léger, tricycles, etc.) et la présence des usagers de l'abattoir (marchands, Bouchers engendreront une dégradation de l'ambiance sonore provenant de l'activité opérationnelle de l'abattoir.	2	2	4	-Dotation d'EPI (Bouchons d'oreilles)
Sols	Risque de pollution des sols	Les déversements accidentels d'hydrocarbure, la production des déchets divers et la fréquence du mouvement des véhicules (arrivée et départ au niveau de l'abattoir) pourraient être à l'origine de la contamination du sol et de la modification de la texture du sol.	2	2	4	-Acquisition de kits de dépollution
Eaux de surface et souterraine	Risque de pollution des eaux de surface et souterraine	Pendant la mise en service de l'abattoir et son entretien, la mauvaise gestion des déchets et des blocs de latrines risqueraient de contaminer les points d'eau de surface par ruissèlement et de la nappe superficielle par infiltration.	3	3	6	-Sensibilisation des travailleurs sur la manutention des huiles
Climat	Risque de destruction des infrastructures de l'abattoir liée aux effets du changement climatique	Les manifestations du changement climatique telles que les vents violents, les orages de plus en plus puissants et les inondations peuvent entraîner la destruction des infrastructures de l'abattoir réalisée (hangars, bâtiments, latrines).	3	3	9	
Gestion des déchets	Production des déchets Risques biologique	Les déchets générés pendant le fonctionnement de l'abattoir sont de nature solide, liquide et gazeux et se répartissent en déchets valorisables, les déchets non valorisables et les déchets	5	3	15	Responsabiliser le COGES sur

Composante affectée	Risques	Commentaire et analyse des risques	Appréciation des risques avant prévention			mesure de prévention pour minimiser le niveau de risque
			Probabilité	Gravité	Niveau de risque	
		dangereux pouvant conduire à une risque biologique. .S'ils ne sont pas convenablement gérés, ils constitueront une source de pollution diverses				la gestion des déchets
Infrastructures	Risques de dégradations précoces des infrastructures	Les risques de dégradations précoces des infrastructures pourraient survenir suite, aux malfaçons, à la mauvaise qualité des matériaux et aux actions de vandalismes, d'incivisme et manque d'entretien	5	3	15	Réaliser une inspection et contrôle régulier des infrastructures
Santé sécurité	Risques d'accident de circulation	L'augmentation du flux de circulation sur les principales voies qui desservent l'abattoir occasionnerait des risques d'accidents de circulation. Pendant les travaux d'entretien des installations (électriques, solaires, etc.) des chutes en hauteur peuvent se produire pendant la mise en place d'échafaudage. Ces chutes sont respectivement les deuxièmes et troisièmes causes des accidents de travail pendant les entretiens.	2	4	8	Sensibilisation des conducteurs sur la limitation des vitesse
	Risque traumatique	Lors du transport, du déchargement et de l'abattage des animaux, des chocs (heurt, etc.) peuvent arriver entre les animaux et les opérateurs. De même, le travail dans les abattoirs expose à de nombreuses sources de traumatismes spécifiques à ces métiers : i : Les blessures (griffures, coups de bec ou de corne) lors du travail avec des animaux vivants ; ii : Les coupures avec les couteaux et autres instruments tranchants dans les ateliers de découpe ; iii : Les blessures provoquées par l'utilisation de machines et outils (plumeuses, machine à brochettes, hachoirs...)	2	3	6	Former les boucher et les transporteurs de viande sur le respect des poids qu'une personne peut soulever
	Risque d'augmentation du taux de prévalence des IST, VIH / SIDA , EAS/HS	Le contact régulier entre les personnes pourrait engendrer des comportements à risques comme des relations sexuelles non protégées, la propagation des IST et du VIH/SIDA, EAS/HS	3	4	12	Faire signer des codes de bonne conduite sur les

Composante affectée	Risques	Commentaire et analyse des risques	Appréciation des risques avant prévention			mesure de prévention pour minimiser le niveau de risque
			Probabilité	Gravité	Niveau de risque	
						VGB, EAS et HS
	Risque chimique	Agression chimique par contact avec des produits de nettoyage et de désinfection des locaux de travail... Toutes les opérations d'entretien et de nettoyage font appel, pour débarrasser des surfaces inertes (sols, murs, plans de travail, ...) de toutes souillures visibles et inactiver ou tuer les micro-organismes présents, à des agents détergents et désinfectants qui utilisent souvent des produits chimiques très agressifs susceptibles de provoquer des intoxications par inhalation ou absorption et des brûlures cutanées ou oculaires, ou des sensibilisations allergiques (eczéma, asthme...).	3	3	9	Procéder à l'étiquetage des produits chimiques, Elaborer des procédures de gestions des produits chimiques
	Risque d'incendie et d'électrocution	Des risques d'électrocution pour les usagers de l'abattoir pourraient se produire par manque d'attention ou lors des branchements (recharge de portables, et autres matériels électriques.). Aussi, des cas d'incendies liées à la survenu d'un court-circuit des installations électriques ou aux excursions des camions autour de l'abattoir pourraient se produire pouvant entraîner des dégâts matériels et corporels pour le personnel et les usagers de l'abattoir).	2	4	8	Elaborer des procédures pour les interventions dans la maintenance électrique de l'abattoir
	Risques sécuritaires (Risque d'enlèvement du personnel du projet par les groupes terroristes)	Certaines zones d'intervention des Cascades sont à risque élevé de conflits relativement aux attaques terroristes. Certains employés du projet et des entreprises pourraient être enlevés par les terroristes	2	4	8	Suivre les procédures de la sécurité du PRECEL

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

CHAPITRE IX. MESURES ET ACTIONS CLEES DU PLAN D'ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (PEES)

Les mesures présentées dans le tableau ci-dessous constituent une synthèse des mesures et actions clés à entreprendre par les parties prenantes et les échéanciers correspondants pour que le projet réponde aux exigences des normes environnementales et sociales.

Tableau 45 : Synthèse des mesures du PEES importantes pour la mise en œuvre du projet

N°	NES	Outils et instrument de gestion environnementale et sociale	Echéancier	Responsable
1	NES n°1	Elaboration de rapport mensuel de mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementales et sociales	Avant le début du chantier	Entreprise chargée des travaux
2	NES n°1	Elaboration de rapport mensuel de suivi-contrôle des mesures de sauvegardes environnementales et sociales	Pendant les travaux de chantier	Mission de contrôle
3	NES n°1	Prescriptions ESSS à insérer dans les DAO et contrat des entreprises pour les marchés de travaux ;	Durant la préparation des dossiers d'appel d'offres et avant la signature de tout contrat	UCP_PRECEL
4	NES n° 1	Formation sur le Cadre environnemental et social de la Banque mondiale (Normes environnementales et sociales) au profit des responsables en charge des questions environnementales et sociales	Avant le début du chantier	UCP_PRECEL
5	NES n°2	Codes de bonne conduite	Avant le recrutement à insérer dans les contrats du personnel	Entreprise en charge des travaux Bureaux de contrôle
6	NES n°1	Elaboration et validation du PGES-Chantier par l'entreprise en charge des travaux de construction de l'abattoir Elaboration de plans de protection de sites pour les emprunts et les bases	Avant le début du chantier par l'entreprise chargée des travaux d'exécution	Entreprise en charge des travaux
7	NES n°1	Le client, l'entrepreneur et l'ingénieur conseil établissent un système de gestion environnementale et sociale, Système de gestion Hygiène, Sante et Sécurité en conformité avec ISO 45001 :2018 ou équivalent	Avant le démarrage des travaux.	Entreprise en charge des travaux
8	NES n°1	L'entrepreneur met en œuvre le PGES-Chantier et le plan HSSE. L'ingénieur superviseur supervise la qualité et la mise en œuvre adéquate du PGES-Chantier et le plan HSSE.	Pendant toute la durée des travaux	Entreprise en charge des travaux ; MDC

N°	NES	Outils et instrument de gestion environnementale et sociale	Echéancier	Responsable
9	NES n°2	L'entrepreneur et l'ingénieur superviseur recrutent chacun à leur niveau un spécialiste de l'environnement qualifié, un spécialiste social expérimenté et un spécialiste en Hygiène, santé et sécurité au travail certifié en ISO 45001-2018 ou équivalent.	Avant le démarrage des travaux.	Entreprise en charge des travaux ; MDC
10	NES°2	Le spécialiste de l'environnement qualifié, le spécialiste social et le spécialiste en Hygiène, santé et sécurité au travail doivent être présents à temps plein sur les chantiers pendant les heures de travail. l'élaboration et la mise en œuvre une procédure de gestion de la main d'œuvre y compris la gestions des plaintes des travailleurs est nécessaire	Pendant toute la durée des travaux	Entreprise en charge des travaux
11	NES n°3	Le prélèvement d'eau de chantier doit être déclaré auprès de l'agence de l'eau de l'eau de la Comoé. Également, les sites des carrières pour le prélèvement des agrégats doivent être valider par le Bureau de contrôle. L'entreprise et l'administration de l'abattoir mettrons en place un dispositif de gestion des déchets et de prévention des pollutions aussi bien en phase de construction qu'en phase d'exploitation	Avant et pendant les travaux	Entreprise en charge des travaux Bureaux de contrôle
12	NES n°4	Elaboration du Plan Hygiène, Santé, sécurité (PHSS)	Avant le début du chantier par l'entreprise chargée des travaux d'exécution	Entreprise en charge des travaux
13	NES n°4	Mesures relatives à la Santé et la Sécurité au Travail (SST)	Avant le début des travaux	Entreprise en charge des travaux Bureaux de contrôle
14	NES n°4	Elaboration et mise en œuvre par les fournisseurs /prestataires des mesures et des actions pour évaluer et gérer les risques liés à la circulation et à la sécurité routière	Avant le démarrage des travaux.	Entreprise en charge des travaux
15	NES n°6	Prise en compte de la préservation de la biodiversité dans le PGES de la présente NIES	Avant le début du chantier	Entreprise en charge des travaux

N°	NES	Outils et instrument de gestion environnementale et sociale	Echéancier	Responsable
16	NES n°8	Elaboration et application d'une procédure sur les découvertes fortuites	Annexer à la présente étude	Entreprise en charge des travaux
17	NES n°10	Préparation de modules pour la formation des travailleurs et prestataires sur les risques de mise en œuvre sur les populations locales, notamment sur les thèmes suivants : Violences Basées sur le Genre (VBG), y compris les Exploitations et Abus Sexuels et Harcèlement Sexuel (EAS/HS), Violence Contre les Enfants (VCE), Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP), pollution et dommages pendant les travaux, hygiène, santé, sécurité au travail, code de bonne conduite, menaces terroristes, etc. La consultation du public doit être menée à toutes les phases du sous-projet y compris la gestion des plaintes et préoccupations	Avant le début du chantier	Entreprise en charge des travaux ;
18	NES n°10	Organisation de séances d'information, d'éducation et de communication (IEC) à l'intention des populations locales afin de mieux leur faire prendre conscience des risques liés à la mise en œuvre du Projet, et d'atténuer les risques. Ces formations incluront les mesures préventives et de réponse de lutte contre la VBG, y compris les EAS/HS, tels que les Codes de Conduite, les MGP, etc	Avant le démarrage des travaux	Entreprise en charge des travaux
19	NES n°10	Maintenir permanemment la communication avec les parties prenantes locales Être attentif et faire toujours des retours par rapport aux doléances et préoccupations des parties prenantes	Pendant toute la durée du sous-projet	Entreprise MDC PRECEL

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

CHAPITRE X. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

10.1 . Objectif du PGES

Le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) est constitué de l'ensemble des dispositions à prendre pour s'assurer de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et d'optimisation, notamment le suivi des paramètres qui sont sources d'impacts. Il est défini, de manière opérationnelle, toutes les actions indispensables à prendre pour s'assurer de la mise en œuvre de mesures environnementales pour prévenir, atténuer, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement humain et naturel bonifier les effets des cas positifs.

10 .2. Acteurs de mise en œuvre et de suivi PGES et leurs rôles

Les acteurs de la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementales et sociales relatives aux travaux sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 46 : Arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PGES:

Catégories d'acteurs	Responsabilités sur le plan environnemental et social
UCP/PRECEL	L'Unité de Coordination du projet assurera la surveillance et le suivi environnemental et social du sous projet par l'intermédiaire d'un Environnementaliste expérimenté et un spécialiste social expérimenté. Ils veilleront à l'inclusion des clauses environnementales et sociales dans les Dossier d'Appel d'Offres (DAO) de l'entreprise et participeront à la validation du PGES-Chantier, du Plan Particulier de Gestion et d'Elimination des Déchets (PPGED), du Plan d'Assurance Environnement (PAE) et du Plan Hygiène de Sécurité et Protection de la Santé (PHSS) de l'entreprise au démarrage des travaux.
Ingénieur (Mission contrôle) Conseil de	La Mission de Contrôle (MdC) sera chargée de veiller à la mise en œuvre de toutes les mesures environnementales et sociales au même titre que l'entreprise chargée des travaux. La Mission de Contrôle mettra en place un Système de Management Environnemental et Social (SGES) conforme aux normes ISO 14001 et ISO 45001. Elle recrutera un spécialiste de l'environnement expérimenté, un spécialiste social expérimenté ayant une connaissance sur le droit du travail du Burkina Faso, la gestion des griefs et des cas d'Exploitation et d'Abus Sexuel et de Harcèlement Sexuel et autres formes de Violences Basées sur le Genre (EAS/HS/VBG). La MdC recrutera également un spécialiste HSE expérimenté et certifié ISO 45001 :2018 ou équivalent en santé et sécurité. Cette fonction peut être effectuée par le spécialiste de l'environnement s'il possède l'expérience requise et la certification ISO 45001 :2018 ou équivalente. Ces 3 spécialistes devront être présents à temps plein sur les chantiers pendant les heures de travail. Avant la réalisation des travaux, la MdC devra procéder à l'approbation du Plan de Gestion Environnementale et Sociale des travaux, du Plan Particulier de Gestion et d'Elimination des Déchets (PPGED), du Plan d'Assurance Environnement (PAE) et du Plan Hygiène de Sécurité et Protection de la Santé (PHSS) de l'entreprise au démarrage des travaux élaborés par l'entreprise en charge des travaux.
Entreprise en charge des travaux	L'entreprise chargée de l'exécution des travaux de construction assurera la préparation et la mise en œuvre adéquate d'un plan de gestion

	environnementale et sociale de chantier (PGES chantier) et d'un plan de santé et de sécurité au travail. Pour ce faire, l'entreprise recrutera un spécialiste expérimenté de l'environnement, un spécialiste social expérimenté ayant une connaissance sur le droit du travail du Burkina Faso, la gestion des griefs et des cas d'Exploitation et d'Abus Sexuel et de Harcèlement Sexuel et autres formes de Violences Basées sur le Genre (EAS/HS/VBG). Elle recrutera également un spécialiste expérimenté et certifié ISO 45001: 2018 ou équivalent en matière de santé et de sécurité au travail. Ces 3 spécialistes doivent être présents à temps plein sur le chantier pendant les heures de travail. De concert avec l'ingénieur superviseur l'entreprise chargée des travaux établira un système de gestion environnemental et sociale conforme aux normes ISO 14001 et ISO 45001.
Agence Nationale des Evaluations Environnementale (ANEVE)	L'ANEVE, structure sous tutelle du Ministère en charge de l'Environnement devra valider le présent rapport et délivrer un Arrêté d'Approbation dudit rapport avant le démarrage des travaux. L'ANEVE d'assurer le suivi externe à travers la vérification de la conformité des activités menées avec le PGES et les lois nationales. Il canaliserait l'intervention des différents partenaires sur le chantier.
Directions régionales, provinciales en charge de l'environnement	les directions régionales, provinciales en charge de l'environnement au niveau local, chargé de délivrer les autorisations d'abattage d'arbres et du contrôle du respect des dispositions réglementaires en matières de protection de l'environnement ;
Administrations déconcentrées et collectivités locales	Les autorités communales de Banfora et les services techniques déconcentrés de l'environnement sont invités à contribuer à la performance environnementale et sociale du sous-projet à travers un suivi rapproché. A cet effet, ils seront vivement encouragés à travailler en étroite collaboration avec les Missions de Contrôle pour garantir la réussite totale du sous-projet.
Organisations non gouvernementales (ONG) et associations locales	Dans le cadre du sous-projet, les ONGs (notamment OCADES et Laboratoire Citoyenneté) seront chargées de la sensibilisation des populations et de tous les acteurs à plus s'intégrer dans le présent sous-projet mais aussi, de la sensibilisation des personnels des entreprises d'exécution du sous-projet et des populations riveraines sur les risques de contagion et de propagation des Infections Sexuellement Transmissibles (IST), le VIH, le SIDA et les violences liées au genre, le travail des mineurs au cours de l'exécution des travaux.
Acteurs de la filière viande et bétail	Les acteurs de la chaîne de la filière, tel que les services vétérinaires ; l'administration de l'abattoir et le COGES de l'abattoir seront chargés de la gestion de l'infrastructure. Les services vétérinaires offriront leur service en tant que prestataire sur les soins des animaux
Missions de supervision de la Banque mondiale	Assurer des missions de supervision permettant de veiller à la prise en compte de toutes les exigences environnementales et sociales dans la mise en œuvre et le suivi du projet

Source : Données terrain GREM 2024

10.3. Programme de mise en œuvre des mesures d'évitement, d'atténuation, de compensation et de bonification

10.3.1. Mesures d'évitement

Dans le cadre de la présente EIES, les mesures d'évitement sont plus en lien avec la préservation de la santé et de la sécurité des populations locales, les biens socio-économiques, la protection des terres agricoles et des arbres. Pour ce faire, il est recommandé la préservation des arbres et des biens socio-économiques qui ne sont pas dans l'emprise directes de l'abattoir.

10.3.2. Mesures d'atténuation, de compensation et de bonification

Le PGES comporte un programme de mise en œuvre des mesures d'atténuation, une surveillance et un suivi environnemental. Il fournit pour les différents impacts des activités identifiées, une présentation des mesures proposées, des acteurs de cette mise en œuvre, les coûts de mise en œuvre, la période d'exécution, des indicateurs ainsi que les responsables de suivi.

La mise en œuvre effective du PGES devra permettre d'atténuer les impacts négatifs, d'optimiser les impacts positifs et d'assurer une exécution harmonieuse du projet.

Le tableau ci-dessous présente le programme de mise en œuvre des mesures d'atténuation, de compensation et de bonification des impacts

Tableau 47 : Programme de mise en œuvre des mesures d'atténuation, de compensation de bonification des impacts et de gestion des risques

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
Milieu physique								
Air Ambiance sonore	Dégradation de la qualité de l'air : Envol de poussières et émissions gazeuses (CO ₂ , SO _x , NO _x)	Négatif	Limiter la vitesse de circulation des engins et véhicules Couvrir les chargements des véhicules Entretenir régulièrement les engins et véhicules Eviter le trop plein des camions	Entreprise chargée des travaux	Nombre de panneaux de signalisation Nombre de camions recouvert de bâche	Préparation et construction	500 000*5 fois= 2 500 000 FCFA	PRECEL, ANEVE MdC
	Vibrations et nuisances sonores	Négatif	Mise en œuvre d'un plan de prévention des nuisances sonores : Mettre en œuvre un programme d'entretien des véhicules utilisés pour les travaux ; Informer au préalable du voisinage sur la nature et de la durée des travaux ainsi que la moyenne mise en œuvre pour remédier aux diverses nuisances ; Réaliser les travaux bruyants pendant les heures normales de travail (de 06h à 18h) ; -Port des équipements de protection individuels (EPI)	Entreprise chargée des travaux	Horaires de travail Régularité des visites techniques	Préparation et construction	500 000*5 fois= 2 500 000 FCFA	PRECEL, ANEVE MdC

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
Eaux et sols	Pollution des eaux et des sols par les déversements des huiles et les déchets divers	Négatif	Installer des équipements adéquats de collecte des déchets solides et liquides du chantier (Bacs jaunes pour les emballages, les bacs blancs pour les verres, les verts pour les ordures ménagères et des bacs étanches pour les déchets liquides etc.)	Entreprise chargée des travaux	Nombre de poubelle et de bacs installés	Préparation et de construction	1 000 000	PRECEL MdC
Milieu biologique								
Végétation	Abattage d'arbustes sur le site de l'abattoir. Destruction de l'habitat faunique Pression sur les ressources floristiques et fauniques	Négatif	Réalisation d'un aménagement paysager avec 200 pieds de plantes ornementales à l'intérieur de l'abattoir et un reboisement de 815 plants sur le site de l'abattoir et sur le terroir de la commune	Entreprise COGES Mairie DPEEA	Nombre de plants mis en terre Taux de réussite	Préparation et construction	1085*5000= 5 075 000	PRECEL ANEVE MdC
Milieu humain								
Hygiène-Santé-Sécurité	Dégradation de la santé des travailleurs	Négatif	Sensibiliser les travailleurs de la santé-sécurité sur le chantier Dotation d'EPI adaptés aux ouvriers Information-Formation (1/4h de sécurité) sur les risques santé-sécurité	Entreprise	Nombre de travailleurs équipé d'EPI Nombre de séance de sensibilisation et de formation effectuée	Préparation et construction	54 employés* 20 000 FCFA = 1 080 000	PRECEL ANEVE MdC

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
	Atteintes à la santé et à la sécurité des populations	Négatif	Sensibiliser les populations riveraines sur la santé-sécurité du chantier	Entreprise	Nombre de séance de sensibilisation et de formation effectuée	Préparation et de construction	500 000*5= 2 500 000	PRECEL ANEVE MdC
	Travail forcé et le travail des enfants	Négatif	Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les travaux forcés et le travail des enfants Mise en place d'une procédure qui encadre les conditions de travail sur le chantier	COGES Mairie PRECEL	Nombre de séances de sensibilisations réalisées	Préparation et construction	PM4	PRECEL ANEVE MdC
	Balisage et la signalisation des zones de travaux	Positif	Acquérir du matériel et des banderoles de signaler Organiser le marquage sur le terrain	Entreprise PRECEL SSE	Nombre de balisage réalisé	Préparation et construction	1 200 000	PRECEL ANEVE MdC
	Souscription aux assurances	Positif	Souscrire les employés de l'entreprises à l'assurance	Entreprise PRECEL SSE	Nombre d'employés souscrits à l'assurance	à Préparation et construction	54 employés*90000= 4 860 000	PRECEL ANEVE MdC

⁴ Inclut dans les coûts de l'entreprise

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
	Prise en charges des cas de maladies et d'accident survenus dans le cadre des travaux	Positif	Prendre en charges les employés de l'entreprise en cas de maladies et d'accident survenus dans le cadre des travaux	Entreprise PRECEL SSE	Nombres d'employés pris en charges	Préparation et construction	Inclus dans le contrat de l'entreprise	PRECEL ANEVE MdC
	Chutes de plain-pied et lors des travaux en hauteur	Négatif	Mise en place une procédure des travaux en hauteur au niveau des risques de chute : Utiliser les échafaudes appropriés pour les travaux en hauteur ; Limiter les hauteurs de stockage du fait que les chutes de plus de 3 mètres constituent un danger qui peuvent entrainer des entorses, des foulures, des fractures multiples, et même la mort; Baliser les zones à risques ; Remblayer les fouilles ; Arrimer de manière correcte les charges manutentionnées ; Sensibiliser le personnel de chantier sur les mesures de sécurité. Protections individuelles Faire porter des équipements de protection individuelle (harnais de sécurité, chaussures de sécurité, casques...)	Entreprise	Nombre de Personnes sensibilisées sur le travail en hauteurs	Préparation et construction	250.000*2 = 500 000	MDC Mairie UGP DRE ANEVE

	Risque d'accident de travail et maladies professionnelles liées à la manipulation d'engins et véhicules de chantier	Négatif	<p>Préparer un plan d'hygiène santé sécurité au travail pour les activités du chantier ;</p> <p>Prévoir la formation et l'adhésion de tous les travailleurs au plan de sécurité ;</p> <p>Rendre obligatoire le port des accessoires de sécurité sur les chantiers et les équipements de protection individuelle adaptés à chaque poste de travail (casque, chaussures de sécurité, gants ou masques, protecteurs auditifs et lunettes protectrices) lors de tâches spécifiques ;</p> <p>Installer et maintenir en place des panneaux de signalisation adéquats et la clôture du chantier ;</p> <p>Faire signer le code de bonne conduite individuelle à toutes les personnes travaillant sur le chantier ;</p> <p>Informé et sensibiliser les populations et le personnel de chantier sur les risques d'accident de circulation ;</p> <p>Mettre en place des panneaux de signalisation et pour réguler la circulation ;</p> <p>Disposer aux points critiques de la voie d'accès des porteurs de drapeaux pour réguler la circulation.</p> <p>Recruter un responsable HSSE ;</p> <p>Signer une convention pour la prise en charge sanitaire du personnel de chantier avec un centre de santé situé à proximité de l'abattoir;</p>	Entreprise PRECEL UGP	<p>Nombre de panneaux installés</p> <p>% de personnes Sensibilisées</p> <p>Nombre de personnes Formées sur les premiers secours</p>	Préparation et construction	<p>500 000*2</p> <p>= 1 000 000</p>	PRECEL ANEVE MdC
--	---	---------	--	-----------------------	---	-----------------------------	---	------------------

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
			<p>Doter les ouvriers en équipements de protection individuelle spécifique à leur poste de travail et veiller à leur port effectif ;</p> <p>Prévoir une boîte à pharmacie pour les soins d'urgence en cas d'accident de travail ;</p> <p>Former l'ensemble du personnel de chantier sur les premiers secours ;</p> <p>Sensibiliser le personnel de chantier sur les mesures de sécurité</p>					

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
	Risques sécuritaires (Risque d'enlèvement du personnel du projet par les groupes terroristes)	Négatif	-Collaborer en permanence avec les FDS pour avoir la primauté des informations et surtout pour les renseignements avant tout déplacement ; -Sensibiliser le personnel sur les consignes de sécurité à adopter et les conduites à observer en cas d'attaque ; - Faire recours à des tiers, notamment des fils de la localité pour les missions dans les zones à haut risque sécuritaire, -Mettre en œuvre le plan de gestion de la sécurité dans la zone d'intervention du projet -Appliquer les règles édictées par le projet sur les travaux dans les zones à haut risques, -Appliquer les règles de sécurité des autorités du Burkina	Entreprise PRECEL UGP	Nombre personnes sensibilisées	Préparation et construction	300 000*2 = 600 000	PRECEL ANEVE MdC

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
Humain (personnes vulnérables)	Développement des Violences basées sur le genre (VBG) et des maladies sexuellement transmissibles (IST, VIH/SIDA)	Négatif	Mise en œuvre des mesures de réduction des violences basées sur le genre (VBG) : Former les travailleurs sur les VBG/EAS/HS (y compris le code de bonne conduite, le règlement intérieur, la gestion des cas, le MGP, etc.) ; faire signer le code de bonne conduite individuelle à tous les travailleurs avant de les engager sur le chantier ; Sensibiliser la communauté sur les risques VBG/EAS/HS ainsi que le VIH -SIDA Assurer une large diffusion des offres d'emplois afin d'assurer une égalité de chance à tous les demandeurs ; Sensibiliser le personnel des entreprises, de la mission de contrôle et la population riveraine sur les violences basées sur le genre et sur les violences contre les enfants ; Mettre en place d'un soutien psychosocial pour les femmes et les filles victimes survivantes de VBG.	Entreprise ONG/Ass ociation	% de travailleurs formés sur les VBG/EAS/HS % de travailleurs sensibilisés VBG/EAS/HS	Préparation et construction	350000*2 =700 000	MdC Mairie ONG/ Association - UGP

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
	Risque de marginalisation des Personnes vulnérables	Négatif	Prévoir des couloirs ou rampes d'accès, aux conditions physiques des personnes handicapées.	Enterprise	Nombre de rampes réalisées	Préparation et construction	Inclus dans le coût d'exécution Du marché par l'entreprise	MdC Mairie ONG/ Association - UGP

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
Cohésion sociale	Risques de conflits sociaux	Négatif	<p>Mettre en œuvre le MGP du PRECEL impliquer les autorités administratives (préfets), communales (Maires, conseillers), villageoises (CVD) et les autorités coutumières (Chefs de villages/Chef de terre), les associations de jeunes et de femmes ainsi que les Organisations Non Gouvernementales (ONG), dans la gestion des plaintes ;</p> <p>Sensibiliser le personnel du chantier sur le respect des us et coutumes la zone d'intervention des sous projets;</p> <p>Recruter en priorité de la main-d'œuvre locale pour les emplois non qualifiés dans la commune de Banfora;</p> <p>Elaborer et diffuser un code de conduite pour lutter contre le harcèlement et les abus sexuels (jeunes filles, mineures, veuves, etc.) et sensibiliser le personnel des chantiers sur les peines encourues prévues par les dispositions des lois en vigueur.</p>	Entreprise	<p>% de travailleurs sensibilisés sur le respect des us</p> <p>Nombre d'employés locaux recrutés</p>	Préparation et construction	<p>250000*2 = 500 000</p>	<p>Mairie MDC Préfet UGP</p> <p>ANEVE</p>

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
Emplois/ Revenus	Créations de 30 emplois	Positif	Préparer et mettre en œuvre un plan particulier de santé, de la sécurité et de l'hygiène des travailleurs et de la population riveraine; Sensibiliser le personnel des entreprises en matière Hygiène Santé et Sécurité au Travail (Quart d'heure sécurité, respect du règlement intérieur du chantier); Installer des bacs à ordures dans les zones d'évolution des travaux; Assurés une bonne gestion des déchets (tri, stockage et évacuation) ; Respecter le temps de travail et éviter un travail intellectuel intense.	Entreprise	Nombre d'emplois locaux et proportion des jeunes et des femmes	Préparation et construction	Inclus dans le contrat	PRECCEL ANEVE MdC
Milieu physique/phase d'exploitation								
Sol et eau	Production de déchets solides et liquides	Négatif	Elaborer et mettre en place un système de gestion des déchets	COGES Mairie de Banfora	% de réalisation du système de gestion des déchets	Exploitation	PM (Inclus dans les couts de fonctionnement de l'abattoir)	PRECCEL ANEVE MdC
	Production de déchets	Négatif	Réaliser un centre transitoire de dépôt des déchets (BAC à ordure)	COGES Mairie de Banfora PRECCEL	Nombre de bacs installés	Exploitation	PM (Inclus dans les couts de fonctionnement de l'abattoir)	PRECCEL ANEVE MdC
Milieu humain								

Composantes de l'environnement	Impacts potentiels	Nature de L'impact	Mesures d'atténuations/bonification	Acteurs responsables de la mise en œuvre	Indicateurs de Suivi	Phase de mise en œuvre	Coûts de la mesure en FCFA	Responsable de suivi
Hygiène-Santé-Sécurité Humain (personnes vulnérables)	Transmission des IST et le VIH, le la survenue de GND	Négatif	Sensibiliser les populations riveraines sur la transmission des IST, le VIH, le, sur le risque de GND	COGES Mairie PRECEL	Nombre de personne sensibilisé	Exploitation	1 000 000	PRECEL ANEVE MdC
	Violences basées sur le genre et des maladies sexuellement transmissibles (IST, VIH/SIDA	Négatif	Sensibiliser les populations riveraines et le personnel de l'abattoir sur les violences basées sur le genre, EAS et HS Mise en œuvre des mesures de réduction des violences basées sur le genre (VBG) : former les travailleurs sur les VBG/EAS/HS (y compris le code de bonne conduite, le règlement intérieur, la gestion des cas, le MGP, etc.) ; faire signer le code de bonne conduite individuelle à tous les travailleurs de l'abattoir ; sensibiliser la communauté sur les risques VBG/EAS/HS ainsi que le VIH -SIDA	COGES Mairie PRECEL	Nombre de personnes sensibilisées sur le genre, EAS et HS % de travailleurs formés sur les VBG/EAS/HS % de travailleurs sensibilisés VBG/EAS/HS	Exploitation	1 500 000	PRECEL ANEVE MdC
Emplois/Revenus	Création d'emplois	Positif	Développement des activités économiques autour de l'abattoir à travers la création de petits commerces	COGES Mairie PRECEL	Nombre d'emplois créés	Exploitation	PM	PRECEL ANEVE MdC
Coût global des mesures d'atténuation							24 515 000	

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

Le budget estimé de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de bonification se chiffre à vingt-quatre millions cinq cent quinze mille (24 515 000) CFA

10.4. Plans et procédures spécifiques

10.4.1. Plan de gestion des ressources culturelles physiques

L'EIES fournit les orientations pour la Protection des Ressources Culturelles Physiques incluant les mesures à suivre pendant chaque phase du projet. Une procédure de découverte fortuite au cours des travaux intégrera les mesures suivantes :

1. Prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites culturels et culturels potentiels (cimetières, sites sacrés, etc.) pouvant exister dans les zones de travaux.
2. Lors des fouilles, en cas de découverte des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique, les mesures suivantes doivent être prises :
 - (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ;
 - (ii) aviser immédiatement le chef du village/quartier, le Maire ou l'Autorité Préfectorale de la localité puis la direction régionale en charge de la Culture ;
 - (iii) déterminer un périmètre de protection et le baliser sur le site ;
 - (iv) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges et veiller à ce que d'autres personnes étrangères au chantier ne le fassent pas.
3. Les sites culturels à proximité des domaines des infrastructures socio-économiques doivent être protégés afin d'éviter de freiner des pratiques spirituelles ou traditionnelles ou d'endommager l'identité et les valeurs culturelles locales

10.4.2. Plan d'action relatif à la circulation pendant les travaux

La gestion de la circulation définit où et comment se fera la circulation lors de la réalisation des travaux. Les travaux devront être réalisés tout en maintenant la circulation au niveau des de l'emprise du projet et alentours en toute sécurité. Pour ce faire, une signalisation doit être mise en place avec des panneaux indicatifs pour permettre aux conducteurs de respecter les règles établies, .

Ce plan d'action relatif à la circulation pendant les travaux doit être adapté et appliquer en fonction de la fréquence des engins sur le site.

Aussi, le cout de sa mise en œuvre a été estimé à **deux (02) millions de FCFA.**

10.4.3. Plan d'action relatif aux déchets

Un programme de gestion des déchets sera mis en place et imposé à l'Entreprise et à ses sous-traitants. Le programme inclura deux plans de gestion des déchets qui seront préparés et mis en place suivant les directives communes fixées par le MID. Le premier est relatif aux déchets de type domestique (essentiellement produits au niveau de la base-vie) et aux déchets non dangereux produits sur les sites de construction, tandis que le second est lié aux déchets dangereux.

Les objectifs du programme sont de :

- minimiser la génération de déchets par une utilisation réfléchie des matières premières ;
- trier et traiter les déchets afin de limiter l'impact sur l'environnement ;
- appliquer le principe des 3RVE (récupérer-réduire-réutiliser-valoriser-éliminer) ;
- sensibiliser et former le personnel aux bonnes pratiques de gestion des déchets.

Les plans comprendront des procédures, en accord avec la réglementation nationale ou avec les bonnes pratiques internationales, en matière de manutention, de transport, de stockage, de traitement et d'élimination des déchets, selon leur catégorie d'appartenance :

- déchets peu dangereux : déchets putrescibles issus de la base-vie, papier, cartons, plastiques, bois, végétation, déchets inertes de construction ou démolition (béton, ferraille, briques, parpaings, etc.) ;

- déchets dangereux : déchets corrosifs, explosifs, toxiques, constituant un degré de danger pour l'homme ou pour l'écosystème. Ce seront principalement, dans le cadre du projet, les huiles moteur et liquides hydrauliques usagés, les résidus de peinture, les solvants et résines, les fluides de transformateurs, les boues de fosses septiques, etc.

Afin de garantir la qualité des produits à mettre sur le marché et de rassurer le consommateur, le nouvel abattoir de Banfora doit élaborer et déployer les procédures de contrôle qualité.

Dans ce cadre les points suivants sont à respecter :

Mise en place d'un système d'évacuation des eaux usées :

- concevoir et installer un système adéquat pour la gestion des eaux usées. Cela inclut des canalisations, des fosses septiques, ou un réseau d'égouts reliant l'abattoir à un système de traitement des eaux.
- mettre en place une station de traitement des eaux usées pour traiter les eaux avant leur rejet. Le traitement passe par la filtration, la décantation, et le traitement biologique afin de réduire les contaminants.
- concevoir et installer un système adéquat pour la gestion des eaux usées. Cela peut inclure des canalisations, des fosses septiques, ou un réseau d'égouts reliant l'abattoir à un système de traitement des eaux.
- mettre en place une station de traitement des eaux usées pour traiter les eaux avant leur rejet. Le traitement peut inclure la filtration, la décantation, et le traitement biologique pour réduire les contaminants.

Gestion des déchets :

- mettre en place un système de collecte séparée pour les déchets solides et les eaux usées afin d'éviter les contaminations croisées.
- installer des conteneurs appropriés pour le stockage des déchets solides avant leur élimination. Assurer une élimination régulière et conforme aux normes environnementales.

Prévention de la Pollution

- introduire des mesures préventives pour éviter que les déchets et les eaux usées ne se déversent directement dans l'environnement.
- utiliser des dispositifs de confinement pour capturer les déchets avant qu'ils ne soient évacués.
- mettre en place un programme de surveillance pour vérifier les niveaux de pollution et s'assurer que les eaux usées traitées répondent aux normes environnementales avant leur rejet.
- former le personnel sur les procédures de gestion des déchets et des eaux usées pour assurer une manipulation correcte et minimiser les risques de pollution.
- sensibiliser les employés et les usagers sur l'importance de la gestion des eaux usées et des déchets pour protéger l'environnement.

Conformité réglementaire

- se rassurer que le système de gestion des eaux usées est conforme aux réglementations locales et nationales en matière de protection de l'environnement.

En phase d'exploitation, L'abattoir sera équipé d'un système de traitement des eaux usées pour assurer une évacuation conforme aux normes environnementales. Une lagune de 400 m² est dédiée au traitement des eaux usées, permettant leur décantation et purification avant rejet.

Un biodigesteur industriel sera installé et permet de transformer les déchets organiques (sang, matières stomacales, etc.) en biogaz et fertilisants organiques (liquide et solide). Ce biodigesteur sera associé à une unité de production d'engrais et à un local de stockage du méthane

Un incinérateur est aussi prévu pour la destruction des organes et carcasses impropres à la consommation. Il complètera les dispositifs de contrôle sanitaire et d'élimination des déchets biologiques dangereux

Une infrastructure spécifique est prévue pour le stockage et le traitement des déchets solides (peaux, cornes, sabots, etc.), avec une zone dédiée à leur valorisation sous forme d'engrais ou d'autres sous-produits.

10.4.4. Plan de mesures d'urgences

Malgré toutes les mesures préventives et d'atténuation qui sont prévues dans le cadre du projet, le risque d'accident/incident est toujours omniprésent. L'exécution des différentes opérations/procédures et tâches n'est pas à l'abri d'un défaut ou d'une erreur qui résulterait en un impact négatif important pour la santé de l'Homme et de son environnement. Bien que l'accent doit d'abord être mis sur la prévention plutôt que sur les mesures d'intervention d'urgence, la nature même des activités de construction de l'abattoir moderne contribue à ce que des sinistres puissent se produire, et se produisent effectivement. On peut cependant réduire au niveau minimal les risques, les pertes et les dommages qu'entraînent de tels accidents, grâce à une préparation ou à une planification des mesures d'urgence adéquates.

C'est pour cela qu'il est obligatoire d'opérationnaliser un plan de mesures d'urgence pour la mise en œuvre du projet.

10.4.4.1. Objectifs

Un Plan des mesures d'urgence sera préparé pour les phases de préparation, de construction, d'exploitation et de fermeture. L'objectif principal de ce document est de gérer les risques qui ne peuvent pas être éliminés par la mise en place de mesures de protection. Il a pour objet de planifier les interventions d'urgence lorsqu'un accident/incident survient. L'intention du Plan des mesures d'urgence est de définir les situations d'urgence pouvant raisonnablement se produire, ainsi que les mesures de prévention, d'intervention et de rétablissement qui leur sont associées.

10.4.4.2. Contenu

Le Plan des mesures d'urgence sera rédigé avant le début des travaux et concernera aussi bien la phase de construction que la phase d'exploitation. Les entrepreneurs, les fournisseurs et les sous-traitants seront tenus de s'y conformer et seront informés des mesures qui devront être suivies en cas d'urgence.

Le Plan des mesures d'urgence comprendra :

- la description des incidents et des seuils déclencheurs ;
- la structure de communication ;
- la définition des rôles et des responsabilités ;
- les procédures et les séquences d'interventions à suivre en cas d'alerte et de sinistre ;
- la liste des équipements et des ressources disponibles avec leurs coordonnées ;
- le plan d'intervention ;
- les mesures de gestion après crise ;
- les besoins en formation continue ;
- le programme d'inspection des installations de sécurité et des mesures de prévention (systèmes de surveillance, d'arrêt d'urgence, détecteurs de fuite, alarmes, etc.).

10.4.4.3. Description des situations d'urgence possibles

Les situations d'urgence possibles sont :

Inondations : Des inondations peuvent survenir pendant l'aménagement et en phase d'exploitation du sous projet dues aux pluies diluviennes. Ces inondations peuvent avoir des répercussions négatives sur sous projet avec l'impossibilité aux exploitants d'accéder dans les basfonds.

Accidents graves ou avec fatalité : les travaux d'aménagement impliquent l'utilisation d'engins avec des conducteurs et des employés au sol pour le suivi et l'orientation. Le mouvement des engins peut provoquer d'accident grave conduisant à une fatalité.

Attaques du personnel ; enlèvement du personnel, destruction des installations ou matériels, poses d'engins explosifs : Le sous projet est mis en œuvre dans un contexte d'insécurité dans le Pays. Bien que la tendance générale est à la baisse des attaques dans le pays et que la commune de Banfora soient relativement épargnée par les attaques terroristes, des cas isolés d'enlèvement de personnel et/ou de destruction des installation ou de pose d'engins explosifs peuvent survenir.

Protestations communautaires et conflits sociaux - des situations d'urgence liées à des tensions sociales, des manifestations ou des conflits avec les communautés locales pouvant affecter le déroulement du projet.

Incendies : Le sous projet de construction de l'abattoir impliquera des travaux à chaud comme la soudure, le meulage susceptible de provoquer des incendies. Il faut également ajouter les le stationnement des camions et autres engins sur le site pendant la phase de construction.

▪

10.4.4.4. Étapes des procédures d'alerte et d'intervention

Les procédures d'alerte et d'intervention en cas d'urgence seront incluses dans le Plan des mesures d'urgence. Ces procédures comprendront typiquement les étapes suivantes :

- vérification et évaluation de la gravité de l'événement ;
- identification des produits ou facteurs en cause ;
- détermination de la zone touchée ;
- déclenchement de l'alarme ;
- information au responsable du site et déclenchement de la procédure d'intervention ;
- intervention pour le rétablissement de la situation ;
- information aux parties prenantes concernées ;
- rétablissement de la situation ;
- préparation des documents requis pour documenter la situation et les mesures de rétablissement qui ont été prises ;
- rétroaction sur l'événement et les ajustements à apporter (correction technique, formation additionnelle, etc.).

10.4.4.5. Organisation et responsabilités

Le Plan des mesures d'urgence comprendra une description des principaux rôles et responsabilités des différents intervenants appelés à être impliqués dans une situation d'urgence.

A cet effet, des listes des personnes et services à contacter en cas d'urgence seront élaborés et affichées au niveau de tous les lieux qui présentent un danger potentiel. Ces listes seront régulièrement mises à jour. Les listes comporteront : le nom des personnes, leur poste, leur

numéro de téléphone. Des listes d'équipements d'intervention en cas d'urgence seront également préparées et tenues à jour, et les lieux où ont été identifiés des risques comporteront des affiches indiquant la nature des risques, le nom des personnes à contacter en cas d'urgence avec leur numéro de téléphone.

10.4.4.6. Secours

La liste des numéros de téléphone d'urgence seront affichées ainsi que la structure du texte à lire en cas d'accident (lieu, numéro de téléphone des pompiers ou des services de transport médicalisé, etc.). Une trousse de secours régulièrement vérifiée et approvisionnée sera mise à la disposition du personnel. Des extincteurs vérifiés tous les semestres seront installés sur le chantier au cours des travaux et placés à des endroits stratégiques au cours de la phase d'exploitation/entretien.

La mise en œuvre du plan de mesures d'urgence nécessitera une somme forfaitaire de deux (02) millions

10.4.5. Mesures d'hygiène, santé et sécurité du personnel

En phase de construction l'entreprise attributaire de la réalisation du sous-projet devra dans le cadre des travaux adhérer à un service médical qui assurera les visites d'embauches, les visites périodiques de contrôle. Cette visite médicale est évaluée à 30 000 FCFA par employé. Il disposera également sur le chantier d'une boîte pharmaceutique de premiers secours.

Des consignes d'exploitation et de sécurité seront remises et commentées à chaque ouvrier lors de l'embauche et sera soumis au respect strict de ces dispositions.

Ces consignes ainsi que le plan de circulation et de transport du personnel sur le chantier seront affichés dans les locaux de la base-vie et accessibles à tout le personnel.

Il faut noter que les coûts liés à la mise en œuvre de ces mesures sont inclus dans le contrat de l'entreprise en charge des travaux.

10.4.6. Mesures de mitigation des risques sécuritaires dans le cadre de la réalisation des travaux

Le PRECEL a mis en place un plan de gestion de sécurité et aussi une situation hebdomadaire des risques sécuritaires et les mesures d'adaptation est dressée et mise à jour régulièrement.

Au regard du niveau de la menace sécuritaire jugé **élevé** dans la commune de Banfora, la construction de l'abattoir moderne est possible pourvu que les mesures ci-dessous soient respectées. Il s'agit de :

- impliquer fortement les coutumiers, religieux et leaders d'opinion locaux ;
- respecter les horaires de travail allant de 08h30 à 16h00 et susceptible de varier en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire.
- utiliser fortement la main d'œuvre locale ;
- inviter les entreprises à la mise en œuvre du plan de gestion local de sécurité, notamment à ce qu'elles respectent les orientations en dotant entre autres d'un plan de gestion de la sécurité et veiller à sa vulgarisation et son appropriation par l'ensemble de l'équipe de l'entreprise ;
- continuer à sensibiliser les entreprises et leurs personnels sur le respect des mesures de sécurité et les bonnes pratiques à avoir telle que l'acceptation de la population locale ;
- inviter les entreprises à travailler dans la diligence ;
- inviter les entreprises à produire des rapports hebdomadaires de sécurité ;
- limiter les déplacements du personnel du PRECEL et des entreprises en dehors des zones de travail.
- apposer les logos de l'entreprise sur les engins roulant ;
- éviter les couleurs des véhicules qui tendent ressembler à celles des FDS ;

- toujours garer les véhicules avec au minimum la moitié du réservoir plein ;
- prévoir une formation en premier secours.

10.4.7. Mesures spécifiques genre et Violences Basées sur le Genre en phase de construction

Il importe que des mesures spécifiques soient prises pour la gestion des VBG en sus du dispositif global de gestion des plaintes. Les mesures préventives et curatives qui s'imposent seront mises en œuvre par le sous projet. Avant le démarrage des travaux, l'UGP sensibilisera les membres du comité local et de réinstallation afin de se familiariser avec l'identification des risques VBG.

Les travailleurs du chantier seront sensibilisés sur les VBG. Ils auront à signer des codes de bonne conduite contre les VBG et à les respecter. Les populations locales et les travailleurs du chantier seront également sensibilisés sur les voies de recours mises en place par le PRECEL pour traiter des plaintes en relation avec les aspects d'EAS/HS qui découleraient des travaux. Afin de prévenir les risques d'EAS/HS/VBG associés à l'exécution de ces différents sous projets, l'UGP a élaboré un Plan d'Action de Lutte Contre les Violences Basées sur le Genre (PA-VBG). Pour son opérationnalisation une convention sera signée avec, elle a recruté une ONG spécialisée sur la problématique qui l'accompagne sur le terrain présentement. Les plaintes liées aux VBG/ESE peuvent survenir en phase de chantier. Au regard de la sensibilité de cette catégorie de plaintes, il importe que des mesures spécifiques soient prises pour leur gestion en sus du dispositif global de gestion des plaintes. En effet, en cas de survenue de VBG/EAS/HS, la plainte sera directement rapportée à l'une des structures habilitées telle que définie dans le protocole de référencement portant sur la prévention et la réponse aux situations d'EAS/HS/VBG. Pour ce qui est des mesures préventives à prendre, l'UGP travaillera à sensibiliser les membres du comité de gestion des plaintes afin de se familiariser avec l'identification des risques VBG/EAS/HS, des voies de recours et des procédures de référencements possibles. En fonction de la nature et de l'état de gravité de la plainte, plusieurs personnes-ressources devront être associés à la gestion de la plainte. Il s'agit entre autres des acteurs ou structures ci-après :

- autorités coutumières et religieuses ;
- structures sanitaires ;
- action sociale ;
- services de sécurité (police et gendarmerie) ;
- services de la justice au besoin.

Outre ces voies de recours, plusieurs mesures pourront être prises en faveur des survivantes :

- prise en charge psycho-sociale de la survivante ;
- prise en charge sanitaire ;
- traitement judiciaire, etc.

Il importe de souligner que les procédures de gestion de cette catégorie de plaintes s'exécutent sous le sceau de la confidentialité et l'anonymat.

.

10.5. Plan de surveillance et de suivi environnemental et social

L'atténuation des impacts négatifs du sous-projet est conditionnée par la mise en œuvre efficace des mesures du PGES.

10.5.1. Plan de surveillance environnementale et sociale

- La surveillance environnementale consiste à :
- **vérifier l'intégration, dans les plans et devis et le cahier des charges**, de l'ensemble des mesures de gestion proposées dans le PGES, les clauses particulières d'environnement et les obligations en matière d'environnement et de social qui découleront de l'obtention du permis environnemental ;
- **veiller au respect des lois, des règlements** et de toute autre considération environnementale, sociale et de sécurité durant les travaux ;
- s'assurer du respect de l'ensemble des mesures de gestion, des clauses particulières d'environnement et des engagements pris par le promoteur dans le cadre des activités du sous-projet et de proposer, le cas échéant, toute mesure corrective.

La première étape du plan de surveillance environnementale et sociale est primordiale pour s'assurer que le cahier des charges de l'entrepreneur contiendra toutes les obligations contractuelles. Cette étape permettra d'éviter toute ambiguïté quant aux mesures qui devront être appliquées durant les travaux.

Tableau 48 : Plan de surveillance environnementale

Objets de la surveillance	Aspects de surveillance	Calendrier	Responsables	Indicateurs	Coût (FCFA)
Vérification préalable au démarrage du chantier					
PGES Chantier incluant PGD, PPES, plan de gestion des découvertes fortuite, plan de gestion des ressources, plan de prévention de la pollution, PHSS,	Intégration des Clauses environnementale et sociale dans le PGES chantier, Prise en compte de l'hygiène santé et sécurité des travailleurs, la protection de l'environnement des sites tels que : les bases, la gestion des déchets	1 mois avant le début des travaux	Entrepreneur MdC SSE ANEVE	Plans validés par l'UGP et la MDC	Inclus dans le coût des travaux
Programme de travail	Élaboration d'un Programme de travail, incluant les aspects suivants : Enceinte des chantiers ; Excavation et terrassement ; Engins de chantier et circulation ; Prévention des déversements accidentels de contaminants ; Gestion des matières des déchets solides ; Remise en état.	1 mois avant le début des travaux	Entrepreneur MdC SSE ANEVE	Présence d'un programme de travail	Inclus dans le coût des travaux
	Revue du Programme de travail (lors d'une Réunion de démarrage).	2 semaines avant le début des travaux	PRECEL MdC	Programme de travail révisé	Inclus dans le coût des travaux
Inspection lors du démarrage du chantier					
État de référence	Mise en œuvre du Programme de travail.	Première semaine des travaux	Entrepreneur MdC	Rapport de suivi	Inclus dans le coût des travaux
	Revue des résultats.	Dès la réception des résultats	PRECEL /SSE MdC ANEVE	Rapport de suivi	Inclus dans le coût des travaux

Objets de la surveillance	Aspects de surveillance	Calendrier	Responsables	Indicateurs	Coût (FCFA)
Installations du chantier.	Mise en œuvre des spécifications du Programme de travail, des Clauses particulières d'environnement et du PGES.	Au démarrage des travaux	Entrepreneur MdC ANEVE	Rapport de mise en œuvre	Inclus dans le coût des travaux
Conformité des installations du chantier.	Vérification de la conformité du Programme de travail et des autres aspects exigés dans les Clauses particulières d'environnement et le PGES (notamment : registre de la main d'œuvre employée sur le chantier indiquant le lieu de résidence et le sexe ; trousse de premiers soins sur le site, etc.).	Au démarrage des travaux	PRECEL MdC ANEVE	Présence de non-conformité	Inclus dans les coûts d'opération
Information publique.	Visite des installations du chantier avec les responsables des parties prenantes (Ministères, communautés, services régionaux et communaux).	Au démarrage des travaux	PRECEL et comité local	Rapport d'activité	Inclus dans les coûts d'opération
Vérification au cours de la réalisation des travaux					
Déroulement des travaux.	Mise en œuvre des spécifications du Programme de travail, des Clauses particulières d'environnement et du PGES.	Durant les travaux	Entrepreneur	Rapport de la mission de contrôle	Inclus dans le coût des travaux
Conformité du déroulement des travaux.	Vérification de la conformité de la mise en œuvre du Programme de travail et des autres aspects exigés dans les Clauses particulières d'environnement et le PGES (notamment : respect des horaires de travail ; nuisances causées par les poussières et le bruit ; avis de déversements accidentels fournis par l'entrepreneur ; maintien à jour du registre de la main d'œuvre; maintien en bon état des trousse de premiers soins sur le site; programme de sensibilisation du VIH-SIDA; conditions générales d'hygiène du campement .	Durant les travaux	PRECEL /SSE MdC ANEVE	Rapport de la mission de contrôle	Inclus dans les coûts d'opération

Objets de la surveillance	Aspects de surveillance	Calendrier	Responsables	Indicateurs	Coût (FCFA)
Information publique.	Visites du chantier avec les responsables des parties prenantes.	2 visites durant le déroulement des travaux	PRECEL MdC ANEVE	Rapport d'activité	Inclus dans les coûts d'opération
Vérification à la fin des travaux et l'exploitation					
Réception de l'infrastructure	Inspection pour la réception environnement en fin des travaux, incluant le respect de l'ensemble des exigences d'environnement (notamment : état général de propreté des lieux ; absence de sols contaminés ; remise en état des voies d'accès et des voies publiques avoisinantes ; etc.).	À la fin des travaux, préalablement à l'acceptation des travaux	MdC SSE	Rapport de réception de réception environnementale des travaux PV de réception environnementale et sociale	Inclus dans les coûts d'opération
Fonctionnement Entretien	Inspection de l'infrastructures et de son champ d'application pour le respect de l'ensemble des exigences d'environnement (notamment : état général de propreté des lieux, état du sol, niveau sonore; etc.).	Pendant la phase d'exploitation et d'entretien de l'abattoir	Marie de Banfora ANEVE Service Départemental de l'environnement de Banfora	PV d'inspection environnementale et sociale	Inclus dans le budget de la Délégation Spéciale de Banfora

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

10.5.2. Plan de suivi environnemental et social

Le suivi environnemental et social permet d'évaluer la performance environnementale et sociale du sous-projet, il permet également de valider l'application des mesures de gestion planifiées. Tout au long du cycle de sous-projet de construction de l'abattoir, le suivi de la performance environnementale et sociale permettra une évaluation continue et l'amélioration, de la pertinence et de l'efficacité des mesures de gestion environnementale et sociale proposées, contribuant ainsi de manière importante à la contribution du sous-projet au développement durable.

Les activités de suivi environnemental consistent à mesurer et à évaluer les impacts du sous-projet sur certaines composantes (indicateurs) environnementales et sociales préoccupantes et à mettre en œuvre des mesures correctives au besoin. Par ailleurs, il peut aider à réagir promptement à la défaillance d'une mesure d'atténuation ou de compensation ou à toute nouvelle perturbation du milieu par la mise en place des mesures appropriées.

Enfin, le suivi environnemental aide à mieux traiter les impacts dans les projets ultérieurs similaires et à réviser éventuellement les normes et principes directeurs relatifs à la protection de l'environnement.

Le programme de suivi définit aussi clairement que possible, les indicateurs à utiliser pour assurer le suivi des mesures d'atténuation et de bonification qui ont besoin d'être évaluées pendant l'exécution et/ou l'opérationnalisation du sous-projet. Le programme de suivi et de surveillance est le suivant :

Tableau 49 : Plan de suivi environnemental et social

Impact/actions environnementales	Responsable de mise en œuvre	Responsable du suivi	Fréquence	Indicateurs	Cout de la mesure FCFA
Phase de construction					
Suivi du reboisement compensatoire de 815 plantes dont 200 plantes ornementales	MdC PRECEL	ANEVE DPE acteurs de l'abattoir	Annuelle	Le taux de survie des plants	1 00 000
Disposer des poubelles dans l'abattoir	PRECEL mairie	ANEVE DPE	Annuelle	Nombre de poubelle	1 00 000
Suivi de la gestion des déchets incluant la collecte, le transport et le site certifié d'élimination finale des déchets	PRECEL mairie	ANEVE DPE	Annuelle	Quantité de déchets gérés PV de prélèvement et de traitement des déchets, Rapport sur la gestion des déchets	1 00 000
Suivi de la santé et la sécurité environnementales des travailleurs et pour la santé et la sécurité de la communauté	MdC PRECEL Mairie COGES	ANEVE	Annuelle	Rapport du suivi environnemental Rapport médical	PM ⁵
Suivi externe du ANEVE	MdC	ANEVE	2 fois	Nombre de rapport de suivi externe	3 000 000
Phase d'exploitation					
Qualité des effluents générés (pH, DBO5, DCO, Azote totale, Ph total, Huiles et graisse, MES, Coliformes fécaux, etc.)	MdC PRECEL	ANEVE DPE	Annuelle	Types d'effluents générés Quantité et la qualité des déchets générés	PM
Consommation d'eau pour une fréquence mensuelle en phase exploitation	MdC	ONEA	Mensuelle	Quantité d'eau consommée	PM

⁵ Inclus dans les coûts proposés par l'entreprise lors de la construction et de ceux du COGES lors de la phase d'exploitation de l'infrastructure

Impact/actions environnementales	Responsable de mise en œuvre	Responsable du suivi	Fréquence	Indicateurs	Cout de la mesure FCFA
Déchets générés (type, mode de stockage, quantité, collecteur, éliminateur final, type d'élimination ou de traitement).	MdC PRECEL	ANEVE DPE	Annuelle	Quantité et types des déchets générés	PM
Contrôle de la qualité de la fréquentation des infrastructures	PRECEL Mairie COGES	Ministère en charge de la santé	Annuelle	Taux de fréquentations de l'abattoir	PM
Coût total du suivi/surveillance					6 00 000

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

10.6. Programme de renforcement des capacités

Le PRECEL dispose d'une expertise en sauvegardes environnementale et sociale lui permettant d'assurer une prise en charge adéquate des préoccupations en matière d'Environnement, d'Hygiène, de santé sécurité au travail. Cependant cette équipe ne saurait être présente à tous les niveaux pour la mise en œuvre des PGES. L'analyse du cadre institutionnel a fait ressortir que les différents acteurs qui doivent intervenir dans le sous-projet ne sont pas qualifiés pour une intégration appropriée des aspects environnementaux et sociaux durant la mise en œuvre du projet. La grande partie de ces acteurs (Ouvriers, autorité communales et coutumières, etc.) ont révélé lors des enquêtes ne pas avoir des connaissances sur diverses thématiques telle la gestion des déchets, les VBG, utilisation d'extincteur, etc.

Afin de rendre leurs interventions plus efficaces et durables, le renforcement de leur capacité dans la gestion environnementale s'avère indispensable. Le tableau ci-après propose une liste non exhaustive de thématiques/problématiques liées aux aspects environnementaux et sociaux des activités de construction de l'abattoir qui méritent d'être explicités pour les différentes parties prenantes.

Tableau 50: Programme de renforcement de capacités

Mesures	Actions à mener	Cibles	Acteurs de mise en œuvre	Cout de la mesure	Période/phases
Phase de construction					
Le contenu du PGES	Tenir des rencontres ou séances de sensibilisation/Information au profit des travailleurs, les populations et autorités sur le contenu du PGES et les exigences environnementales et sociales à considérer tout au long du sous-projet (code de bonne conduite)	Ouvrier/autorité communale et coutumière	Entreprise chargée des travaux	500 000	Au démarrage du chantier
	Tenir des séances thématiques (les thématiques peuvent être regroupées) de sensibilisation/formation sur la pollution des eaux, la valorisation des déchets.	Ouvriers	Entreprise chargée des travaux	500 000	Plus d'une fois
Santé-sécurité au travail	Sensibiliser pour le stockage adéquat des déchets comme, les ferrailles, le bois, hydrocarbures, etc.	Ouvriers	Entreprise chargée des travaux	Inclus dans le coût des travaux	Tout au long du chantier
	Former les travailleurs sur la nécessité du port des EPI (faire signer chaque employé l'engagement au respect du port des EPI)	Ouvrier/mains d'œuvre	Entreprise chargée des travaux	500 000	Au début des travaux
	Former le personnel sur le respect des règles de santé-sécurité (limitation de la vitesse, respect des panneaux de signalisation, etc.) ; protection et délimitation du chantier	Ouvriers/personnel du chantier	Sous-traitance avec Association/ONG		Tout au long du chantier
	Formation en techniques d'utilisation du matériel anti-incendie (extincteur...)	Ouvriers/personnel du chantier, médical	Entreprise chargée des travaux PRECEL	250 000	Pendant et après les travaux
Respect des us et coutumes	Tenir des séances de sensibilisation sur le respect des us et coutumes, les lieux sacrés ou interdits, les bonnes mœurs du milieu au profit des employés en présence des populations	Ouvriers/personnel du chantier Bouchers	Entreprise chargée des travaux Sous-traitance avec Association/ONG	500 000	Au début des travaux
Prévention IST et VIH/SIDA	Former les travailleurs, les bénéficiaires sur les risques de propagation/contamination des IST, du VIH/SIDA et les stupéfiants	Travailleurs, population riveraine Bouchers	Entreprise chargée des travaux Sous-traitance avec Association/ONG	500 000	au début du chantier et tout au long du chantier

Mesures	Actions à mener	Cibles	Acteurs de mise en œuvre	Cout de la mesure	Période/phases
	Réaliser d'IEC pour la culture de l'hygiène et de l'assainissement au profit des populations riveraines de l'abattoir et le personnel	Travailleurs, population riveraine	Entreprise chargée des travaux Sous-traitance PRECEL	250 000	Avant, pendant et après les travaux
Gestion des plaintes	Former le COGES et les points focaux sur le mécanisme de gestion des plaintes et la gestion de l'abattoir	COGES	Entreprise chargée des travaux Sous-traitance avec Association/ONG	250 000	Avant et après la fin du chantier
	Renforcer la capacité des parties prenantes sur le EAS/HSVBG (travailleurs, les conducteurs et autres usagers de l'abattoir) ;	COGES, les travailleurs, Bouchers	PRECEL Entreprise	500 000	Pendant et après les travaux
	Former les points focaux du PRECEL en suivi environnemental et social des projets ;	Point focaux	PRECEL Entreprise	500 000	Avant le démarrage des travaux
	Former les acteurs (personnel de l'abattoir) sur l'éducation environnementale	Bouchers/points focaux	PRECEL Entreprise	500 000	Avant le démarrage
	Fonctionnement du MGP	COGES Opérateurs Travailleurs	PRECEL Entreprise MDC Mairie	500 000	Avant, pendant et après les travaux
Phase d'exploitation					
Prévention IST et VIH/SIDA	Réaliser d'IEC pour la culture de l'hygiène et de l'assainissement au profit des populations riveraines de l'abattoir et le personnel	Travailleurs, population riveraine	Entreprise chargée des travaux Sous-traitance PRECEL	250 000	Exploitation
Gestion des plaintes	Former le COGES et les points focaux sur le mécanisme de gestion des plaintes et la gestion de l'abattoir	COGES	Entreprise chargée des travaux Sous-traitance avec Association/ONG	250 000	Exploitation
Santé-sécurité au travail	Formation en techniques d'utilisation du matériel anti-incendie (extincteur...) Préparer des affiches et les placer à des endroits propices à l'attention des travailleurs et populations	Ouvriers/personnel du chantier, médical	Entreprise chargée des travaux PRECEL	250 000	Exploitation

Mesures	Actions à mener	Cibles	Acteurs de mise en œuvre	Cout de la mesure	Période/phases
Coût total des mesures				6 000 000	

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

Le coût global des activités de formation est estimé à six millions (6 000 000) F. CFA.

10.7 Estimation des couts du PGES

Tableau 51 : Récapitulatif des coûts du PGES

Programmes	Montant (FCFA)
Programme de mise en œuvre des mesures d'atténuation, de compensation et de bonification des impacts et de gestion des risques	24 515 000
Plan de suivi environnemental	6 00 000
Programme de renforcement des capacités	6 000 000
Plan de réhabilitation et de fermeture de la base vie	2 000 000
Plan de mesures spécifiques	2 000 000
Total	40 515 000
Imprévues (10%)	4 051 500
Total	44 566 500

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

Le coût global du PGES est estimé à **quarante millions cinq cent quinze mille (40 515 000) CFA**. A cela s'ajoute une imprévue de 10% soit **quatre millions cinquante un mille-mille cinq cent (4 051 500) francs FCFA**, ce qui donne un **Total Général de quarante-quatre millions cinq cent soixante six mille cinq cent (40 566 500) CFA**.

10.9. Chronogramme de mise en œuvre du PGES

Tableau 52 : Planning indicatif des activités de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales

N°	Activités majeures	Responsable	Mois					
			1	2	3	4	5	6
1	Signature du contrat avec l'entreprise en charge des travaux	PRECEL						
2	Information de Personnes ressources	PRECEL						
3	Élaboration des PGES-C, PHSST de l'entreprise	Entreprise PRECEL						
4	Approbation des PGES-C, PHSST de l'entreprise	PRECEL						
5	Mise en œuvre des PGES-C, PHSST de l'entreprise	Entreprise PRECEL /ANEVE MdC						
6	Exécution des travaux conformément au marché et au PGES du projet	Entreprise/MdC						
7	Contrôle du respect des pratiques environnementales et sociales par l'entreprise	PRECEL /MdC						
8	Élaboration et mise en œuvre du programme de communication	PRECEL /Entreprises						
9	Sensibilisations sur les IST, VIH/SIDA, les hépatites, la sécurité, VBG/EAS/HS etc.	Entreprise/MdC						
10	Exécution des activités de plantations d'arbres (saison pluvieuse)	Entreprise/DRE						
11	Remise en état ou valorisation des zones d'emprunt de matériaux et des carrières	Entreprise/ PRECEL DRE/MdC						
12	Bilan de mise en œuvre des mesures environnementale et sociale de fin de chantier	PRECEL /ANEVE						
13	Réception environnementale et sociale du chantier	PRECEL /MdC/Entreprise						
14	Campagne de recueil des indicateurs de suivi et élaboration des rapports de suivi	PRECEL /ANEVE/MdC						

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

NB : ce chronogramme concerne la phase de construction et que en phase d'exploitation un programme sera établi

CHAPITRE XI. PLAN DE FERMETURE / REHABILITATION

La fermeture et la réhabilitation font partie des dispositions contractuelles à respecter et comportent les principales activités suivantes :

- Le nettoyage et la réhabilitation des bases de chantier ;
- la remise en état des zones d'emprunts y compris leur végétalisation ;
- L'élimination adéquate des déchets.

11.1. Objectifs de la fermeture et de la réhabilitation

Les activités de l'abattoir auront des répercussions notables sur l'environnement. En dehors des impacts négatifs, certains endroits du site (bassins, canalisation, etc.) laissés à l'abandon n'auront plus ni sol ni végétation, sont même généralement abiotiques et susceptibles de polluer une large zone alentour. Pour rapprocher l'état du site après l'abattoir de son état initial, un plan de fermeture et de réhabilitation doit être élaboré et mis en œuvre. En effet, le site de l'abattoir subit des stress importants sur le plan physique, chimique et biologique. Une bonne gestion de la réhabilitation peut atténuer et même résoudre ces problèmes.

Conformément aux exigences réglementaires en vigueur au Burkina Faso, un plan de fermeture et de réhabilitation détaillé sera élaboré au moment opportun et soumis à l'administration compétente pour validation.

Le Plan Conceptuel de Réhabilitation et de Fermeture de l'abattoir a pour but d'assurer une fermeture à la fin des opérations qui est sécuritaire et durable sur le plan environnemental. Elle vise à se conformer à la réglementation en vigueur au Burkina Faso, ainsi qu'à intégrer les bonnes pratiques internationales en la matière.

Ce plan met l'accent sur les risques environnementaux potentiels liés à la fermeture de l'abattoir et l'identification des mesures spécifiques qui permettront de les éviter ou sinon de les atténuer. Il sera mis en œuvre dans le but d'atteindre les objectifs généraux suivants :

- protéger la santé et la sécurité général du public ;
- minimiser les impacts environnementaux négatifs en réduisant ou en prévenant la
- dégradation biophysique de l'environnement ;
- remettre la zone affectée par l'abattoir dans un état qui soit compatible avec les attentes
- des parties prenantes et la faisabilité technique et économique ;
- assurer la conformité réglementaire du site, notamment en obtenant l'attestation de
- fermeture requise (quitus environnemental) auprès de l'État burkinabè ;
- permettre au site de retrouver approximativement son état d'avant-projet ;
- remodeler le terrain du site en vue de minimiser les risques d'érosion ;
- disposer les matériaux mis en dépôt, et la terre végétale devant constituer la dernière
- couche et ;
- revégétaliser ce site ou un autre site pour compenser les pertes d'arbres occasionnées
- par les abattages.

11.2. Programme de réhabilitation

A la fin des travaux de construction de l'abattoir, les entreprises en charge des chantiers veilleront à la réhabilitation des sites d'emprunts. Les plantations de compensation se feront de Juillet à Août qui constitue la période favorable.

Le chronogramme s'établit comme suit :

Tableau 53 : Chronogramme de mise en œuvre de la fermeture et de la réhabilitation

Périodes	Sites	Nature	Observations
Avant et pendant les travaux	Bases	Stockage du matériel et équipements	Stockage des engins et des matériaux
Pendant les travaux	Zones d'emprunts	Ouverture et exploitation des zones d'emprunt	Stockage de la terre végétale
Après les travaux	Bases et Zones d'emprunt	Nettoyage des bases et du chantier Comblement ou revalorisation des emprunts en point d'eau (à la demande des populations) Reboisement de compensation Elimination des déchets	Nettoyage, comblement, plantation d'arbres

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

11.3. Suivi de la fin des travaux

Pour une plus grande réussite des activités de fermeture et de réhabilitation des bases et des zones d'emprunts de matériaux, un suivi quotidien sera effectué par l'équipe du service environnement de l'Entreprise d'exécution. Ce suivi concernera particulièrement les travaux de démantèlement des bases, de comblement et/ou revalorisation des zones d'emprunt, de nettoyage des bases et la réalisation des plantations de compensation.

Cette végétalisation sera suivie d'une sortie de constatation et d'approbation par les services locaux de la mairie, de l'environnement ainsi que par l'Ingénieur en charge du contrôle des travaux.

Les principaux indicateurs seront les différents rapports de constat d'exécution effective des activités de fermeture et de réhabilitation. Les satisfactions des besoins exprimés par les populations riveraines constitueront un second indicateur quant à la réussite de l'activité.

Le tableau ci-dessous résume les activités de suivi-évaluation de la réhabilitation et de la fermeture.

Tableau 54 : Suivi évaluation de la réhabilitation

Aspects	Périodes	Indicateurs	Responsables	Coûts FCFA
Nettoyage des bases et des sites	Construction Fermeture	PV de constatation du nettoyage	(i)Entreprise, (ii)DPE (iii)Mairie de Banfora MdC (iv) PRECEL	500 000
Remise en l'état zones d'emprunts	Construction Fermeture	Rapport de suivi	(i)Entreprise, (ii) DPE (iii)Mairie de Banfora MdC (iv) PRECEL	500 000
Revégétalisassions des zones d'emprunts	Fermeture	Rapport de suivi	(i)Entreprise, (ii) DPE (iii)Mairie de Banfora MdC (iv) PRECEL	500 000
Elimination adéquate des déchets	Fermeture	Rapport de suivi	(i)Entreprise, (ii) DPE (iii)Mairie de Banfora MdC (iv)PRECEL	500 000
Total Réhabilitation et fermeture de la base vie				2 000 000

Source : Mission d'élaboration de l'EIES Construction de l'abattoir de Banfora, Août 2024

11.4. Situation de l'ancien abattoir

Des informations reçues du PRECEL, il est prévu la fermeture de l'ancien abattoir dès la fin de la construction de l'infrastructure et la mise en service du nouvel abattoir. Cette disposition vise à éviter tout fonctionnement parallèle et à garantir que les activités soient désormais concentrées dans les infrastructures modernisées et conformes aux normes en vigueur. Il n'est pas prévu une d'émotion mais une fermeture.

CHAPITRE XII. CONSULTATION DU PUBLIC

Les démarches entreprises pour l'information et la consultation des parties prenantes du projet de construction d'un abattoir moderne d'une superficie de 4,55 ha, situé au secteur 8 de la commune de Banfora, dans la région des Cascades ont été réalisées conformément à aux dispositions du PMPP du PRECEL. Ce chapitre résume les actions entreprises pour consulter les groupes affectés par le projet, ainsi que les autres parties prenantes concernées, et aussi les résultats de ces consultations.

12.1. Objectifs de la consultation des parties prenantes

Les objectifs spécifiques poursuivis par une telle démarche sont :

- de fournir premièrement aux acteurs intéressés, une information juste et pertinente sur le projet, notamment, sa description assortie des effets négatifs et positifs ;
- d'inviter les acteurs à donner leurs avis sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue;
- d'asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable des actions prévues par le projet.

La démarche a privilégié les entretiens collectifs et individuels avec les acteurs directement ou indirectement concernés par le sous-projet.

12.2. Stratégie de consultation et d'information des parties prenantes

La consultation des parties prenantes a été réalisée suivant une approche participative qui a intégré le plus étroitement possible l'ensemble des parties prenantes. La consultation des acteurs du Projet a démarré par la rencontre de cadrage de l'étude tenue le 09 août 2024 dans la salle de conférence de la mairie de Banfora à partir de 9 heures 00 mn et a regroupé des représentants de l'équipe de préparation du Projet, la mairie de Banfora, les notables de Banfora, les représentants des associations des bouchers de Banfora, des commerçants de bétail, des transformateurs de cuirs et peaux, l'équipe du bureau d'étude GREM en charge de la réalisation de l'EIES, etc.

Ensuite, il s'est agi d'entamer les investigations en termes de consultations du public, de rencontres d'échanges avec les autorités administratives au niveau régional, provincial et communal, les services techniques ainsi qu'avec les autres personnes ressources. Ces rencontres ont eu lieu au cours du 01 au 07 septembre 2024.

Au total, 165 personnes dont 42 femmes ont participé aux consultations avec les parties prenantes.

La consultation publique avec les parties prenantes, tenue au cours du mois de septembre 2024, a permis de sensibiliser les différents acteurs sur les enjeux du sous-projet et de recueillir leurs avis, préoccupations, suggestions et recommandations en vue d'un accompagnement efficace dans sa mise en œuvre. Ainsi, les autorités locales (administratives et techniques) et les populations à travers les organisations socioprofessionnelles ont marqué leur volonté à accompagner le sous-projet dans sa mise en œuvre.

Au-delà de l'appui technique de ces acteurs dans la réalisation du sous projet, leur accompagnement a également été sollicité pour la collecte de certaines informations et données secondaires en vue de la production du rapport. Ainsi, des entretiens ont été menés in situ avec les services techniques pertinents.

Les informations issues des consultations avec les parties prenantes ont fait l'objet de procès-verbaux annexés au présent rapport.

Les planches photographiques ci-dessous illustrent des séances de consultations individuelles effectuées par l'équipe du bureau GREM en septembre 2024 :

Photo 4 : Consultation avec le Directeur régional de la région des Cascades en charge de l'environnement



Source : GREM, mission d'élaboration de l'EIES du l'abattoir moderne de Banfora

Photo 5 : Photo 3: Consultations avec la Directrice régionale de la région des Cascades en charge de l'eau et assainissement, et le Chef de police de l'eau



Source : GREM, mission d'élaboration de l'EIES du l'abattoir moderne de Banfora

Les planches photographiques ci-dessous illustrent des séances de consultations collectives effectuées par l'équipe de GREM en septembre 2024 :

Photo 6 : Consultation publique avec l'association des commerçants de bétail et celle des emboucheurs sur le site de l'abattoir



Source : GREM, mission d'élaboration de l'EIES de l'abattoir moderne de Banfora

Photo 7 : Consultation publique avec l'association des Bouchers de Banfora sur le site de l'abattoir



Source : GREM, mission d'élaboration de l'EIES de l'abattoir moderne de Banfora

Photo 8 : Consultation publique avec les jeunes du secteur 8 de Banfora



Source : GREM, mission d'élaboration de l'EIES de l'abattoir moderne de Banfora

Photo 9 : Consultation publique avec les membres de l'Union des transformateurs et transformatrices de cuirs et peaux de Banfora



Source : GREM, mission d'élaboration de l'EIES de l'abattoir moderne de Banfora

12.3. Statistiques sur les consultations réalisées

En sommes, les consultations du public et autres entretiens individuels ont permis d'échanger avec 165 personnes dont 42 femmes et 123 hommes soit respectivement 25% et 75% de l'ensemble des personnes consultées.

Au niveau institutionnel, 15 personnes ont été rencontrées au niveau des Directions régionales, provinciales, départementales et communale. Il s'agit des directions régionales en charge de l'agriculture, de l'environnement, de l'élevage, de l'action sociale, de l'eau et assainissement ; de la mairie, de la Préfecture, etc.

L'annexe 4 donne les statistiques des consultations des parties prenantes rencontrées (acteurs rencontrés, les activités menées et le nombre de personnes rencontrées lors des consultations des parties prenantes).

12.4. Résultats des consultations publiques

De la consultation du public qui a débuté du 01 au 07 septembre 2024 et s'est poursuivie par une série de rencontres au niveau institutionnel avec l'ensemble des parties prenantes du sous-projet de réalisation de l'abattoir moderne de Banfora, il ressort une très bonne appréciation du projet. Les bénéficiaires du nouvel abattoir en projet dans la commune de Banfora, les autorités régionales, provinciales et communales, les agents des services techniques déconcentrés ont marqué leur parfaite adhésion au projet de réalisation de l'abattoir moderne de Banfora, qui selon eux, va redynamiser la productivité, améliorer considérablement le niveau de vie des populations et contribuer au développement socio-économique de la commune de Banfora. Les principaux résultats des différentes consultations ont été synthétisés dans le tableau ci-dessous qui précise par cible, les points abordés, les atouts, les préoccupations et contraintes, les réponses apportées, les suggestions et recommandations, et les dispositions à prendre par le projet pour la mise en œuvre des suggestions et recommandations.

Tableau 55 : Synthèse des consultations individuelles et collectives

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
Gouvernorat des Cascades (secrétaire Général de Région)	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> - Nous attendons une meilleure organisation des acteurs concerner pour le bon fonctionnement du l'abattoir - Avoir de la viande de qualité - Avoir une infrastructure de qualité et moderne 	<ul style="list-style-type: none"> -Le projet PRECEL s'est engagé à construire une infrastructure moderne, de qualité, répondant aux normes internationales en la matière afin de fournir de la viande de qualité pour le bonheur des populations de la commune de Banfora et de tout le pays. -Des mesures seront prises pour mieux organiser l'ensemble des acteurs concernés pour une gestion efficace et durable de l'abattoir. 	<ul style="list-style-type: none"> -Consulter tous les acteurs pour éviter toute incompréhension et favoriser leur implication. -Prendre en compte des aspects environnementaux et sociaux -Prévoir un système de gestion des déchets solides et liquides. -Construire des rampes d'accès pour les personnes vivant avec un handicap 	<ul style="list-style-type: none"> -Les préoccupations exprimées font déjà partie intégrante des objectifs des sous-projet. - -Le recrutement de main d'œuvre locale est inscrit dans le cahier de charge de l'entreprise. Les autorités locales administratives et coutumières seront consultées à cet effet.
Haut- commissariat (secrétaire général de province)	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet 	<ul style="list-style-type: none"> -Avoir de la bonne viande et saine -Réaliser régulièrement l'inspection de la viande -Réunir les conditions d'hygiène en la matière 	<ul style="list-style-type: none"> -Il sera construit un abattoir de qualité moderne -Des ouvrages d'assainissement en vu de garantir la qualité de la viande prévue 	<ul style="list-style-type: none"> -Une accessibilité équitable pour tous les acteurs -Veuillez à la qualité de la viande produite -Mettre en place un système de contrôle de la qualité de la viande -Impliquer tous les acteurs principaux dans tout le processus du 	<ul style="list-style-type: none"> -Des séances d'informations et de sensibilisation ont été faites par l'UGP. La présente étude poursuit la diffusion de l'information sur

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
	<ul style="list-style-type: none"> -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation 			sous projet, recueillir leurs préoccupations	les enjeux et l'importance du sous projet lors des consultations et rencontres.
Services Administratifs (Préfecture, Mairie/PDS, Directeur en charge des affaires marchandes de la commune)	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> -Avoir un abattoir moderne de qualité -Concrétiser ce sous projet dans un bref délai car les acteurs ont vraiment besoin de ce joyau -Avoir une infrastructure de qualité et répondant aux normes en la matière ainsi qu'aux besoins des futures utilisateurs -Avoir une chaîne pour les gros ruminants, une autre pour les petits ruminants et une autre pour les porcs -La non adhésion de tous les acteurs s'ils ne sont pas suffisamment impliqués dans tout le processus 	<ul style="list-style-type: none"> -L'abattoir répondra aux normes de qualité en la matière -Les besoins des premiers utilisateurs sont pris en compte dans la réalisation de l'abattoir -Une fois les différentes étapes sont achevées, le PRECEL lancera le recrutement de l'entreprise en charge de la réalisation de l'abattoir. -L'ensemble des acteurs est impliqué dans tout le processus, c'est d'ailleurs l'objet des présentes consultations pour recueillir les avis et préoccupations de tous afin de réussir le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> -Diligenter la réalisation de l'infrastructure -Consulter les acteurs riverains du site de l'abattoir -Clôturer le site devant abriter l'abattoir pour plus de sécurité des populations riveraines -Avoir une guérite au profit de la police qui assurera la sécurité des lieux afin de mettre de l'ordre dans le fonctionnement de l'abattoir -Réhabiliter la boucherie de Banfora -Impliquer l'ensemble des acteurs -mettre en place un système efficace de gestion des déchets -avoir un système de valorisation des déchets. 	<ul style="list-style-type: none"> -Pour la livraison d'une infrastructure scolaire de qualité, l'UGP veillera à ce que le cahier de charge soit respectée par l'entreprise. Le Bureau de contrôle sera mis à profit pour s'assurer que les travaux de construction soit fait dans les règles de l'art. -Dans le cadre de la mise en œuvre du PGES du sous projet. L'UGP du projet œuvrera à la mise en application sous la surveillance du

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
Direction régionale en charge de L'environne- ment	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> -Nous attendons un abattoir, réellement moderne de qualité et répondant aux normes en la matière. -Nous attendons de la viande de qualité -Problème d'implication de tous les usagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet a prévu de construire un abattoir moderne répondant aux besoins des acteurs mais aux normes en la matière -Un processus inclusif et participatif est adopté 	<ul style="list-style-type: none"> -Veuillez à la prise en compte effective des aspects environnementaux et sociaux -Avoir un environnementaliste dans l'équipe de gestion du l'abattoir -Créer un service de sécurité avec une guérite. -Former les acteurs, et avoir une gestion concertée 	<ul style="list-style-type: none"> partenaire et du l'Agence nationale des Evaluations Environnementales (ANEVE) et des services en charge de l'environnement au niveau déconcentré - -Pour l'aménagement paysager, le PGES a prévu une plantation ornementale d'arbres d'arbres. L'UGP veillera à ce que cette mesure soit effective - -L'UCP veillera à ce que les entreprises chargées des travaux sensibilisent les travailleurs sur les violences basées sur le genre (VBG) les
Direction régionale de l'eau et assainisseme- nt	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> -Avoir une infrastructure qui répond aux normes en matière d'abattoir moderne -Disposer des ouvrages d'eau, d'assainissement -Disposer des bacs solides pour les déchets solides -Avoir un dispositif de gestion des eaux liquides 	<ul style="list-style-type: none"> -Il est prévu un abattoir moderne conformément aux normes en la matière -Des ouvrages d'eau et d'assainissement sont également prévus pour le bon fonctionnement de l'infrastructure -Un dispositif de gestion des déchets solides et liquide est aussi prévu 	<ul style="list-style-type: none"> -Associer la direction régionale a la réalisation de ses ouvrages d'eau et d'assainissement -Etudier la pente de la zone en ce qui concerne l'évacuation des eaux usées -Prendre les dispositions pour protéger le cours d'eau -Faire reboiser les bergers du cours d'eau -Prévoir un aménagement paysager 	<ul style="list-style-type: none"> - - -L'UCP veillera à ce que les entreprises chargées des travaux sensibilisent les travailleurs sur les violences basées sur le genre (VBG) les

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
Agence de l'eau des Cascades/service ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> -La pollution de l'eau -Le rejet de l'eau après utilisation -Le paiement des taxes en phase de construction et de fonctionnement de l'abattoir en matière d'utilisation d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Des mesures d'atténuations sont prévues pour gérer les risques et impacts négatifs environnementaux et sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> -Respecter les textes en matière de protection des ressources en eau -Respecter les textes en matière de gestion des eaux usées. -Après traitement de l'eau, laisser la s'infiltrer au lieu de la jeter dans le cours d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Exploitation et Abus Sexuels ainsi que le Harcèlement sexuel ; et sur la sexualité et les IST -Pour la construction des rampes d'accès adaptées aux personnes vivant avec un handicap ou à défaut prévoir un ascenseur, l'UGP et le bureau de contrôle veillera à ce que cela soit effectif conformément aux plans de construction -Pour les autres doléances il a été rappelé qu'elles ne font pas parties des prévisions du sous
Direction régionale en charge de l'agriculture/Elevage	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Attentes et préoccupations 	<ul style="list-style-type: none"> -Avoir une infrastructure réellement moderne et qui répond aux besoins des usagers. -Avoir un système de gestion des déchets solides et liquides -Mettre l'accent sur la qualité des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> -Toutes vos préoccupations et craintes seront prises en compte -Il est prévu un dispositif de gestion des déchets qui seront produits par l'abattoir 	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre tout en œuvre pour satisfaire les besoins des acteurs en analysant de façon approfondie leurs attentes et préoccupations -Faire un retour d'information par rapport aux besoins exprimés par les acteurs. -Avoir une bonne structuration des acteurs 	

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
	-Recommandation				projet. Cependant, ces doléances seront transmises à l'UGP.
Chef de canton de Banfora	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> -Nous voulons de la viande de qualité -Nous ne voulons plus que la viande soit transportée dans l'air libre ce qui ne garantit pas la santé de la population 	<ul style="list-style-type: none"> -Tous les moyens seront mis en œuvre pour avoir de la viande de qualité au profit de la population 	<ul style="list-style-type: none"> -Consulter les coutumiers concernant les rites à faire avant la construction de l'abattoir. -Veuillez à former les bouchers sur les techniques modernes d'abattage des animaux -Disposer de camions frigorifiques pour le transport de la viande. 	
Assistant en suivi évaluation du PRECEL	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification 	<ul style="list-style-type: none"> -Faire un travail de qualité -Adopter une approche inclusive et participative lors des différentes études pour avoir un consensus, une meilleure compréhension et participation a tous 	<ul style="list-style-type: none"> -L'implication et l'inclusivité de tous les acteurs est une priorité du projet et de l'EIES 	<ul style="list-style-type: none"> -Tenir compte des ouvrages d'assainissement. -Sensibilisation de tous les acteurs dans tout le processus. -Identifier clairement le rôle de chaque acteur dans la gestion du futur abattoir. 	

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
	-Recommandation				
Association Mouyou des Femmes	-Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation	-Avoir une infrastructure de qualité. -Avoir une ressource d'eau en grand débit et de l'électricité au sein du l'abattoir. -Avoir un comité de gestion des déchets. -Impliquer les femmes dans le processus de construction et mise en fonction. -Avoir des outils pour la fabrication des aliments pour bétails.	Toutes vos préoccupations et craintes seront prise en compte	-Renforcer les compétences des femmes a travers des formations et sensibilisation en matière de l'élevage. -Implication des femmes dans la gestion du l'abattoir. -Mettre en place un marché de bétail dans le site	
Union des transformateurs de cuirs et peaux de Banfora	-Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification	-Disposer d'un abattoir selon les besoins des premiers acteurs usagers de l'infrastructure. -Disponibiliser des congélateurs pour mieux conserver les peaux avant leurs enlèvements. -Avoir de l'eau en abondance	-L'abattoir qui est prévu est un abattoir moderne qui sera construit selon les normes internationales en la matière. -Des équipements sont prévus pour un bon fonctionnement du l'abattoir au profit de tous les usagers.	-Une meilleure implication de tous les acteurs (bouchers, commerçants de bétails, transformateurs de peaux et cuirs) -Mettre l'accent sur la satisfaction des usagers dans le choix du modèle de l'infrastructure. -Soutenir les femmes transformatrices avec des outils de travail.	

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
	-Recommandation				
Union des grilleurs	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> -Avoir une infrastructure de qualité. -Réduire les paiements des taxes. -Avoir une ressource d'eau et électricité. -Mettre en place un comité pour la gestion du l'abattoir. -Consulter tous les acteurs pour toutes décisions -Manque de bétail dû à l'insécurité et la cherté du bétail -Un sérieux problème entre bouchers et les villages environnants -La migration massive des bouchers vers la côte d'Ivoire à cause des conflits. -La discrimination -Manque de ressource financière 	Toute vos préoccupations et craint seront prise en compte	<ul style="list-style-type: none"> -Prendre en considération tous les acteurs pour éviter les frustrations. - Mettre en place un comité de gestion et avoir un suivi rigoureux. - Avoir un mur de clôture sur le site. - Avoir un agent de la mairie sur le site. 	

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
Jeunes	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> -Appréciations positives du sous-projet car selon eux le présent abattoir est défectueux -Il ne faut pas que les jeunes soient exclus dans le processus de réalisation et de fonctionnement de l'abattoir -Prendre en compte les jeunes comme ouvriers dans les travaux de réalisation -Il ya le problème d'eau qui se pose présentement -La gestion des déchets aussi est un autre problème 	<ul style="list-style-type: none"> -les jeunes sont pris en compte dans tout le processus de réalisation du l'abattoir d'où la présente consultation publique -des infrastructures hydrauliques sont prévues pour pallier au problème d'eau -Un dispositif de gestion des déchets est également prévu 	<ul style="list-style-type: none"> -clôturer le site pour assurer la sécurité des riverains, -Tenir compte des préoccupations des jeunes -Mettre en place un système de soins d'urgence pour pallier aux blessures des bouchers notamment des jeunes bouchers. 	
Association des bouchers	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification 	<ul style="list-style-type: none"> -Appréciations positives du sous-projet, ils n'attendaient que ce genre de projet depuis fort longtemps afin de donner de la valeur à leur travail aux yeux de la clientèle. En effet, les bouchers se sentent valoriser grâce à cet abattoir moderne qui sera construit -Nous voulons un abattoir réellement moderne, de 	<ul style="list-style-type: none"> -L'abattoir qui est prévu est un abattoir moderne qui sera construit selon les normes internationales en la matière. -des infrastructures hydrauliques sont prévues pour pallier au problème d'eau -un dispositif de gestion des déchets est également prévu. 	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre l'accent sur la communication et l'implication de tous les acteurs concernés ; -Inviter tous les acteurs usagers de l'abattoir à respecter les règles de fonctionnement du futur abattoir moderne -Prendre en compte les attentes et préoccupations de toutes les parties prenantes. 	

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
	-Attentes préoccupations -Recommandation	et qualité, mais qui puisse répondre aussi à nos besoins -Pouvoir offrir de la viande de qualité aux consommateurs de Banfora et autres localités -Doter les bouchers d'outils modernes de travail pour l'abattage des animaux et même pour enlever la peau des animaux -Nous attendons une amélioration des revenus des bouchers et de nos chiffres d'affaires -Nous attendons également une amélioration de nos conditions de travail -Il ya le problème d'eau qui se pose présentement La gestion des déchets aussi est un autre problème.			
Association des commerçants de bétail et l'association des	-Présentation des consultants et du bureau GREM -Présentation du sous projet	-Appréciations positives du sous-projet, -Nous voulons un abattoir réellement moderne, de qualité, la meilleure qualité possible ;	-l'abattoir qui est prévu est un abattoir moderne de qualité qui sera construit selon les normes internationales en la matière.	-soutenir financièrement l'association des emboucheurs afin de dynamiser leur activité pour pouvoir offrir des animaux de qualité	

Acteurs/ Institutions	Points discutés	Attentes et Préoccupations	Réponses apportées aux préoccupations et craintes	Suggestions et recommandations	Dispositions à intégrer dans le sous- projet
emboucheurs de Banfora	<ul style="list-style-type: none"> -Appréciation du sous projet -Impacts du sous projet -Mesures d'atténuations et bonification -Attentes et préoccupations -Recommandation 	<ul style="list-style-type: none"> -Pouvoir avoir de la viande de qualité -Disponibiliser du matériel de conservation de la viande sur place et des camions frigorifiques pour assurer le transport de la viande dans des meilleures conditions d'hygiène -Il y a le problème d'eau qui nous préoccupe, le manque de moyens de transport de la viande et sa conservation -La gestion des déchets aussi est un autre problème. 	<ul style="list-style-type: none"> -des infrastructures hydrauliques sont prévues pour pallier au problème d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -renforcer les capacités techniques de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeurs sur leurs rôles et responsabilités -soutenir les commerçants de bétail avec des taxis motos pour faciliter le transport des animaux vers l'abattoir Veillez à la qualité du nouveau abattoir en projet. 	

Source : GREM, mission d'élaboration de l'EIES, septembre 2024

12.5. Gestion des plaintes et réclamations dans le cadre du présent sous projet

Cette section est un résumé du MGP du PRECEL. Il s'agit ici de décrire, la nature des plaintes, les types de plaintes et la procédure d'enregistrement et de traitement des plaintes.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PRECEL, un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) a été défini et mis en place. Ce système a été mis en place afin de recueillir, de régler et de traiter les préoccupations et plaintes venant des parties prenantes du projet et aussi d'exploiter la rétro-information provenant de ces dernières pour améliorer les interventions dudit projet.

Ainsi, ce mécanisme vise à fournir aux personnes et communautés qui se sentent lésées par les activités du projet, des possibilités accessibles, rapides, efficaces et culturellement adaptées pour soumettre leurs plaintes et préoccupations afférentes au projet. Des instances de gestion des plaintes au niveau des régions, communes et villages d'intervention seront mises en place avant la mise en œuvre du sous projet.

Des registres seront également disponibles à cet effet au niveau des zones d'intervention. Au niveau des communes, des boîtes à idées ainsi que des affichages explicatifs, brochures seront aussi disponibles.

12.5.1. Nature des plaintes

Les plaintes pourront être catégorisées en deux (02) groupes : plaintes non sensibles et plaintes sensibles.

- **Les plaintes non sensibles** concernent le processus de mise en œuvre : elles peuvent concerner les choix, méthodes, résultats obtenus etc.
- **Les plaintes sensibles** portent habituellement sur des fautes personnelles telles que la corruption, la discrimination, les violences basées sur le Genre (VGB) notamment l'exploitation et abus sexuels et le harcèlement sexuel. Pour ce dernier cas, le Projet garantira aux usagers que les plaintes sensibles seront traitées de façon confidentielle, de manière à éviter éventuellement toutes représailles ou toute atteinte gratuite à la dignité des individus.

12.5.2. Types de plaintes

En général, dans tout processus de réinstallation, des difficultés de différents ordres apparaissent sous forme de plaintes. Ces plaintes sont de deux (02) ordres : les plaintes liées au déroulement du processus et celles liées au droit de propriété. Plusieurs types de conflits peuvent surgir en cas de réinstallation justifiant l'existence d'un mécanisme pour traiter les plaintes. Les problèmes qui peuvent apparaître sont les suivants : (i) erreurs dans l'identification des plaignants et l'évaluation des biens ; (ii) désaccord sur des limites de parcelles ; (iii) conflit sur la propriété d'un bien ; (iv) désaccord sur l'évaluation d'une parcelle ou d'un autre bien ; (v) successions, divorces, et autres problèmes familiaux, ayant pour résultat des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille, sur la propriété, ou sur les parts, d'un bien donné ; (vi) désaccord sur les mesures de réinstallation ; (vii) caractéristiques de la parcelle de réinstallation) ; (viii) conflit sur la propriété d'une activité artisanale/commerciale (propriétaire du fonds et exploitant différents, donc conflits sur le partage de l'indemnisation), (ix) l'EAS/HS etc.

Outre cela, d'autres types de plaintes peuvent apparaître dans le cadre de la mise en œuvre du sous-projet. Il s'agit des :

- incidents liés aux travaux (pollutions des eaux, poussières & fumées, accidents, nuisances sonores, etc.) ;
- problèmes liés à la sélection des prestataires ;
- doléances soumises par les populations riveraines et non résolues ;
- requêtes ou demandes de clarification sur les sous-projets ;
- des cas de dénonciations faites par des tiers.

12.5.3. Informations sur les procédures de dépôts et traitements des doléances

Les parties prenantes sont informées des procédures d'enregistrement et de traitement des plaintes dans le cadre du PRECEL à travers le comité local de gestion des plaintes mis en place et formé par le sous-projet sur l'enregistrement et le traitement des plaintes.

Toutefois, les différentes procédures seront davantage expliquées et rappeler au cours de toutes les séances de consultation et sensibilisation du public précédant la mise à exécution du Plan de Réinstallation par l'expert social du projet avec l'appui des comités de gestion des plaintes. Au niveau local, les langues locales (Gouin, Mooré et Dioula) seront utilisées pour les différentes communications. Ces procédures ont déjà fait l'objet de communiqué radio et d'émissions radiophoniques au niveau local. Des registres sont également disponibles à cet effet au niveau des zones d'intervention. Au niveau des communes, des boîtes à idées ainsi que des affichages explicatifs sont aussi disponibles. Toutefois, les activités de diffusion du MGP se poursuivent sur le terrain.

Le comité au niveau communal est régi par un arrêté communal de nomination de ses membres. Cet arrêté donne la composition, les attributions (les rôles et responsabilités) et le fonctionnement du comité.

12.5.4. Procédure d'enregistrement et gestion des plaintes

La gestion des plaintes non sensibles se fera à trois niveaux :

- .

☞ le niveau communal : les (CCGP)

La gestion des plaintes sera assurée par les Comités Communaux de Gestion des Plaintes (CCGP) créés ou actualisés s'il en existe⁶. Lesdits comités sont composés du :

- responsable de la mairie (maire/PDS, adjoints, SG) qui assure la présidence du CCGP ;
- chef ZATE ou son représentant (point focal et rapporteur) ;
- représentante des autorités religieuses et coutumières ;
- représentante des femmes ;
- représentante des jeunes.

NB : le comité communal peut faire appel à toute personne de ressource en fonction de la spécificité du problème posé. Les membres du CCGP sont désignés en assemblée générale par les communautés.

⁶ En fonction de la zone d'intervention du PRECEL, il se pourrait que des projets antérieurs (PADEL-B ou tout autre projet du portefeuille de la Banque mondiale) aient déjà créé des comités pour la gestion des plaintes. Il s'agira dans ce cas de procéder à leur actualisation et/ou dynamisation.

Les membres du CCGP sont chargés de :

- recevoir, enregistrer et accuser réception des plaintes et/ou réclamations à eux soumises ;
- traiter et résoudre les plaintes à eux soumises ;
- procéder à des investigations approfondies pour cerner tous les enjeux de la plainte ;
- engager avec le plaignant une négociation pour une résolution à l'amiable de la plainte ;
- établir les PV ou rapports de session ;
- informer le point focal de la Cellule régionale de Gestion des Plaintes (CeRGP) de l'état des lieux des plaintes reçues, enregistrées, traitées et résolues ;
- transférer dans les délais, les plaintes non résolues au point focal du CeRGP ;
- assurer la traçabilité, la documentation et l'archivage des données de gestion des plaintes au niveau de la commune.

☞ **le niveau régional :**

Les DRARAH constituent le troisième niveau du MGP. Une cellule régionale de gestion des plaintes du PRECEL sera mise en place par note de service du DRARAH dont il est le président. Cette cellule sera composée de :

- DR (président),
- ASE (point focal, rapporteur) ;
- SAF (membre)

NB : la cellule peut faire appel à toute personne de ressource en fonction de la spécificité du problème posé.

Dans la pratique les ASE sous la responsabilité des Directeurs régionaux et à travers des cellules MGP, enregistrent et gèrent les dossiers des plaignants au niveau des régions. Il leur revient sous l'égide du DRARAH de :

- recevoir, enregistrer et accuser réception des plaintes et/ou réclamations exprimées en lien avec le PRECEL ;
- traiter et résoudre toutes les plaintes à eux soumises ;
- procéder à des investigations approfondies pour cerner tous les enjeux de la plainte ;
- engager avec le plaignant une consultation/négociation pour une résolution à l'amiable de la plainte ;
- établir les PV ou rapports de gestion des plaintes et envoyer périodiquement les rapports au CNGP ;
- informer périodiquement le point focal du Comité national de Gestion des Plaintes (CNGP) de l'état des lieux des plaintes reçues, enregistrées, traitées et résolues ;
- transférer dans les délais, les plaintes non résolues au point focal du CNGP ;
- assurer la traçabilité, la documentation et l'archivage des données de gestion des plaintes au niveau de la région.

☞ **Le niveau national :**

La gestion des plaintes au niveau national sera assurée par l'UGP du PRECEL à travers un comité composé comme suit :

- le Coordonnateur du Projet est le président du comité de gestion des plaintes du projet ;

- le Spécialistes en Développement Social (SDS) du Projet est le rapporteur ;
- le Spécialistes en Sauvegarde Environnementale (SSE) du Projet ;
- le Responsable en Suivi Evaluation (RSE)
- le responsable en charge des VBG /EAS/HS ou du genre du projet.

NB : le comité national peut faire appel à toute personne de ressource en fonction de la spécificité du problème posé.

Dans l'opérationnalisation du MGP, l'UGP et le CNGP ont pour missions de :

- suivre les plaintes enregistrées et la régularité de leur traitement au niveau des autres comités créés pour la gestion des plaintes du Projet ;
- veiller à l'enregistrement et au traitement diligent des plaintes à tous les niveaux ;
- évaluer la nature et le coût des dommages constatés ou faisant l'objet de plaintes ;
- consulter/négocier avec les PAP, les modalités de règlement des indemnisations et liquider les indemnisations si nécessaires ;
- documenter et archiver conséquemment le processus de gestion des plaintes ;
- assurer le renforcement des capacités des comités, leur formalisation ainsi que leur fonctionnement ;
- s'assurer de l'opérationnalisation du MGP dans les activités du projet ;
- analyser les rapports d'activités entrant dans la mise en œuvre du MGP ;
- apporter tout appui nécessaire pour la bonne mise en œuvre du MGP ;
- assurer la visibilité et la communication autour des actions de plaintes ;
- réaliser le suivi-monitoring du MGP ;
- transmettre à la Banque mondiale, une synthèse mensuelle, trimestriel et à la demande, des plaintes reçues, traitées et résolues

12.5.5. Plaintes sensibles, tels que celles liées à l'EAS / HS

Dans le souci d'assurer la confidentialité et la sécurité dans la résolution des plaintes sensibles, il est mis en place au :

☞ Niveau 1 : villageois et communal

Un point focal de gestion des plaintes sensibles (*sexe féminin de préférence*) **est** associé au comité villageois et communal de gestion des plaintes (COGEP-V et CCGP). Le point focal de gestion des plaintes sensibles sert d'interface entre les personnes survivantes et le Projet. Il est le représentant de l'ONG ou de l'Association spécialisées partenaires commises par le PRECEL à la prévention, réception et référencement des plaignants.

Les principales responsabilités du point focal de gestion des plaintes sensibles sont :

- recevoir et enregistrer les plaintes sensibles ;
- orienter le/la survivant(e) vers les prestataires des services VBG ;
- tenir informée l'UGP des cas de plaintes sensibles liées au Projet ;
- servir d'interface entre l'UGP et les survivant-e-s par rapport à la gestion des plaintes les concernant ;
- faire le feedback des résultats du traitement/résolution des plaintes aux plaignant-e-s ;
- faire recours aux structures judiciaires pertinentes si requis ;

- faire le suivi, l'évaluation des actions et mesures de réponses et résolution des plaintes exprimées ;
- archiver physiquement et électroniquement la documentation.

☞ **Niveau 2 : régional**

Un point focal de gestion des plaintes sensibles (sexe féminin de préférence et **différent de l'ASE**), associé à la Cellule Régionale de Gestion des Plaintes (CeRGP) sera désigné également par la cellule au niveau régional. Il sert d'interface entre les survivant(e)s et le Projet au niveau régional. Il permet à la personne survivante d'exprimer ses préoccupations, plaintes sensibles en rapport avec la mise en œuvre du Projet. De ce fait, il constitue un recours régional de réception et de transfert des plaintes sensibles à l'UGP. Il est chargé de la saisine sans délais de l'UGP en cas de survenue d'un cas de VBG ou d'enregistrement d'une plainte sensible. L'UGP prend connaissance, analyse et donne des orientations pour une meilleure gestion de ladite plainte dans le cadre d'un dispositif de référencement qui sera défini à l'issue du mapping des prestataires des services VBG de la zone d'intervention du Projet (ZIP).

Les principales responsabilités du point focal plaintes sensibles sont de :

- recevoir et enregistrer les plaintes sensibles ;
- tenir informer l'UGP des plaintes sensibles ;
- servir d'interface entre l'UGP et les survivant-e-s par rapport à la gestion des plaintes les concernant ;
- faire le feedback des résultats du traitement/résolution des plaintes aux plaignants ;
- faire le suivi et l'évaluation des actions et des mesures de réponses et résolution des plaintes exprimées ;
- orienter le/la survivant(e) vers les prestataires des services VBG/EAS/HS ;
- archiver physiquement et/ou électroniquement la documentation.

☞ **Niveau 3 : L'UGP**

Au niveau national, le Spécialiste en Développement Social (SDS) est chargé des plaintes en général mais, le/la spécialiste chargé-e des VBG de l'UGP est le Point Focal en charge de la gestion des plaintes sensibles.

Ses principales activités sont :

- enregistrer et traiter les plaintes en sa possession ;
- s'assurer que le plan d'action des plaintes sensibles est mis en œuvre ;
- s'assurer de la présence d'une cartographie des structures de prises en charges des cas de EAS/HS est faite et disponibles à l'UGP ;
- saisir immédiatement le prestataire de services VBG le plus pertinente du dispositif de référencement pour la prise en charge du survivant ou de la survivante ;
- tenir informer le Coordonnateur du Projet qui est chargé de relayer l'information à la Banque mondiale, dès réception d'une plainte sensible quel que soit le niveau de provenance ;

- suivre et documenter les plaintes sensibles (suivi mensuel et rapports trimestriels) et procéder à l'archivage physique et électronique de celles-ci ;
- transmettre à la Banque mondiale, une synthèse mensuelle et un bilan trimestriel des plaintes reçues, traitées et transférées
- renseigner le registre des plaintes pour constituer une base de donnée ;
- archiver tous les dossiers en lien avec les plaintes.

☞ **Le Tribunal de Grande Instance**

En dehors des quatre niveaux de recours pour la gestion à l'amiable des plaintes en général, tout plaignant peut saisir le tribunal de grande instance de son choix et en temps voulu. Aussi, pour les plaintes sensibles, il n'y a pas de gestion à l'amiable possible et la saisine de la justice est conditionnée par le consentement éclairé de la personne survivante.

NB : Pour la conduite des actions de prévention des risques VBG, la réception des plaintes et le référencement des personnes survivantes de cas de VBG dans sa mise en œuvre, le PRECEL, s'appuiera sur l'expertise d'ONG et/ou Associations spécialisées ou toute autre structure qualifiée sur la thématique pour l'opérationnalisation de son dispositif spécifique de gestion des plaintes sensibles. Les représentants de ces structures partenaires, seront les points focaux VBG aux différents niveaux. Un renforcement des capacités du point focal VBG est nécessaire à l'issue de sa mise en place, parallèlement à la création des CeRGP et COGEP suivi des critères spécifiques tels que : maturité, tenu de secret, discrétion, écoute, disponibilité, maîtrise de l'approche centrée sur la survivante. Un engagement de confidentialité sera soumis à la signature dudit Point Focal.

12.5.6. Situation des plaintes enregistrées et traitées durant l'élaboration de la NIES

Dans le cadre de la conduite de la NIES, aucune plainte n'a été enregistrée. Toutefois, le registre tenu par le point focal de Gestion des Plaintes des différents département (points focaux de gestion des plaintes) mis en place par le PRECEL est ouvert à toute personne ayant des réclamations, plaintes, avis et commentaires sur toutes les phases de la réalisation du présent sous-projet

12.5.7. Mesures d'opérationnalisation du MGP lors de la mise en œuvre du projet

Le COGEP au niveau de la commune de Banfora va contribuer à l'opérationnalisation du MGP. Il a déjà reçu une formation sur les types de plaintes, les instances de résolution des plaintes, l'enregistrement des plaintes, etc. Ces formations se poursuivront pendant la mise en œuvre du projet. En cas de plaintes, en coordination avec le responsable HSE de l'entreprise, ils recevront le plaignant en remplissant la formulation de réception des plaintes et suivront la procédure décrite ci-dessus jusqu'à la résolution totale de cette plainte.

L'abattoir est couvert par la Cellule régionale de gestion des plaintes qui est logée au sein de la DRARAH et que les plaintes concernant l'abattoir peuvent y être déposées. S'il y a des plaintes latentes ou soulevées par les parties prenantes dans le cadre de l'infrastructure, le COGEB en coordination avec le responsable HSE de l'entreprise recevront le plaignant en remplissant la formulation de réception des plaintes et suivront la procédure décrite ci-dessus jusqu'à la résolution totale de cette plainte.

NB : 'infrastructure est couverte par la Cellule régionale de gestion des plaintes qui est logées au sein de la DRARAH et que les plaintes concernant l'abattoir peuvent y être déposées .

CONCLUSION

Le PRECEL bénéficie du financement de la Banque mondiale avec pour objectif d'« Améliorer la productivité, la commercialisation et la résilience des principaux systèmes de production animale sédentaires pour les bénéficiaires ciblés dans les zones d'intervention du projet ».

Le sous projet avait pour objectifs d'élaborer une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) de la construction de l'abattoir moderne de la commune de Banfora, province de la Comoé selon la réglementation nationale, mais aussi des standards de la Banque mondiale.

Elle a permis d'identifier les impacts potentiels et d'en proposer des mesures d'atténuation conséquentes afin d'établir un plan de gestion environnementale et sociale. Le projet présente des enjeux environnementaux importants pour la zone du projet et partant du territoire national en termes de :

▪ **Impacts potentiels positifs :**

- la création d'emploi en phase de construction pour les femmes et les jeunes ;
- la meilleure organisation de l'offre de la viande de qualité au profit des populations cibles ;
- la meilleure maîtrise des conditions d'abattage ;
- la meilleure sécurisation des conditions de débarquement des animaux et d'embarquement de la viande ;
- l'amélioration des recettes pour la municipalité de Banfora à travers le paiement des taxes ;
- l'amélioration et le renforcement des infrastructures municipales de Banfora,
- les plantation d'arbres.

▪ **Impacts potentiels négatifs :**

- l'abattage potentiel de 163 pieds d'arbres ;
- les risques de propagation des IST et EAS/HS dû à la présence des employés dans le cadre de la construction de l'abattoir ;
- la pollution atmosphérique ;
- les risques d'accidents pendant les travaux.

Des mesures proposées dans le plan de gestion environnementale et sociale, vont contribuer à atténuer les impacts potentiels négatifs identifiés. Il s'agit de :

- la mise en place d'une plantation ornementale au sein de l'abattoir ;
- la sensibilisation des acteurs de la filière bétail-viande et autres usagers sur la protection de l'environnement ;
- la sensibilisation sur les MST – VIH sur le site ;
- la prise en compte du Genre et la violence-basée-sur-le-genre et le renforcement de capacités.

Au terme de cette étude, nous constatons que le projet de construction de l'abattoir moderne de Banfora engendrera des impacts positifs majeurs pour les éleveurs, les éleveurs et la population de Banfora. Toutes les parties prenantes ont marqué leur accord pour accompagner le sous le sous projet. Des recommandations sont formulées pour une bonne insertion du projet dans la commune. Ces recommandations sont :

- le recrutement de la population locale dans les emplois lors des travaux de construction et d'exploitation ;
- le maintien d'un dialogue permanent avec les bouchers.

Le coût global du PGES est estimé à **quarante millions cinq cent quinze mille (40 515 000) CFA**. A cela s'ajoute une imprévue de 10% soit **quatre millions cinquante un mille-mille cinq cent (4**

051 500) francs FCFA, ce qui donne un Total Général de quarante-quatre millions cinq cent soixante six mille cinq cent (40 566 500) CFA soit 79, 441,96 USD⁷..

⁷ 1 dollar US = 561 Franc CFA à la date du 07/09/2025

BIBLIOGRAPHIE

1. **BURKINA FASO**, 2009. Loi N° 034-2009/an du 16 juin 2009 portant régime foncier rural et décrets d'application. 92 p.
2. Cadre de Gestion environnementale et sociale révisé du PGDFEB, Avril 2018
3. **FAO, ISRIC**, 1994. Directives pour la description des sols. 3^{ème} édition (révisée), Service des sols-ressources, aménagement et conservation, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.
4. **BURKINA FASO**, 2015. Le Décret N°2015-1187/PRES-TRANS/PM/MERH/MATD /MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT du 22 octobre 2015, portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la Notice d'impact environnemental et social,
5. **BURKINA FASO**, 2009. Loi N° 034-2009/an du 16 juin 2009 portant régime foncier Rural et décrets d'application. 92 p.
6. Burkina Faso, 2013 : Loi 006-2013/AN du 02/04/2013 portant code de l'environnement au Burkina Faso
7. Burkina Faso, 2011 : Loi 003-2011/AN du 05/04/2011 portant code forestier au Burkina Faso
8. **IGB**, 2002, Base des données de l'occupation des terres-années 2002/Institut Géographique du Burkina
9. **KABORE C et BALMA E**, 2010, Guide Traitement données Inventaire Forestier sur Excel, 56p
10. **KANDO LUCIE FUWALAGYE**, 2012, Evaluation et caractérisation des cailcedrats d'alignement de la commune de ouagadougou
11. **RENNEG. P. et COULBALY S.** 1987, Etude de la productivité naturelle des espèces locale/Ministère de l'Environnement et du Tourisme, 48p +annexe
12. **S/P CONEDD**, 2003. Plan d'Environnement pour le Développement Durable. Document Provisoire, 207 p.
13. **CTFT**, 1989 : Memento du forestier « Technique rural en Afrique » 3^e éd. Ministère de la Coopération et du Développement. pp. 213-774
14. **Kaboré C. 2008** : Rapport d'inventaire forestier de la forêt classée du Koulbi Province du Nounbiel Région du Sud-Ouest. Version provisoire. Direction du Suivi Ecologique.57p.
15. **Kaboré C. 1995** : Inventaire forestier des forêts de Nabéré. Rapport d'inventaire – Rapport de consultation : DGF-Ugo/PNGT, Burkina Faso 66p.
16. **Labat JN**, 1995. Végétation du nord-ouest du Michoacan Mexique. Instituto de Ecologia A. C., 401p.
17. **MAAH**, 2016 : Cadre de Gestion Environnementale et sociale, 137p.
18. **PARIIS**, 2018 ; Notice d'Impacts Environnemental et Social NIES, Version provisoire, 62p.
19. **PARIIS**, 2018. Avant-Projet Détaillé du site de Sâ, 34p.
20. **PIF**, 2018. Notice d'impacts environnemental et social du projet de réhabilitation du bas-fonds de Saala dans la commune de Dissihn, 99 p.
21. Plan de Développement Intégré Communal (PDIC/REDD+) Dissihn, BERD juillet 2018

Webographie

<https://www.banquemonddiale.org/fr/country/burkinafaso>
www.mesrsi.gov.bf

ANNEXES

Annexe 1 : TDRs pour le projet de construction de l'abattoir de Banfora, province de la Comoé, région des Cascades du Burkina Faso.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

II. OBJECTIFS GÉNÉRAL ET SPÉCIFIQUES

II.1 Objectif général

L'objectif global de l'EIES est de déterminer et mesurer la nature et le niveau des risques et effets environnementaux et sociaux potentiels (physiques, biologiques, socioéconomiques et culturels), y compris les risques de Violence Basée sur le Genre (VBG), d'Exploitation Abus Sexuel (EAS), Harcèlement Sexuelle (HS), de Violence Contre les Enfants (VCE) susceptibles de subvenir pendant les travaux de construction des abattoirs, d'évaluer et proposer des mesures de suppression, d'atténuation et de compensation des effets et impacts négatifs, et de bonification des impacts positifs, des indicateurs de suivi et de surveillance appropriés ainsi que des dispositions institutionnelles à mettre en place pour la mise en œuvre desdites mesures.

II.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de la présente étude sont de :

- Analyser l'état initial de la zone d'accueil (physique et humain) du projet.
- définir le cadre politique, juridique et institutionnel du projet de construction de l'abattoir ;
- identifier et évaluer l'ensemble des impacts potentiels du projet en précisant notamment leur portée spatiale, leur durée, leur intensité, leur caractère réversible ou irréversible, les cibles potentielles et leur sensibilité afin de permettre leur hiérarchisation ;
- analyser les risques environnementaux du projet, tout en proposant un plan d'action de mesures permettant de les prévenir ;
- identifier et analyser les risques et impacts sociaux négatifs susceptibles d'être générés ou induits par les activités découlant de la réalisation des travaux y compris les VBG/EAS/HS et VCE tout en proposant des mesures d'atténuations
- proposer des mesures visant à annuler, prévenir, atténuer ou compenser les risques impacts négatifs du projet et à bonifier les impacts positifs ;
- proposer des mesures de prévention des dangers et inconvénients.
- Réaliser des séances de consultations et participations des parties prenantes pour la prise en compte de leurs préoccupations, suggestions, observations et recommandations ;
- préciser le Mécanisme de Gestion des plaintes (MGP) ou suggestions /doléances existant autour de l'investissement tout en faisant la situation des plaintes et des mesures pour une meilleure implémentation et fonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes du projet ;
- intégrer ces mesures dans un plan de gestion environnementale et sociale assorti d'un plan de suivi, de surveillance et de renforcement des capacités ;
- élaborer le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) assorti des coûts réels d'exécution ainsi que les différents acteurs de mise en œuvre ;
- proposer des clauses environnementales et sociales à insérer dans le Dossier d'Appel D'Offres (DAO) ;
- Proposer un bordereau des prix avec une définition claire des prix pour la prise en compte des clauses environnementales, sociales, de santé et de sécurité au travail dans les DAO
- participer aux audiences publiques de l'enquête publique qui sera organisée par l'ANEVE;
- participer à la session du COTEVE pour la validation du rapport d'EIES
- prendre en compte toutes les observations formulées par les parties prenantes de l'étude jusqu'à l'obtention de l'autorisation de publication du rapport par la Banque Mondiale.

III. RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus sont :

- l'état initial de la zone d'accueil (physique et humain) du projet est analysé ;
- le cadre politique, juridique et institutionnel du projet de construction de l'abattoir est défini ;
- l'ensemble des impacts potentiels du projet, leur portée spatiale, leur durée, leur intensité, leur caractère réversible ou irréversible, les cibles potentielles et leur sensibilité est défini ;

- les risques environnementaux du projet sont analysés, et un plan d'action de mesures préventives est proposé ;
- les risques et impacts sociaux négatifs susceptibles d'être générés ou induits par les activités découlant de la réalisation des travaux y compris les VBG/EAS/HS et VCE ont été identifiés tout en proposant des mesures d'atténuations ;
- des mesures visant à annuler, prévenir, atténuer ou compenser les impact environnementaux et sociaux négatifs du projet et à bonifier les impacts positifs du projet sont proposées ;
- des mesures de prévention des dangers et des inconvénients sont proposés ;
- des séances de consultations et participations des parties prenantes pour la prise en compte de leurs préoccupations, suggestions, observations et recommandations sont réalisées ; une précision du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) ou suggestions/doléances existant autour de l'investissement, tout en faisant la situation des plaintes et proposer des mesures pour une meilleure implémentation et fonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes du projet est faite ;
- la consultation sexospécifique de l'ensemble des parties prenantes de l'investissement, tout en prenant en compte leurs besoins, craintes, suggestions à toutes les étapes de réalisation de l'infrastructure est réalisée ;
- le système de gestion des plaintes existant autour de l'investissement est évalué, des mesures pour une meilleure implémentation et fonctionnalité du mécanisme de gestion des plaintes du projet sont proposées ;
- un plan de gestion environnementale et sociale assorti d'un plan de suivi, de surveillance et de renforcement des capacités est proposé ;
- le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) assorti des coûts réels d'exécution ainsi que les différents acteurs de mise en œuvre est élaboré ;
- des clauses environnementales et sociales à insérer dans le Dossier d'Appel D'Offres (DAO) sont proposées.
- une proposition de bordereau des prix avec une définition claire des prix pour la prise en compte des clauses environnementales, sociales, de santé et de sécurité au travail dans les DAO est faite ;
- la participation aux audiences publiques de l'enquête publique qui sera organisée par l'ANEVE est effective ;
- la participation à la session du COTEVE pour la validation du rapport d'EIES est effective ;
- toutes les observations formulées par les parties prenantes de l'étude jusqu'à l'obtention de l'autorisation de publication du rapport par la Banque Mondiale ont été prise en compte ; Les résultats attendus sont :
- une revue du cadre politique, juridique et institutionnel qui sous-tendent l'EIES y compris les usages, les coutumes locales, les conventions internationales pertinentes ratifiées par le pays et les pratiques internationales qui protègent les droits des citoyens, notamment en cas d'impact sur leur cadre de vie, leurs droits traditionnels et leurs droits d'accès aux ressources est menée ;
- l'environnement de la zone d'influence, notamment les conditions physiques, biologiques, socioéconomiques et d'utilisation des ressources existantes avant le développement du projet est décrit ;
- les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels, positifs et négatifs, y compris les impacts cumulatifs, qui résulteront probablement de la mise en œuvre du projet et des incertitudes quant à leurs prévisions sont identifiés et analysés ;
- les mesures d'atténuation réalistes et proportionnées aux risques et impacts environnementaux et sociaux évalués, des impacts résiduels difficiles à atténuer et des possibilités d'améliorer l'environnement sont déterminées ;
- un mécanisme de gestion des plaintes adaptées aux réalités du milieu, et conforme avec les exigences des Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque Mondiale, et en évaluer le coût de mise en place et de fonctionnement est prévu et proposé ;
- le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) conforme aux normes environnementales et sociales de la Banque Mondiale, le calendrier d'exécution et estimation des coûts de mise en œuvre du PGES sont élaborés ;
- les clauses environnementales et sociales à insérer dans le Dossier d'Appel D'Offres (DAO) ;

IV. TACHES DU CONSULTANT

Le bureau d'études réunira tous les éléments pertinents entrant dans la validation du site identifié pour abriter le projet de l'abattoir. Ainsi, il devra spécifiquement :

Tâche 1 : Validation du plan de travail avec le PRECEL

Tâche 2 : Description de la situation socio-environnementale de référence et description du sous-projet.

Cette tâche consiste à collecter, analyser et présenter les données de base relatives à l'état actuel environnemental et social de la filière bétail viande au Burkina Faso et plus précisément dans la zone du projet. Cette partie descriptive s'appuiera sur les textes de lois et autres documents de référence, notamment : les exigences environnementales et sociales de la Banque mondiale, y compris les aspects environnement-santé-sécurité au travail et les aspects de genre et vulnérabilité et inclusion sociale ; les Politiques nationales, lois, règlements et cadre administratif concernant la gestion environnementale et sociale des projets de développement, etc.

Tâche 3 : Description analytique et évaluation de l'environnement naturel

Elle concerne notamment : la cartographie de base, les divers écosystèmes du site du sous-projet, les ressources végétales, la biodiversité, les espèces menacées et les habitats critiques, sensibles et/ou en danger, le réseau des aires protégées, le profil agro-pédologique, la profondeur de la nappe phréatique et la qualité des eaux de surface et de la nappe phréatique ; les menaces et opportunités que présente le contexte de l'abattoir sur ces écosystèmes. Cette analyse mettra en exergue les ressources sensibles (rares, menacées, en voie d'extinction, valorisées ou valorisables) en vue d'une meilleure appréciation ultérieure de l'importance des impacts négatifs potentiels notamment.

Tâche 4 : Description analytique de l'état social

Elle inclue : les données démographiques et socio-économiques de base, le contexte du secteur du programme dans la zone, les aires de distribution des groupes ethniques sur des cartes, l'analyse de la structure des communautés locales y compris leur organisation sociale et les institutions locales, les rôles des différents groupes sociaux, les systèmes économiques, les liens avec l'économie régionale et locale, les systèmes traditionnels d'accès aux ressources et à la terre, les problèmes de santé y compris le VIH/SIDA; le genre et la situation des personnes déplacées internes (PDI) une cartographie des principaux acteurs de la filière bétail viande concernés par le projet; les opportunités et risques que présente le contexte post-sous-projet vis-à-vis du bien-être social, culturel et économique des populations vivant dans la zone du sous-projet et de la population Burkinabè en général. Cette analyse inclut un volet spécial consacré aux groupes sociaux vulnérables ou particulièrement ceux occupant ou dépendant directement de site de l'abattoir. Ce volet inclut : (i) l'identification précise des groupes ethniques concernés avec estimation de leur population ; (ii) l'identification de la structure communautaire, des liens sociaux avec le reste de la société, et de la dépendance par rapport aux ressources naturelles de la zone ; (iii) l'utilisation des terres ainsi que les droits traditionnels que ces groupes exercent sur les ressources naturelles dans leurs terroirs. Ce travail se base sur la consultation directe et participation des groupes concernés, la collecte de données de terrain, la compilation d'études existantes (étude de faisabilité technico-économique).

Tâche 5 : Description du cadre politique, juridique et institutionnel de mise en œuvre du sous-projet.

Le consultant décrira le cadre politique, juridique, et institutionnel qui régit : (i) l'environnement, (ii) les Evaluations environnementales (EIES, audit,) et (iii) les normes environnementales spécifiques et sécuritaires du secteur de l'Elevage. Il rappellera les dispositions-clefs du secteur de l'élevage, du code de l'environnement, du cadre environnementale et sociale de la banque mondiale, du décret relatif aux EIES et des conventions internationales que le pays a ratifié ou signé.

Tâche 6 : analyse des risques et impacts potentiels (positifs, négatifs) du sous-projet.

Le bureau d'études identifiera les risques impacts sociaux et environnementaux aussi bien positifs que négatifs de la réalisation de l'abattoir. Il distinguera les impacts et risques directs, indirects, cumulatifs, résiduels, et de façon quantitative toutefois que cela est pertinent. Il portera une attention particulière sur les impacts susceptibles d'être irréversibles. L'analyse des impacts sera présentée clairement selon la relation cause – effets (composante – activité – impacts) ; elle pourrait intégrer les modes de vie locaux et les droits d'accès aux ressources et sur l'égalité d'accès aux opportunités de développement, spécialement pour des groupes qui risquent d'être déplacés. Le bureau d'études identifiera les risques que la construction de l'abattoir provoque des déplacements physiques/économiques involontaires (le

cas échéant), ou diminue l'accès aux ressources, ou altère le mode de vie des populations affectées, par rapport à la situation de départ. Les risques sur le plan de l'Hygiène, de la Santé et de la Sécurité tant pour les travailleurs, les bénéficiaires que les populations riveraines seront analysées. Les risques et impacts seront codifiés et classés par source et degré d'importance.

Tâche 7 : Identifier et analyser les risques sociaux sur les conditions de vie et la santé des parties prenantes

Identifier, analyser et évaluer les principaux risques et impacts sociaux négatifs des investissements à l'intérieur de la zone de couverture du projet et en fonction des différentes phases du projet (préparation, exécution des travaux et exploitation), en particulier les risques et impacts sociaux liés aux aspects suivants :

- accidents (pour les travailleurs et les populations riveraines) ;
- problèmes sanitaires (prolifération éventuelle de vecteurs pathogènes, mouches, moustiques et autres bactéries et aussi ;
- vulnérabilité des personnes (personnes à mobilité réduite, enfants, personnes âgées, femmes enceintes, personnes handicapées, etc.) ;
- patrimoine culturel local (lieux et objets sacrés traditionnels) ;
- violence basées sur le genre (exploitation et les abus sexuels ,le harcèlement sexuels et les violences contre les enfants ;
- risques liés aux conflits ou griefs entre ouvriers/travailleurs et populations locales ;
- les pertes pouvant occasionné la réinstallation économique et/ou physique dans la mise en œuvre du sous projet ;
- la consultation et participation des parties prenantes ; risques liés aux foncier
- etc.

Identifier les risques liés à la santé et la sécurité au travail : dangers pour les travailleurs et les populations riveraines. Définir la structure et le contenu du Plan de Gestion environnementale et sociale de Chantier (PGES-C), qui doit être préparé par toute entreprise de travaux retenue pour des travaux d'une certaine envergure, comprenant le Plan d'Hygiène et Santé Sécurité (PHSS) le Code de Conduite, les modalités de prévention des EAS/HS et de lutte contre les VCE.

Tâche 8 : Elaboration d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)

- Le consultant proposera des ajustements éventuels (activités, mesures réglementaires, etc.) aux composantes et activités du sous-projet, en vue d'éviter ou d'atténuer les impacts négatifs, de leurs impacts sociaux et environnementaux positifs et de prévenir des risques. Il fera des propositions relatives : (i) à la méthodologie et aux techniques de consultations à utiliser pour le zonage de l'ensemble en vue de garantir la prise en compte des intérêts, des doléances, suggestions et recommandations des parties prenantes; (ii) aux clauses environnement-santé-sécurité (ESS) à insérer dans les dossiers d'appel d'offres et les contrats de construction et d'exploitation (iii) au mécanisme de résolution des conflits pendant la durée de vie du projet; (iv) à l'élaboration et au contrôle des cahiers des charges. Il pourra faire toute proposition visant à renforcer l'impact positif du projet sur la qualité de l'environnement, sur le bien-être social, culturel et économique de la population, sur les écosystèmes et la biodiversité de la zone d'influence par des actions concrètes issues des propositions des populations locales (notamment les femmes et les jeunes et les Personnes Déplacées Internes (PDI).
- Le consultant identifiera ou proposera des stratégies et procédures à mettre en œuvre tout au long de la vie du projet en vue d'adopter des mesures préventives, de gestion et de suivi environnemental et social pour éviter ou atténuer les impacts négatifs qui surviendraient pendant l'exploitation. Il proposera un système simple de suivi-évaluation des risques et impacts environnementaux et sociaux du projet, avec des indicateurs de suivi/vérification/performances ainsi que les procédures, les responsabilités, les périodicités convenues et méthodologie d'évaluation correspondantes.
- Les coûts estimatifs du PGES devront être évalués pour chaque mesure recommandée ci-dessus sur la base de calculs proches de la réalité, en incluant le taux d'inflation. A défaut d'une estimation précise, une méthodologie pour l'évaluation de ces coûts sera proposée.
- Le cadre institutionnel et organisationnel de mise en œuvre et de suivi-évaluation du PGES sur la base des responsabilités régaliennes des institutions concernées, sera clairement décrit.

Chaque mesure d'atténuation fera l'objet d'une fiche projet (intitulé, impact ciblé, objectifs, résultats attendus, activités par résultat, budget, responsables de l'exécution, responsables du contrôle). La synthèse du PGES est présentée sous forme de tableau

Tâche 8 : Vérification de la conformité avec les Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale

Sur la base des analyses et propositions ci-dessus, le consultant conclura que le projet est conforme ou non avec la législation nationale et aux normes environnementales et sociales de la Banque Mondiale suivantes : (i) NES 1 sur « l'Evaluation des risques et effets environnementaux et sociaux », (ii), NES 2 sur Emploi et Conditions de travail, (iii) la NES 3 sur « Utilisation Rationnelle des Ressources, Prévention et Gestion de la Pollution », (iv) NES 4 sur la « Santé, Sécurité des Populations », (v) la NES 5 « Acquisition des terres, Restriction à l'utilisation des terres et Réinstallation forcée » ; (vi) la NES 6 sur « Préservation de la Biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques », (vii) la NES 8 sur « le Patrimoine culturel » (viii) la NES 10 sur « Consultation des parties prenantes, et information ».

Tâche 9 : Concertation avec toutes les parties concernées

Tout au long de son mandat, le Consultant participera à la concertation entre les parties prenantes : Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (MEEA), autres services compétents du gouvernement notamment en région, ONG engagées dans le domaine de l'élevage, autres organisations de la société civile et représentations des groupes concernés, les bénéficiaires etc. La consultation et la participation des parties prenantes seront maintenues durant la réalisation de l'étude, notamment par la publication et la discussion publique avec toutes les parties intéressées sur : (a) le rapport d'étape comprenant au minimum toutes les données de base et les risques et impacts préliminaires analysés; et (b) le rapport final qui comprendra un résumé des consultations, notamment des commentaires, suggestions et recommandations des parties concernées, ainsi que les suggestions et recommandations retenues pour être intégrées dans le projet et le budget. Les PV et la liste des présences de ces deux réunions/ateliers de consultation sur le rapport d'étape et sur le rapport final seront annexés au rapport final, de même que les procès-verbaux (PV) de toutes les consultations locales tenues au cours de l'étude. Les consultations et participations des parties prenantes se feront selon les principes et exigences de la norme environnementale et social (NES 10) du Cadre environnementale et sociale (CES) de la Banque mondiale ainsi que celles de la réglementation nationale en la matière.

V. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Le bureau d'études exécutera son mandat sous la supervision générale d'un Comité d'Orientat ion et de Suivi (COS) mis en place, à cet effet. Le COS est constitué de représentants des directions centrales du MARAH, des services déconcentrés (DRARAH, DREP, DREEMCV), des autorités locales, des représentants du PRECEL, du représentant de l'ANEVE, des acteurs directs.

Les différentes rencontres du COS se tiendront à Banfora.

L'étude se prononcera sur les différents points énumérés dans l'objectif.

Le bureau d'études adoptera une démarche méthodologique participative qui doit impliquer l'ensemble des acteurs.

Les détails de la méthodologie proposée seront présentés par le bureau d'études sous forme de rapport de démarrage. Le bureau soumettra au projet ce rapport de démarrage qui sera validé de commun accord avec le COS avant la phase de terrain.

Par ailleurs, il sera procédé une collecte de données sur le site de l'abattoir, une revue documentaire, des enquêtes et entretiens et l'analyse des données de terrain.

Au regard de la spécificité de l'EIES, le bureau d'études travaillera en étroite collaboration avec les consultants chargés de l'étude de faisabilité technico-économique de l'abattoir.

VI. PROFIL DU CONSULTANT

L'étude sera menée par un bureau d'études/cabinet qui mobilisera une équipe de consultant pluridisciplinaire.

- **le Consultant principal, chef de mission**, de niveau Bac+5 au moins, en sciences de l'environnement. Il doit aussi être qualifié en évaluation environnementale et sociale et justifier d'au moins de 10 ans d'expérience globale dont sept (07) ans d'expériences avérées dans la conduite d'études environnementales et sociales. Il doit avoir réalisé au moins trois (03) missions d'élaborations d'EIES de projets de développement financés par la Banque Mondiale au cours des cinq (05) dernières années. Il doit avoir une bonne connaissance des lois et

règlements du Burkina Faso en matière d'environnement, du financier et d'appropriation pour cause d'utilité publique qui sera chargé de la conduite et de la rédaction du rapport d'étude EIES et sera mobilisé durant 35 jours.

Il devrait s'adjoindre d'autres compétences tels que :

- **un(e) spécialiste en étude de dangers ou analyse des risques** de niveau Bac+5 (au moins en industrie) ; environnement ou sécurité QHSE avec une bonne connaissance des méthodes d'analyse des risques en particulier l'analyse préliminaire des risques (APR) ou des normes ISO en lien avec les activités du projet, et avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans l'identification et l'évaluation des dangers ou risques liés aux projets de développement. Une expérience d'EIES avec un projet financé par la Banque mondiale serait un atout. Une certification ISO45001 ou équivalent serait aussi un atout. Il contribuera à l'analyse des risques et impacts environnementaux et sociaux industriels proposera un plan de gestion des déchets de l'abattoir et sera mobilisé durant sept (07) jours.
- **un(e) sociologue ou socio économiste** de niveau Bac+4 au moins avec une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite d'enquêtes sociologiques ou socioéconomiques dans le cadre des études d'évaluation d'impact social. Il aura pour tâche d'appréhender les problèmes socio-économiques liés à la viabilité du sous- projet, à la collecte et l'analyse des données socioculturelles. Il sera mobilisé durant dix (10) jours.
- **un(e) spécialiste en SIG** de niveau Bac+4 au moins en géographie, sciences de la terre ou équivalence, avec une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la confection des cartes SIG et de l'interprétation des images satellitaires. Il doit avoir participé à la réalisation d'au moins deux (02) études similaires au Burkina Faso ou dans la sous-région pendant les cinq (05) dernières années. Une expérience d'EIES avec un projet financé par la Banque mondiale serait un atout. Il sera chargé de la réalisation des cartes géographiques, des plans architecturaux et de l'interprétation des images satellitaires. Il sera mobilisé durant sept (07) jours.

VII. DURÉE DE L'ÉTUDE

La durée est de trente-cinq (35) jours calendaires pour la réalisation de la mission et répartie de la manière suivante :

ACTIVITES	DUREE (jours)
Réunion de cadrage	1
Revue documentaire	5
Préparation méthodologique	3
Visites et entretiens avec les partenaires à la base	5
Entretiens avec les autorités administratives et locales	5
Exploitation des données et rédaction du rapport de EIES et du PGES	10
Restitution du rapport provisoire	1
Intégration commentaires / observations lors Du (Comité Technique des Evaluations Environnementales (COTEVE) et de la Banque Mondiale et dépôt du rapport final	5
TOTAL	35

VIII. LIVRABLES

Au terme de cette étude, les produits attendus et co-validés par le COS, doivent correspondre aux livrables suivants :

- **livrable L1** : un rapport sur le cadrage méthodologique incluant, la conception d'une méthodologie générale, l'élaboration de protocoles pour les entretiens / discussions de groupe / consultations des parties prenantes, les outils de collecte et d'analyse de données quantitatives et qualitatives, les stratégies et plan d'échantillonnage.
- **livrable L2** : un rapport provisoire de EIES assortie de PGES tout en précisant le travail social à faire (Plan d'action de réinstallation, Evaluation Sociale, etc).

- **livrable L3** : un rapport final de EIES assortie de PGES qui prend en compte les observations de la Banque mondiale et celle de l'ANEVE a l'issue de la session COTEVE.

IX. RESPONSABILITES DES DEUX PARTIES

Au niveau de l'Unité de Gestion du PRECEL, les spécialistes en sauvegardes environnementales et Développement Social, et Genre seront chargés d'interagir avec les consultants à toutes les étapes de la mission du bureau recruté. En outre, le consultant devra collaborer avec l'ANEVE, depuis l'élaboration, le cadrage et l'approbation des TDRs de l'étude, jusqu'à la validation finale du rapport d'EIES en session COTEVE. Le PRECEL mettra à la disposition du consultant toutes les informations du sous-projet susceptibles de l'aider dans l'accomplissement de sa mission notamment, la fiche de screening environnemental et social du site. Le bureau veillera à la réalisation des prestations dans le respect des normes, des textes en vigueur et des règles de l'art.

X. FINANCEMENT

Le financement de l'étude est assuré par le PRECEL sur les fonds IDA du PTBA 2024 et ce conformément à la réglementation en vigueur.

Les modalités de décaissement sont les suivantes :

- 1^{er} paiement : trente pour cent (30%) du montant du contrat seront versés en avance au commencement des prestations sur présentation par le bureau d'une garantie bancaire du même montant ;
- 2^{ème} paiement : soixante pour cent (60%) du montant du contrat seront versés à l'issue de l'approbation du projet de rapport provisoire ;
- paiement final en fin de mission : dix pour cent (10%) du montant du contrat seront versés à l'approbation du rapport final après intégration des amendements du COS, du COTEVE et de la Banque mondiale.

XI. PROPRIETES DES DOCUMENTS ET PRODUITS

Tous les rapports, études ou autres produits sous forme de graphiques, logiciels ou autres, que le bureau prépare pour le compte du client au titre du présent contrat, deviennent et demeurent la propriété du client. Il conservera un exemplaire desdits documents ou logiciels. Durant le présent contrat et les deux années suivants son expiration, il ne divulguera aucune information exclusive ou confidentielle concernant les Services, le présent Contrat, les affaires ou les activités du client sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de celui-ci.

XII. OBLIGATION DES PARTIES

7.1. Obligation du consultant

Le Consultant est responsable de :

- la conception et de la conduite des études conformément au CES de la Banque mondiale et au cadre législatif et réglementaire en vigueur au Burkina Faso, y compris le recueil de toute information pertinente auprès de personnes ou structures ressources qu'il identifiera ;
- la fourniture des livrables dans les délais requis, en vue de leur revue et approbation ;
- l'organisation et de la tenue d'un atelier de validation de EIES a Banfora, avec les parties prenantes du sous-projet et la participation aux sessions d'approbation des rapports organisées par l'Agence nationale des évaluations environnementales (ANEVE). Les livrables ne seront pas validés s'ils n'intègrent pas les informations issues des équipes chargées de conduire les études techniques et les livrables techniques ne seront pas validés s'ils n'intègrent pas les informations issues des études environnementales et sociales ;
- garder le secret professionnel par rapport à toute information recueillie pendant la réalisation de son mandat. Le consultant aura obligation de collaborer et d'échanger les informations avec l'équipe chargée de réaliser les études techniques. Fournir les certificats de bonne exécution des missions similaires. S'assurer que les experts dont les CVs seront présentes dans l'offre soient ceux qui conduiront les études.

7.2. Obligation du client


Le PRECEL mettra à la disposition du Consultant toutes les informations techniques sur le sous-projet et tout autre document nécessaire, l'évaluation des risques VBG/EAS/HS et autres documents du sous-projet. Il est également responsable des frais de la validation de l'étude auprès de l'Agence nationale des évaluations environnementales (ANEVE).

L'ensemble de la procédure de l'étude est conduit sous la supervision directe de l'UGP, au travers de son Unité Environnementale et Sociale. Pour ce faire l'UGP sera chargée de :

- introduire le consultant auprès des autorités locales et des structures partenaires ;
- faciliter, dans la limite de ses possibilités, l'accès des consultants aux sources d'informations ; - fournir aux consultants tous les documents utiles à sa disposition ;
- participer à l'organisation des ateliers de restitution des rapports provisoires de l'étude pour s'assurer du bon déroulement de cette activité clé (la qualité de la restitution et la prise en compte des observations des participants) ;
- veiller aux respects des délais par le consultant.

L'UGP aura obligation de faciliter la coordination et le partage d'informations entre les consultants chargés de conduire l'EIES et ceux chargés de conduire les études techniques

XIII. DESCRIPTION SUCCINCTE DU SITE A ETUDIER

Région : Cascades	Commune : Banfora
Province : Comoé	Site/Secteur/Village : l'abattoir de Banfora/Secteur 9
Coordonnées géographiques : Longitude : 10.65752 Latitude : -4.75345	
Types de projets : Construction d'un nouvel abattoir	
Superficie d'implantation : Superficie potentielle du site : 4,55 ha	
Description sommaire du site et situation géographique et occupation (historique) Le site devant abriter le futur abattoir moderne de Banfora, est situé au secteur 8 de Banfora à environ 100 m de la SOFITEX. Il a une superficie de 4,55 ha dans l'emprise duquel se trouve une aire d'abattage réalisée en 2015 avec l'appui de la mairie. Cette aire d'abattage est déjà exploitée mais souffre d'un problème d'approvisionnement en eau potable et d'un système d'évacuation des eaux usées défectueux. En effet, le château d'eau existante ne fonctionne pas en temps plein car il fonctionne avec un système de pompage solaire. Le document de sécurisation foncière existant est le plan cadastral mais l'arrêté d'affectation est en cours. Les bénéficiaires sont très motivés pour le projet de réalisation de l'abattoir car cela va contribuer au développement de leurs activités et permettre de fournir de la viande de qualité. Dans l'emprise du site se trouve également, une toilette à deux postes, une mosquée, un enclos métallique qui appartiennent tous à la mairie Dans un rayon de 100 mètres du site se trouve la SOFITEX (à l'est), des ravins (au sud), une ferme avicole (au nord) et une auberge (l'ouest). Il n'y a pas d'habitations aux alentours du site.	
Enjeux sociaux ♦ Aspects fonciers Statut Foncier : le site a été classée comme une réserve communale dans. Le processus d'immatriculation du site a été enclenché par la Mairie.  croquis banfora.pdf	
Risques de déplacement physique : selon les investigations, le risque de déplacement physique est nul car les travaux de construction ne vont occasionner ni de déplacement physique, ni économique.	
Risque de pertes permanente/ temporaire de revenus : il n'y aucun risque de pertes de revenus quelconque car les travaux de construction de l'abattoir n'entraîneront pas un arrêt de travail ni permanente ni temporaire des bénéficiaires.	
Aspects environnementaux : Risque sur la Végétation : Il y a de la végétation dans l'emprise du site. On y trouve trois espèces végétales protégées qui sont : <i>Parkia biglobosa</i> (16) <i>Khaya senegalensis</i> (01) <i>Borassus Akeassii</i> (02). La construction de l'abattoir n'entraînera pas l'abattage d'un nombre considérable d'arbres. Le risque de perturbation de la biodiversité est négligeable et des dispositions seront prises pour compenser les arbres qui seront touchés. Risques de pollution des eaux : Le site ne traverse pas un cours d'eau et n'est pas à proximité d'un cours d'eau donc le risque est faible.	

Etat du sol et risques de pollution : Le site repose sur un sol qui n'est pas menacé par l'ensablement. Mais la mauvaise gestion des déchets solides et liquides pourrait entraîner la pollution du sol. Ce risque est considérable et des dispositions doivent être prises pour minimiser le risque.

Risques de dégradation de sites socio-culturels : Aucun site socio-culturel tel que les lieux sacrés ou de cultes coutumiers ou encore de tombes n'ont été recensés dans l'emprise du site et aux alentours.

Gestion des déchets et systèmes d'évacuation des eaux usées : l'exploitation du nouvel abattoir pourrait générer des nuisances à la santé des populations riveraines. En effet la mauvaise gestion des eaux usées et des déchets d'abattage constitue des sources de nuisances olfactives et pourrait à `termes menacer la santé des populations. Par ailleurs le site du projet est situé dans une zone où le système de drainage est défaillant.

Accessibilité : le site est très accessible et n'est pas situé dans une zone inondable

ANNEXES :

Annexe 1 : Cadre de devis estimatif pour la mission

Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)
I- HONORAIRES				
Consultant (chef de mission)	H/J	35		
II – COLLECTE DES DONNEES				
Prise en charges des enquêteurs (collecteurs des données)	H/J			
Analyse et interprétation des données terrains	H/J			
Analyse des eaux				
III- FRAIS DE DEPLACEMENT				
Location véhicule	Jour			
Carburant/ lubrifiant	Km			
Prise en charge du chauffeur	Jour			
Frais de mission du consultant	Jour			
IV- FRAIS DE COMMUNICATION				
Communication	Forfait			
V- FRAIS DE RAPPORTAGE/REPROGRAPHIE				
Rapport de démarrage	FF			
Rapport provisoire	FF			
Rapport final	FF			
TOTAL				

Annexe2 : Contenu de l'étude EIES

L'EIES contiendra le PGES. Tous les deux instruments seront conformes à la NES n°1 et leurs contenus comprendront les points essentiels suivants :

A. Description de l'EIES

a) Résumé exécutif :

- Description avec concision des principales conclusions et des actions recommandées (en Français et en Anglais avec des cartes et photographes).

b) Cadre juridique et institutionnel

- Analyse du cadre juridique et institutionnel du sous-projet dans lequel s'inscrit l'évaluation environnementale et sociale, y compris les questions énoncées au paragraphe 26 de la NES n° 1, inclus les Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires générales de la Banque mondiale ;
- Comparaison du cadre législatif et réglementaire (environnemental et social) du Burkina Faso avec les NES et faisant ressortir les différences entre les deux ;
- Énoncé et évaluation des dispositions environnementales et sociales de toutes les entités participant au financement du sous-projet.

c) Description du sous-projet

- Description concise du sous-projet proposé et son contexte géographique, environnemental, social et temporel, y compris les investissements hors site qui peuvent se révéler nécessaires (par exemple des conduites d'hydrocarbures, des voies d'accès, des réseaux électriques, des adductions d'eau, des logements et des installations de stockage de matières premières et d'autres produits), ainsi que les fournisseurs principaux du sous-projet ;
- Estimation des emplois susceptibles d'être générés par le sous-projet (emplois qualifiés, semi-qualifiés et non-qualifiés)
- Nécessité d'un plan pour répondre aux exigences des NES pertinentes ;
- Carte détaillée indiquant l'emplacement du sous-projet et la zone susceptible de subir l'impact direct, indirect et cumulatif de ce sous-projet.

d) Données de base

- Description détaillée des données qui serviront de base à la prise de décisions sur l'emplacement ;
- Définition et estimation de la portée et la qualité des données disponibles, les lacunes essentielles en matière de données et les incertitudes liées aux prévisions ;
- Géolocalisation des zones à risques le long de la route et des infrastructures socio-économiques ;
- Décrire et caractériser les structures sanitaires dans la zone d'influence du sous-projet et explorer les options de leur utilisation par le sous-projet en cas d'urgence sanitaire ;
- Localisation des potentiels sites d'emprunts et carrières dans la zone d'influence du sous-projet ;
- Détermination de l'envergure de la zone à étudier, sur la base des informations disponibles, et description des conditions physiques, biologiques et socioéconomiques pertinentes, y compris tout changement escompté avant le démarrage du sous-projet –Préciser le Statut (sur la liste rouge de l'IUCN) de la faune et flore identifiées dans la zone d'influence du sous-projet ; préciser les données de référence sur le plan sanitaire et VGB dans la zone d'influence du sous-projet ;
- Prise en compte des activités de développement en cours et envisagées dans la zone du sous-projet, mais qui ne sont pas directement liées au sous-projet (impacts cumulatifs).
- Identification des sous-projets associés ;
- ;

e) Risques et effets environnementaux et sociaux

- Risques , effets et impacts environnementaux et sociaux négatifs associés au sous-projet. Il s'agit des risques et effets environnementaux et sociaux décrits expressément dans les NES n°2 à 8 et des autres risques et effets environnementaux et sociaux découlant de la nature et du contexte particuliers du sous-projet, y compris les risques et effets énoncés au paragraphe 28 de la NES n°1 et ceux liés à la

f) Mesures d'atténuation

- Indication des mesures d'atténuation et les impacts résiduels négatifs importants qui ne peuvent pas être atténués et, dans la mesure du possible, évaluer l'acceptabilité de ces impacts résiduels ;
- Indication des mesures différenciées à prendre afin que les impacts négatifs ne touchent pas de façon disproportionnée les personnes défavorisées ou vulnérables ;
- Évaluation de la possibilité d'atténuer les impacts environnementaux et sociaux (; les coûts d'investissement et les charges récurrentes correspondant aux mesures d'atténuation proposées et la validité de ces mesures par rapport aux conditions locales, ainsi que les besoins en termes d'institutions, de formation et de suivi pour leur mise en œuvre ;
- Indication des questions qui ne requièrent pas une attention plus poussée, ainsi que les motifs d'une telle décision.

g) Analyse des solutions de rechange

- Comparaison systématique des solutions de rechange acceptables par rapport à l'emplacement de la technologie, la conception et l'exploitation du sous-projet — y compris « l'absence de sous-projet » sur la base de leurs risques et effets environnementaux et sociaux potentiels ;
- Évaluation de la capacité des solutions de rechange à atténuer les impacts environnementaux et sociaux du sous-projet ; les coûts d'investissement et les charges récurrentes correspondant aux mesures d'atténuation de rechange et la validité de ces mesures par rapport aux conditions locales ; ainsi que les besoins en termes d'institutions, de formation et de suivi pour leur mise en œuvre ;
- Quantification des impacts environnementaux et sociaux pour chacune des solutions de rechange, autant que faire se peut, et leur attribuer une valeur économique lorsque cela est possible.

h) Conception du sous-projet

- Indication des éléments qui déterminent le choix des caractéristiques particulières proposées pour le sous-projet et préciser les Directives ESS applicables ou si celles-ci sont jugées inapplicables, justifier

les niveaux d'émission et les méthodes recommandées pour la prévention et la réduction de la pollution, qui sont compatibles avec les Bonnes Pratiques sur le Secteur d'Activités (BPISA).

i) Consultation publique

- Information des populations sur le programme de consultations publiques au moins deux semaines avant la date de la première réunion (en Français et en langue locale) ; consultations menées, les dates de consultations, les personnes consultées désagrégées en tenant compte du genre et de la vulnérabilité, conformément à la réglementation en vigueur. Il est question de se rassurer que les parties prenantes sont informées, se sont exprimées librement et ont consentis au sous-projet. Les procès – verbaux des différentes consultations seront annexés au rapport d'étude d'impact. Les consultations se feront afin d'inclure les commentaires et les recommandations issues des consultations dans la version finale de l'EIES.

j) Appendices

B. Description indicative de l'EIES

Le PGES comportera les éléments suivants :

a) Atténuation

Le PGES déterminera les mesures et actions suivant le principe de hiérarchie d'atténuation qui permettent de ramener les effets environnementaux et sociaux potentiellement néfastes liés au sous-projet (tracé des pistes, approvisionnement en agrégat, équipements, etc.) à des niveaux acceptables. Le PGES comprendra le cas échéant des mesures compensatoires plus précisément, la section du PGES relative à l'atténuation se rapporte à :

La section du PGES relative à l'atténuation se rapporte à :

- Recensement et résumé de tous les risques et impacts environnementaux et sociaux négatifs envisagés, y compris les VBG/EAS/HS
- Description avec des détails techniques de chaque mesure d'atténuation, y compris le type d'impact auquel elle se rapporte et les conditions dans lesquelles elle doit être prise (par exemple, en permanence ou en cas d'imprévu), ainsi que ses caractéristiques, les équipements qui seront employés et les procédures d'exploitation correspondantes, le cas échéant ;
- Evaluation de tout risque et impact environnemental et social que pourrait générer ces mesures ;
- Plan d'Hygiène, Santé et Sécurité ;
- Prendre en compte les autres plans d'atténuation requis pour le sous-projet (par exemple pour l'atténuation des risques VBG et s'y conformer.

b) Suivi

La section du PGES relative au suivi comprend :

- (a) Une description détaillée et technique des mesures de suivi, y compris les paramètres à mesurer, les méthodes à utiliser, les lieux d'échantillonnage, la fréquence des mesures, les limites de détection (s'il y a lieu), et une définition des seuils qui indiqueront la nécessité d'appliquer des mesures correctives ; (b) Des procédures de surveillance et de suivi et d'établissement de rapports pour : (i) assurer une détection rapide des conditions qui appellent des mesures d'atténuation particulières, et (ii) fournir des informations sur l'état d'avancement et les résultats des actions d'atténuation. (c) Responsabilités des acteurs : Client, Ingénieurs Conseil, Entreprises et les spécialistes à recruter par l'Ingénieur Conseil et les Entreprises (p.e. pour l'IC et les Entreprises un Spécialiste Environnemental et un Spécialiste Social qualifié et un Spécialiste Santé et Sécurité certifié en ISO 45001 :2018 ou équivalent) ;

(c) Renforcement des capacités et formation

Recommandation de la création ou l'expansion des entités concernées, la formation du personnel et toute mesure supplémentaire qui pourrait s'avérer nécessaire pour soutenir la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de toute autre recommandation issue de l'étude d'impact environnemental et social.

c) Calendrier d'exécution et estimation des coûts

Pour les trois aspects (atténuation, suivi et renforcement des capacités), le PGES comprend :

- (a) un calendrier d'exécution des mesures devant être prises dans le cadre du sous-projet, indiquant les différentes étapes et la coordination avec les plans de mise en œuvre globale du sous-projet ; et
- (b) une estimation de son coût d'investissement et de ses charges récurrentes ainsi que des sources de financement de sa mise en œuvre. Ces chiffres sont également inscrits sur les tableaux récapitulatifs de l'ensemble des coûts du sous-projet.
- (c) Intégration du PGES dans le sous-projet ;

Le PGES sera intégré dans le Sous-projet pour être exécuté de manière efficace. En conséquence, chacune des mesures et actions à mettre en œuvre sera clairement indiquée, y compris les mesures et

actions d'atténuation et de suivi et les responsabilités institutionnelles relatives à chacune de ces mesures et actions. En outre, les coûts correspondants seront pris en compte dans la planification globale, la conception, le budget et la mise en œuvre du sous-projet.

Le PGES comprendra aussi des mesures à suivre en cas de « découvertes fortuites », conformément aux directives de la Banque mondiale ainsi que les dispositions de la loi nationale.

Sur base du PGES contenu dans l'EIES, l'entreprise préparera son PGES de chantier une fois toutes les activités spécifiques définies. Le Client et les Entreprises et l'Ingénieur Conseil établissent un Système Gestion Environnementale et Sociale conforme ISO 14001 et NES 1.

Annexe 3 : Structure du rapport d'EIES

Le rapport devra être concis, et centré sur les résultats des analyses effectuées, les conclusions et les actions recommandées, avec cartes et tableaux de synthèse. Il sera complété par des annexes ou un volume séparé contenant toutes les données d'appui, analyses complémentaires, et les procès-verbaux et résumés des consultations et liste des participants. Le rapport doit comprendre :

- ✓ Page de garde
- ✓ Table des matières
- ✓ Liste des sigles et abréviations
- ✓ Résumé exécutif en français, anglais ;
- ✓ Introduction
- ✓ Objectifs de l'étude ;
- ✓ Responsables de l'EIES ;
- ✓ Méthodologie ;
- Méthodologie ;
- ✓ ✓ Description du sous-projet (objectif, analyse des alternatives, alternative retenue, composantes, activités, responsabilités
- ✓ Cadre politique, juridique et institutionnel
- ✓) ;
- ✓ Données de base (Description et l'analyse de l'état initial du site et de son environnement physique, biologique, socioéconomique et humain)
 - ✓ ✓ Identification, analyse et évaluation des risques et effets environnementaux Identification, analyse et évaluation des risques et impacts sociaux négatifs y compris les VBG/EAS/HS/VCE
- ✓ Risques d'accident et mesures d'urgence
- ✓ Mesures d'atténuation aux risques et impacts environnementaux
- ✓ Mesures d'atténuation aux risques et impacts sociaux négatifs
- ✓ Impacts Cumulatifs
- ✓ Analyse des solutions de rechange
- ✓ Conception du sous-projet
- ✓ Mesures et actions clés du Plan d'engagement environnemental et social (PEES)
- ✓ Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)
- ✓ Consultation publique
- ✓ Appendices

Le PGES inclut dans l'EIES comprendra les points suivants :

- La description des Mesures de gestion des impacts (MGI) selon leur chronologie (avant le démarrage, démarrage des travaux, pendant les travaux, pendant le déclassement et pendant l'exploitation) et de leurs coûts ; les mesures seront codifiées par source et en relation avec la codification des impacts.;
- Un Plan de gestion des risques (y compris les risques de VBG/EAS/HS) et accidents, et accidents professionnels, y compris les clauses environnementales et sociales à détailler en annexe
- Les mesures de renforcement des capacités ;
- Les mesures de mitigation des potentiels passifs environnementaux ;
- Le Mécanisme de gestion des plaintes (MGP) ;
- Les mesures de gestion de la sécurité des sites ;
- Les dispositions à suivre en cas de trouvailles fortuites ;
- Le Mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PGES;

- L'arrangement institutionnel, intégrant les considérations du coronavirus/covid-19, (rôles et responsabilités au sein de l'équipe de coordination, et structures impliquées dans le suivi interne et externe) de mise en œuvre du PGES ;
- Un tableau des coûts ;
- Le Programme de sensibilisation et d'information ainsi que les procès-verbaux des réunions tenues avec les populations, les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les syndicats, les leaders d'opinions et autres groupes organisés, concernés par le sous-projet ; Les appendices seront constitués par :
Budget du PGES
- Les références bibliographiques ;
- La synthèse des amendements nécessaires au cahier des clauses environnementales et sociales à insérer dans le DAO des travaux ; en tenant en compte entre autres les exigences de la NES 2 et 4 sur les conditions des travailleurs et les risques pour les communautés ; code bonne conduite incluant les aspects VBG et HSSE pour les entreprises et la prohibition du braconnage et la coupure des arbres.
- **Les annexes (sans être exhaustif) comprendront :**
 - ✓ Les présents termes de référence ;
 - ✓ Un schéma linéaire et géo référencé des impacts négatifs importants ;
 - ✓ Le programme de sensibilisation et d'information ainsi que les procès-verbaux des réunions tenues avec les populations, Les agences gouvernementales impliquées dans la mise en œuvre du sous-projet, les organisations non gouvernementales, les syndicats, les leaders d'opinions et autres groupes organisés concernés par le sous-projet ;
 - ✓ Les listes des personnes consultées et les listes de présence signées ;
 - ✓ Les rapports de réunions des séances de restitution ;
 - ✓ Les documents fonciers ;
 - ✓ Liste des personnes ou des organisations qui ont préparé l'évaluation environnementale et sociale ou y ont contribué ;
 - ✓ Comptes rendus des réunions, des consultations et des enquêtes associant les parties prenantes, y compris les personnes touchées et les autres parties concernées. Ces comptes rendus décrivent les moyens utilisés auxdites occasions pour obtenir les points de vue des populations touchées et des autres parties concernées ;
 - ✓ Tableaux présentant les données pertinentes visées ou résumées dans le corps du texte ;
 - ✓ Liste des rapports ou des plans associés, cartes, figures, de la documentation relative à la consultation du public, des différents documents administratifs, des résultats des

Annexe 2: PV de la réunion de lancement à la mairie



Mission de l'élaboration d'une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES)
des travaux de construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora



REGION : Cascades

BURKINA FASO

PROVINCE : Comoé

Unité-Progrès-Justice

DELEGATION SPECIALE

DE LA COMMUNE DE : Banfora

PV de lancement des études de sauvegarde environnementale

Mission de l'élaboration de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique moderne dans la commune de Banfora.

L'an deux mille vingt et quatre et le 09 du mois de août s'est tenue à la salle de la Mairie de Banfora à 9 H 00 mn, sous la présidence de Mme la première Vice-présidente la réunion de lancement de collectes des données pour l'élaboration d'une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique moderne au secteur 8 de la commune de Banfora.

Présidée par Mme la 1ère Vice-présidente la rencontre a connu la présence :

- le Coordonnateur de PRECEL et son équipe
- les représentants de la mairie de Banfora
- les représentants des bouchers, des commerçants de bétail, les services techniques, les notables
- le bureau d'étude GREM

Les points suivants ont été abordés :

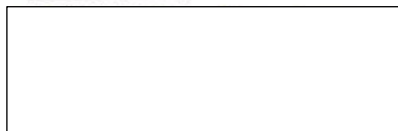
- la présentation de la méthodologie de l'EIES
- l'objectif de l'EIES et sa finalité
- le processus de validation de l'EIES

Après l'exposé des points ci-dessus cités, des questions d'éclaircissement ont été posées et ont trouvé des réponses satisfaisantes.

C'est sur des mots de remerciement du Président à l'endroit de tous les participants qu'est intervenue la clôture de la réunion.

Fait à Banfora, le 09/08/24, an, jour et mois que dessus

Le Consultant



Le Président de la DS ou son représentant



Annexe 3 : PV Consultation Individuelle / DR en charge de l'environnement



Mission de l'élaboration de Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique



REGION :Cascades.....

BURKINA FASO

PROVINCE :Comoé.....

Unité-Progress-Justice

COMMUNE :Banfora

PROCES-VERBAL DE CONSULTATION INDIVIDUELLE

L'an deux mil vingt-quatre et le 02/09 à Banfora
a eu lieu une rencontre d'information et d'échanges avec Madame/Monsieur

RABO Hassine
(Fonction) Directeur Régional

Du/ de la (service) Direction Régionale en charge de l'Environnement

Sur le sous projet de construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora.....

Cette consultation qui entre dans le cadre de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), conduite par le cabinet GREM visait à informer les parties prenantes sur le sous projet et le processus de réalisation d'EIES, recueillir leurs attentes, craintes, préoccupations, appréciations et recommandations:

Etaient présents à cette réunion :

- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓

Les points suivants ont été abordés et discutés :

- présentation du sous-projet
- Appréciation du sous-projet
- impacts et effets environnementaux et sociaux du sous-projet
- Mesures d'atténuation et de compensation
- Attentes et préoccupations
- Recommandations

Les attentes et préoccupations de la partie prenante :

- Nous attendons un abattoir réellement moderne de qualité et répondant aux normes en la matière
- Nous attendons de la viande de qualité
- problème d'implication de tous les usagers



Mission de l'élaboration de Etude d'Impact Environnemental
et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique



Au titre des réponses apportées aux préoccupations et craintes

- le projet a prévu de consulter un abattoir
même répondant aux besoins de abattoirs
mais aux mêmes en la matière
- un processus inclusif et participatif est adopté,

Les recommandations qui ont été formulées :

- Veillez à la prise en compte effective des
aspects environnementaux et sociaux
- Avoir un environnementaliste dans l'équipe de
gestion de l'abattoir
- créer un service de sécurité avec une gréente.
- Former les acteurs, et avoir une gestion concertée.

La séance fut levée à 15h03 mn

Fait à, Banfora le 02/09/ 2024

Ont signé :

La personne ressource





Mission de l'élaboration de Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique



REGION :Cascades.....

BURKINA FASO

PROVINCE :Comoé.....

Unité-Progrès-Justice

COMMUNE :Banfora

PROCES-VERBAL DE CONSULTATION INDIVIDUELLE

L'an deux mil vingt-quatre et le 02 septembre à Banfora

..... information et d'échanges avec Madame/Monsieur

(Fonction).....Préfet / PDS.....

Du/ de la (service) ...Préfecture / Navie.....

Sur le sous projet de construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora.....

Cette consultation qui entre dans le cadre de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), conduite par le cabinet GREM visait à informer les parties prenantes sur le sous projet et le processus de réalisation d'EIES, recueillir leurs attentes, craintes, préoccupations, appréciations et recommandations:

Etaient présents à cette réunion :

- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓

Les points

- Présentation du projet et du sous-projet
- Appréciation du projet
- Attentes et préoccupations
- Recommandations

Les attentes et préoccupations de la partie prenante :

- Avoir un abattoir moderne de qualité
- Concrétiser ce sous-projet dans un
- bref délai car les acteurs ont vraiment
- besoin de cet équipement



Au titre des réponses apportées aux préoccupations et craintes

- l'abattoir répondra aux normes de qualité en la matière
- une fois les différentes études sont achevées, le P.P.E.C.E.L. lancera le recrutement de l'entreprise en charge de la réalisation de l'abattoir.

Les recommandations qui ont été formulées :

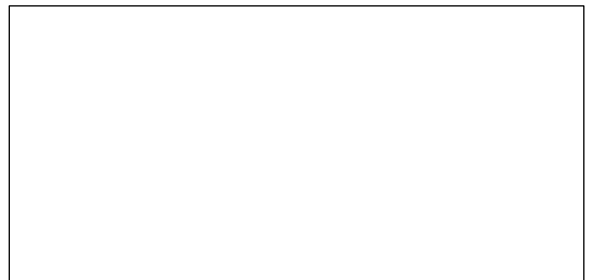
- diriger la réalisation de l'infrastructure
- consulter les acteurs riverains du site de l'abattoir.


La séance fut levée à.....

Fait à, Bamako le 02/09/2024


Ont signé :

La personne ressource





Mission de l'élaboration de Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique



REGION :Cascades.....

PROVINCE :Comoé.....

COMMUNE :Banfora

BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

PROCES-VERBAL DE CONSULTATION INDIVIDUELLE

L'an deux mil vingt-quatre et le 02/09 à Banfora 15^h33

a eu lieu une rencontre d'information et d'échanges avec Madame/Monsieur la Directrice Dabine Samadogo Nigatou

(Fonction) Directrice Régionale de l'eau et d'assainissement

Du/ de la (service) Direction régionale de l'eau et d'assainissement

Sur le sous projet de construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora.....

Cette consultation qui entre dans le cadre de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), conduite par le cabinet GREM visait à informer les parties prenantes sur le sous projet et le processus de réalisation d'EIES, recueillir leurs attentes, craintes, préoccupations, appréciations et recommandations:

Etaient présents à cette réunion :

- ✓ Directrice régionale
- ✓ chef du service police de l'eau
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓

Les points suivants ont été abordés et discutés :

- présentation du sous-projet
- Appréhension du sous-projet
- Impacts du sous-projet
- Attentes, préoccupations
- mesures d'atténuation
- Recommandations

Les attentes et préoccupations de la partie prenante :

- Avoir une infrastructure qui réponde aux normes en matière d'abattoir moderne
- disposer des outillages d'eau d'assainissement
- des bases solides pour les déchets solides
- Avoir un dispositif de gestion de eaux liquides

Au titre des réponses apportées aux préoccupations et craintes

Il est prévu un abattoir moderne conformément
aux normes en la matière.
des ouvrages d'eau et d'assainissement sont
également prévus pour le bon fonctionnement
de l'infrastructure.
un dispositif de gestion des déchets solides et liquides
est aussi prévu.

Les recommandations qui ont été formulées :

associer la direction régionale à la réalisation
de ces infrastructures d'eau.
Etudier la pente de la zone à équiper.
l'évacuation des eaux usées.
prendre les dispositions pour protéger le Grand'eau.
faire rebâtir les berges du Grand'eau.

La séance fut levée à 16h02 mn

Fait à, Bambaré le 02/09/2024

Ont signé :

La personne ressource

Le consultant



la question de la gestion future du nouveau
abattoir

Au titre des réponses apportées aux préoccupations et craintes

l'implication et l'inclusivité de tous les acteurs
est une preuve au projet et de l'EIES.

Les recommandations qui ont été formulées :

- Tenir compte des ouvrages d'assainissement.
- Sensibilisation de tous les acteurs dans tout
le processus.
- Identifier clairement le rôle de chaque acteur
dans la gestion du futur abattoir.

La séance fut levée à 14h08 mn

Fait à Bamfara le 01/09/2024

Ont signé :



Mission de l'élaboration de Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique



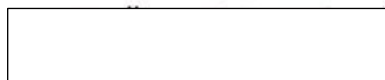
REGION :Cascades.....
 PROVINCE :Comoé.....
 COMMUNE :Banfora

BURKINA FASO
 Unité-Progrès-Justice

PROCES-VERBAL DE CONSULTATION INDIVIDUELLE

L'an deux mil vingt-quatre et le 02 septembre à Banfora.....

l'information et d'échanges avec Madame/Monsieur



Général du Haut Commissariat

(Fonction).....

Du/ de la (service)

Haut-Commissariat

Sur le sous projet de construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora.....

Cette consultation qui entre dans le cadre de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), conduite par le cabinet GREM visait à informer les parties prenantes sur le sous projet et le processus de réalisation d'EIES, recueillir leurs attentes, craintes, préoccupations, appréciations et recommandations:

Etaient présents à cette réunion :

✓ Secrétaire Général de la Province.....

✓

✓

✓

✓

✓

✓

✓

✓

✓

✓

Les points suivants ont été abordés et discutés :

- présentation du sous-projet
- présentation de la méthodologie de l'EIES
- Appréciation sur le sous-projet
- Attentes et préoccupations
- Impacts négatifs & positifs du sous-projet
- Recommandations

Les attentes et préoccupations de la partie prenante :

- avoir de la bonne viande et saime
- réaliser régulièrement l'inspection de la
- viande
- surveiller les conditions d'hygiène et la matière
- réduire le risque de certains accidents à l'abattoir

.....
.....
Au titre des réponses apportées aux préoccupations et craintes

- Il sera construit un abattoir de qualité moderne
 - des ouvrages d'assainissement en vue de garantir la qualité de la viande sont prévus
-
.....

Les recommandations qui ont été formulées :

- une accessibilité équitable pour tous les acteurs
- Veillez à la qualité de la viande produite.
- Mettre en place un système de contrôle de la qualité de la viande.
- impliquer tous les acteurs principaux dans tout le processus du sous-projet, recueillir leurs préoccupations.

La séance fut levée à.....

Fait à, Banpro.....le. 02/23/2024

Ont signé :



Mission de l'élaboration de Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique



REGION :Cascades.....

BURKINA FASO

PROVINCE :Comoé.....

Unité-Progrès-Justice

COMMUNE :Banfora

PROCES-VERBAL DE CONSULTATION INDIVIDUELLE

L'an deux mil vingt-quatre et le 02 Septembre à Banfora
d'échanges avec Madame/Monsieur

(Fonction).....

Du/ de la (service) Direction Régionale en charge de l'Agriculture

Sur le sous projet de construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora.....

Cette consultation qui entre dans le cadre de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), conduite par le cabinet GREM visait à informer les parties prenantes sur le sous projet et le processus de réalisation d'EIES, recueillir leurs attentes, craintes, préoccupations, appréciations et recommandations;

Etaient présents à cette réunion :

✓ Directeur Régional en charge de l'élevage

✓

✓

✓

✓

✓

✓

✓

✓

✓

Les points suivants ont été abordés et discutés :

- Présentation du sous-projet
- Présentation de la méthodologie de l'EIES
- Appréciation du sous-projet
- Impacts et enjeux environnementaux et sociaux
- Attentes et préoccupations
- Recommandations

Les attentes et préoccupations de la partie prenante :

- Avoir une infrastructure réellement moderne
- et qui répond aux besoins des usagers
- Avoir un système de gestion des déchets solides et liquides
- Mettre l'accent sur la qualité des travaux



Au titre des réponses apportées aux préoccupations et craintes

Toutes nos préoccupations et craintes sont
prises en compte et transmises

Les recommandations qui ont été formulées :

- Mettre tout en œuvre pour satisfaire les besoins
des acteurs en analysant de façon approfondie leurs
attentes et préoccupations
- Faire un retour d'informations par rapport aux
besoins exprimés par les acteurs usagers.
- Avoir une bonne structuration des acteurs

La séance fut levée à.....

Fait à, Bumpira le 02/09/2024

Ont signé :

Annexe 9 : PV Consultation Individuelle / SG de la Région des Cascades



Mission de l'élaboration de Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique



REGION :Cascades.....

BURKINA FASO

PROVINCE :Comoé.....

Unité-Progrès-Justice

COMMUNE :Banfora

PROCES-VERBAL DE CONSULTATION INDIVIDUELLE

L'an deux mil vingt-quatre et le 02 septembre à Banfora
a eu lieu une rencontre d'information et d'échanges avec Madame/Monsieur
M.E.D.A. TOUSSAINT
Secrétaire Général de Région
marat des cascades

Sur le sous projet de construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora.....
Cette consultation qui entre dans le cadre de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), conduite par le cabinet GREM visait à informer les parties prenantes sur le sous projet et le processus de réalisation d'EIES, recueillir leurs attentes, craintes, préoccupations, appréciations et recommandations:

Etaient présents à cette réunion :

- ✓ Secrétaire Général de Région
- ✓ Mamba Issa, Consultant GREM
- ✓ Bonkouman B. Félir Consultant GREM
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓

Les poi

- Pr
- Application du sous-projet
- Impacts et enjeux du sous-projet
- Attentes et préoccupation
- Recommandations

Les attentes et préoccupations de la partie prenante :

- Avoir attention à une meilleure organisation des acteurs
- Concerner pour un bon fonctionnement de l'abattoir
- Une meilleure gestion des déchets produits
- Avoir de la viande de qualité
- Avoir une infrastructure moderne de qualité



Mission de l'élaboration de Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique



REGION :Cascades.....

BURKINA FASO

PROVINCE :Comoé.....

Unité-Progrès-Justice

COMMUNE :Banfora

PROCES-VERBAL DE CONSULTATION INDIVIDUELLE

L'an deux mil vingt-quatre et le ...03 septembre... à Banfora...
a eu lieu une rencontre d'information et d'échanges avec Madame/Monsieur

(Fonction)..... chef de canton de Banfora.....

Du/ de la (service) ...Banfora.....

Sur le sous projet de construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora.....

Cette consultation qui entre dans le cadre de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), conduite par le cabinet GREM visait à informer les parties prenantes sur le sous projet et le processus de réalisation d'EIES, recueillir leurs attentes, craintes, préoccupations, appréciations et recommandations:

Etaient présents à cette réunion:

- ✓ - chef de canton
- ✓ - ses conseillers
- ✓ - protocole du chef de canton
- ✓ - Abbaire de l'actuel abattoir de Banfora
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓

Les points suivants ont été abordés et discutés :

- présentation du sous-projet
- Attentes et préoccupations
- impacts du sous-projet
- recommandations

Les attentes et préoccupations de la partie prenante :

- Nous voulons de la viande de qualité
- nous ne voulons plus que la viande soit contaminée dans ce qui lui est destiné
- garantir par la santé de la population



Au titre des réponses apportées aux préoccupations et craintes

Tous les moyens sont mis en œuvre pour assurer
de la viande de qualité au profit de la population

Les recommandations qui ont été formulées :

- Consulter les coutumiers concernant les rites à
faire avant la construction de l'abattoir
- Veiller à former les bouchers sur les techniques
modernes d'abattage des animaux
- Disposer de Camions frigorifiques pour le
transport de la viande.

La séance fut levée à.....

Fait à, Bamboya le 03/09/2024

Ont signé :

--

Annexe 11: Procédure en cas de découverte fortuite

Pour les projets de génie civil comportant des travaux d'excavation, des procédures sont normalement prévues en cas de « découvertes fortuites » de biens culturels physiques enfouis. Les procédures arrêtées dépendent du cadre réglementaire local et tiennent compte notamment des dispositions législatives applicables à la découverte fortuite d'antiquités ou de biens archéologiques. Note : Les recommandations générales ci-après s'appliquent aux situations dans lesquelles il sera fait appel à un archéologue. Dans les situations exceptionnelles où les travaux d'excavation sont effectués dans des régions riches en biens culturels physiques, comme un site du patrimoine mondial de l'UNESCO, un archéologue est généralement présent sur place pour surveiller les fouilles et prendre les décisions qui s'imposent. Dans ce cas, les procédures doivent être modifiées en conséquence, avec l'accord des autorités chargées des questions culturelles. Les procédures applicables aux découvertes fortuites comprennent généralement les éléments ci-après :

1. Définition des biens culturels physiques

Cette section doit définir les types de biens culturels physiques auxquels s'appliquent les procédures. Bien que les procédures de traitement des découvertes fortuites se limitent dans certains cas aux biens archéologiques, elles sont généralement appliquées à tous les types de biens culturels physiques. À défaut d'une définition fournie par les autorités locales chargées du patrimoine culturel, on peut utiliser la définition suivante : « objets mobiliers ou immobiliers, sites, ouvrages ou groupes d'ouvrages ayant une valeur archéologique, paléontologique, historique, architecturale, religieuse, esthétique ou autre >>.

2. Propriété

Ce paragraphe doit indiquer qui est le propriétaire des biens découverts. Selon les circonstances, cela peut être l'administration locale, l'Etat, une institution religieuse ou le propriétaire du site. Il arrive également que l'identité du propriétaire soit déterminée ultérieurement par les autorités compétentes.

3. Reconnaissance

C'est la question la plus difficile. Comme mentionné plus haut, dans les sites susceptibles de contenir des biens culturels physiques, il peut être exigé que l'entreprise travaille avec un spécialiste. Dans d'autres cas, la manière dont l'entreprise reconnaîtra un bien culturel physique n'est pas spécifiée et l'entreprise peut exiger une clause limitative de responsabilité.

4. Procédure applicable en cas de découverte

Suspension des travaux

Ce paragraphe peut indiquer que l'entreprise doit arrêter les travaux si des biens culturels physiques sont découverts durant les fouilles. Il convient toutefois de préciser si tous les travaux doivent être interrompus, ou uniquement ceux en rapport direct avec la découverte. Dans les cas où l'on s'attendrait à découvrir d'importants ouvrages enfouis, tous les travaux pourront être suspendus dans un certain périmètre (de 50 mètres par exemple) autour du bien découvert. Il importe de faire appel à un archéologue qualifié pour régler cette question.

Après la suspension des travaux, l'entreprise doit immédiatement signaler la découverte à l'ingénieur résident.

Il se peut que l'entreprise ne soit pas en droit de réclamer une indemnisation pour la période de suspension des travaux.

L'ingénieur résident peut-être habilité à suspendre les travaux et à demander à l'entreprise de procéder à des fouilles à ses propres frais s'il estime qu'une découverte qui vient d'être faite n'a pas été signalée.

Délimitation du site de la découverte

Avec l'approbation de l'ingénieur résident, il est ensuite demandé à l'entreprise de délimiter temporairement le site et d'en restreindre l'accès.

Non-suspension des travaux

La procédure peut autoriser l'ingénieur résident à déterminer si le bien culturel physique peut être transporté ailleurs avant de poursuivre les travaux, par exemple si l'objet découvert est une pièce de monnaie.

Rapport de découverte fortuite

L'entreprise doit ensuite, sur la demande de l'ingénieur résident et dans les délais spécifiés, établir **un rapport de découverte** fortuite fournissant les informations suivantes :

Date et heure de la découverte

- Emplacement de la découverte
- Description du bien culturel physique
- Estimation du poids et des dimensions du bien
- Mesures de protection temporaire mises en place.

Le rapport de découverte fortuite doit être présenté à l'ingénieur résident et aux autres parties désignées d'un commun accord avec les services culturels, et conformément à la législation nationale. L'ingénieur résident, ou toute autre partie désignée d'un commun accord, doivent informer les services culturels de la découverte.

Arrivée des services culturels et mesures prises

Les services responsables du patrimoine culturel font le nécessaire pour envoyer un représentant sur le lieu de la découverte dans des délais convenus (dans les 24 heures, par exemple) et déterminer les mesures à prendre, notamment :

- Le retrait des biens culturels physiques jugés importants;
- La poursuite des travaux d'excavation dans un rayon spécifié autour du site de la découverte;
- L'élargissement ou la réduction de la zone délimitée par l'entreprise.

Ces mesures doivent être prises dans un délai donné (dans les 7 jours, par exemple). L'entreprise peut, mais pas nécessairement, prétendre à une indemnisation pour la période de suspension des travaux.

Si les services culturels n'envoient pas un représentant dans les délais spécifiés (dans les 24 heures, par exemple), l'ingénieur résident peut être autorisé à proroger ces délais pour une période spécifiée.

Si le service culturel n'envoie pas un représentant dans la période de prorogation, l'ingénieur résident peut être autorisé à demander à l'entreprise de déplacer le bien culturel physique ou de prendre d'autres mesures d'atténuation et de reprendre les travaux. Les travaux supplémentaires seront imputés au marché, mais l'entreprise ne pourra pas réclamer une indemnisation pour la période de suspension des travaux.

Suspension supplémentaire des travaux

Durant la période de 7 jours, les services culturels peuvent être en droit de demander la suspension temporaire des travaux sur le site de la découverte ou à proximité pendant une période supplémentaire de 30 jours, par exemple.

L'entreprise peut, mais pas nécessairement, prétendre à une indemnisation pour cette période supplémentaire de suspension des travaux.

L'entreprise peut cependant être autorisée à signer avec les services responsables du patrimoine culturel un nouvel accord portant sur la fourniture de services ou de ressources supplémentaires durant cette période.

Annexe 12: Modèles de formulaire d'enregistrement et fiche de clôture de plainte

Formulaire d'enregistrement de plainte

Numéro de référence		
Date :	Localité/village : Commune :	
Mode de réception :	En personne/ Téléphone/ Mission terrain/ Autres (précisez) :	
Nom de la personne enregistrant la plainte :	
Lieu de réception :	
N° Identifiant de la victime :	Nature du Bien impacté :	
Nom et prénom du plaignant ⁸ :	<input type="radio"/> Prière de maintenir la confidentialité de ma plainte	
Méthode de contact souhaitée (Adresse complète) <input type="radio"/> Par téléphone (donnez le contact fonctionnel) : <input type="radio"/> Chef village <input type="radio"/> Délégation spéciale <input type="radio"/> Personnel PAAQE		Objet de la plainte : 1) Erreur d'identification 2) Erreur de recensement de biens impactés 3) Erreur d'évaluation de biens impactés 4) Revendication de propriété de biens impactés 5) Rectification/remplacement de PAP 6) HAS/VBG 7) Autre (précisez) :
Brève description de la plainte :		
Brève description de la solution donnée au plaignant (si possible) :		

Signature du plaignant

Signature de la personne enregistrant la plainte

Annexe 13 :Modèles de fiche de clôture de plainte

Déroulement de l'enquête de terrain : Comment la plainte a été gérée

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Brève description de la solution :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Clôture de la plainte : Raison de la clôture de la plainte

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date de clôture de la plainte :

Signature du plaignant

Signature comité

Annexe 14 : Fiche de notification d'incidents/accidents.

Chantier/site :

1 Secteur :

Lieu:	Description du site :		
Date et heure :			
Nom et fonction du rapporteur :			
Objet de l'accident :			
Nom et prénom des victimes :			
Description de l'accident et résultats des investigations sur l'origine probable de l'accident:			
Niveau de gravité :	Grave (à rapporter immédiatement)	Moyen (à rapporter dans 3 jours)	Minime (à rapporter dans une semaine)
Description des mesures prises en charge :			
Mesures de prévention			
Remarques			

Responsable HSE sur site Signature

Annexe 15 : Fiche d'accueil sécurité du travailleur pour le port des EPI.

[illegible]

Annexe 16 : Fiche de conformité/Non-conformité

(équipements du chantier, inspection des sites, inspection sécurité, inspection environnement, inspection sociale...)

Chantier/site : _____ Secteur : _____
Inspecté par : _____ Date : _____

POINTS A INSPECTER	Appéciation		Sans Objet	Observations
	C	NC		
Equipements du chantier				
- Etats des outillages manuels				
- Etats des engins/camions				
-				
Sites				
- Propreté des logements				
- Existence de toilettes et vestiaires				
- Eclairages des lieux				
Sécurité				
- Panneaux de signalisation				
- Etats et nombre des EPI				
- Etats et nombre des extincteurs				
Environnement				
- Système de gestion des déchets				
- Système de reboisement				
-				
Social				
- Plaintes				
- Cas de VBG				
-				

C : Conforme

NC : Non Conforme

Annexe 17: fiche rapport d'accident / incident

	NOTIFICATION D'INCIDENT/ACCIDENTS		
Numéro ID :		Date (jour-mois-année) :	
Activité :		Lieu d'implantation :	
Type et description de l'incident :			Gravité Elevée Moyenne Faible
Type et quantité du produit déversé :		Personnes concernées :	
Equipements concernés :		Sous-traitants concernés :	
Implication de tierce partie :		Notifié par :	
Identification de la cause profonde de l'incident :			
Mesures correctives prises :			
Mesures correctives à prendre :			
Mesures prises pour éviter toute reproduction :			
Numéros de référence de la documentation photo :			
Personne(s) responsable(s) de la mise en œuvre des mesures correctives ou d'atténuation :			
Délai de clôture (jour-mois-année) :		Date de clôture (jour-mois-année) :	
	Agent de protection de l'environnement	Ingénieur superviseur	
Nom			
Signature			
Date (jour-mois-année)			

Annexe 18: Cahier des Clauses Environnementales et Sociales (CCES) à insérer dans le DAO des entreprises

1. Clauses environnementales et sociales pour les travaux

Les présentes clauses environnementales et sociales sont destinées à aider les personnes en charge de la rédaction de dossiers d'appels d'offres et des marchés d'exécution des travaux (cahiers des prescriptions techniques), afin qu'elles puissent intégrer dans ces documents des prescriptions permettant d'optimiser la protection de l'environnement et du milieu socioéconomique. Les clauses sont spécifiques à toutes les activités de chantier pouvant être source de nuisances environnementales et sociales. Elles devront être insérées dans les dossiers d'appels d'offres et dans les marchés d'exécution des travaux dont elles constituent une partie intégrante.

1.1. Dispositions préalables pour l'exécution des travaux

❖ *Respect des lois et réglementations nationales :*

L'Entrepreneur et ses sous-traitants doivent : connaître, respecter et appliquer les lois et règlements en vigueur dans le pays et relatifs à l'environnement, à l'élimination des déchets solides et liquides, aux normes de rejet et de bruit, aux heures de travail, etc. ; prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement ; assumer la responsabilité de toute réclamation liée au non-respect de l'environnement.

❖ *Permis et autorisations avant les travaux*

Toute réalisation de travaux doit faire l'objet d'une procédure préalable d'information et d'autorisations administratives. Avant de commencer les travaux, l'Entrepreneur doit se procurer tous les permis nécessaires pour la réalisation des travaux prévus dans le contrat du projet routier : autorisations délivrées par les collectivités locales, les services forestiers (en cas de déboisement, d'égavage, etc.), les services miniers (en cas d'exploitation de carrières et de sites d'emprunt), les services d'hydraulique (en cas d'utilisation de points d'eau publique), de l'inspection du travail, les gestionnaires de réseaux, etc. Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit se concerter avec les riverains avec lesquels il peut prendre des arrangements facilitant le déroulement des chantiers.

❖ *Réunion de démarrage des travaux*

Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur et le Maître d'œuvre, sous la supervision du Maître d'ouvrage, doivent organiser des réunions avec les autorités, les représentants des populations situées dans la zone du projet et les services techniques compétents, pour les informer de la consistance des travaux à réaliser et leur durée, des itinéraires concernés et les emplacements susceptibles d'être affectés. Cette réunion permettra aussi au Maître d'ouvrage de recueillir les observations des populations, de les sensibiliser sur les enjeux environnementaux et sociaux et sur leurs relations avec les ouvriers.

❖ *Préparation et libération du site*

L'Entrepreneur devra informer les populations concernées avant toute activité de destruction des biens requis dans le cadre du projet. La libération des emprises doit se faire selon un calendrier défini en accord avec les populations affectées et le Maître d'ouvrage. Avant l'installation et le début des travaux, l'Entrepreneur doit s'assurer que les indemnisations/compensations sont effectivement payées aux ayants droit par le Maître d'ouvrage.

❖ *Repérage des réseaux des concessionnaires*

Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit instruire une procédure de repérage des réseaux des concessionnaires (eau potable, électricité, téléphone, égout, etc.) sur un plan qui sera formalisée par un Procès-verbal signé par toutes les parties (Entrepreneur, Maître d'œuvre, concessionnaires). Il convient de signaler qu'aucun réseau des concessionnaires n'a été identifié durant la période de l'étude.

❖ *Libération des domaines public et privé*

L'Entrepreneur doit savoir que le périmètre d'utilité publique lié à l'opération est le périmètre susceptible d'être concerné par les travaux. Les travaux ne peuvent débiter dans les zones concernées par les emprises privées que lorsque celles-ci sont libérées à la suite d'une procédure d'acquisition.

❖ *Programme de gestion environnementale et sociale*

L'Entrepreneur doit établir et soumettre, à l'approbation du Maître d'œuvre, un programme détaillé de gestion environnementale et sociale du chantier qui comprend :

- ✓ un plan d'occupation du sol indiquant l'emplacement de la base-vie et les différentes zones du chantier selon les composantes du projet, les implantations prévues et une description des aménagements ;
- ✓ un plan de gestion des déchets du chantier indiquant les types de déchets, le type de collecte envisagé, le lieu de stockage, le mode et le lieu d'élimination ;

- ✓ le programme d'information et de sensibilisation de la population précisant les cibles, les thèmes et le mode de consultation retenu ;
- ✓ un plan de gestion des accidents et de préservation de la santé précisant les risques d'accident majeurs pouvant mettre en péril la sécurité ou la santé du personnel et/ou du public et les mesures de sécurité et/ou de préservation de la santé à appliquer dans le cadre d'un plan d'urgence.
- ✓ un mécanisme de gestion des plaintes du personnel de l'entreprise

L'Entrepreneur doit également établir et soumettre, à l'approbation du Maître d'œuvre, un plan de protection de l'environnement du site. Ce plan inclut l'ensemble des mesures de protection du site à savoir la protection des bacs de stockage de carburant, de lubrifiants et de bitume pour contenir les fuites. Il doit disposer également des séparateurs d'hydrocarbures dans les réseaux de drainage associés aux installations de lavage, d'entretien et de remplissage en carburant des véhicules et des engins, et aux installations d'évacuation des eaux usées des cuisines. Il fournira une description des méthodes d'évitement et de réduction des pollutions, des incendies, des accidents de la route ; infrastructures sanitaires et accès des populations en cas d'urgence ; réglementation du chantier concernant la protection de l'environnement et la sécurité ; plan prévisionnel d'aménagement du site en fin de travaux.

Le programme de gestion environnementale et sociale comprendra également: l'organigramme du personnel affecté à la gestion environnementale avec indication du responsable chargé de l'Hygiène/Sécurité/Environnemental du projet ; la description des méthodes de réduction des impacts négatifs ; le plan de gestion et de remise en état des sites d'emprunt et carrières ; le plan d'approvisionnement et de gestion de l'eau et de l'assainissement ; la liste des accords pris avec les propriétaires et les utilisateurs actuels des sites privés.

1.2. Installation de chantier et préparation

• *Normes de localisation*

L'Entrepreneur doit construire ses installations temporaires du chantier de façon à déranger le moins possible l'environnement comme mentionné dans le DAO de préférence dans des endroits déjà déboisé ou perturbé lorsque de tels sites existent, ou sur des sites qui sera réutilisé lors d'une phase ultérieure pour d'autres fins. L'Entrepreneur doit strictement interdire d'établir une base-vie à l'intérieur d'une aire protégée.

• *Affichage du règlement intérieur et le code de bonne conduite du personnel*

L'Entrepreneur doit afficher un règlement intérieur de façon visible dans les diverses installations de la base-vie prescrivant spécifiquement : le respect des us et coutumes local ; la protection contre les IST/VIH/SIDA ; les règles d'hygiène et les mesures de sécurité. L'Entrepreneur doit sensibiliser son personnel notamment sur le respect des us et coutumes des populations de la région où sont effectués les travaux et sur les risques des IST et du VIH/SIDA. Tout le personnel et ouvriers de l'entreprise et de ses sous-traitants doit signer le code de bonne conduite qui sera annexé à son contrat.

• *Emploi de la main-d'œuvre locale*

L'Entrepreneur est tenu d'engager (en dehors de son personnel-cadre technique) le plus de main-d'œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés. À défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d'engager la main-d'œuvre à l'extérieur de la zone de travail.

• *Respect des horaires de travail*

L'Entrepreneur doit s'assurer que les horaires de travail respectent les lois et règlements nationaux en vigueur. Toute dérogation est soumise à l'approbation du Maître d'œuvre. Dans la mesure du possible (sauf en cas d'exception accordée par le Maître d'œuvre), l'Entrepreneur doit éviter d'exécuter les travaux pendant les heures de repos, les dimanches et les jours fériés.

• *Protection du personnel de chantier*

L'Entrepreneur doit mettre à disposition du personnel de chantier des tenues de travail correctes réglementaires et en bon état, ainsi que tous les accessoires de protection et de sécurité propres à leurs activités (casques, bottes, ceintures, masques, gants, lunettes, etc.). L'Entrepreneur doit veiller au port scrupuleux des équipements de protection sur le chantier. Un contrôle permanent doit être effectué à cet effet et, en cas de manquement, des mesures coercitives (avertissement, mise à pied, renvoi) doivent être appliquées au personnel concerné.

• *Responsable Hygiène, Sécurité et Environnement*

L'Entrepreneur doit recruter un responsable Hygiène/Sécurité/Environnement niveau BAC + 3 minimum en Environnement ou équivalent avec des compétences requis sur le volet environnemental et social dans les chantiers de BTP qui veillera à ce que les règles d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement soient rigoureusement suivies par tous et à tous les niveaux d'exécution, tant pour

les travailleurs que pour la population et autres personnes en contact avec le chantier. Il doit mettre en place un service médical courant et d'urgence à la base-vie, adapté à l'effectif de son personnel. L'Entrepreneur doit interdire l'accès du chantier au public, le protéger par des balises et des panneaux de signalisation, indiquer les différents accès et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents.

- *Désignation du personnel d'astreinte*

L'Entrepreneur doit assurer la garde, la surveillance et le maintien en sécurité de son chantier y compris en dehors des heures de présence sur le site. Pendant toute la durée des travaux, l'Entrepreneur est tenu d'avoir un personnel en astreinte, en dehors des heures de travail, tous les jours sans exception (samedi, dimanche, jours fériés), de jour comme de nuit, pour pallier tout incident et/ou accident susceptible de se produire en relation avec les travaux.

- *Mesures contre les entraves à la circulation*

L'Entrepreneur doit éviter d'obstruer les accès publics. Il doit maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux. L'Entrepreneur veillera à ce qu'aucune fouille ou tranchée ne reste ouverte la nuit, sans signalisation adéquate acceptée par le Maître d'œuvre. L'Entrepreneur doit veiller à ce que les déviations provisoires permettent une circulation sans danger.

1.3. Repli de chantier et réaménagement

- *Règles générales*

À toute libération de site, l'Entrepreneur laisse les lieux propres à leur affectation immédiate. Il ne peut être libéré de ses engagements et de sa responsabilité concernant leur usage sans qu'il ait formellement fait constater ce bon état. L'Entrepreneur réalisera tous les aménagements nécessaires à la remise en état des lieux. Il est tenu de replier tous ses équipements et matériaux et ne peut les abandonner sur le site ou les environs. Une fois les travaux achevés, l'Entrepreneur doit (i) retirer les bâtiments temporaires, le matériel, les déchets solides et liquides, les matériaux excédentaires, les clôtures, etc. ; (ii) rectifier les défauts de drainage et régaler toutes les zones excavées ; (iii) nettoyer et détruire les fosses de vidange. S'il est de l'intérêt du Maître d'Ouvrage ou des collectivités locales de récupérer les installations fixes pour une utilisation future, l'Entrepreneur doit les céder sans dédommagements lors du repli. En cas de défaillance de l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux de remise en état, ceux-ci sont effectués par une entreprise du choix du Maître d'Ouvrage, en rapport avec les services concernés et aux frais du défaillant. Après le repli de tout le matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site doit être dressé et joint au procès-verbal de réception des travaux. La non-remise en état des lieux doit entraîner le refus de réception des travaux. Dans ce cas, le pourcentage non encore libéré du montant du poste « installation de chantier » sera retenu pour servir à assurer le repli de chantier.

- *Protection des zones instables*

Lors du démantèlement d'ouvrages en milieux instables, l'Entrepreneur doit prendre les précautions suivantes pour ne pas accentuer l'instabilité du sol : (i) éviter toute circulation lourde et toute surcharge dans la zone d'instabilité ; (ii) conserver autant que possible le couvert végétal ou reconstituer celui-ci en utilisant des espèces locales appropriées en cas de risques d'érosion.

- *Carrières et sites d'emprunt*

L'Entrepreneur est tenu de disposer des autorisations requises pour l'ouverture et l'exploitation des carrières et sites d'emprunt (temporaires et permanents) en se conformant à la législation nationale en la matière. Il doit fournir les preuves de paiement des taxes de prélèvement des agrégats. L'Entrepreneur doit, dans la mesure du possible, utiliser de préférence un site existant. L'entrepreneur élaborera un Plan de Protection des Sites d'Emprunt (PPES) et ces voies d'accès et le faire approuver par l'ingénieur conseil avant son exploitation. Il est tenu de faire au préalable l'inventaire forestier des éventuels sites d'emprunt ainsi que les compensations éventuelles des pertes de biens des propriétaires ainsi que les reboisements compensatoires. À la fin de l'exploitation d'un site permanent, l'Entrepreneur doit (i) rétablir les écoulements naturels antérieurs par régalinge des matériaux de découverte non utilisés ; (ii) supprimer l'aspect délabré du site en répartissant et dissimulant les gros blocs rocheux. À la fin de l'exploitation, un procès-verbal de l'état des lieux est dressé en rapport avec le Maître d'œuvre et les services compétents.

- *Gestion des produits pétroliers et autres contaminants*

L'Entrepreneur doit nettoyer l'aire de travail ou de stockage où il y a eu de la manipulation et/ou de l'utilisation de produits pétroliers et autres contaminants.

- *Contrôle de l'exécution des clauses environnementales et sociales*

Le contrôle du respect et de l'effectivité de la mise en œuvre des clauses environnementales et sociales par l'Entrepreneur est effectué par le Maître d'œuvre, dont l'équipe doit comprendre un expert environnementaliste qui fait partie intégrante de la mission de contrôle des travaux.

- *Notification*

Le Maître d'œuvre notifie par écrit à l'Entrepreneur tous les cas de défaut ou non-exécution des mesures environnementales et sociales. L'Entrepreneur doit redresser tout manquement aux prescriptions dûment notifiées à lui par le Maître d'œuvre. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses sont à la charge de l'Entrepreneur.

- *Sanction*

En application des dispositions contractuelles, le non-respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par le Maître d'œuvre, peut être un motif de résiliation du contrat. L'Entrepreneur ayant fait l'objet d'une résiliation pour cause de non-application des clauses environnementales et sociales s'expose à des sanctions allant jusqu'à la suspension du droit de soumissionner pour une période déterminée par le Maître d'ouvrage, avec une réfaction sur le prix et un blocage de la retenue de garantie.

- *Réception des travaux*

Le non-respect des présentes clauses expose l'Entrepreneur au refus de réception provisoire ou définitive des travaux, par la Commission de réception. L'exécution de chaque mesure environnementale et sociale peut faire l'objet d'une réception partielle impliquant les services compétents concernés.

- *Obligations au titre de la garantie*

Les obligations de l'Entrepreneur courent jusqu'à la réception définitive des travaux qui ne sera acquise qu'après complète exécution des travaux d'amélioration de l'environnement prévus au contrat.

1.4. Clauses Environnementales et Sociales spécifiques

- *Signalisation des travaux*

L'Entrepreneur doit placer, préalablement à l'ouverture des chantiers et chaque fois que de besoins, une pré-signalisation et une signalisation des chantiers à longue distance (sortie de carrières ou de bases-vie, circuit utilisé par les engins, etc.) qui répond aux lois et règlements en vigueur. L'entrepreneur a l'obligation de procéder à une protection de toutes fouilles et excavations contre les accidents y compris les noyades.

- *Mesures pour les travaux de terrassement*

L'Entrepreneur doit limiter au strict minimum le décapage, le déblaiement, le remblayage et le nivellement des aires de travail afin de respecter la topographie naturelle et de prévenir l'érosion. Après le décapage de la couche de sol arable, l'Entrepreneur doit conserver la terre végétale et l'utiliser pour le réaménagement des talus et autres surfaces perturbées. L'Entrepreneur doit déposer les déblais non réutilisés dans des aires d'entreposage s'il est prévu de les utiliser plus tard ; sinon il doit les transporter dans des zones de remblais préalablement autorisées.

- *Mesures de transport et de stockage des matériaux*

Lors de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit (i) limiter la vitesse des véhicules sur le chantier par l'installation de panneaux de signalisation et des porteurs de drapeaux ; (ii) arroser régulièrement les voies de circulation dans les zones habitées (s'il s'agit de route en terre) ; (iii) prévoir des déviations par des pistes et routes existantes dans la mesure du possible.

Dans les zones d'habitation, l'Entrepreneur doit établir l'horaire et l'itinéraire des véhicules lourds qui doivent circuler à l'extérieur des chantiers de façon à réduire les nuisances (bruit, poussière et congestion de la circulation) et le porter à l'approbation du Maître d'œuvre. Pour assurer l'ordre dans le trafic et la sécurité sur les routes, le sable, le ciment et les autres matériaux fins doivent être contenus hermétiquement durant le transport afin d'éviter l'envol de poussière et le déversement en cours de transport. Les matériaux contenant des particules fines doivent être recouverts d'une bâche fixée solidement. L'Entrepreneur doit prendre des protections spéciales (filets, bâches) contre les risques de projections, émanations et chutes d'objets. L'Entrepreneur peut aménager des zones secondaires pour le stationnement des engins qui ne sont pas autorisés à stationner sur la voie publique en dehors des heures de travail et de l'emprise des chantiers. Ces zones peuvent comporter également un espace permettant les travaux de soudure, d'assemblage, de petit usinage, et de petit entretien d'engins. Ces zones ne pourront pas stocker des hydrocarbures. Tout stockage de quelque nature que ce soit est formellement interdit dans l'environnement immédiat, en dehors des emprises de chantiers et des zones prédéfinies.

- *Mesures pour la circulation des engins de chantier*

Seuls les matériels strictement indispensables sont tolérés sur le chantier. En dehors des accès, des lieux de passage désignés et des aires de travail, il est interdit de circuler avec des engins de chantier. L'Entrepreneur doit s'assurer de la limitation de vitesse pour tous ses véhicules circulant sur la voie publique, avec un maximum de 40 km/h au niveau des agglomérations et à la traversée des villages. Les conducteurs dépassant ces limites doivent faire l'objet de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement. La pose de ralentisseurs aux entrées des agglomérations sera préconisée. Les véhicules de l'Entrepreneur doivent en toute circonstance se conformer aux prescriptions du Code de la route en vigueur, notamment en ce qui concerne le poids des véhicules en charge.

- *Protection des milieux humides*

Il est interdit à l'Entrepreneur d'effectuer des aménagements temporaires (aires d'entreposage et de stationnement, chemins de contournement ou de travail, etc.) dans des milieux humides.

- *Protection des sites sacrés et des sites archéologiques*

L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites culturels et culturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux et ne pas leur porter atteinte. Pour cela, elle devra s'assurer au préalable de leur typologie et de leur implantation avant le démarrage des travaux. Si, au cours des travaux, des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique sont découverts, l'Entrepreneur doit suivre la procédure suivante : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le Maître d'œuvre qui doit prendre des dispositions afin de protéger le site pour éviter toute destruction ; un périmètre de protection doit être identifié et matérialisé sur le site et aucune activité ne devra s'y dérouler ; (iii) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges. Les travaux doivent être suspendus à l'intérieur du périmètre de protection jusqu'à ce que l'organisme national responsable des sites historiques et archéologiques ait donné l'autorisation de les poursuivre.

- *Approvisionnement en eau du chantier*

La recherche et l'exploitation des points d'eau sont à la charge de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit s'assurer que les besoins en eau du chantier ne portent pas préjudice aux sources d'eau utilisées par les communautés locales. Il est recommandé à l'Entrepreneur d'utiliser les services publics d'eau potable autant que possible, en cas de disponibilité. En cas d'approvisionnement en eau à partir des eaux souterraines et de surface, l'Entrepreneur doit adresser une demande d'autorisation au Ministère responsable et respecter la réglementation en vigueur. L'eau de surface destinée à la consommation humaine (personnel de chantier) doit être désinfectée par chloration ou autre procédé approuvé par les services environnementaux et sanitaires concernés. Si l'eau n'est pas entièrement conforme aux critères de qualité d'une eau potable, l'Entrepreneur doit prendre des mesures alternatives telles que la fourniture d'eau embouteillée ou l'installation de réservoirs d'eau en quantité et en qualité suffisantes. Cette eau doit être conforme au règlement sur les eaux potables. Il est possible d'utiliser l'eau non potable pour les toilettes, douches et lavabos. Dans ces cas de figure, l'Entrepreneur doit aviser les employés et placer bien en vue des affiches avec la mention « EAU NON POTABLE ».

- *Gestion des déchets liquides*

Les bureaux et les logements doivent être pourvus d'installations sanitaires en nombre suffisant (latrines, fosses septiques, lavabos et douches). L'Entrepreneur doit respecter les règlements sanitaires en vigueur. Les installations sanitaires sont établies en accord avec le Maître d'œuvre. Il est interdit à l'Entrepreneur de rejeter les effluents liquides pouvant entraîner des stagnations et incommodités pour le voisinage, ou des pollutions des eaux de surface ou souterraines. L'Entrepreneur doit mettre en place un système d'assainissement autonome approprié (fosse étanche ou septique, etc.). L'Entrepreneur devra éviter tout déversement ou rejet d'eaux usées, d'eaux de vidange des fosses, de boues, hydrocarbures, et polluants de toute nature, dans les eaux superficielles ou souterraines, dans les égouts, fossés de drainage ou à la mer. Les points de rejet et de vidange seront indiqués à l'Entrepreneur par le Maître d'œuvre.

- *Gestion des déchets solides*

L'Entrepreneur doit déposer les ordures ménagères dans des poubelles étanches et devant être vidées périodiquement. En cas d'évacuation par les camions du chantier, les bennes doivent être étanches de façon à ne pas laisser échapper de déchets. Pour des raisons d'hygiène, et pour ne pas attirer les vecteurs, une collecte quotidienne est recommandée, surtout durant les périodes de chaleur. L'Entrepreneur doit éliminer ou recycler les déchets de manière écologiquement rationnelle. L'Entrepreneur doit acheminer les déchets, si possible, vers les lieux d'élimination existants.

- *Protection contre la pollution sonore*

L'Entrepreneur est tenu de limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains, soit par une durée exagérément longue, soit par leur prolongation en dehors des heures normales de travail. Les seuils à ne pas dépasser sont : 55 à 60 décibels le jour ; 40 décibels la nuit.

- *Reboisement compensatoire*

L'entrepreneur doit réaliser un aménagement paysager de 200 pieds d'arbres dans l'emprise de l'abattoir et l'obligation de l'entreprise en termes d'entretien jusqu'à la réception définitive conformément au plan d'action reboisement compensatoire proposer au rapport d'EIES pour la construction de l'abattoir.

- *Prévention contre les IST/VIH/SIDA et maladies liées aux travaux*

L'Entrepreneur doit informer et sensibiliser son personnel sur les risques liés aux IST/VIH/SIDA. Il doit mettre à la disposition du personnel des préservatifs contre les IST/VIH-SIDA. L'Entrepreneur doit informer et sensibiliser son personnel sur la sécurité et l'hygiène au travail. L'Entrepreneur doit prévoir des mesures de prévention suivantes contre les risques de maladie : (i) instaurer le port de masques, d'uniformes et autres chaussures adaptées ; (ii) disposer d'une boîte de pharmacie et de soin d'urgence et fournir gratuitement au personnel de chantier les médicaments de base nécessaires aux soins d'urgence. Tout le personnel et ouvriers de l'entreprise et de ses sous-traitants doit signer le code de bonne conduite qui sera annexé à son contrat.

- *Voies de contournement et chemins d'accès temporaires*

L'utilisation de routes locales doit faire l'objet d'une entente préalable avec les autorités locales. Pour éviter leur dégradation prématurée, l'Entrepreneur doit maintenir les routes locales en bon état durant la construction et les remettre à leur état original à la fin des travaux.

- *Mobilité des riverains*

L'Entrepreneur doit constamment assurer l'accès aux propriétés riveraines. *Services publics et secours*
L'Entrepreneur doit impérativement maintenir l'accès des services publics et de secours en tous lieux. Lorsqu'une rue est barrée, l'Entrepreneur doit étudier avec le Maître d'Œuvre les dispositions pour le maintien des accès des véhicules de pompiers et ambulances.

- *Journal de chantier*

L'Entrepreneur doit tenir à jour un journal de chantier, dans lequel seront consignés les réclamations, les manquements ou incidents ayant un impact significatif sur l'environnement ou à un incident avec la population. Le journal de chantier est unique pour le chantier et les notes doivent être écrites à l'encre. L'Entrepreneur doit informer le public en général, et les populations riveraines en particulier, de l'existence de ce journal, avec indication du lieu où il peut être consulté.

- *Entretien des engins et équipements de chantiers*

L'Entrepreneur doit respecter les normes d'entretien des engins de chantiers et des véhicules et effectuer le ravitaillement en carburant et lubrifiant dans un lieu désigné à cet effet. L'Entrepreneur doit effectuer les vidanges dans des futs étanches et conserver les huiles usagées pour les remettre au fournisseur (recyclage). Les pièces de rechange usagées doivent être envoyées à la décharge publique.

- *Lutte contre les poussières*

L'Entrepreneur doit choisir l'emplacement des concasseurs et des équipements similaires en fonction du bruit et de la poussière qu'ils produisent. Le port de lunettes et de masques antipoussières est obligatoire.

Annexe 19 : cadre de devis pour les mesures E&S

900	Rubriques	Unité	Quantité
901	Mise en œuvre des autres plans et mesures d'atténuation		
902	Reboisement	u	815
903	Aménagement paysager	u	200
904	Plan de suivi environnemental	u	1,00
905	Programme de renforcement des capacités	u	1,00
906	Plan de réhabilitation et de fermeture de la base vie	u	1,00
907	Plan de mesures spécifiques	u	1,00
908	Sensibilisations sur les IST/VIH/SIDA, et les risques VBG	ff	1,00
910	Dotation et port des Equipements de protection individuelle (EPI)	ff	1,00
911	Sécurité routière et signalisation temporaire du chantier	ff	1,00
912	Santé des travailleurs et transport des ouvriers	ff	1,00
Total			

Annexe 20: Fiches d'accueil santé sécurité au travail /induction HSSE

Date d'arrivée :
Nom et prénom(s) :
Fonction :
Employeur/ entreprise :
Durée du séjour :

Liste de contrôle de l'induction des visiteurs sur le site de

À la fin de l'induction :

- Les détails de la procédure d'induction doivent être enregistrés sur ce formulaire comme indiqué plus bas ;
- Ce formulaire doit être daté et signé aussi bien par l'inducteur que le visiteur ;
- Le formulaire signé sera gardé dans le registre des formations avec tous les dossiers d'induction.

Section I : Détails de l'induction

Introduction

- Bienvenue au visiteur
- Aperçu de l'induction des visiteurs
- Indication de la durée de l'induction

Contenu de l'induction

- Le port des EPI
- Les bandes et panneaux de sécurité
- Les règles de transport sur le site
- L'entretien des lieux
- La lutte contre l'incendie
- Les numéros d'urgence

Section II : Registre de l'induction (rempli par l'inducteur et le visiteur/ Sous-traitant)

Reconnaissance

Je reconnais avoir été formé(e) en tous les points de l'induction ci-dessus listés relatifs à la Sécurité et Santé au Travail, l'Environnement, la Qualité à

J'accepte de respecter toutes ses réglementations et procédures pendant mon séjour /travail à

Nom et Prénom(s)signature
(visiteur/ sous-traitant) (visiteur/ sous-traitant)

Date de l'induction :employé par
Emploi/profession

Nom et prénom : Signature :.....
(Inducteur) (Inducteur)

Annexe 21: Fiche de création d'emploi

Fiche de création d'emplois locaux

Titre du projet :

Entreprise :

Période :/.../....

N°	Type d'emploi	Nombre d'emploi	Observation	Cible touché			
				H	F	Jeune de - 35ans	Total

Responsable HSE : Nom et Prénoms :

Signature :

Date/.../....

NB : Joindre une liste des personnes concernées

Nombre	Nom et Prénom	H	F	Jeune de -35 ans	Localité d'origine
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					

Annexe 22 : Code de conduite de l'entreprise

Mise en œuvre des normes ESHS et HST Prévention des violences basées sur le genre et des violences contre les enfants

L'entreprise s'engage à s'assurer que le projet soit mis en œuvre de manière à limiter au minimum tout impact négatif sur l'environnement local, les collectivités et ses travailleurs. Pour ce faire, l'entreprise respectera les normes environnementales, sociales, de santé et de sécurité (ESHS) et veillera à ce que les normes appropriées d'hygiène et de sécurité au travail (HST) soient respectées. L'entreprise s'engage également à créer et à maintenir un environnement dans lequel la violence basée sur le genre (VBG) et la violence contre les enfants (VCE) n'aient pas lieu – elles ne seront tolérées par aucun employé, sous-traitant, fournisseur, associé ou représentant de l'entreprise.

Par conséquent, pour s'assurer que toutes les personnes impliquées dans le projet soient conscientes de cet engagement, l'entreprise s'engage à respecter les principes fondamentaux et les normes minimales de comportement suivants, qui s'appliqueront sans exception à tous les employés, associés et représentants de l'entreprise, y compris les sous-traitants et les fournisseurs :

Généralités

1. L'entreprise s'engage à respecter toutes les lois, règles et réglementations nationales pertinentes.
2. L'entreprise s'engage à mettre intégralement en œuvre son « Plan de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs » (E-PGES).
3. L'entreprise s'engage à traiter les femmes, les enfants (personnes de moins de 18 ans) et les hommes avec respect, indépendamment de leur race, couleur, langue, religion, opinion politique ou autre, origine nationale, ethnique ou sociale, niveau de richesse, handicap, citoyenneté ou tout autre statut. Les actes de VBG et de VCE constituent une violation de cet engagement.
4. L'entreprise s'assure que les interactions avec les membres de la communauté locale aient lieu dans le respect et en absence de discrimination.
5. Du langage et du comportement qui soient avilissants, menaçants, harcelants, injurieux, inappropriés ou provocateurs sur le plan culturel ou sexuel sont interdits parmi tous les employés, associés et représentants de l'entreprise, y compris les sous-traitants et les fournisseurs.
6. L'entreprise suivra toutes les instructions de travail raisonnables (y compris celles qui concernent les normes environnementales et sociales).
7. L'entreprise protégera les biens et veillera à leur bonne utilisation (par exemple, interdire le vol, la négligence ou le gaspillage).

Hygiène et sécurité

8. L'entreprise veillera à ce que le plan de gestion de l'hygiène et de la sécurité au travail (HST) du projet soit efficacement mis en œuvre par le personnel de l'entreprise, ainsi que par les sous-traitants et les fournisseurs.
9. L'entreprise s'assurera que toutes les personnes sur le chantier portent l'Équipement de Protection Individuel (EPI) approprié comme prescrit, afin de prévenir les accidents évitables

et de signaler les conditions ou les pratiques qui posent un risque pour la sécurité ou qui menacent l'environnement.

10. L'entreprise :

- i. Interdira la consommation d'alcool pendant le travail ;
- ii. Interdira l'usage de stupéfiants ou d'autres substances qui peuvent altérer les facultés à tout moment.

11. L'entreprise veillera à ce que des installations sanitaires adéquates soient à disposition des travailleurs sur le site et dans tous les logements des travailleurs du projet.

Violences basées sur le genre et violences contre les enfants

12. Les actes de VBG et de VCE constituent une faute grave et peuvent donc donner lieu à des sanctions, y compris des pénalités et/ou le licenciement, et, le cas échéant, le renvoi à la police ou à la gendarmerie pour la suite à donner.

13. Toutes les formes de VBG et de VCE, y compris la sollicitation des enfants, sont inacceptables, qu'elles aient lieu sur le lieu de travail, dans les environs du lieu de travail, dans les campements de travailleurs ou dans la communauté locale.

- i. Harcèlement sexuel - par exemple, il est interdit de faire des avances sexuelles indésirées, de demander des faveurs sexuelles, ou d'avoir un comportement verbal ou physique à connotation sexuelle, y compris des actes subtils.
- ii. Faveurs sexuelles par exemple, il est interdit de promettre ou de réaliser des traitements de faveurs conditionnés par des actes sexuels, ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou d'exploitation.

14. Tout contact ou activité sexuelle avec des enfants de moins de 18 ans, y compris par le biais des médias numériques, est interdit. La méconnaissance de l'âge de l'enfant ne peut être invoquée comme moyen de défense. Le consentement de l'enfant ne peut pas non plus constituer un moyen de défense ou une excuse.

15. À moins qu'il n'y ait consentement sans réserve de la part de toutes les parties impliquées dans l'acte sexuel, les interactions sexuelles entre les employés de l'entreprise (à quelque niveau que ce soit) et les membres des communautés environnantes sont interdites. Cela comprend les relations impliquant la rétention/promesse d'un avantage (monétaire ou non monétaire) aux membres de la communauté en échange d'une activité sexuelle - une telle activité sexuelle est considérée comme « non consensuelle » aux termes du présent Code.

16. Outre les sanctions appliquées par l'entreprise, des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs d'actes de VBG ou de VCE seront engagées, le cas échéant.

17. Tous les employés, y compris les bénévoles et les sous-traitants, sont fortement encouragés à signaler les actes présumés ou réels de VBG et/ou de VCE commis par un collègue, dans la même entreprise ou non. Les rapports doivent être présentés conformément aux Procédures d'allégation d'actes de VBG et de VCE du projet.

18. Les gestionnaires sont tenus de signaler les actes présumés ou avérés de VBG et/ou de VCE et d'agir en conséquence, car ils ont la responsabilité du respect des engagements de l'entreprise et de tenir leurs subordonnés directs pour responsables de ces actes.

Mise en œuvre

Pour veiller à ce que les principes énoncés ci-dessus soient efficacement mis en œuvre, l'entreprise s'engage à faire en sorte que :

19. Tous les gestionnaires signent le « Code de conduite des gestionnaires » du projet, qui présente dans le détail leurs responsabilités, et consiste à mettre en œuvre les engagements de l'entreprise et à faire respecter les obligations du « Code de conduite individuel ».
20. Tous les employés signent le « Code de conduite individuel » du projet confirmant leur engagement à respecter les normes ESHS et HST, et à ne pas entreprendre des activités entraînant les VBG ou les VCE.

Sanctions

Lorsque l'entreprise omet de signaler les incidents liés aux VBG/EAS/HS/VCE ou ne se conforme pas aux dispositions y relatives, elle peut faire l'objet de mesures disciplinaires de la part du PRECEL. Ces mesures peuvent comprendre :

- l'avertissement informel ;
- l'avertissement formel ;
- la formation complémentaire ;
- la résiliation du contrat de travail en cours ;
- l'interdiction de soumissionner à tout autre marché de travaux du PRECEL

Pour gérer correctement les risques de VBG/EAS/HS/VCE, il est nécessaire que l'entreprise explique les dispositions qu'elle prévoit pour assurer le respect des dispositions contenues dans le code de bonne conduite :

- signature par chaque employé du code avant sa prise de fonction ;
- sensibilisation/formation périodiques sur les aspects décrits dans le code ;
- affichage ;
- élaboration d'un plan d'action

Je reconnais par les présentes avoir lu le Code de conduite de l'entreprise ci-dessus et j'accepte, au nom de l'entreprise, de me conformer aux normes qui y figurent. Je comprends mon rôle et mes responsabilités d'appuyer les normes d'hygiène et sécurité au travail (HST) et les normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS) du PRECEL, et de prévenir et combattre les actes de VBG et de VCE. Je comprends que toute action incompatible avec le présent Code de conduite de l'entreprise ou le fait de ne pas agir conformément au présent Code de conduite de l'entreprise peut entraîner des mesures disciplinaires.

Nom de l'entreprise : _____

Signature : _____

Nom (responsable de l'entreprise) en toutes lettres : _____

Titre : _____

Date : _____

Annexe 23 : Code de conduite du gestionnaire ou chef de chantier

Mise en œuvre des normes ESHS et HST Prévention des violences basées sur le genre (VBG) et des violences contre les enfants (VCE)

Les gestionnaires à tous les niveaux se doivent de faire respecter l'engagement de la part de l'entreprise de mettre en œuvre les normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS) et les exigences d'hygiène et de sécurité au travail (HST), ainsi qu'à prévenir et faire face aux VBG et aux VCE. Cela signifie que les gestionnaires ont la lourde responsabilité de créer et maintenir un environnement qui respecte ces normes et permet de prévenir les VBG et la VCE. Ils doivent soutenir et promouvoir la mise en œuvre du Code de conduite de l'entreprise. À cette fin, ils doivent se conformer au Code de conduite du gestionnaire et signer le Code de conduite individuel. Ce faisant, ils s'engagent à soutenir la mise en œuvre du Plan de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs (E-PGES) et du Plan de gestion des normes d'hygiène et de sécurité au travail (HST), ainsi qu'à développer des systèmes qui facilitent la mise en œuvre du Plan d'action sur les VBG et les VCE. Ils doivent garantir un lieu de travail sûr ainsi qu'un environnement sans VBG et VCE aussi bien dans le milieu de travail qu'au sein des communautés locales. Ces responsabilités comprennent, sans toutefois s'y limiter :

La mise en œuvre

1. Garantir une efficacité maximale du Code de conduite de l'entreprise et du Code de conduite individuel :
 - i. Afficher de façon visible le Code de conduite de l'entreprise et le Code de conduite individuel en les mettant bien en vue dans les Bases vie de travailleurs;
 - ii. S'assurer que tous les exemplaires affichés et distribués du Code de conduite de l'entreprise et du Code de conduite individuel sont traduits dans la langue appropriée qui est utilisée sur le lieu de travail ainsi que dans la langue maternelle de tout employé international.
2. Expliquer oralement et par écrit le Code de conduite de l'entreprise et le Code de conduite individuel à l'ensemble du personnel.
3. Veiller à ce que :
 - i. Tous les subordonnés directs signent le « Code de conduite individuel », en confirmant qu'ils l'ont lu et qu'ils y souscrivent ;
 - ii. Les listes du personnel et les copies signées du Code de conduite individuel soient fournies au gestionnaire chargé de l'HST, à l'Equipe de conformité (EC) et au client ;
 - iii. Participer à la formation et s'assurer que le personnel y participe également, comme indiqué ci-dessous ;
 - iv. Mettre en place un mécanisme permettant au personnel de :
 - a) Signaler les préoccupations relatives à la conformité aux normes ESHS ou aux exigences des normes HST ; et
 - b) Signaler en toute confidentialité les incidents liés aux VBG ou aux VCE par le biais du Mécanisme des plaintes et des doléances
 - v. Les membres du personnel sont encouragés à signaler les problèmes présumés et avérés liés aux normes ESHS et aux exigences HST, aux VBG ou aux VCE, en mettant l'accent sur la responsabilité du personnel envers l'entreprise et le pays où ils travaillent et dans le respect du principe de confidentialité.

4. Conformément aux lois en vigueur et au mieux de vos compétences, empêcher que les auteurs d'exploitation et d'abus sexuels soient embauchés, réembauchés ou déployés. Vérifier les antécédents et les casiers judiciaires de tous les employés.
5. Veiller à ce que lors de la conclusion d'accords de partenariat, de sous-traitance, de fournisseurs ou d'accords similaires, ces accords :
 - i. Intègrent en annexes les codes de conduite sur les normes ESHS, les exigences HST, les GBV et les VCE ;
 - ii. Intègrent la formulation appropriée exigeant que ces entités adjudicatrices et ces individus sous contrats, ainsi que leurs employés et bénévoles, se conforment au Code de conduite individuel ;
 - iii. Enoncent expressément que le manquement de ces entités ou individus, selon le cas, à garantir le respect des normes ESHS et des exigences HST ; à prendre des mesures préventives pour lutter contre la VBG et la VCE ; à enquêter sur les allégations y afférentes ou à prendre des mesures correctives lorsque des actes de VBG et de VCE sont commises – tout cela constitue non seulement un motif de sanctions et pénalités conformément aux Codes de conduite individuels, mais également un motif de résiliation des accords de travail sur le projet ou de prestations.
6. Fournir un appui et des ressources à l'équipe de conformité (EC) sur les VBG et les VCE pour créer et diffuser des initiatives de sensibilisation interne par le biais de la stratégie de sensibilisation dans le cadre du Plan d'action VBG et VCE.
7. Veiller à ce que toute question de VBG ou de VCE justifiant une intervention policière soit immédiatement signalée aux services de police, au client et à la Banque mondiale.
8. Signaler tout acte présumé ou avéré de VBG et/ou de VCE et y répondre conformément au Protocole d'intervention (Section 4.7 : Protocole d'intervention), étant donné que les gestionnaires ont la responsabilité de faire respecter les engagements de l'entreprise et de tenir leurs subordonnés directement responsables de leurs actes.
9. S'assurer que tout incident majeur lié aux normes ESHS ou aux exigences HST est signalé immédiatement au client et à l'ingénieur chargé de la surveillance des travaux.

La formation

10. Les gestionnaires ont la responsabilité de :
 - i. Veiller à ce que le Plan de gestion des normes HST soit mis en œuvre, accompagné d'une formation adéquate à l'intention de l'ensemble du personnel, y compris les sous-traitants et les fournisseurs ;
 - ii. Veiller à ce que le personnel ait une compréhension adéquate du E-PGES et qu'il reçoive la formation nécessaire pour en mettre ses exigences en œuvre.
11. Tous les gestionnaires sont tenus de suivre un cours d'initiation des gestionnaires avant de commencer à travailler sur le site pour s'assurer qu'ils connaissent leurs rôles et responsabilités en ce qui concerne le respect des deux aspects des présents Codes de conduite que sont la VBG et la VCE.
 Cette formation sera distincte de la formation avant l'entrée en service exigée de tous les employés et permettra aux gestionnaires d'acquérir la compréhension adéquate et de bénéficier du soutien technique nécessaire pour commencer à élaborer le Plan d'action visant à faire face aux problèmes liés à la VBG et la VCE.
12. Les gestionnaires sont tenus d'assister et de contribuer aux cours de formation mensuels animés dans le cadre du projet et dispensés à tous les employés. Ils seront tenus de présenter les formations et les et les autoévaluations, y compris en encourageant la compilation

d'enquêtes de satisfaction pour évaluer la satisfaction avec la formation et pour fournir des conseils en vue d'en améliorer l'efficacité.

13. Veiller à ce qu'il y ait du temps à disposition prévu pendant les heures de travail pour que le personnel, avant de commencer à travailler sur le site, assiste à la formation d'initiation obligatoire dispensée dans le cadre du projet et portant sur les thèmes ci-après :
 - i. Les exigences HST et les normes ESHS ; et
 - ii. Les VBG et les VCE ; cette formation est exigée de tous les employés.
14. Durant les travaux de génie civil, veiller à ce que le personnel suive une formation continue sur les exigences HTS et les normes ESHS, ainsi que le cours de rappel mensuel obligatoire exigé de tous les employés pour faire face au risque accru de VBG et de VCE.

L'intervention

15. Les gestionnaires devront prendre des mesures appropriées pour répondre à tout incident lié aux normes ESHS ou aux exigences HST.
16. En ce qui concerne la VBG et la VCE :
 - i. si un gestionnaire a des préoccupations ou des soupçons au sujet d'une forme quelconque de VBG ou de VCE commise par l'un de ses subordonnés directs ou par un employé travaillant pour un autre entrepreneur sur le même lieu de travail, il est tenu de signaler le cas en se référant aux mécanismes de plaintes ;
 - ii. Une fois qu'une sanction a été déterminée, les gestionnaires concernés sont censés être personnellement responsables de faire en sorte que la mesure soit effectivement appliquée, dans un délai maximum de 14 jours suivant la date à laquelle la décision de sanction a été rendue ;
 - iii. Si un gestionnaire a un conflit d'intérêts en raison de relations personnelles ou familiales avec le survivant(e)s et/ou l'auteur de la violence, il doit en informer l'entreprise concernée et l'équipe de conformité (EC). L'entreprise sera tenue de désigner un autre gestionnaire qui n'a aucun conflit d'intérêts pour traiter les plaintes ;
 - iv. Veiller à ce que toute question liée aux VBG ou aux VCE justifiant une intervention policière soit immédiatement signalée aux services de police, au client et à la Banque mondiale.
17. Les gestionnaires qui ne traitent pas les incidents liés aux normes ESHS ou aux exigences HST, ou qui omettent de signaler les incidents liés aux VBG et aux VCE ou qui ne se conforment pas aux dispositions relatives aux VBG et aux VCE, peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires, qui seront déterminées et édictées par le PDG, le Directeur général ou un gestionnaire de rang supérieur équivalent de l'entreprise. Ces mesures peuvent comprendre :
 - i. l'avertissement informel ;
 - ii. l'avertissement formel ;
 - iii. la formation complémentaire ;
 - iv. la perte d'un maximum d'une semaine de salaire ;
 - v. la suspension de la relation de travail (sans solde), pour une période minimale d'un mois et
 - vi. une période maximale de six mois ;
 - vii. le licenciement.
18. En fin, le fait que les gestionnaires ou le PDG de l'entreprise omettent de répondre de manière efficace aux cas de violence liées aux normes environnementales et sociales, d'hygiène et de santé (ESHS) et d'hygiène et de santé au travail (HST), et de répondre aux violences basées

sur le genre (VBG) et aux violences contre les enfants (VCE) sur le lieu de travail, peut entraîner des poursuites judiciaires devant les autorités nationales.

Je reconnais par la présente avoir lu le Code de conduite du gestionnaire ci-dessus, j'accepte de me conformer aux normes qui y figurent et je comprends mes rôles et responsabilités en matière de prévention et de réponse aux exigences liées à l'ESHS, à la HST, aux VBG et aux VCE. Je comprends que toute action incompatible avec le Code de conduite du gestionnaire ou le fait de ne pas agir conformément au présent Code de conduite du gestionnaire peut entraîner des mesures disciplinaires.

Signature : _____

Nom (chef du chantier) en toutes lettres : _____

Titre : _____

Date : _____

Annexe 24 : Code de conduite individuel

Mise en œuvre des normes ESHS et des exigences HST

Prévention des violences basées sur le genre (VBG) et des violences contre les enfants (VCE)

Je soussigné, _____, reconnais qu'il est important de se conformer aux normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS), de respecter les exigences du projet en matière d'hygiène et de sécurité au travail (HST) et de prévenir les violences basées sur le genre (VBG) ainsi que les violences contre les enfants (VCE).

L'entreprise considère que le non-respect des normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS) et des exigences d'hygiène et de sécurité au travail (HST), ou le fait de ne pas participer aux activités de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ainsi que les violences contre les enfants (VCE) que ce soit sur le lieu de travail – dans les environs du lieu de travail, dans les campements de travailleurs ou dans les communautés avoisinantes – constitue une faute grave et il est donc passible de sanctions, de pénalités ou d'un licenciement éventuel. Des poursuites peuvent être engagées par la police contre les auteurs de VBG ou de VCE, le cas échéant.

Pendant que je travaillerai sur le projet, je consens à :

1. Assister et participer activement à des cours de formation liés aux normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS), et aux exigences en matière d'hygiène et de sécurité au travail (HST), au VIH/sida, aux VBG et aux VCE, tel que requis par mon employeur ;
2. Porter mon équipement de protection individuelle (EPI) à tout moment sur le lieu de travail ou dans le cadre d'activités liées au projet ;
3. Prendre toutes les mesures pratiques visant à mettre en œuvre le Plan de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs (E-PGES) ;
4. Mettre en œuvre le Plan de gestion HST ;
5. Respecter une politique de tolérance zéro à l'égard de la consommation de l'alcool pendant le travail et m'abstenir de consommer des stupéfiants ou d'autres substances qui peuvent altérer mes facultés à tout moment ;
6. Laisser la police vérifier mes antécédents ;
7. Traiter les femmes, les enfants (personnes âgées de moins de 18 ans) et les hommes avec respect, indépendamment de leur race, couleur, langue, religion, opinion politique ou autre, origine nationale, ethnique ou sociale, niveau de richesse, invalidité, citoyenneté ou tout autre statut ;
8. Ne pas m'adresser envers les femmes, les enfants ou les hommes avec un langage ou un comportement déplacé, harcelant, abusif, sexuellement provocateur, dégradant ou culturellement inapproprié ;
9. Ne pas me livrer au harcèlement sexuel – par exemple, faire des avances sexuelles indésirées, demander des faveurs sexuelles ou adopter tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle, y compris les actes subtils d'un tel comportement (par exemple, regarder quelqu'un de haut en bas ; embrasser ou envoyer des baisers ; faire des allusions sexuelles en faisant des bruits ; frôler quelqu'un ; siffler ; donner des cadeaux personnels ; faire des commentaires sur la vie sexuelle de quelqu'un, etc.) ;

10. Ne pas m'engager dans des faveurs sexuelles – par exemple, faire des promesses ou subordonner un traitement favorable à des actes sexuels – ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou abusif ;
11. Ne pas participer à des contacts ou à des activités sexuelles avec des enfants – notamment à la sollicitation malveillante des enfants – ou à des contacts par le biais des médias numériques ; la méconnaissance de l'âge de l'enfant ne peut être invoquée comme moyen de défense ; le consentement de l'enfant ne peut pas non plus constituer un moyen de défense ou une excuse ;
12. A moins d'obtenir le plein consentement¹ de toutes les parties concernées, de ne pas avoir d'interactions sexuelles avec des membres des communautés avoisinantes ; cette définition inclut les relations impliquant le refus ou la promesse de fournir effectivement un avantage (monétaire ou non monétaire) aux membres de la communauté en échange d'une activité sexuelle – une telle activité sexuelle est jugée « non consensuelle » dans le cadre du présent Code ;
13. Envisager de signaler par l'intermédiaire des mécanismes des plaintes et des doléances ou à mon gestionnaire tout cas présumé ou avéré de VBG ou de VCE commis par un collègue de travail, que ce dernier soit ou non employé par mon entreprise, ou toute violation du présent Code de conduite.

En ce qui concerne les enfants âgés de moins de 18 ans :

14. Dans la mesure du possible, m'assurer de la présence d'un autre adulte au moment de travailler à proximité d'enfants.
15. Ne pas inviter chez moi des enfants non accompagnés sans lien de parenté avec ma famille, à moins qu'ils ne courent un risque immédiat de blessure ou de danger physique ;
16. Ne pas utiliser d'ordinateurs, de téléphones portables, d'appareils vidéo, d'appareils photo numériques ou tout autre support pour exploiter ou harceler des enfants ou pour accéder à de la pornographie infantile (voir aussi la section « Utilisation d'images d'enfants à des fins professionnelles » ci-dessous) ;
17. M'abstenir de châtiments corporels ou de mesures disciplinaires à l'égard des enfants ;
18. M'abstenir d'engager des enfants dont l'âge est inférieur à 14 ans pour le travail domestique ou pour tout autre travail, à moins que la législation nationale ne fixe un âge supérieur ou qu'elle ne les expose à un risque important de blessure ;
19. Me conformer à toutes les législations locales pertinentes, y compris les lois du travail relatives au travail des enfants et les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale sur le travail des enfants et l'âge minimum ;
20. Prendre les précautions nécessaires au moment de photographier ou de filmer des enfants (se référer à l'Annexe 2 pour de plus amples détails).

Utilisation d'images d'enfants à des fins professionnelles

Au moment de photographier ou de filmer un enfant à des fins professionnelles, je dois :

21. Avant de photographier ou de filmer un enfant, évaluer et m'efforcer de respecter les traditions ou les restrictions locales en matière de reproduction d'images personnelles ;
22. Avant de photographier ou de filmer un enfant, obtenir le consentement éclairé de l'enfant et d'un parent ou du tuteur ; pour ce faire, je dois expliquer comment la photographie ou le film sera utilisé ;
23. Veiller à ce que les photographies, films, vidéos et DVD présentent les enfants de manière digne et respectueuse, et non de manière vulnérable ou soumise ; les enfants doivent être

habillés convenablement et ne pas prendre des poses qui pourraient être considérées comme sexuellement suggestives ;

24. M'assurer que les images sont des représentations honnêtes du contexte et des faits ;

25. Veiller à ce que les étiquettes des fichiers ne révèlent pas de renseignements permettant d'identifier un enfant au moment d'envoyer des images par voie électronique.

Sanctions

Je comprends que si je contreviens au présent Code de conduite individuel, mon employeur prendra des mesures disciplinaires qui pourraient inclure :

1. L'avertissement informel ;

2. L'avertissement formel ;

3. La formation complémentaire ;

4. La perte d'au plus une semaine de salaire ;

5. La suspension de la relation de travail (sans solde), pour une période minimale d'un mois et une période maximale de six mois ;

6. Le licenciement.

7. La dénonciation à la police, le cas échéant.

Je comprends qu'il est de ma responsabilité de m'assurer que les normes environnementales, sociales, de santé et de sécurité sont respectées. Que je me conformerai au Plan de gestion de l'hygiène et de sécurité du travail. Que j'éviterai les actes ou les comportements qui pourraient être interprétés comme des VBG et des VCE. Tout acte de ce genre constituera une violation du présent Code de conduite individuel. Je reconnais par les présentes avoir lu le Code de conduite individuel précité, j'accepte de me conformer aux normes qui y figurent et je comprends mes rôles et responsabilités en matière de prévention et d'intervention dans les cas liés aux normes ESHS et aux exigences HST, aux VBG et aux VCE. Je comprends que tout acte incompatible avec le présent Code de conduite individuel ou le fait de ne pas agir conformément au présent Code de conduite individuel pourrait entraîner des mesures disciplinaires et avoir des répercussions sur mon emploi continu.

Signature : _____

Nom en toutes lettres : _____

Titre : _____

Date : _____

Annexe 25 : Plan de reboisement compensatoire

Objectif

Le plan d'action reboisement compensatoire vise à décrire les actions à entreprendre par les entreprises en charge des travaux pour le reboisement compensatoire. Il s'agira notamment de contribuer à la lutte contre la désertification en reboisant dans les édifices publics tels que les écoles et des espèces vertes en guise de mesure de gestion des impacts du sous-projet sur l'environnement et le cadre de vie des populations.

Document de référence

Ce présent objet s'appuie sur :

- PGES
- Cahier de charges
- Le reboisement compensatoire-préparation des plans d'actions entreprises
- Code de l'environnement
- ISO 14001 : 2015

Domaine d'application

Les travaux de construction de l'abattoir et le cadre de la mise œuvre sous projet nécessitent des défrichements et conséquemment des pertes d'individus végétaux. En effet, les emprises des interventions empiètent des zones à potentiel ligneux où les arbres devront être abattus ou élagués. L'inventaire floristique dans l'emprise du site a permis d'identifier 22 s arbres qui seront potentiellement impactés par les travaux de construction de l'abattoir.

Ces **pertes d'individus végétaux** doivent être **compensées**. De ce fait, les entreprises en charge des travaux en place un plan d'action relatif au reboisement compensatoire.

Ce plan se déroulera comme suit :

- I. Défrichage
- II. Reboisement compensatoire
- III. La quantification du reboisement
- IV. Mise en œuvre du reboisement
- V. Impact environnemental économique et social

Défrichage

Dans le cadre travaux de construction des infrastructures, l'emprise des travaux sera nettoyée et les entreprises en charge des travaux sera appelé à défricher. Par définition, le défrichage est toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière. Il faut noter que nul ne peut user du droit de défricher le bois sans avoir au préalable obtenu une autorisation. De ce fait, les entreprises procèderont comme suit :

- Inventaire phytosociologie
- Inventaire contradictoire
- Demande d'autorisation du service forestier ;
- Abattage et dotation à la population.

Inventaire phytosociologie

L'identification et le dénombrement des espèces se feront avec la collaboration des agents Eaux et forêts de la commune.

Un rapport de dénombrement des espèces forestières sera remis à les entreprises par le service départemental en charge de l'environnement. Un inventaire contradictoire ne sera pas nécessaire, car l'identification et le dénombrement des espèces se fera avec la collaboration de l'agent de l'environnement lors de l'inventaire phytosociologie. L'inventaire forestier sur la zone abritant les sous-projets a donné les résultats suivants :

Dénombrement espèces forestières et l'estimation des compensations des pertes d'arbres

Demande d'Autorisation

Tout abattage entraîne des impenses à rembourser. Le PRECEL informera au préalable la Direction régionale et provinciale en charge de l'environnement pour toute action d'abattage en précisant le nombre et le statut de l'espèce (protégée, non protégée, locale, exotique) concernés et en définissant la localisation précise de l'emprise des travaux et ses limites. Cela se traduit souvent par une convention entre le projet et le ministère de l'environnement.

Si la zone de travaux est incluse dans cette convention, alors il n'y aura pas à payer de taxes. Sous réserve des recommandations contenues dans le protocole d'accord signé entre le ministère en charge de l'environnement et le PRECEL, une autorisation de coupe nous sera délivrée.

Dans le cas contraire, un paiement de taxes de défrichement devra être versé au service forestier.

Une fois le paiement effectif, la direction de l'environnement délivrera l'autorisation d'abattage.

N°	Espèces forestières	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total

Abattage

Il sera effectué par le personnel recruté sur place.

Le bois qui en résulte sera découpé et doté à la population concernée.

REBOISEMENT COMPENSATOIRE

L'objectif de ce reboisement est de :

- Compenser les pertes d'individus végétaux lors des travaux ;
- Favoriser la création des poumons verts dans des sites adaptés au département ;
- Servir de modèle citoyen pour tout acteur de développement ;
- Promouvoir une éducation environnementale.

L'atteinte de ses objectifs nécessitera la participation et l'implication des populations et du service en charge de l'environnement au niveau provincial et départemental. De ce fait, les entreprises travailleront avec la collaboration de ces derniers.

La stratégie sera essentiellement basée sur un choix d'espèces adaptées à la zone et à croissance rapide permettant d'atteindre les résultats fixés à court terme.

De ce fait, les modalités d'intervention se feront comme suit :

- Réhabiliter les zones concernées ;
- Elaborer et mettre en œuvre un programme de reboisement des écoles dans le cadre de l'éducation environnementale ;
- Créer en rapport avec les autorités locales des espaces de reboisement réservés dans la commune ;
- Mettre en place un cadre de concertation avec l'ensemble des acteurs pour mieux soutenir les actions de reboisement ;
- Mener une campagne d'information, de communication et de sensibilisation des populations pour une bonne réussite des actions à entreprendre ;
- Mettre en place un système pour l'organisation, la recherche de financement et de suivi du reboisement.

QUANTIFICATION DU REBOISEMENT

Pour faire un reboisement compensatoire, les entreprises partiront des éléments fondamentaux à savoir :

- L'étendue des superficies visées ;
- Leur emplacement ;
- Du nombre de plants attendus pour le remplacement des pertes ;

La période du reboisement (doit être défini dans le plan d'action pour les responsabilités au cas où cette date n'est pas respectée).

NB: Le nombre de pieds ne saurait être inférieur à celui des pertes subies, la compensation ne serait pas effective.

Le choix des espèces à reboiser

Le reboisement compensatoire se fera à l'aide de plants aptes à survivre sur les sites où il sera planté.

De ce fait il est un impératif d'avoir une idée sur la vie et le développement des différentes plantes.

D'où l'obligation de définir :

- La **NATURE** des espèces ;
- **L'AGE** et la **TAILLE** des plantes ;
- Le **NBRE TOTAL** de pieds à reboiser ;
- Et l'**ÉCARTEMENT** c'est-à-dire la distance d'une plante à une autre.

La nature des espèces est importante surtout si les pertes portent sur des **plantations privées**.

Les propriétaires pourront demander :

- Les **mêmes espèces** que celles perdues ;
- Ou **une autre espèce**, après discussion avec les parties prenantes.

En dehors des propriétés privées, le choix des espèces dépend en partie :

- De la **nature du sol** ;

Mais aussi aux **besoins exprimés par les parties**. Le choix de l'ACTEUR chargé du reboisement se fera sur la base des critères définis par le service en charge de l'environnement de la commune.

Le choix de l'acteur chargé de reboiser

Les entreprises en concertation avec le PRECEL, définiront des **critères de sélection du futur réalisateur** des reboisements compensatoires.

Suite à la détermination de ses critères, un appel d'offres relatif au reboisement sera lancé. Un système de suivi en collaboration avec le PRECEL sera mis en place.

MISE EN ŒUVRE DU REBOISEMENT

La préparation de la campagne de reboisement requiert la mise en œuvre de certaines activités indispensables pour sa réussite. Toute activité menée nécessitera un rapport détaillé.

Ci-joint le tableau récapitulatif des différentes activités à mener sur site

N°	Désignation	Stratégie d'intervention	Responsable	Indicateurs
1	Organiser la campagne d'information	Concertation avec Autorité & presse locale	RHSE Entreprises	Nombre d'émissions
2	Créer un cadre de concertation avec l'ensemble des acteurs	Réunions avec les responsables administratifs et communaux		Nombre de concertation
3	Informers, sensibiliser et former la population concernée	Séance de sensibilisation Atelier de formation		Liste de présence & attestation
5	Choix des plants	Concertation avec la population et DPEE		Rapport
6	Achat et transport des plants	Visites des pépinières		Nombres de plants
7	Préparation du terrain			
8	Plantation			
9	Evaluation de la campagne de reboisement	Mise en place des commissions de suivi		Rapport d'évaluation
10	Organisation du concours de reboisement	Evaluation de la campagne de reboisement		Prix attribués
11	Suivi des plantations			
12	Protection entretien des plantations			

Chronogramme des activités

Activités	Période							
	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Campagne d'information, de sensibilisation et de formation								

Achats et transport des plants								
Préparation du terrain								
Plantation								
Suivi des plantations								
Evaluation de la campagne								

Fiche d'identification et de suivi

N° d'ordre	Nom/Prénom des participants	Superficie plantée	Taux de survie	Type de plantation	Entretien/Protection	Notes
1						
2						

IMPACT ENVIRONNEMENTAL-ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le reboisement compensatoire a des retombées environnementales économiques et sociales.

Retombées sociales

Le reboisement et l'aménagement paysager permettront avant tout de **remplacer les arbres perdus lors des travaux**. Il est ici vu comme un instrument de réparation des dommages donc de résolution de conflit. Les populations disposeront d'un côté des arbres fruitiers et de l'autre d'ombrage perdu pendant la phase travaux. Aussi, la plantation de ses arbres aura des avantages multiples à savoir (i) donner de l'ombre aux usagers de l'abattoir et aux familles, (ii) adoucir la chaleur sur certain lieu.

Retombées genre

- Effets barrière pour délimiter les ménages ;
- Effet barrière contre les vents ;
- Contribution à fertiliser le sol ;
- Contribution à la production de fruits, de médicaments de la pharmacopée ;
- La production de bois énergie, de bois d'œuvre, etc...

Environnement

Le reboisement restaure le couvert végétal, et jouera son rôle de séquestration des gaz à effet de serre. Il permet de restaurer aussi une fois les plantations reprises, la biodiversité végétale et animale. Il donnera des abris et à manger à certaines espèces de la faune. On notera que :

- L'érosion reculera ;
- Des sols fertilisés seront disponibles,
- Des espaces impactés seront reboisés ;
- Des sols seront récupérés ;
- Le cadre de vie des populations sera amélioré.

Annexe 26: Fiche de gestion des emprunts/ exploitation des ressources

Fiche de gestion des emprunts/ exploitation des ressources
--

Titre du projet :

Entreprise :

Période :

N	Type d'emprunt / ressource exploité	Lieu	Quantité	Prévision de compensation	Personne ne ressource		
					Nom et prénoms	Tel	N° CNIB

Responsable HSE : Nom et Prénoms :

Signature :

Date/.../....

NB : joindre un accord d'exploitation signé la personne ressource

Annexe 27: Fiche de gestion des déchets

Fiche de gestion des déchets

Titre du projet :

Entreprise :

Période :...../...../.....

N°	Déchets	Nature			Origine	Quantité	Lieu de rejet	Stockage final
		Solide	Liquide	Gazeuse				

Responsable HSE : Nom et Prénoms :

Signature :

Date/...../.....

Annexe 28: Critères spécifiques à inscrire dans les DAO

Date/...../..... visé	Prescriptions E&S
Personnel	Le Soumissionnaire doit établir qu'il dispose d'un Spécialiste HSE dans son entreprise disposant d'une expertise d'au moins cinq (5) ans en hygiène et sécurité d'une part et en définition et suivi de mise en œuvre de mesures ESSH de gestion de chantier d'autre part.
Nettoyage du chantier	Après l'achèvement complet des Installations, le Constructeur doit déblayer et enlever du site tous les décombres, déchets et débris de toute sorte, et laisser le site et les Installations en parfait état de propreté et de sécurité.
Responsabilité	L'Entrepreneur, à l'égard du Maître de l'Ouvrage, la responsabilité des dommages aux ressources naturelles causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, sauf s'il établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement des dispositions du Marché ou de prescriptions d'ordre de service.
Plan de Gestion Environnementale et Sociale du Chantier (PGES-C)	L'Entrepreneur doit préparer, faire valider par le Maître d'Œuvre, exécuter et mettre à jour un Plan de Gestion Environnementale et Sociale du Chantier (PGES-C). L'Entrepreneur doit préparer un programme de formation de sa main d'œuvre qu'il décrit dans le PGES-C et documente chaque mois dans le rapport d'activité ESSH.
Protection des zones adjacentes	L'Entrepreneur doit mettre en place, pendant toute la durée des travaux, les mesures de protection et méthodes de construction nécessaires pour ne pas affecter la végétation, les sols, les nappes d'eau souterraine, la diversité biologique des espèces animales et végétales, le drainage naturel et la qualité des eaux des zones adjacentes aux sites.
Exploitation d'emprunts	L'entrepreneur devra élaborer un Plan de Protection Environnemental et Social pour chaque site et discuter directement des questions de compensation avec les propriétaires terriens. Les ententes avec les propriétaires terriens doivent être sanctionnées par des procès-verbaux (PV) d'accords.
Gestion des effluents	L'Entrepreneur doit réaliser, ou faire réaliser à sa charge, le suivi de la qualité des effluents.
Emissions dans l'air et les poussières	L'Entrepreneur doit utiliser des équipements et adopter des méthodes de construction et de transport qui n'émettent pas dans l'atmosphère des charges polluantes supérieures aux seuils préconisés par les normes nationales ou internationales
Bruits et vibrations	L'Entrepreneur doit utiliser des équipements et adopter des méthodes de construction et de transport qui n'émettent pas dans l'atmosphère de nuisances sonores supérieures aux seuils préconisés par les normes nationales et internationales.
Gestion des déchets	L'Entrepreneur est responsable de l'identification, de la collecte, du transport et du traitement, dans les conditions sanitaires et environnementales appropriées, de tous les déchets produits sur les sites par sa main-d'œuvre, ses Sous-traitants et les visiteurs du Chantier ou des installations.

Erosion et sédimentation	Sur tous les Sites, l'Entrepreneur doit planifier les travaux de terrassement, et optimiser la gestion de l'espace, de sorte que soient minimisées les surfaces défrichées et exposées à l'érosion des sols. L'Entrepreneur met en place des barrières à sédiments pour ralentir l'écoulement des eaux et filtrer les sédiments sur les Sites dont (i) les pentes sont supérieures à 20%, et dont (ii) les terrains perturbés par les travaux ou les matériaux stockés sont exposés à une érosion en nappe ou en rigole.
Remise en état	Sauf instruction contraire du Maître d'Œuvre, l'Entrepreneur doit remettre en état tous les Sites ayant été perturbés par les travaux, avant la réception provisoire des travaux, accès compris.
Documentation de l'état de site	L'Entrepreneur documente à l'aide de photographies en couleur, datées et géoréférencées la situation de tous les sites, depuis un point de vue et selon un angle, constants, du démarrage des travaux jusqu'à leur réception définitive.
Plan de Gestion Environnementale et Sociale	L'Entrepreneur doit prendre en compte les mesures indiquées dans le PGES spécifique au sous projet et s'assurer de les intégrer dans son PGES-C.
Respect des lois sur la santé et la sécurité et des normes environnementales au Burkina Faso	L'Entrepreneur doit inclure dans son équipe un coordonnateur de sécurité qui assurera une sécurité maximale des travailleurs sur le chantier et le campement, ainsi que pour la population en général et les visiteurs en contact avec le chantier.
Gestion de l'eau	Pour ce qui est de la gestion des ressources eau lors de la construction, l'Entrepreneur doit appliquer ou prendre en compte les mesures et les considérations suivantes : Eviter les conflits avec les besoins en eau des communautés locales ; Le prélèvement d'eau de surface et d'eau souterraine n'est possible qu'en consultant la communauté locale et après avoir obtenu un permis de l'autorité responsable des eaux ; Le prélèvement d'eau des zones humides doit être évité. Le cas échéant, l'autorisation doit être obtenue des autorités compétentes ; L'endiguement temporaire des cours d'eau doit être effectué de manière à éviter de perturber l'approvisionnement en eau des communautés en aval, et à maintenir l'équilibre écologique du système fluvial ; Aucune eau de construction ou effluents contenant des matières contaminées, notamment du ciment et de l'huile, ne doit être déversée dans les cours d'eau ; L'eau provenant du nettoyage de l'équipement ne doit pas être déversée dans les cours d'eau ou les fossés de drainage de la route.
Mesures socioéconomiques	L'Entrepreneur doit tout au long de la période de construction mener des activités d'information, éducation et communication (IEC) pour maintenir de bonnes relations avec les communautés locales. En outre, il doit assurer l'enregistrement et la transmission des plaintes des parties prenantes sur le chantier au comité de gestion. Le cas échéant, il oriente le plaignant.

Annexe 29: PV de consultations de l'association des bouchers de Banfora



Mission de l'élaboration d'une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des travaux de construction d'un abattoir frigorifique moderne à Banfora



REGION :Cascades.....

BURKINA FASO

PROVINCE :Comoé.....

Unité-Progrès-Justice

COMMUNE :Banfora

PROCES-VERBAL DE CONSULTATION PUBLIQUE

L'an deux mil vingt-quatre et le 01 septembre à Banfora
 a eu lieu une rencontre d'information et d'échanges avec Madame/Monsieur les association des bouchers de Banfora
 (Fonction).....
 Du/ de la (service)
 Sur le projet..... de construction d'un abattoir moderne à Banfora.....
 Cette consultation qui entre dans le cadre de la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), conduite par le cabinet GREM visait à informer le public sur le sous projet et le processus de réalisation de l'EIES, recueillir leurs attentes, craintes, préoccupations, appréciations et recommandations :

Etaient présents à cette rencontre :

- ✓ Aga Boussouma Ahmed, Prt de l'association
- ✓ J. des bouchers
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓
- ✓ Membres de l'association
- ✓ Le collecteur de taxes (Agent de la mairie)
- ✓ Consultants du Bureau GREM

Les points suivants ont été abordés et discutés :

- présentation du sous-projet
- évaluation du sous-projet
- impacts du sous-projet
- Attentes et préoccupations du public
- Réponses d'attentes et de préoccupations
- Recommandations

Les attentes et préoccupations du public :

- Appréciation positive du sous-projet
- Nous attendons un abattoir moderne, bien construit qui répond à ce que nous voulons exactement
- Pouvoir offrir de la viande de qualité à nos clients, doter les bouchers des outils modernes de travail pour l'abattage des animaux



- une augmentation de nos revenus et chiffres d'affaires,
- amélioration des conditions de travail des bouchers

Au titre des réponses apportées aux préoccupations et craintes

- le projet P.P.E.E.E.L. s'est engagé à construire un abattoir moderne au profit de la commune
- c'est un abattoir moderne qui garantira la qualité de la viande, offrira de meilleures conditions de travail aux bouchers et à l'ensemble des acteurs de la chaîne

Les recommandations qui ont été formulées :

- bien communiquer et impliquer tout le monde dans le processus de réalisation du l'abattoir
- inviter tous les acteurs à respecter les principes de fonctionnement du nouveau l'abattoir
- prendre en compte les attentes et préoccupations de tous les acteurs concernés.

La séance fut levée à 12h23 mn

Fait à, Banfora le 01/09/2024

Ont signé :

Noms et prénoms

Titres/fonctions

Téléphone

Signature

--	--	--	--

Annexe 30: PV portant mise en place du comité régional de gestion des plaintes

MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES
RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE
DES RESSOURCES ANIMALES ET
HALIEUTIQUES DES CASCADES



Burkina Faso

Unité - Progrès - Justice

NOTE DE SERVICE N° 2024-058 /MARAH/SG/DRARAH- CAS

(Portant mise en place de la Cellule Régionale de Gestion des Plaintes dans la mise en œuvre du PRECEL)

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de résilience et de compétitivité de l'élevage (PRECEL) il est prévu l'opérationnalisation du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) qui comprend plusieurs organes dont les cellules régionales de gestion des plaintes (CRGP) portées par les Directions Régionales de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques (DRARAH).

Ainsi pour le compte de la Direction Régionale de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques des Cascades il est mis en place une cellule régionale de gestion des plaintes dont les membres et les missions sont précisés ci-dessous.

La cellule régionale de gestion des plaintes est composée :

- Président : Directeur Régional l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques ;
- Rapporteur : Assistant en Suivi Evaluation et Capitalisation (ASEC) du PRECEL ;
- Membre : Chef du Service de la Gestion des Finances (SGF) de la DRARAH.

Les missions de la cellule régionale de gestion des plaintes sont de :

- recevoir, enregistrer et accuser réception des plaintes et/ou réclamations exprimées en lien avec le PRECEL ;
- traiter et résoudre toutes les plaintes à elle soumises ;
- procéder à des investigations approfondies pour cerner tous les enjeux de la plainte ;
- engager avec le plaignant une consultation/négociation pour une résolution à l'amiable de la plainte ;
- établir les PV ou rapports de gestion des plaintes et envoyer périodiquement les rapports au Comité national de Gestion des Plaintes (CNGP) ;
- informer périodiquement le point focal du CNGP de l'état des lieux des plaintes reçues, enregistrées, traitées et résolues ;
- transférer dans les délais, les plaintes non résolues au point focal du CNGP ;
- assurer la traçabilité, la documentation et l'archivage des données de gestion des plaintes au niveau de la région.

La présente note de service prend effet à compter de sa date de signature.

Ampliation :

- Gouvernorat
- PRECEL
- Toute DPARAH
- Intéressés
- Tout service siège
- A/C
- CRA

Fait à Banfora, le 24 avril 2024

Le Directeur Régional



Table des matières

LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES CARTES.....	viii
PHOTOS.....	ix
ANNEXES.....	ix
RESUME EXECUTIF.....	XI
EXECUTIVE SUMMARY.....	XXIII
CHAPITRE I : INTRODUCTION.....	1
1.1. Contexte et justification.....	1
1.2. Objectifs de l'étude.....	1
1.3. Résultats attendus.....	2
1.4. Méthodologie générale de l'étude.....	2
1.4.1. Le cadrage.....	3
1.4.2. La recherche documentaire.....	3
1.4.3. L'élaboration d'outils de collecte des données.....	3
1.4.4. La visite et la collecte de données de terrain.....	3
1.4.5. Le dépouillement, le traitement et l'analyse des données.....	4
1.5. Structuration du rapport EIES.....	4
CHAPITRE II : DESCRIPTION DU SOUS PROJET.....	5
2.1. Présentation du promoteur.....	5
2.2. Situation géographique du sous-projet.....	5
2.3. Description des infrastructures du sous-projet de l'abattoir moderne de Banfora.....	9
2.3.3. Description des travaux selon les phases.....	15
2.3.7. Type et caractéristique du matériel.....	16
2.3.8. Les besoins d'eau.....	17
2.3.9. Main d'œuvre et emploi local.....	17
CHAPITRE III : CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL.....	18
3.1. Cadre Politique de gestion environnementale et sociale.....	18
3.2. Cadre juridique.....	25
3.2.1. Cadre législatif.....	25

Lois.....	26
Description du cadre légal	26
Disposition en lien avec la mise en œuvre du sous projet	26
Code Forestier du Burkina Faso.....	30
Loi n°048-2017/an portant code de santé animale et de santé publique vétérinaire...30	
Loi n°034-2002/an portant loi d’orientation relative au pastoralisme au Burkina Faso	31
3.2.2. Cadre règlementaire	34
3.2.3. Normes environnementales et sociales de la Banque mondiale	37
3.2.4. Comparaisons entre la législation nationale et les exigences des normes de la Banque mondiale	39
3.2.4. Directives Environnementales, Sanitaires et Sécuritaires du groupe de la Banque Mondiale.....	46
3.2.5. Note du cadre environnemental et social sur les bonnes pratiques en matière de lutte contre l’exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que le harcèlement sexuel dans les projets d’investissements de travaux de génie civil	50
3.3. Conventions internationales	50
3.5. Cadre institutionnel de la gestion environnementale et sociale du sous projet	54
3.6. Autres acteurs impliqués	56
3.7. Analyse des capacités en matière de gestion environnementale et sociale	59
CHAPITRE IV. DESCRIPTION DE L’ETAT INITIAL DE L’ENVIRONNEMENT ..	61
4.1. Zones d’influence du sous projet	61
4.2. Milieu physique	65
4.2.6. Sols et Pédologie	75
4.2.7. Occupation de l’espace.....	76
4.3. Effet des changements climatiques sur l’environnement de la zone.....	77
4.4. Milieu biologique	77
4.4.1. Ressources végétales.....	77
4.4.2. Ressources fauniques et halieutiques.....	79
4.5. Milieu humain.....	80
4.5.1. La population de Banfora	80
4.5.1.1. Données démographiques	80
4.5.1.2. Caractéristiques socio-démographiques	80

4.5.1.3. Problématique du genre et protection sociale.....	81
4.5.1.4. Situation des PDI dans la commune	81
4.5.2. Occupation et gestion de l'espace et gestion du foncier	83
4.5.2.1. Occupation et gestion de l'espace	83
4.5.2.2. Gestion du foncier	83
4.5.3. Secteurs sociaux	84
4.5.3.1. Éducation	84
4.5.3.2. Santé	84
4.5.3.3. Mine et énergie	85
4.5.3.4. Eau potable et assainissement	85
4.5.3.5. Secteurs principaux d'emploi.....	85
4.5.3.6. Sécurité.....	85
4.5.3.7. Situation des VBG dans la zone des sous-projets	85
4.5.4. Principales activités économiques.....	87
4.5.4.1. L'agriculture.....	87
4.5.4.2. Sylviculture	87
4.5.4.3. L'élevage	87
4.5.5. Commerce et industrie.....	89
4.5.6. Culture, Tourisme et Hôtelleries.....	90
4.5.7. Réseau de communication et les transports.....	90
CHAPITRE V. ANALYSE DES VARIANTES DANS LE CADRE DU PROJET	91
5.1. Méthodologie.....	91
5.2. Alternative 2 : sans le projet.....	91
5.3. Alternative 1 : avec le projet	91
5.3.1. Le Choix du site	91
5.3.2. Le Système d'approvisionnement en eau potable	91
5.3.3. L'approvisionnement en énergie.....	92
5.3.4. L'analyse comparative de la variante.....	92
5.4. Variante et alternative retenue	96
CHAPITRES VI : ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, ECONOMIQUES ET SOCIAUX	
.....	97

6.1. Sur le plan environnemental	97
6.1.1. Préservation de la biodiversité (faune et la flore).....	97
6.1.2. Problématique de la gestion des déchets	97
6.1.3. Adaptation aux changements climatiques.....	98
6.1.4. Préservation de la santé sécurité des travailleurs et de la population	99
6.1.5. La consommation d'eau.....	99
6.1.6.l'enjeu sur la préservation de la qualité du sol, de l'air.....	100
6.2. Sur le plan socioéconomique et humain	100
6.2.1. Conflits sociaux.....	100
6.2.2. Situation sécuritaire dans la zone du sous-projet.....	100
6.2.3. Qualité des infrastructures qui seront réalisées	100
6.2.4. Création d'emplois	101
6.2.5. Développement des activités socio-économiques	101
6.2.6. Violences Basées sur le Genre (VBG), les Exploitation et Abus Sexuels et Harcèlement Sexuel (EAS/HS) dans la zone du sous-projet	101
CHAPITRES VII. IDENTIFICATION ET EVALUATION DES IMPACTS	
POTENTIELS DU PROJET.....	104
7.1. Méthodologie d'identification et d'évaluation des impacts	104
7.1.1. Identification des impacts.....	104
7.1.1.1. Activités sources d'impacts	104
7.1.1.2. Composantes environnementales affectées	106
7.1.2. Évaluation de l'importance de l'impact.....	107
7.1.2.1. Nature de l'impact.....	107
7.1.2.2. La durée de l'impact	108
7.1.2.3. L'étendue de l'impact	108
7.1.2.4. L'intensité	108
7.1.2.5. Importance absolue de l'impact.....	108
7.1.2.6. Valeur de la composante touchée.....	110
7.1.2.7. L'importance relative de l'impact	110
7.2. Résultats de l'identification des impacts	115
7.3. Analyse des impacts du sous-projet.....	116
7.3.1. Analyse des impacts pendant la phase de préparation et de la construction....	116

7.3.1.1. Analyse des impacts sur le milieu physique	116
7.3.1.2. Impacts sur le milieu biologique	119
7.3.1.3. Impacts sur le milieu humain et socio-économique.....	120
7.3.2. Analyse des impacts pendant la phase d'exploitation.....	121
7.3.2.1. Analyse des impacts sur le milieu physique	121
7.3.2.2. Impacts sur le milieu humain et socio-économique.....	122
7.3.5. Analyse des impacts environnementaux et sociaux cumulatifs.....	124
7.3.6. Impacts du projet sur les changements climatiques	125
CHAPITRES VIII. IDENTIFICATION, ANALYSE ET EVALUATION DES RISQUES	
ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX.....	127
8.1. Méthodologie.....	127
8.2. Présentation de la grille d'évaluation de la gravité et de la probabilité.....	127
8.3. Identification et description des risques/dangers	129
8.3.1. Identification des risques / dangers du sous projet	129
8.4. Evaluation et Analyse des risques environnementaux et sociaux du sous-projet	130
CHAPITRE IX. MESURES ET ACTIONS CLEES DU PLAN D'ENGAGEMENT	
ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (PEES).....	138
CHAPITRE X. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	141
10.1 . Objectif du PGES	141
10 .2. Acteurs de mise en œuvre et de suivi PGES et leurs rôles.....	141
10.3. Programme de mise en œuvre des mesures d'évitement, d'atténuation, de compensation et de bonification.....	143
10.3. 1.Mesures d'évitement	143
10.3.2.Mesures d'atténuation, de compensation et de bonification	143
10.4. Plans et procédures spécifiques.....	157
10.4.1. Plan de gestion des ressources culturelles physiques	157
10.4.2. Plan d'action relatif à la circulation pendant les travaux	157
10.4.3.Plan d'action relatif aux déchets.....	157
10.4.4. Plan de mesures d'urgences	159
10.4.5. Mesures d'hygiène, santé et sécurité du personnel	161

10.4.6. Mesures de mitigation des risques sécuritaires dans le cadre de la réalisation des travaux	161
10.4.7. Mesures spécifiques genre et Violences Basées sur le Genre en phase de construction.....	162
10.5. Plan de surveillance et de suivi environnemental et social	163
10.5.1. Plan de surveillance environnementale et sociale.....	163
10.5.2. Plan de suivi environnemental et social.....	167
10.6. Programme de renforcement des capacités	170
10.7 Estimation des couts du PGES.....	174
10.9. Chronogramme de mise en œuvre du PGES	174
CHAPITRE XI. PLAN DE FERMETURE / REHABILITATION	176
11.1. Objectifs de la fermeture et de la réhabilitation.....	176
11.2. Programme de réhabilitation	177
11.3. Suivi-évaluation	177
CHAPITRE XII. CONSULTATION DU PUBLIC	179
12.1. Objectifs de la consultation des parties prenantes	179
12.2. Stratégie de consultation et d'information des parties prenantes	179
12.3. Statistiques sur les consultations réalisées	184
12.4. Résultats des consultations publiques	184
12.5.1. Nature des plaintes	195
12.5.2. Types de plaintes.....	195
12.5.3. Informations sur les procédures de dépôts et traitements des doléances	196
12.5.4. Procédure d'enregistrement et gestion des plaintes	196
12.5.5. Plaintes sensibles, tels que celles liées à l'EAS / HS.....	198
12.5.6. Situation des plaintes enregistrées et traitées durant l'élaboration de la NIES	201
12.5.7. Mesures d'opérationnalisation du MGP lors de la mise en œuvre du projet	201
CONCLUSION.....	202
BIBLIOGRAPHIE	204
ANNEXES.....	XXVI

TABLE DES MATIERES XLIV